

Mille et une histoires Outre-Mer

Ballade
pour un recueil de souvenirs
à l'occasion du cinquantenaire
de l'Orstom



Textes réunis par
Jacques
CHARMES

Mille et une histoires Outre-Mer

Ballade
pour un recueil de souvenirs
à l'occasion du cinquantenaire
de l'Orstom

ORSTOM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

PARIS, 1997

On dit du chercheur de l'Orstom qu'il est « rustique ».

Il ne faut pas y voir une considération péjorative, simplement le constat que la boue ou la poussière lui colle aux pataugas. De ce point de vue, le géographe, le sociologue, l'anthropologue, l'économiste ou le démographe qui évolue et fait de multiples circonvolutions pour approcher son terroir, son village, son ethnie ou sa région d'étude, n'est pas très différent de l'hydrologue qui parcourt ses bassins versants, du pédologue ou du géophysicien qui sans relâche arpente le territoire en ligne droite.

Cette rusticité n'est plus, qui faisait notre spécificité, encore que nous n'en n'ayons pas eu le monopole ; certains, au dehors, ne se gênent pas pour dire que les affectations de longue durée à l'étranger (« outre-mer ») qui ont été — et sont toujours, jusqu'à preuve du contraire — notre lot, ne font pas de nous les seuls détenteurs de ce terrain dont nous nous sentons si proches et dans lequel l'immersion fut pour beaucoup une initiation à nulle autre pareille.

Tout cela appartient largement au passé et il importait qu'une trace en fût conservée. De nos jours, la transformation des objets scientifiques et des méthodes d'investigation peuvent faire apparaître quelque peu désuètes, rétrogrades, nostalgiques, ces références aux terrains monographiques et à l'observation empirique directe : la télédétection spatiale a rendu souvent inutile le layonnage du pédologue ou l'observation minutieuse du géographe. La globalisation et l'internationalisation des phénomènes économiques et sociaux font que les monographies classiques ne peuvent se suffire à elles-mêmes, sauf à aller jusqu'au fin fond de la Nouvelle-Guinée ou chez les montagnards de la piste Ho Chi Minh. Encore l'autonomie et la préservation de ces populations sont-elles toute relatives lorsqu'on sait par exemple quelles formes de contact ont entretenues ces populations avec l'extérieur (bombardements) et quelles formes elles entretiennent aujourd'hui (la revente du métal qui leur est tombé dessus, une nouvelle forme d'extractivisme en quelque sorte).

Et de même que le battement d'ailes d'un papillon à Tokyo peut provoquer un ouragan à l'autre bout de la planète, la tendance de l'indice Nikkeï peut modifier le comportement du plus petit agriculteur du Nord Cameroun, de sorte que la monographie en elle-même et pour elle-même a vécu.

Les temps ont donc changé. L'Orstom s'est adapté et ses chercheurs montrent aujourd'hui avec quelle dextérité ils savent utiliser les techniques d'observation et d'analyse les plus modernes.

Si les souvenirs que l'on va lire appartiennent au passé, ils n'en gardent pas moins une valeur exemplaire. Les jeunes chercheurs d'aujourd'hui connaîtront à leur tour l'obsolescence de leurs démarches et voudront laisser un message à la génération qui leur succédera.

La monographie villageoise à Madagascar (J. Charmes le parcours initiatique), la navigation sur le lac Tchad (Ph. Couty de l'autre côté du miroir), l'apprentissage des rapports sociaux à Anjouan (Cl. Robineau premières impressions), l'administration de questionnaires d'enquêtes budget-consommation dans le Nord-Cameroun (G. Winter un futur D. G. bien dérouté), l'arpentage en ligne droite du pédologue (A. Forget layonnage ; B. Denis chroniques de la Sangha) ou du botaniste (J. Miege la surprise d'une promenade forestière), autant d'exemples de démarches qui ont marqué profondément plusieurs générations de chercheurs au cours des 50 dernières années (surtout les 30-35 premières d'ailleurs).

Le creusement de profils par le pédologue (à distance régulière, des trous de 2 mètres de profondeur sur des itinéraires de 15 à 40 km) peut paraître constituer un objet plus simple à appréhender que la compréhension du fonctionnement des micro-sociétés villageoises ou insulaires. Mais dans l'un et l'autre des cas, ce furent de véritables défis à relever.

Qu'il s'agisse d'aller droit devant soi ou de parcourir un territoire en tout sens, il n'y a pas à s'y tromper : ces récits font comprendre combien cette vie a marqué les chercheurs. Le plus souvent ils y furent confrontés dès leur entrée à l'Orstom et ce sont précisément les premières expériences qu'ils se remémorent, au moment où on leur demande de raconter leurs souvenirs.

Aller tout droit, cela permet de déplacer des montagnes. A. Forget n'a-t-il pas parcouru en une vie 1 fois 1/4 le tour de la Terre, un résultat qui défie l'imagination et confirme l'adage « Un kilomètre à pied, ça use les souliers ? » A raison d'une paire de pataugas tous les 60 à 100 jours, ou tous

les 1 000 kilomètres environ, on trouve un tour du monde en cinquante paires... mieux que Phileas Fogg ! Et que dire du jeune Orstomien fraîchement recruté (J.-J. Troubat l'odyssée du m/s « Jacques Daget ») auquel notre honorable institution confiera comme première mission de traverser le Sahara en bateau : un défi qui l'a marqué, on s'en doute.

On ne peut empêcher ces souvenirs d'être empreints d'une certaine nostalgie. J. Charmes (art. cit.) ne fut pas le seul à avoir failli rater son entrée à l'Orstom, mais son récit rejoint celui de J.-C. Leprun en attendant de rentrer à l'Orstom ou engagez-vous, l'Orstom vous envoie là où vous rêvez d'aller : une fois le doigt mis dans l'engrenage, il eût été inconcevable de ne pas aller jusqu'au bout. Le théorème d'Archimède, adapté, s'applique bien "tout corps plongé dans l'Orstom, s'il n'en ressort pas aussitôt, est considéré comme définitivement perdu !". L'interprétation d'une affiche et le développement d'un sigle qui posait déjà des problèmes identitaires (E. Bernus identité perdue) sont des manifestations d'attachement à une institution mise en scène, tout comme le récit d'une première journée en brousse (J.-C. Barbier).

De toutes ces chroniques de vies bien remplies, on peut glaner de nombreuses histoires étonnantes qui n'en sont pas moins véridiques (B. Denis le pédologue-ambulancier et la femme demi-accouchée ; l'homme caïman du Niari).

Il en découle un certain nombre de traits qui caractérisent l'homo orstomiensis :

— il vit dangereusement : il fallait être un rugbyman émérite pour se sortir du mauvais pas dans lequel se retrouva un jour E. Fauroux (Le chien écorché), un photographe-amateur pour être sauvé d'un tir qui ne vous était pas destiné (J.-C. Barbier appareil-photo contre balle perdue) et un bon nageur lorsque l'on fait naufrage (C. Duriez baptême de l'air à Tonga). Et quand on est un grand voyageur, forcément, les risques sont plus nombreux (P. Gubry vous verrez du pays...). Le danger peut venir également de la bureau-

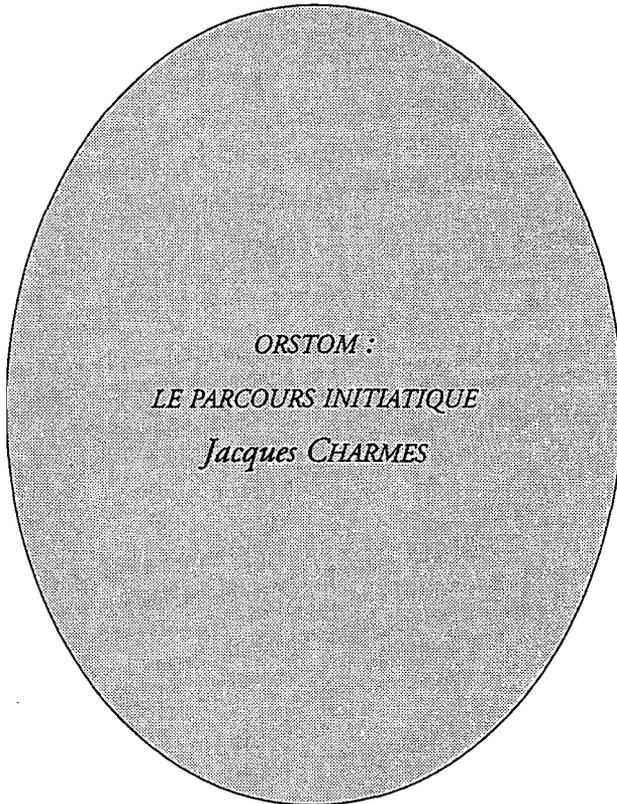
- cratie, surtout de l'autre côté de la frontière linguistique (Alf. Schwartz aventures au Liberia... ou Candide au pays de la violence institutionnalisée ; J.-C. Barbier welcome au Ghana, mais ne passez pas les frontières à pied !). Il peut être imaginaire et dû à l'humour de collègues (B. Antheaume Rapt à Pentecôte ; J. Bonnemaïson l'infirmière de Melsisi ou le rapt à l'envers). Et pour savoir dans quel guêpier délicat se retrouva J. Charmes (coup d'Etat à Tana), il ne sera pas nécessaire d'attendre l'écoulement du délai trentenaire, c'est-à-dire le début du troisième millénaire.*
- *il sait jouer des contradictions, en parfait dialecticien. Nul doute qu'essayer de passer en même temps marche-avant et marche-arrière sur une 2 CV à deux moteurs ne provoque aucun résultat, et qu'un tel essai sera particulièrement utile à un futur directeur général (G. Winter art. cit.)*
 - *pour être rustique, il n'en sait pas moins recevoir des princesses et des actrices célèbres (P. Segalen visite d'une princesse à Tsimbazaza), de futurs grands hommes d'Etat (J. Miège jour de liesse à l'Idert ; une visite ministérielle) voire de futurs empereurs (Y. Chatelain Bangui, Bokassa et les sciences sociales),*
 - *il sait bien se tenir (J. Miège le margouillat effronté),*
 - *il a de l'humour (B. Antheaume art. cit. ; P. Roederer l'éléphant de Madagascar),*
 - *il pratique le tourisme candide (A. Herbland quatre océanographes à l'assaut du mont Cameroun),*
 - *il sait faire flèche de tout bois (P. Roederer le pont du Sambirano ; quand l'Orstom annexait une étoile ; P. Segalen la pointe ; Y. Marguerat le superviseur yovo),*
 - *il est aussi poète (J.-C. Barbier jeu d'échecs en noir et blanc ; J.-C. Olivry Dakar ; nouveau voyage au Congo ; R. de Maximy l'itinéraire inversé).*

Mille et une histoires Outre-Mer

Il se peut que l'homo orstomiensis soit en voie de disparition. Mais il est à l'origine d'une culture Orstom dont les pages qui suivent veulent être un témoignage : florilège de tranches de vie, de brefs instants ou d'évènements extraordinaires — ou vécus comme tels — dont le souvenir est resté à jamais gravé dans les mémoires ou a marqué définitivement et de façon indélébile toute une vie.

Un regret toutefois : on sait qu'il existe bien d'autres témoignages. Puissent ces récits convaincre les silencieux de prendre leur plume et de préparer les matériaux d'un autre volume.

J. Charmes



ORSTOM :

LE PARCOURS INITIATIQUE

Jacques CHARMES

Une année s'était déjà écoulée depuis le printemps 1968 durant lequel tout étudiant parisien s'était un temps laissé griser par l'aventure, le danger des barricades et l'odeur âcre des gaz lacrymogènes.

Je suivais les cours de DES en Sciences Économiques à la faculté du Panthéon. Le Professeur Émile James continuait imperturbablement à enseigner l'histoire de la monnaie en robe et hermine car, disait-il, il avait eu beaucoup de mal à les obtenir, contrairement à beaucoup d'autres attributs qui suivirent. C'est à l'occasion d'un de ses cours que mon attention fut attirée par une affiche bleu vert : l'Orstom recrutait ! Comme nous nous trouvions au-dessus de la bibliothèque dans la salle du Centre d'Études du Développement de la Faculté, que dirigeait alors le Professeur Gaston Leduc, je décidai d'attendre un prochain cours de celui-ci pour m'informer.

Il s'avéra qu'il ne pouvait m'en dire plus et je n'eus d'autre recours qu'à m'imprégner de celle-ci. Au-dessous du sigle que l'institution déclinait alors (et encore sans complexe), une liste de spécialités aux consonances scientifiques et ésotériques — comme aujourd'hui — faisait rêver le jeune lecteur plus qu'elle ne le décourageait. Il fallait cependant avoir le courage et l'opiniâtreté d'aller jusqu'au bout pour découvrir que, dans le lot, un économiste était requis.

Je notai donc l'adresse sur un coin de mon classeur et, quelques jours plus tard, je me rendis au 24 rue Bayard : un immeuble vieillot mais présentant bien. La trace d'une ancienne plaque — la tradition orale prétend que c'était celle d'un hôtel de passe de la Gestapo — était apparente sous le cuivre brique depuis bien longtemps à ce qu'il semblait, de l'Orstom. De sa précédente fonction supposée, l'immeuble avait gardé une porte d'entrée tournante désuète. A l'extrémité d'un couloir, on apercevait alors une porte vitrée ; glissant le regard à gauche, on tombait sur l'ascenseur en grillage, avec porte en fer forgé et battants en bois bruyants, où des générations de jeunes chercheurs craignirent de tomber nez à nez avec le Directeur Général. Afin de s'éviter une si fâcheuse posture, ils préféraient

utiliser le monte-charge du couloir attenant de sorte que seuls les chercheurs anciens ou les jeunes ignorants utilisaient le premier, à moins que l'on ne fût en période de mission du Directeur Général. Poursuivant le tour d'horizon, un comptoir accrochait l'œil, derrière lequel un cerbère à mine patibulaire, semblait tout droit sorti du film « Portier de nuit » comme si le personnage, habillé d'une sorte d'uniforme bleu et peut-être même d'une casquette, était resté en fonction après le changement de destination de l'immeuble.

Je m'approchai du comptoir et m'adressai timidement à lui afin d'expliquer le motif de ma visite : ayant lu l'affiche et ayant connaissance des recrutements envisagés, je souhaitais obtenir plus de renseignements sur les postes ouverts et faire acte de candidature.

Ç'aurait pu être comme une incongruité. Il me toisa du regard et tendit le bras et l'index gauche en direction de la petite porte vitrée, par delà l'ascenseur.

Je m'y dirigeai. Sur la droite, une antique vitrine, plutôt poussiéreuse, abritait quelques ouvrages aux titres aussi ésotériques et peu engageants que l'étaient ceux de l'affiche. Continuant mon chemin, j'atteignis la porte, frappai et, sans attendre une réponse qui ne venait pas, j'ouvris pour découvrir ce qui paraissait être une bibliothèque, sans lecteur et vide. Dans mon dos, me parvint une voix demandant ce que je désirais. Me retournant, j'aperçus une dame aux cheveux blancs et d'un âge respectable, assise à son bureau dans le recoin que formait la pièce, rétrécie pour laisser passer le couloir d'accès à la bibliothèque.

Lui ayant exposé le but de ma visite, je fus invité à m'asseoir. La dame m'interrogea sur ma formation, mes antécédents, mes motivations. Sans me faire prier, je lui vendis mon boniment. A cette époque là, on ne vous apprenait pas à confectionner un CV, ni à vous présenter devant un employeur, le marché du travail n'avait pas encore commencé à se tendre. Après m'avoir attentivement écouté, la dame me déclara que n'ayant pas encore de travaux consistants, je n'avais aucune chance.

Je venais de faire connaissance avec Mademoiselle Duclos, qui régnait sur la bibliothèque et s'était investie du rôle d'éconduire les blancs-becs que lui envoyait le portier, probablement de mèche avec elle.

Racontant cette histoire à Guy Pontié bien des années plus tard, celui-ci m'apprit que la demoiselle était coutumière du fait : un jour qu'il consultait un ouvrage à la bibliothèque, il fut le témoin d'une semblable scène et, voyant le blanc-bec repartir tout penaud, douché qu'il était par les avis de la bibliothécaire, il lui avait emboîté le pas et, le tirant par le revers de la manche, lui avait dit : « Pour les recrutements, voyez Mademoiselle Cohen au 3e étage ! »

Ce jour-là, Pontié n'était pas là, je venais de rater mon entrée à l'Orstom et repartais Gros-Jean comme devant. Qui sait ? Me serais-je présenté et aurais-je été admis au concours cette année-là, peut-être serais-je parti pour Abidjan ou pour Dakar ? Peut-être aurais-je été titularisé à l'issue de mon stage ? Autant de fils inconcevables qui se seraient mis en travers du chemin que je devais finalement suivre et qui, comme disent les Musulmans, était écrit.

J'étais quelque peu dépité. Au cours de l'année écoulée, j'avais découvert l'anthropologie économique et la nouvelle école française, grâce à la lecture de l'article fondateur que Claude Meillassoux avait publié en 1960 dans les « Cahiers d'Études Africaines », intitulé : « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés d'autosubsistance ». Dans la foulée, j'avais dévoré l'article de G. Gosselin sur l'anthropologie du travail rural et avais commencé à dépouiller la vaste littérature sur le mode de production asiatique. En chemin, j'avais rencontré quelques écrits d'Orstomiens et une vocation était née.

Assez forte pour que je décide de m'accrocher plutôt que de chercher un emploi qui n'aurait désormais pu être que profondément ennuyeux. Je m'inscrivis donc au cycle de Formation à la Recherche en Afrique Noire (la FRAN) à l'École Pratique des Hautes Études. Par bonheur, les élèves Orstom de 1ère année (ceux qui avaient donc réussi à passer l'épreuve de la bibliothèque ou qui l'avaient shuntée) suivaient ce cycle de formation. Je me retrouvai en compagnie

de quelques frais Orstomiens (parmi lesquels Jean-Claude Barbier), et quelques autres, plus âgés mais tout aussi frais, qui officiaient de l'autre côté de la chaire et nous donnaient envie de nous frotter au terrain. A ma grande honte, je ne me souviens plus de leurs noms, sauf qu'ils étaient des émules de Gérard Althabe. Je me souviens en revanche de Claudine Vidal qui n'en finissait pas de régler ses comptes avec Jean-Jacques Maquet à propos de la féodalité de la vache au Rwanda, de J.-P. Gilg qui nous initiait à la photo-interprétation.

J'avais bien entendu raconté mes déboires aux Orstomiens de rencontre qui m'indiquèrent le chemin à suivre et me conseillèrent de prendre rendez-vous avec Claude Robineau et Jean-Louis Boutillier pour me présenter et discuter des programmes de recherche en économie. Le premier me parut compréhensif et attentif, le second goguenard et d'un humour au vitriol.

Le cycle de la FRAN devait se terminer par un stage à Vieille Brioude où nous logeâmes chez Marc Vernieres, le géographe, dans la demeure même où il devait perdre la vie quelques années plus tard, dans l'effondrement de sa cave.

Nous nous retrouvâmes ainsi à dresser les parcellaires et à lever les terroirs de la campagne auvergnate, à mesurer les rendements et les productions, à interroger les paysans du cru sur leurs coutumes ancestrales, en compagnie de quelques étudiants africains dont la présence suscitait encore la curiosité dans ces petits villages isolés. C'était toujours avec étonnement et dans l'hilarité que l'on surprenait ces vieux paysans rusés à retourner leurs questions aux interrogateurs venus d'un autre continent.

L'idée était bonne et l'expérience passionnante. Quelques années plus tard, le CNRS devait lancer un programme d'anthropologie du monde rural français, réalisé par des Africains. Les résultats en furent inégaux, mais certains remarquables.

Puis vint le concours. J'étais allé retirer le dossier chez Mademoiselle Cohen et le lui avais rapporté dare-dare, sans lui poser trop de questions ayant été amplement renseigné par ailleurs. Je suppose que cette relative discrétion n'avait pas dû lui plaire, comme elle brûlait sans doute de jouer le numéro que m'avait déjà présenté Mademoiselle Duclos.

Un beau jour, convoqué, je me retrouvai devant un jury impressionnant — bien que la pièce où il officiait eut été rien moins que d'apparat, et tint plutôt du bric-à-brac.

Je ne me rappelle que de la question finale : « Êtes-vous prêt à rester isolé plusieurs mois dans un petit village coupé du reste du monde par la saison des pluies ? » Il fallait bien entendu répondre oui, je le fis avec conviction. Aujourd'hui, où je me trouve de l'autre côté du bureau, et que je pose à mon tour la question beaucoup moins terrifiante : « Êtes-vous prêt à être affecté pour des séjours de longue durée à l'étranger ? », je m' imagine ces jeunes chercheurs dans des appartements (tout confort ... ou miteux de la capitale) et je ne peux m'empêcher de penser que leur réponse affirmative est convenue !

Arrêtons-là, car je risque d'être pris pour un ancien combattant.

Admis au concours et ayant suivi le cycle de la FRAN l'année précédente, j'étais apte au départ immédiat et, qui plus est, sur le terrain de mon choix, Madagascar, que j'avais déjà commencé à étudier à travers les écrits de mes futurs collègues.

Auparavant, j'avais dû signer un engagement de 10 ans, prenant effet après ma titularisation éventuelle, ce qui n'était pas rien puisque cela représentait 14 ans, et cela m'avait quelque peu inquiété.

J'avais également rendu visite à Madame Derocle, l'assistante sociale qui, elle aussi, avait un penchant pour l'entretien approfondi de ses interlocuteurs de passage. Apprenant que mon thème de recherche à Madagascar portait sur « les opérations d'intervention en milieu rural », elle s'était mise à discuter de choses militaires jusqu'à ce que je lui précise qu'il s'agissait d'opérations de développement rural !

Le 1er janvier 1971, j'étais à pied d'œuvre après un départ qu'avait contribué à précipiter Mademoiselle Cohen : celle-ci, qui se plaisait à terroriser les jeunes recrues avait trouvé que je mettais de la mauvaise volonté à exécuter prestement l'ordre de route que j'avais reçu vers le 10 décembre.

Laconique et tout militaire dans sa rédaction succincte et sèche, l'ordre de route était un papier pelure dont l'intéressé recevait une copie carbone bleutée qui venait sans doute en dernière position dans la hiérarchie des destinataires tant elle était difficilement lisible. Dans un article unique et sans appel, « le Directeur Général décide : M. J. Charmes, élève de 1ère année est affecté au Centre Orstom de Tananarive. Il rejoindra son poste par la voie aérienne et dans les meilleurs délais ». Manifestement les meilleurs délais eussent été une ou deux semaines. Ayant réussi à traîner jusqu'au 31 décembre, cela nous valut à Nicole et à moi-même d'embarquer sur un vol Air France - long courrier pratiquement vide, le nombre de voyageurs étant forcément limité un premier janvier. Devant une si faible affluence, et la compagnie ne connaissant pas alors les affres dans lesquels elle se débat aujourd'hui, le commandant de bord nous annonça qu'il offrait le champagne à ses passagers. Lorsque vint l'heure du repas et que l'hôtesse nous demanda si nous désirions continuer au champagne, Nicole n'hésita pas un seul instant, cependant que, déjà économe de la première paye que je venais de toucher, je décidai de prendre une bière qu'il me fallut payer en fin de compte, alors que le champagne était offert.

Le voyage nous parut une éternité. La nuit fût ponctuée par un orage au dessus du Kilimandjaro. Au matin, l'île rouge resplendit sous l'aile de l'avion. Un géographe n'a-t-il pas écrit « Madagascar a la couleur de la brique, elle en a aussi la fertilité ! ». Ce qui me frappa en effet, en comparaison de la France que nous avions quittée quelques heures plus tôt, ce fût l'absence de mise en valeur ; les terres semblaient incultes, inhabitées, parsemées de « lavaka », ces creusements dus à une érosion intense. A ce sous-peuplement apparent succéda le surpeuplement des quartiers populaires de la capitale. Alain Bernard, venu nous attendre malgré la date peu propice de notre arrivée, tint à nous faire traverser les quartiers de la digue et Isotry, mais la pauvreté ne me frappa guère, tant elle paraissait uniforme. Cette première impression resta longtemps en moi, renforcée même par la vie que nous allions connaître dans un petit village des Hauts Plateaux.

Un mois passa. Nous avons pris nos quartiers dans un studio de la Pergola, surplombant magnifiquement le lac Anosy et, à l'horizon, les rizières de la plaine de Tananarive. Je me rendais tous les matins à Tsimbazaza où je partageais un bureau avec Emmanuel Fauroux, dans le bâtiment des Sciences Humaines, au dessus du musée ethnographique et de l'Académie Malgache.

J'avais commencé à lire Deschamps, Boiteau, Grandidier et cela aurait pu durer longtemps encore, si Alain Bernard et Gérard Althabe qui me tenaient lieu de parrains n'avaient jugé qu'il devenaient grand temps de faire le grand plongeon initiatique. Chargé d'un « bilan des opérations d'intervention en milieu rural », je devais étudier les effets de l'opération productivité-riz et mise en valeur des collines dans la province de Tananarive. Pour cela, et comme la plupart des chercheurs en sciences humaines de ma génération, je me devais de faire une étude de village. Vu de Paris et des bancs de l'université, c'est une aventure qui semble exaltante, mais lorsque vient le moment de faire le saut, tel un parachutiste débutant, une bonne claque dans le dos n'est pas de trop. S'y étant mis à deux, ce fût une vraie bourrade ! En moins d'une semaine, nous déterminâmes le village idéal où l'opération de vulgarisation rizicole avait réussi, mais commençait, par un effet-retour difficilement explicable, à connaître des revers. Antanimasaka fût choisi, petit bourg de 300 âmes et curieusement chef-lieu de commune, situé en bordure de la falaise qui marque la rupture entre les hauts plateaux et la Côte Est, entre les lacs de Mantasoa et Tsiazompaniry, à quelque 3 heures de piste au delà du goudron, au delà des fours à briques et des fonderies de Laborde. La piste était en outre parsemée de nombreuses fourches malignement disposées, sans aucun signe de reconnaissance, comme pour mieux égarer le voyageur. Le chauffeur et la Land-Rover de l'Orstom qui nous y conduisirent ce matin de février ne manquèrent pas de s'y fourvoyer.

Nous arrivâmes sur le coup de midi. En voyant arriver la voiture sur la piste longeant les rizières à flanc de coteau, les enfants s'enfuyaient en lançant des cris d'orfraie et voyant cela, je ne pouvais m'empêcher de me remémorer la réputation qu'avaient les Blancs d'être des vampires, voleurs de cœurs et suceurs de sang (« mpaka fo » et « mpaka ra »). Il fallut plusieurs jours avant que les enfants ne cessent de s'enfuir à notre vue.

Le chauffeur reparti, il ne nous resta plus qu'à emménager dans la maison qu'un habitant du village avait accepté de nous louer par l'intermédiaire du maire. Elle ressemblait à toutes les autres maisons du village, avec un air un peu plus cossu car l'étage était entouré d'une varangue à laquelle permettait d'accéder l'escalier extérieur.

Nous avions apporté avec nous un sac de riz car le village connaissait la soudure, mais nous devions faire le reste de nos provisions de bouche sur place. Il y avait bien une épicerie qui n'ouvrait qu'une demi-journée par semaine. Lorsque nous nous y rendîmes pour acheter de l'huile et du sucre, le commerçant ne voulut pas se départir de sa bouteille et de son sac qui représentaient tout son stock. Il ne consentit qu'à nous en vendre quelques cuillerées. Pour la viande, nous étions moins limités si ce n'est par la difficulté de sa conservation. Un boucher venait abattre un bœuf tous les 15 jours, qu'il vendait ensuite sur place, au détail. Nous en achetions modérément et découpons le morceau en fines et étroites lamelles que nous mettions à sécher au soleil sur la varangue. Un chien du voisinage venait ainsi passer ses journées en dessous de ce trésor suspendu, attendant qu'un souffle d'air ou une grosse mouche en déséquilibrait une ou deux. Les œufs posaient aussi un délicat problème de conservation. Aussi les alignions-nous en file de façon à consommer les plus anciens, de sorte que nous perdîmes rapidement le goût de l'œuf frais.

Pour l'eau, nous nous approvisionnions à la rivière avec un jerrican. Nous en vidions le contenu dans une bassine où nous avions déposé le filtre en terre. Lorsque, après une pluie, l'eau était devenue aussi rouge que la terre, le filtre s'encrassait en moins de 5 minutes et il fallait le nettoyer avec une égale fréquence.

Si ces problèmes d'intendance nous occupaient un certain temps, il ne fallait pas pour autant en oublier la raison de notre présence au village dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle apparaissait bien mystérieuse pour la plupart des habitants.

Frais émoulu de l'université, résolument décapé par les chercheurs de terrain qui enseignaient à la FRAN, je débarquais avec l'idée de privilégier le qualitatif, le non directif et le participatif. Mon souhait et ma stratégie consistaient en une immersion dans la vie villageoise, une participation aux travaux des champs et une collecte occasionnelle et opportuniste de l'information. Le choc des réalités me détourna vite de cette belle construction intellectuelle. Si les enfants ne fuyaient plus devant nous, les adultes ne semblaient pas comprendre le sens de nos discours sur le développement, le progrès et la paysannerie qui en posséderait les clés de déclenchement. Ils en étaient toujours à se demander ce qu'étaient venus faire ces deux Blancs chez eux, envoyés par le « fanjakana » de Tananarive (l'administration, en tant que forme de domination totalement extérieure à la paysannerie). Ils se rassurèrent, et leurs regards rassérénés me rassurèrent à mon tour, lorsque je commençai à leur « administrer » (c'est ainsi que l'on dit) un questionnaire élaboré en toute hâte où je tâchai de mêler habilement des questions sur les familles, les rizières, les migrations à la ville et l'opération de vulgarisation rizicole. Même si ces questions pouvaient leur paraître indiscretes, elles étaient concrètes, compréhensibles et les rassurèrent sur mon statut, mon rôle, ce que j'étais venu faire. Et par la même occasion, je leur proposais de travailler avec eux sur les collines et dans les rizières pour mieux comprendre leur vie et leurs difficultés.

Les paysans malgaches, comme tous les paysans du monde, sont madrés. Pendant que j'étais occupé à visiter les familles pour leur poser mes questions, il n'était pas normal que Nicole reste oisive et, par la voix de l'instituteur, on vint lui demander d'enseigner à l'école.

Antanimasaka, on l'a dit, était un chef-lieu de commune, mais le bourg n'avait obtenu cette promotion qu'à l'issue d'une sourde et longue lutte politique avec le village d'Ambohitrândriamanitra qui fût longtemps la seule commune du canton. Lorsque la scission fût prononcée, Antanimasaka n'obtint pas pour autant qu'y fût installée une école primaire publique et dut se contenter d'une école catholique. Celle-ci était installée juste en face de notre maison et nous pouvions assister tous les matins à la mise en rang des turbulents élèves.

Depuis plusieurs années, Antanimasaka vivait un drame : aucun élève n'avait été reçu au Certificat d'Études Primaires. Les villageois avaient imaginé que l'arrivée des deux Blancs que nous étions pouvait être une bonne aubaine. C'est ainsi qu'ils réussirent à nous mettre au travail : moi dans les rizières, et Nicole à l'école.

En ce temps-là à Madagascar, le CEP était un examen qui se passait en français : inutile de dire qu'au village personne n'en connaissait un traître mot, si ce n'est l'instituteur et sa fille aînée qui parvenaient à lire quelques phrases. Devant un auditoire médusé et le plus souvent distrait par les plis de sa jupe ou la couleur de son corsage, Nicole « administra » les chapitres des livres qui étaient au programme. Lectures : le métro parisien, l'aéroport d'Orly, la moisson du blé en Beauce. Géographie : la France est le plus beau pays du monde, c'est un isthme... Je ne sais plus si les Gaulois étaient au programme d'histoire, mais l'instituteur refusa obstinément que nous y changions quoi que ce soit et que nous recherchions des ouvrages plus appropriés. Les jours passaient ainsi sans qu'aucun progrès tangible soit enregistré si ce n'est celui de notre insertion dans le village. Quelques élèves venaient s'aventurer chez nous, emportant crayons, papier collant et autres petits matériels. Un jour que nous nous rendions dans un village de la vallée voisine, nous trouvâmes inscrit à la craie sur le sentier de latérite « ici notre cahier » : j'ai glosé au moins sur une ou deux pages de mon journal de terrain, à propos de cette inscription frappée au coin du bon sens ! A la fin de l'année, personne ne fut reçu au CEP mais les parents, résignés depuis longtemps, ne nous en voulurent pas. S'ils avaient eu quelque espoir, ils étaient restés réalistes.

Cependant la saison avançait et je quittai les « tanety » (collines) pour les rizières. Sur les collines, j'avais durement bêché les champs de manioc et de légumes divers, j'y avais gagné de nombreuses ampoules et des courbatures, mais aussi une certaine satisfaction. Vint le temps de la moisson. Armé d'un couteau recourbé, nous attaquions les touffes de riz que nous posions délicatement sur le chaume avant leur mise en gerbe à l'aide de quelques brins de paille. Parfois les rizières étaient encore inondées et c'est avec de la boue jusqu'à mi-cuisse que nous devons faire la coupe. Mais ce qui fut assurément le plus dur, ce fut le battage. Frapper un tronc d'arbre avec la gerbe pour en faire tomber les grains, frapper, frapper encore car il ne s'agissait pas qu'il restât un seul grain. Le même geste inlassablement répété tétanisait mes bras et deux heures à ce rythme me mettait KO pour le reste de la journée. Dans d'autres familles, on utilisait aussi le fléau, mais le travail était aussi éreintant.

Les travaux et les jours se succédaient, nous passions des rizières aux collines, puis à nouveau aux rizières. Nous connaissions maintenant toutes les familles que nous avions visitées. La maison la plus cossue était sans conteste celle du maire, représentant le parti du pouvoir (le PSD) : il y avait chez lui des meubles, un harmonium, et même une ampoule électrique au plafond alors que nulle électricité ne venait l'alimenter. C'est le premier souvenir que j'ai de l'ostentation dont je devais faire un concept analytique de la théorie de la transition que j'ai développée ultérieurement. Je me souviens de l'intérieur de la chaumière de deux vieilles femmes qui ne possédaient guère que les nattes sur lesquelles elles dormaient : lorsque nous leur rendîmes visite, le soir tombait et elles préparaient le repas ; la marmite bouillait sur le feu de charbon de bois et, comme nulle cheminée ne permettait l'évacuation de la fumée, l'odeur âcre prenait les narines, les yeux et la bouche alors que nous étions assis sur des tabourets inconfortables qu'elles étaient allées emprunter chez les voisins. Il était rare que nous repartions sans un poulet ou des œufs qui venaient prolonger un alignement déjà important dans notre cuisine.

Puis nous fûmes invités à partager des repas à l'occasion de fêtes ou d'événements mémorables. Je me souviens du premier où nous nous retrouvâmes en face d'une montagne de riz rouge sur notre assiette, avec pour toute sauce un filet de graisse fondue. Au prix d'un effort surhumain, je parvins à terminer. À peine avais-je reposé la cuillère qu'une nouvelle platassée m'était donnée : c'est alors que j'intégrai l'une des règles de la politesse malgache : ne pas terminer son assiette.

Puis, après les moissons, vint le temps des « famadihana », fêtes de retournement des morts, rassemblant des centaines de personnes, accompagnées d'hécatombes de bœufs et de cochons livrés à l'appétit des hôtes. Nous visitions les tombeaux, on nous indiquait la place des ancêtres, les cadavres enveloppés dans des nattes étaient sortis du tombeau, on les enveloppait de nouveaux linceuls et ils restaient des heures à l'air libre avant de réintégrer leurs emplacements, après que la fête ait eu lieu autour d'eux, et que les chanteurs et danseurs de « hira gasy » aient enchanté la foule.

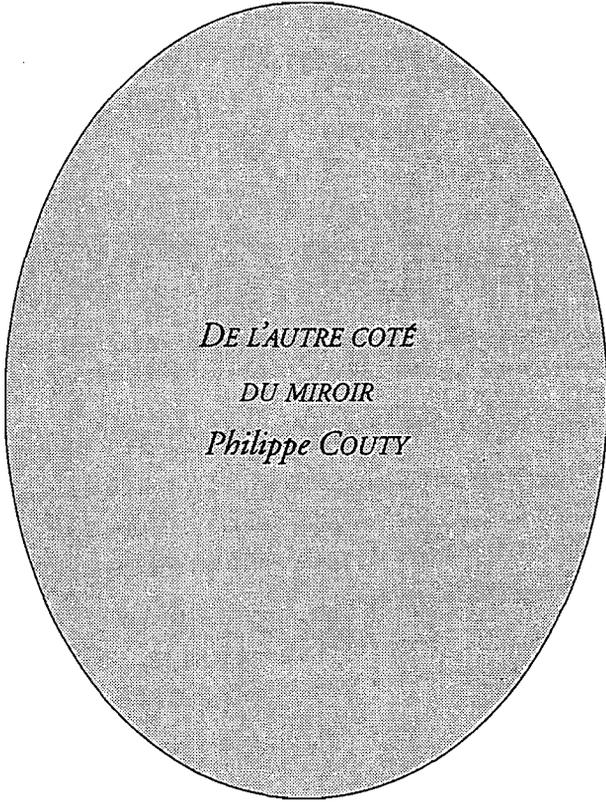
Tous les dimanches, il y avait aussi l'office religieux au cours duquel des quêtes sous forme d'enchères étaient organisées pour venir en aide aux victimes de la famine en Éthiopie, pour acheter une automobile à Monsieur le curé, pour assurer la réfection ou la construction d'une école... Les notables se devaient de mettre plus que les autres, et moi je devais mettre plus que les notables. C'était en tout cas un excellent observatoire de la hiérarchie sociale officielle puisque le montant des dons était annoncé haut et fort et qu'un murmure approbateur accompagnait la montée des enchères. Mon père m'expliqua un jour qu'au fin fond de l'Auvergne, du temps de sa jeunesse, de telles pratiques n'étaient pas rares.

Ainsi nos journées étaient-elles bien remplies, rythmées par les travaux et les visites, et les bruits routiniers de la vie villageoise, le chant des coqs, le bruit sourd de l'« angady » (bêche malgache) attaquant le sol lourd des « tanety », le sifflet du maître d'école calmant puis libérant les cris des enfants, le bruit du riz retombant sur le plateau des vanneuses le soir, juste avant la préparation des repas...

Mille et une histoires Outre-Mer

Cinq mois s'écoulèrent, ponctués par de courts retours à Tananarive où nous nous repaissions du spectacle de la société de consommation, devantures des magasins, rayons des supermarchés, cinémas où l'on voyait souvent les films en tranches, l'opérateur ayant mélangé les bobines...

Cinq mois qui nous marquèrent définitivement, mais aussi différemment, Nicole et moi, cinq mois qui nous acheminèrent vers une autre aventure plus inquiétante (cf. « Coup d'état à Tana »).



DE L'AUTRE COTÉ

DU MIROIR

Philippe COUTY

Je te licencierai, logique, où s'estropiaient
nos bêtes à l'entrave.
Saint-John Perse, Vents.

J'ai fait connaissance avec le lac Tchad il y a trente ans, pour les besoins d'une banale enquête sur le commerce du poisson. L'expérience a pris un tour déconcertant, dont la signification m'est apparue peu à peu. Le moment est peut-être venu d'en dire quelques mots.

En cette fin d'année 1963, je n'étais en principe chargé que d'informer le Centre Technique Forestier Tropical (CTFT) sur les chances d'acheminer et d'écouler au Tchad, au Cameroun et en Nigéria, un surplus de poisson que les développeurs se faisaient fort d'obtenir dès qu'on aurait convaincu les pêcheurs d'acquérir du matériel et des embarcations améliorées. Les enquêtes se déroulaient, en priorité, dans des régions déjà consommatrices de poisson, susceptibles par conséquent d'en absorber davantage : la zone cotonnière du Tchad, par exemple. Il n'était cependant pas question d'ignorer, bien entendu, ce qui se passait au point de départ des circuits dont j'observais, avec l'aide d'un collègue appelé Pierre Duran, le déploiement jusqu'à Fort-Archambault ⁽¹⁾, Bangui, Ngaoundéré, Jos, Ilorin et même Lagos. Ce point de départ, incontestablement, se situait pour partie sur le lac, et depuis fort longtemps. Quelques tournées de reconnaissance au nord du delta du Chari, et peut-être au delà, vers Bol et Bagasola, n'étaient donc pas de trop.

Instruit et déçu par un essai alarmant de navigation en territoire camerounais, deux ans plus tôt, au confluent de la Bénoué et du Faro, j'étais bien décidé à mettre cette fois toutes les chances de mon côté. C'était possible car à cette époque les moyens de travail qui nous étaient donnés par convention étaient relativement considérables. Toutefois, il n'était pas très aisé d'aller travailler sur le lac, ni même sur les abords immédiats.

(1) Aujourd'hui Sarh.

Dunes sableuses, ouadis natronés, pistes problématiques, zones marécageuses, archipels labyrinthiques et paquets de papyrus flottants constituaient — et constituent sans doute encore aujourd'hui, malgré la baisse des eaux — un milieu mal cartographié, sans doute pénétrable mais d'accès tout de même assez difficile.

Le mieux était donc de s'en remettre aux rares connaissances, par exemple au sympathique chef du secteur forestier de Fort-Foureau (2), un certain Jeanfaivre, avec lequel j'avais lié amitié. Ancien marin, Jeanfaivre aimait bien les bateaux. D'ailleurs il en construisait, multipliant les calculs pour établir à quelle hauteur se dessinerait la ligne de flottaison de l'embarcation projetée, et tout heureux lorsque ses prévisions étaient vérifiées. Il était également grand chasseur. Pour exercer ses fonctions administratives, il disposait d'une pinasse et d'un pinassier. Une première expédition eut lieu en décembre 1963.

Lentement, très lentement, nous descendons le Serbewel jusqu'au lac et, après une escale à Wulgo, où Jeanfaivre engage un guide, nous longeons la rive camerounaise en direction du nord. Les coups de vent sont redoutables sur le lac et Jeanfaivre veille à ne pas trop s'écarter de la côte. Nous nous contentons donc de caboter, en attendant mieux. Peu importe d'ailleurs, puisque les campements de pêche abondent en cet endroit et que je questionne leurs occupants sur le trafic de poisson fumé avec le Nigéria tout proche. La mauvaise impression créée par mes indiscretions se dissipe lorsque Jeanfaivre commence à parler pirogues. Celles que le Service construit et vend à Fort-Foureau sont-elles satisfaisantes ? Peut-on les charger suffisamment ? Sous un gros arbre, interminablement, on compare des gabarits imaginaires en comptant des pas sur le sable...

A Nganatir, le lawane chef de village nous demande de tuer un hippopotame qui dévaste les plantations. Jeanfaivre se laisse convaincre et prépare ses armes : un fusil de gros calibre pour l'hippo, un autre, plus léger, pour les canards. Le lawane sait exactement où se trouve l'hippopo-

(2) Aujourd'hui Kousseri

tame, il n'y a pas une minute à perdre. Pendant une heure, dans une pirogue qu'un manoeuvre pousse à la perche, nous glissons entre les herbes, tantôt dans un chenal étroit, tantôt sur de vastes plans d'eau où Jeanfaivre aimerait s'arrêter pour tirer ses canards (qu'il appelle des wilili). Soudain le lawane fait signe au piroguier de s'arrêter. A vingt-cinq mètres, on voit les petites oreilles pointues et les narines de l'animal qui affleurent mais avec une agilité surprenante, la bête effectue une sorte de cabriole, offre un instant aux regards son dos luisant, bascule et plonge définitivement. Le lawane ne se tient pas pour battu. Avec un petit morceau de bois, il frappe contre le bord de la pirogue pour exciter la curiosité de l'hippopotame. On attend un moment. Le lawane recommence, sans succès... La nuit suivante, dans notre campement, je suis réveillé par le bruit de « soufflerie mouillée » dont parle André Gide. Jeanfaivre braque sa torche électrique mais bien sûr nous ne voyons rien. Le lendemain matin seulement, les traces nous apprennent que l'hippopotame, celui d'hier ou un autre, est venu rôder dans les parages...

Non sans mal, Jeanfaivre parvient à trouver l'entrée du Taf-Taf, pour regagner le Chari et Fort-Lamy ⁽³⁾. Le guide engagé à Wolgo n'a pas été d'un grand secours, mais on ne peut pas lui en vouloir. Le vent a déplacé les îles de papyrus pendant les derniers jours et le tracé des passes a changé. Il fait froid. La nuit, sur les bancs de sable où nous campons, nous frissonnons malgré nos trois couvertures.

Un matin, la radio nous apprend qu'il neige à Marseille.

La pinasse nous joue le mauvais tour de tomber en panne à une demi-journée de Fort-Lamy, mais l'enquête a progressé. De plus en plus nettement, le secteur de la pêche, pour parler comme les économistes, apparaît lié, dans les endroits que nous avons visités, aux marchés et aux circuits commerciaux nigériens, ce qui risque de compliquer la tâche du CTFT. Cependant, si les données recueillies sont bien celles que l'on attendait, si je sais déjà qu'elles pourront figurer avec avantage dans le rapport à venir,

(3) Aujourd'hui N'Djamena.

je me rends compte qu'elles ne nous disent pas grand-chose sur l'étrange univers que nous avons effleuré. Que sais-je, par exemple, de ce pêcheur boudouma qui m'a parlé du harcèlement douanier, de l'eau froide où le poisson se fait rare, des filets perdus parce que les papyrus ont dérivé — tout cela raconté sur une île flottante où nos pieds s'enfoncent, et dans un nuage de moustiques ? Que sais-je de ces Haoussa qui affirment se rendre à la Mecque, associant pêche et pèlerinage dans une combinaison inédite ? Curieux pêcheurs, bizarres pèlerins... Interrogations triviales, sans doute, mais obsédantes. Afrique, Afrique, écrit Marcel Thiry,

tu opposes passivement tes nargues nègres

au déblai patient des jours explorateurs...

Et que dire des baleinières en fer découvertes au fond d'un débarcadère écarté, près de Wulgo ? D'où viennent-elles ? A qui appartiennent-elles ? Le Boudouma qui construit tout près de là sa kadeï⁽⁴⁾ en papyrus n'a pas compris ou pas voulu comprendre nos questions. Les tôles noirâtres et fortement rivetées des baleinières, si brûlantes qu'on peut à peine y toucher, témoignent d'une activité humaine à jamais clandestine, opaque, vaguement inquiétante. Les baleinières de Wulgo sont là, un point c'est tout. Leur présence maléfique souligne avec surabondance le caractère partiel et provisoire des systèmes d'explication que nous nous évertuons à bâtir. Pour toujours sans doute, et de tout son poids, cette ferraille met à mal les balbutiements raisonnables qui devraient éclairer le monde où nous nous agitions. En somme, hasard et inertie règnent en maîtres ? Dérangeante expérience...

Pendant les deux mois qui suivent, je n'approcherai à nouveau du lac qu'à intervalles éloignés, et de façon détournée, en visitant par voie de terre les rares marchés de la rive tchadienne. Ce pays rébarbatif s'appelle le Kanem et ne se fait pas remarquer par une activité économique intense. Je me souviens, entre autres, du village d'Amérom, à une vingtaine de kilomètres de la piste menant à Ngouri. Était-il indispensable d'aller interroger, sur le misérable marché d'Amérom, quelques femmes accroupies

(4) Embarcation traditionnelle.

derrière leur calebasse de poisson séché ? Je me rappelle aussi Bol, triste et torride centre administratif, envahi par les mouches, où j'ai vu aborder un matin des nageuses boudouma munies de leurs flotteurs en bois d'ambatch. Étonnant spectacle que celui d'un groupe de têtes oscillant parmi les vaguelettes, surmontées chacune d'une calebasse contenant le pagne où la nageuse s'enroulera quand elle prendra pied sur la rive...

Simple préliminaires. En mars 1964, nous organisons enfin sur le lac lui-même une expédition de longue durée. Il est prévu de se rendre à Bol en descendant le Chari puis en traversant la zone des îlots-bancs et celle de l'archipel. De Bol, on gagnera Bagasola, où se trouve la douane tchadienne. Après quoi l'on traversera les eaux libres pour se rendre à Bagakawa, sur la côte du Bornou. Là commence la filière qui achemine — par chameau d'abord, par camion ensuite — le poisson fumé du lac et le natron du Kanem jusqu'à Maiduguri et au-delà. Nous disposons cette fois d'un puissant remorqueur auquel sont amarrées deux barges. Celle de tribord est occupée par un nombreux personnel africain : manoeuvres, interprètes, guide, cuisinier, contrôleur de pêche. Celle de bâbord sert au logement des Européens. Cette trinité nautique a été conçue par un hydrobiologiste de l'Orstom appelé Blache, auquel on doit une vaste somme consacrée à la systématique des poissons du Tchad. La légende assure que cet homme prévoyant ne partait jamais en tournée sans garnir de caisses le toit de sa barge. Dans les caisses il y avait de la terre, et dans la terre des graines de salade qui poussaient pendant l'expédition. Nous n'emporterons pas ce jardin suspendu mais nous installerons nos lits et nos moustiquaires sur le pont supérieur de la barge de Blache, pour y dormir au clair de lune.

Le responsable de la navigation est un authentique patron de pêche de Saint Malo, nommé Blin, que le CTFT a engagé pour procéder à des pêches expérimentales dans les eaux du lac. Il est accompagné par son épouse, qui s'occupe de l'intendance. Un hydrobiologiste de l'Orstom, Iltis, profite du voyage pour effectuer des prélèvements de plancton et tourner un film. Le spécialiste des pêches et de la pisciculture au CTFT, Jacques Bard, participe lui aussi à l'expédition.

C'est de nuit que Blin essaie de sortir du delta. La lune est magnifique, tout semble propice. Malheureusement, il nous arrive la même mésaventure qu'au major Denham en 1822. Je lui laisse la parole :

« By daylight we re-embarked, and proceeded by the north-west branch for more than two hours, keeping nearly the same direction : we passed several marshy floating islands, covered with rushes, high grass, and papyrus apparently dividing the water into different streams, when we found ourselves in that sea of fresh water, the Tchad, which we named Lake Waterloo, and into which the Shary empties itself. It was my intention to have proceeded quite round the island to the east, and to have returned by the other branch ; after making about two miles in the open lake, a heavy swell from the north-east caused so much water to come into the canoes, and so much labour to the men, that we gave up that idea... » (5)

De fait, sitôt quitté l'abri des berges du fleuve, le vent se lève et les vagues menacent de disloquer l'assemblage du remorqueur et des barges. Blin finit par faire virer de bord et jeter l'ancre jusqu'au matin, à l'abri d'une île providentielle. Pendant toute la tentative, gesticulant comme un démon sur la passerelle du remorqueur, le guide engagé la veille à Djimtilo a lancé des imprécations.

Ensuite viennent de longues journées pendant lesquelles il nous arrive, assez rarement à vrai dire, de rencontrer des pirogues furtives qui se rendent en Nigéria ou qui en reviennent. Nous tentons de savoir d'où elles viennent, combien de poisson elles transportent, pour quelle destination. Nous demandons aussi à quoi sera employé l'argent de la recette future. Les réponses, quand on veut bien nous en donner, sont en général des plus obscures. Quelquefois nous accostons à l'entrée d'un chenal découvert par hasard. Quand Blin a fait jeter l'ancre, nous nous engageons en canot dans un passage bordé de papyrus, suivant des enfants debout sur leur kadeï.

(5) Howard C., ed. : *West African Explorers*, Oxford University Press, *The World's Classics*, 1951, 598 p., 217-218.

*Bientôt le chenal s'arrondit en un débarcadère où quelques pirogues achèvent de pourrir. Pour atteindre le village, s'il existe, il faut marcher dans l'eau un certain temps, en espérant échapper à la bilharziose. Ensuite on envoie chercher le chef, pendant que des hommes accourent de tous côtés en enfilant leurs boubous. Sous un arbre, la réunion commence. Elle durera une heure, ou deux, ou trois, mais quelques pages de carnet seulement seront remplies car on perd un temps fou avec les interprètes. Le lac Tchad, c'est la tour de Babel : on passe de l'arabe tchadien au kanouri, du haoussa au boudouma, du français à l'anglais, parmi les éclats de rire, les disputes, les requêtes et les réticences. La séance se conclut par la remise des cadeaux. Cadeau au chef, cadeau aux enfants qui nous ont guidés, cadeau à quelque informateur zélé... On recommencera tout à l'heure, ou le lendemain. Leiris l'a noté dans *Afrique fantôme* : nous sommes comparables à ces gens du cirque qui se déplacent constamment pour donner toujours le même spectacle. Rien de plus monotone.*

La navigation aussi est monotone. Un littoral linéaire, d'où s'élève parfois une colonne de fumée, borde à perte de vue l'immensité plate. On distingue de loin, incongru et suspect, un tronc d'arbre ébranché dont on met très longtemps à se rapprocher. Les manoeuvres, d'un coup de gaffe, ramassent un capitaine mort qui flotte à la surface de l'eau et le mettent à sécher sur le toit de leur barge. Cette île, est-ce Fedia ou bien Fediarom ? Soucieux de jouer son rôle, le guide fait modifier la route de temps à autre, mais Blin proteste car ces changements de cap perpétuels rendent difficile le tracé du chemin parcouru. Les couleurs sont délicates : bleu tendre du ciel et de l'eau, gris argenté des houppes de papyrus, vert pâle des îles, avec quelques taches blanches qui sont des vaches gardées par les bergers boudouma.

Mais que faisait là ce serpent vert que nous avons rencontré très loin des côtes, nageant paisiblement, la tête dressée hors de l'eau ?

On finit par perdre le compte des jours et il se produit une chose étrange. Peu à peu, tout se passe comme si le réseau superficiel de causes et de raisons dans lequel nous essayons d'envelopper le monde devenait de

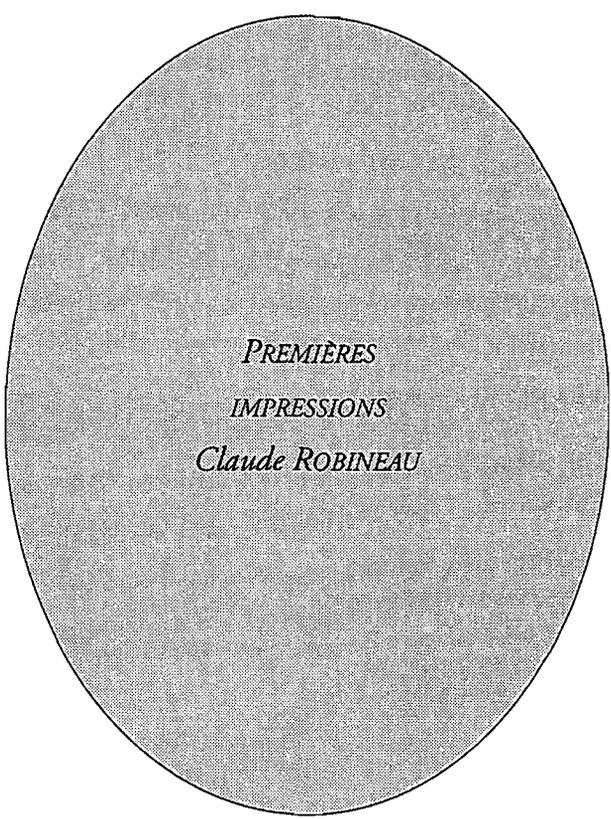
plus en plus fragile. Le vain système de mots qui nous rassure d'habitude se réfléchit comme un rayon de lumière sur le miroir d'eau lisse où nous flottons. L'univers se dérobe, c'est évident. Il échappe à toute interprétation, il se montre — si l'on peut dire — tel qu'il n'a jamais cessé d'être, tel qu'il est en réalité : impénétrable. Quelle drôle d'histoire ! En général on fait des enquêtes pour apprendre quelque chose et voilà que je suis en train de tout désapprendre. Sans doute, le tour que prend ce voyage doit beaucoup à des circonstances que l'on peut juger occasionnelles : le schématisme et la vacuité d'un paysage particulièrement évasif, la rareté croissante des pêcheurs, leur admirable sens de l'esquive, leur tendance prononcée à la réserve... Quoi qu'il en soit, le résultat fait peu de doute : un coup d'éponge radical est en train d'effacer les frivoles représentations par laquelle nous avons cru apprivoiser la réalité. Elle nous file entre les doigts, la réalité. Elle prend la tangente, elle s'isole, elle s'enferme dans l'ironique affirmation d'une altérité rétive à toute description, tout classement, tout dénombrement, toute analyse. Le paradoxe, c'est que cette déchéance de notre intelligence des choses semble coïncider avec une sorte d'embarquée à travers la voile des significations. Mais dans quelle direction ? Apparemment celle de la présence massive, une et indifférenciée, du lieu, de l'instant, du paysage, ou de certains visages. Présence aussi indescriptible, mais aussi manifeste et aussi pesante que celle du soleil rouge qui descend chaque soir sur la côte du Bornou, à l'heure où les moustiques pullulent.

Comme l'explique le poète Yves Bonnefoy, il faut bien en revenir aux mots, et par conséquent aux concepts, pour essayer de rendre compte d'une expérience qui pourtant les transcende. Les mots, oui sans doute, mais pas n'importe lesquels. L'expression poétique seule, et encore, peut convenir aux enchantements. Lindegren, par exemple, dans L'Homme sans route, traduit bien le phénomène d'appropriation inattendue qui se produit au moment même où l'observateur perd tous ses repères :

*C'est comme si cette terre et ce ciel étaient nôtres
comme si nos membres rayonnaient de richesses*

comme si le monde avait disparu sans laisser de traces comme un songe et reposait enfin en nous-mêmes en sécurité...

De tout cela, bien entendu, il ne pouvait guère être question, même en annexe, dans le sage rapport qui fut remis l'année suivante aux forestiers du CTFT. Je reconnais seulement qu'un biais durable, et peut-être significatif, a tendu à s'installer par la suite dans la manière dont j'ai exercé mon métier. L'éblouissement provoqué par une traversée du lac qui fut aussi, pendant quelques jours, une traversée des modes habituels de représentation, ne pouvait que faire naître un doute grave sur le sérieux des démarches scientifiques communément reçues. Je croyais avoir acquis des raisons de craindre, pour être clair, que nos hypothèses ne fussent toujours vérifiées — c'est-à-dire jamais — non seulement à cause de l'incurable manque de précision propre aux sciences sociales, mais aussi en raison d'une aptitude intrinsèque à rebondir sur une réalité qui ne pouvait être connue qu'autrement. On pouvait donc se contenter, à tout le moins, de se rapprocher des choses et des gens pour en dire tout uniment la place dans l'espace et dans le temps, sans trop faire fond sur des discours théoriques dont l'objet inavoué — Clément Rosset l'a montré — peut fort bien être de nous empêcher de voir le réel dans l'insoutenable éclat de sa singularité. Nulle amertume dans une telle attitude, bien au contraire. Reconnaître à la fois l'étrangeté du monde et la pauvreté de nos capacités ne va pas sans allégresse.



*PREMIÈRES
IMPRESSIONS
Claude ROBINEAU*

Nous nous sommes souvent dits que les souvenirs de nos premiers pas outre-mer demeuraient les moins périssables quelles que soient les péripéties que nous avons vécues par la suite, sur ce premier terrain ou sur d'autres.

Mes souvenirs comoriens remontent au DC3 bourré de gens, de marchandises et de produits frais (arrimés dans les fameuses sobika expédiées du marché de Tananarive) qui assurait le transport de Madagascar vers l'Archipel. Je n'ai plus très bien le souvenir qu'il ait fait escale à Majunga mais c'est bien possible car ce port de la côte nord-ouest était comme la porte des Comores eu égard à l'importante colonie qui y vivait, produit de l'héritage historique de la colonisation « chirazi » de la côte orientale d'Afrique et de l'exode contemporain vers la Grande Ile généré par la « démographie galopante » de l'Archipel, comme on disait.

Ce frêle DC3 évoquait pour moi ces bus de banlieue parisienne d'avant l'ère du R.E.R., directs, sans arrêts sur les quatre cinquièmes du parcours puis qui faisaient du porte à porte sur le restant ; ou encore ces grands trains du dernier cri traversant la France d'une traite pour se traîner en fin de trajet d'une toute petite gare à une autre : Mayotte - Anjouan - Mohéli, enfin le terminus, la Grande Comore.

L'arrivée à Dzaoudzi alors chef-lieu de Mayotte et capitale des Comores était étonnante : on atterrissait sur un petit terrain de lave grise, au milieu de collines de couleur jaune ocre et de cirques émeraude d'eau sulfureuse. C'était Pamanzi, îlot du récif extérieur du lagon de Mayotte ; au loin vers l'Ouest, la Grande Terre ; et entre les deux, en face de Mayotte un promontoire de quelques centaines de mètres de large relié à l'îlot par une chaussée submersible sur lequel la Marine avait, au dix-neuvième siècle, logé l'administration supérieure du Territoire : sur ce rocher aplani ombragé de grands eucalyptus et de filaos, l'on trouvait le Haut-Commissaire, le tribunal, la gendarmerie, le parquet, le trésor, les principaux chefs de services et l'indispensable hôtel pour loger les « missionnaires » arrivés de l'extérieur ainsi que les grands colons et négociants des îles venus prendre langue avec le Sircali (l'Administration). Les fonctionnaires mzungu (européens) demeuraient

sur le rocher ; leurs assistants comoriens habitaient dans un village formé de maisons en chaux et de paillottes encloses dans des cours fermées à l'abri du regard d'autrui, à Pamanzi, à l'entrée de la chaussée, de l'autre côté du rocher. La vie quotidienne était ainsi rythmée sur le rocher et son annexe par le flux et le reflux de la mer qui, deux fois par vingt-quatre heures, coupaient la circulation. Par ailleurs, des boutres allaient et venaient entre Pamanzi, le rocher et la Grande Terre, de l'autre côté du chenal.

Tout cela, le rocher, son administration, le village-rue qui abritait les fonctionnaires, cette chaussée submersible qui aurait pu être facilement surélevée ou remplacée par un pont, donnait une impression d'inachevé que venait renforcer, par contraste, la présence visible et vivante de la Grande-Terre, avec les boutres sillonnant le chenal, son port, une route, les villages que l'on devinait nichés dans la verdure ; spectacle couronné par les sommets effilés montant la garde dans le lointain.

Et le bus-DC3 redécollait de Pamanzi vers le Nord pour la prochaine station, Anjouan. Par beau temps, l'on voit Mayotte dans les brumes du lointain depuis la pointe sud d'Anjouan, la presqu'île de Nioumakélé, éperon de neuf cents mètres d'altitude, battu par les vents, traversé de part en part par les nuages.

L'avion longe au large la côte est de l'île jusqu'à la pointe nord puis obliquant à l'Ouest, décrit vers le sud une majestueuse boucle sur la mer qui l'amène en perdant de l'altitude au ras de la grève sur la piste de Ouani, face à la montagne abrupte. Dans la descente, on aperçoit la petite cité toute blanche, enfouie dans son écrin de cocotiers, sertie dans le vert sombre des palmes.

Quelques Mzungu en costume colonial, short et chemise, beaucoup de notables en robes blanches ; des employés du pays, chemisette et pantalon clairs. La petite route au gravier enrobé d'un peu de goudron court le long du rivage noir (les pays volcaniques, c'est comme cela : le sable vient de la lave triturée, d'où il résulte que les plages de Tahiti sont noires quand elles ne sont pas boueuses). Écrivant cela, il me revient que les Anjouanais trou-

vant quelque agrément à un petit village de pêcheurs à la pointe ouest de l'île l'appelaient le petit Tahiti : c'était il est vrai, sous les cocotiers, un des rares villages en demi-cercle au bord d'une plage de sable clair, mais que le mythe de Tahiti soit venu avant 1960 jusqu'ici à l'abord surprenait : il était peut-être dû à quelque film complété par les propos dithyrambiques tenus par des Européens venus aux Comores après avoir connu la Polynésie : chaque territoire avait ses enthousiastes assez vraisemblablement conquis par leur premier pays d'expatriation, et les changements étaient sinon douloureux du moins vécus avec une désapprobation que les intéressés ne masquaient guère vis-à-vis des choses et des gens de leur nouveau pays d'affectation.

Pour qui connaissait le confort ripoliné et briqué des vénérables maisons malgaches des plateaux (que je retrouverai par la suite dans le vieux Brazzaville et dans les pseudo fare tupuna de Moorea - je dis pseudo parce que fare tupuna signifie maison des ancêtres et que ces maisons-là appelées aussi demeures coloniales n'avaient tout au plus abrité qu'une génération ou deux d'ascendants -), les austères murs de lave enduits à la chaux de corail paraissaient plutôt frustrés, d'autant que l'extérieur aux murs plus grisâtres que blancs reflétait, à travers l'état inachevé voir ruiniforme des constructions, les difficultés économiques de suivre la coutume imposée aux pères de famille de laisser en héritage une maison à chacune de leurs filles.

Mutsamudu (que les Européens prononcent Moutsamoudou, les Comoriens M'tsam'dou mais qu'on écrit Mutsamudu alors que dans les toponymes la transcription du u ou du w comorien a été faite par ou, de sorte que de jeunes Comoriens qui ont bien retenu les règles de l'orthographe française se tordaient la bouche pour dire Mütsamüdü) est une vieille cité arabe de couleur grise pourvue de murailles et surmontée d'un fort portugais construit sur l'éperon rocheux qui la domine.

Antananarivo, aux petites maisons à véranda de briques et tuiles rouges, est superbe, perchée sur sa colline couronnée par le Palais de la Reine et le Palais du Premier Ministre, notamment lorsqu'elle est éclairée

par le violet des couchers de soleil. Dans le détail, elle séduit moins. En revanche, Mutsamudu fait dans son ensemble pâle figure (grise mine) au milieu de la somptueuse et colorée baie d'Anjouan ; mais dès qu'on a franchi les remparts l'on découvre avec ravissement le dédale des ruelles aux hautes maisons ornées de somptueuses portes de bois sculptées, interrompu de temps à autre par quelque jardin avec parfois un ou deux tombeaux et une treille de vigne qui virevolte contre les murs qui le bordent. Et les silhouettes colorées entrevues furtivement au détour d'une rue n'enlèvent rien au silence qui baigne la cité et en fait tout le charme.

Je m'installais donc à Anjouan, à l'hôtel d'abord, sur la place séparée de la vieille ville par ce qu'on appelait la rivière laquelle à cet endroit tenait surtout d'un torrent méditerranéen. D'une manière générale la nature volcanique du sol de l'île fait que les cours d'eau, abondants en amont, en arrivant près de leur embouchure s'étiolent : à la Grande-Comore, où le phénomène est encore plus marqué, le volcan Karthala n'envoie aucun cours d'eau coulant jusqu'à la mer.

Le service de l'agriculture qui, avec la Santé, se trouvait être aux Comores le plus proche, thématiquement parlant, de ma recherche m'avait dès Dzaoudzi fort bien accueilli et son responsable me fit allouer par sa section d'Anjouan une petite maison en dur dans la station agricole au-dessus de la cité. Le titulaire du service à Anjouan, de noble famille locale, était assez endormi (son adjoint, gendre du président du gouvernement, fort actif faisait tout le travail) et on n'avait juste fait que balayer le sol de la case et enlever les toiles d'araignées. J'y aménageais mon équipement très sommaire (lit-picot, cantines, table et siège pliants, réchaud-primus et lampe-tempête) et désinfectais sommairement à la bombe ou au fly-tox le local. Il sortit du plafond une nuée de grosses fourmis et plus je vaporisais plus il en tombait de sorte que je n'eus de ressource que de me calfeutrer sous la moustiquaire du lit.

Je restais deux ou trois jours encore dans la petite maison mais elle s'avérait très inconmode pour travailler, étant loin de la cité et ce d'autant plus que j'allais à pied, n'ayant de véhicule que celui que le service de l'agriculture d'Anjouan pouvait me prêter lorsque ses agents n'avaient pas à vaquer avec. A l'époque j'étais élève chercheur de seconde année et j'étais venu aux Comores pour exécuter une convention que le ministère chargé de l'outre-mer (les DOM-TOM dit-on dans le jargon administratif) avait passé avec l'Office pour étudier les formes de la sociabilité susceptibles de générer le développement des coopératives. J'avais à ma disposition un crédit qui me paraissait fabuleux (je n'en ai eu jamais autant par la suite et ç'a été toujours en diminuant). Comme j'étais aux Comores mon maître (j'y avais été affecté bien qu'aucune structure Orstom n'y existe), j'interrogeais Paris pour acheter un réfrigérateur à pétrole, une voiture... et comme le seul interlocuteur que je connaissais à l'Office était « les sciences humaines », j'écrivais au gouverneur Deschamps, directeur des dites sciences, pour obtenir les autorisations nécessaires, ce qui avait le don de l'exaspérer au plus haut point car je venais troubler ce savant homme dans ses travaux sur les migrations malgaches, l'histoire de la Grande Ile, celle de l'Afrique : je devais me tromper de porte.

Je réintérais donc l'hôtel, dans la basse ville, loin de la cité administrative perchée sur son plateau au-dessus du fort portugais et dont je n'avais que faire. Le résident mzungu (ainsi les Anjouanais appelaient l'administrateur, chef de la Subdivision) ne saisissait pas très bien ce que je faisais ; moi non plus d'ailleurs : ce n'est que plus tard, lorsque bien des matériaux ont été accumulés, que l'on s'est lancé dans la rédaction, que la recherche prend forme, que vous savez ce que vous voulez, ce dont vous avez besoin. Auparavant, en guise de problématique, je ne savais clairement qu'une chose, ce que je ne ferais pas, étudier ce que la convention pour laquelle j'étais venu m'enjoignait d'étudier : dans un pays où la terre cultivable était rare, où des étendues de bonne ou mauvaise qualité étaient stérilisées par des compagnies qui les occupaient à produire du sisal, où des

villages se battaient entre eux pour obtenir tel lopin susceptible d'accroître un peu leur terre, où l'accroissement démographique annuel était de 3 % et où le revenu brut annuel per capita ne dépassait pas 54 dollars, pouvait-on décemment demander à des gens démunis ce qu'ils pensaient des coopératives.

L'idée des coopératives était née de l'observation à Mayotte de groupes de personnes producteurs de coprah, de girofle et de plantes à parfum qui s'étaient concertés pour vendre en commun leurs produits. Ils ne tardèrent pas à rassembler la production de leurs villages respectifs, l'achetant à leurs producteurs sans pour autant faire entrer ces derniers dans le petit groupe qu'ils formaient : on était aux antipodes de l'esprit de coopération, plutôt dans une mafia qui prospérait dans les vides du système de commercialisation comorien dominé par les firmes de plantation et le négoce indien, vides plus particulièrement développés à Mayotte. Cette idée de coopérative d'agriculteurs avait dû germer avec l'objectif de faire pièce aux dominants du système comorien, firmes européennes et négociants indiens, sous la houlette de l'administration, toujours en butte à la pugnacité de ces dominants, et avec la collaboration empressée d'hommes d'affaires et de notables comoriens qui trouvaient là l'occasion de les contrer.

J'allais donc, de village en village, à pied le plus souvent, sur le littoral comme dans les « hauts » interrogeant les habitants sur les conditions de vie. J'y recueillais toujours à peu près les mêmes doléances, le manque de terre pour les cultures vivrières, le manque de travail dans les plantations de la firme dominante de l'endroit, la faiblesse des salaires, le bas prix d'achat aux producteurs des produits des cultures dites riches i.e. celles destinées à l'exportation, la cherté du prix du riz à la boutique. J'y observais l'étendue des villages, les nuées d'enfants au ventre gonflé, la luxuriance des cultures en bordure des plantations uniformes de sisal occupant le milieu des vallées, la pauvreté des rizières de montagne installées sur les croupes dénudées, la digestion de la forêt par les brûlis pour les cultures.

Mais parfois surgissaient de cette monotonie du propos et de l'observation des informations neuves et porteuses de sens : sur l'inégalité des « termes de l'échange » entre gens du littoral et gens des hauts, les premiers disposant de produits tels que le poisson qui faisaient prime dans les échanges sur ceux qu'offraient les seconds, ce qui avait pour conséquence d'appauvrir un peu plus des gens déshérités. Il y avait aussi ce que j'appris à Nioumakélé à propos des transactions immobilières opérant entre individus appartenant à différents villages sur les terres de réserve collectives affectées à chaque village : ces transactions brouillaient les répartitions foncières collectives faites entre les villages par l'Administration lors des réformes agraires ; elles favorisaient l'accumulation entre les mains des plus puissants dans chaque village ; elles pouvaient occasionner des rixes entre villages comme il y en eut à Nioumakélé lorsque je m'y trouvais.

La domination des firmes ne m'apparut plus uniforme comme au début. A l'exploitation capitaliste de la Bambao, travail contre salaire, emploi ou chômage, s'opposait l'exploitation de type féodal de la Nioumakélé, divisant pour régner, favorisant des villages au détriment d'autres, mêlant des rémunérations en espèces (salaires) et les rémunérations en nature (fourniture de riz), opérant par faire-valoir indirect (métayage) avec achat de la part de récolte du métayer, favorisant par ailleurs, parfois sur des terres qu'elle louait, les cultures indépendantes de ces métayers dont elle achetait les produits.

Le statut de la terre ne m'apparut plus, non plus, uniforme. Je retrouvais sur des terres de propriété comorienne, appartenant à ces citadins et soumises au droit coranique, des formes d'exploitation féodale analogues à celles de la Nioumakélé, qui avaient inspiré ces dernières, et qu'expliquaient les conditions historiques du peuplement avec la fondation, par des immigrants, de cités imposant leurs lois à un monde rural préexistant. La typologie ternaire de la tenure foncière (réserves villageoises, domaines de plantation, propriété comorienne d'origine urbaine) reflétait dans le présent la diachronie inscrite dans le passé : fondation des cités pré-coloniales, colonisation de firmes, efforts administratifs contemporains de redistribution de terres.

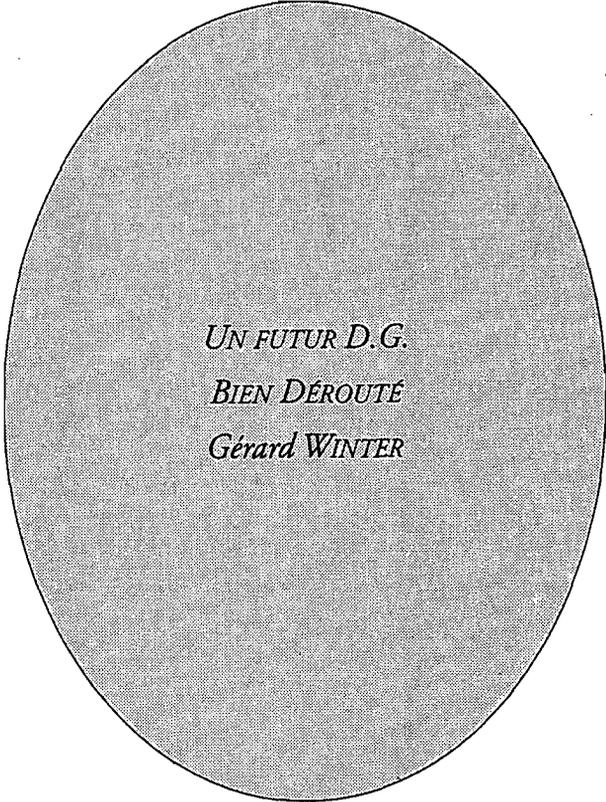
Je me souviens encore de la première page que j'écrivis, d'un trait, sur Anjouan. C'était à Nioumakélé, il faisait froid et humide, ce devait être vers le mois de mai ou juin (c'est l'hiver austral et à neuf cent mètres d'altitude, dans un climat maritime, l'hiver est sensible même en deçà du tropique du Capricorne). Jusqu'ici, j'accumulais des documents et des notes d'observation et d'interviews. Je suivais les recommandations pratiques de Georges Condominas (Condo) qui nous avait dit de séparer soigneusement les observations des propos recueillis, de minutieusement localiser et dater les uns et les autres, et de laisser, en regard des notes, des blancs qui permettaient de mentionner des réflexions ultérieures. Il devait y avoir ensuite tout un travail de dépouillement aboutissant à la confection de fiches analytiques que je n'ai d'ailleurs jamais mené jusqu'au bout, parce que, lorsque la recherche commence, on ne sait sous quelle thématique opérer l'analyse, et que, quand la collecte est achevée, on n'a plus le temps, parce que l'on a des urgences de rédaction, de procéder minutieusement à la fabrication de telles fiches (au surplus, on est tellement familier avec le contenu des notes qu'on en n'a plus tellement besoin).

Il y avait donc un an que j'étais aux Comores et je n'avais encore rien écrit. Cela devenait urgent : les élèves de seconde année devaient à partir du terrain qu'ils avaient effectué pendant cette année rédiger un rapport dit « de stage » dont la qualité devait leur permettre d'être nommés, pour deux ans encore, chercheurs stagiaires. Je faisais mes tournées, j'interviewais, je faisais des relevés, des comptages, je notais, je lisais. Et puis, par un jour triste et froid à Nioumakélé, tout se mit en place : les cités, les villages, les cultures « riches » et vivrières, les firmes, les négociants indiens, les propriétaires fonciers, les métayers, les problèmes de terre, les domaines de plantation, la propriété coranique, l'histoire insulaire, les stratégies, la typologie des différentes régions géographiques. J'eus une envie irrésistible d'écrire : ce fut la première page de mon rapport de stage et du livre sur Anjouan. Par la suite, j'écrivis mon rapport le soir à Mutsamudu sur une petite table à la lumière d'une lampe à pétrole (à mèche) dans le tournoiement des moustiques : on n'avait pas encore -du moins à Madagascar et aux Comores- de

« tortillons » et de « plaquettes ». Mais ça pressait, j'avais été rappelé à l'ordre, je devais l'envoyer dare-dare. Pour la dactylographie et la reproduction, en revanche, pas de problème : je revois encore le remarquable « commis des services civils » ou « secrétaire-interprète » comorien qui produisit une frappe absolument impeccable avec les « pelures » nécessaires ; et quand je débarquai un peu plus tard à Tananarive, la machine IRSM ronéo et ozalide dûment impulsée par son énergique directeur Renaud Paulian (plus exactement c'était le sous-directeur, le directeur en titre Jacques Millot vivait à Paris, régnant au Muséum) transforma les cinq ou six exemplaires dactylographiés en une vingtaine de volumes « ronéotypés » qui allèrent se perdre dans différentes archives, à Madagascar, aux Comores et en France. J'étais toujours élève, or c'était un rapport sur convention : alors après délibération de Paul Ottino, Henri Lavondès, chercheurs « majeurs » en poste à Madagascar, et moi-même, à laquelle R. Paulian donna sa sanction, je fus promu sur la couverture « chargé de mission ».

La situation économique d'Anjouan était explosive, seulement maintenue en l'état par le statut provisoire de territoire d'outre-mer dans le cadre français et la soupape de l'émigration vers la côte nord-ouest de Madagascar. L'indépendance des Comores en 1975, saisie par les Anjouanais (le sénateur de Domoni devint le président de la République comorienne), contribua peut-être à faire accepter par l'île l'état de fait. La révolution d'Ali Soilihi en politisant les enjeux détourna les revendications de leur aspect strictement économique. Certes, après 1977, la soupape malgache se trouva fermée mais la prépondérance de la Grande-Comore dans la nouvelle République, en même temps que la mise hors circuit de cet élément de perturbation de l'ordre comorien qu'était Mayotte demeurée dans la République française, a pu isoler la revendication anjouanaise ou du moins limiter sa virulence.

Plus de trente ans après mon passage dans l'Archipel et en dépit de mes pérégrinations ultérieures en Afrique et en Océanie, le souvenir demeure très prenant de ces figures comoriennes combien attachantes dont je mesure la proximité en dépit des distances géographiques, historiques et culturelles.



UN FUTUR D.G.

BIEN DÉROUÉ

Gérard WINTER

Après avoir terminé mes deux années d'élève Orstom à l'École Nationale de la Statistique et d'Administration Économique, je fus affecté au Cameroun afin de diriger une enquête statistique sur « le niveau de vie des populations de l'Adamaoua ».

J'étais un des premiers polytechniciens recrutés par l'Orstom, après quelques incompréhensions de la part des responsables des Sciences Sociales de l'Office, peu préparés à utiliser des économistes-statisticiens. Difficultés heureusement et rapidement surmontées grâce à la clairvoyance du directeur général de l'époque, M. Sribier.

Cette première affectation devait marquer profondément tout mon itinéraire professionnel, lequel finirait par me conduire au poste de directeur général de l'Orstom. Elle me dérouta, au double sens du terme, de deux manières : j'y découvris une Afrique à peine sortie du 19^{ème} siècle mais qui allait changer de façon fulgurante en quelques années, et j'y laissais subrepticement certitudes, méthodes et instruments reçus en formation. L'Afrique ne s'y accordait pas.

L'enquête sur le niveau de vie des populations de l'Adamaoua fut exécutée en 1963-1964 sur crédits du Fonds d'Aide et de Coopération français, dans le cadre d'un ambitieux programme d'enquêtes de la Direction de la Statistique du Cameroun qui visait à recueillir les données de base considérées comme nécessaires à l'élaboration et à la régionalisation du deuxième Plan du développement. Ces vastes inventaires statistiques devaient couvrir en peu d'années, sous la houlette de l'INSEE, la plupart des pays de l'Afrique francophone au sud du Sahara. Fabuleux programme !

L'enquête que je réalisai permit d'estimer, très approximativement bien sûr, la consommation alimentaire dans l'Adamaoua, en volume, en valeur, traduite en nutriments et par origine (auto-consommation, échanges, achats). Elle permit d'apprécier l'état nutritionnel des diverses catégories de populations et de « se faire une idée » (je n'ose dire plus) des revenus et dépenses des familles. On voulait plus généralement, et avec une ambition quelque peu naïve mais forte, recueillir à la base tout un

ensemble de données chiffrées concernant le niveau et le mode de vie des populations et les facteurs socio-économiques censés en moduler leur expression quantitative.

Arrivé à Yaoundé en octobre 1962 avec ma femme Catherine et mon fils d'un an, j'ai eu trois mois, hépatite personnelle comprise, pour m'initier au pays et mettre en place méthodes et logistique de l'enquête. Très chaleureusement accueillis tant par les chercheurs de l'Orstom que par les statisticiens de l'INSEE, nous fûmes hébergés dans le logement provisoirement laissé vacant, mais équipé, par une chercheuse de l'Orstom (il y en avait déjà), alors sur le terrain au Nord Cameroun. En deux mois, je dû concevoir, dessiner, tirer les questionnaires, aller reconnaître la région, tirer un échantillon de ménages selon un plan de sondage très sophistiqué, et naturellement, rassembler matériels, crédits et surtout véhicules.

J'eus la chance de bénéficier conjointement de l'appui de deux milieux de très grande qualité mais encore bien peu perméables l'un à l'autre : celui de la Statistique, celui de l'Orstom. Ma première initiation, je la dois au Docteur Bascoulergue, vétérinaire nutritionniste de l'Afrique qui en quelques semaines me livra avec passion son immense savoir (et soigna mon hépatite).

Dès le mois de janvier 1963 je partis, en famille et par avion à Ngaoundéré, capitale de l'Adamaoua et qui signifie en langage local « le téton du monde » ! Nous avions à notre disposition une immense mais rustique « case » dans la « concession » du BRGM. Celle de l'ancien directeur...

A notre arrivée, le château d'eau de la concession était vide et le groupe électrogène servant à alimenter la pompe en panne, sans espoir de proche réparation. Notre première occupation fut donc d'emprunter une dame-jeanne et de descendre au marigot chercher de l'eau. Nos bagages suivaient par la route (plus de 1000 kilomètres). Prévus sous quarante-huit heures, nous les avons attendus plus de cinq jours. Temps d'un combat acharné contre armées de fourmis et nuées de cancrelats et de découvrir les merveilleuses lampes à pétrole « Aida ».

Quand les bagages furent arrivés, il fallut mettre en place le frigidaire à pétrole tout neuf. Heureusement Sieffermann, pédologue qui devait ensuite inventorier les sols dans les coins les plus invraisemblables de la planète, depuis le coeur de la forêt amazonienne jusqu'au fond des tourbes indonésiennes, passait par Ngaoundéré pour aller dans l'extrême nord. En un clin d'oeil, il finit d'ouvrir la caisse qui résistait à Catherine puis il fit une magistrale démonstration du bon fonctionnement et de l'entretien (« moins vous y toucherez, mieux ce sera ») d'un tel réfrigérateur. Il le mit d'abord à l'envers, ajusta la mèche avec une lame de rasoir et l'égalisa en la frottant avec un chiffon. Avec de si bons conseils, le réfrigérateur a imperturbablement fonctionné pendant les 18 mois de notre séjour à Ngaoundéré. Puis Sieffermann commença notre initiation à la pédologie en nous expliquant longuement la différence entre les sols ferrallitiques et les sols ferrugineux, distinction qui suscitait à l'époque des débats passionnés entre pédologues, race de chercheurs dont, au demeurant, je n'avais jamais entendu parler auparavant.

À peine arrivé et laissant à Catherine le soin de la difficile logistique familiale (elle apprit à élever des poulets sous paniers, à découper des antilopes, à utiliser des fers à charbon, à réserver « le » filet du boeuf abattu le matin même, etc...), je préparai activement le démarrage d'une enquête dont la mécanique devait fonctionner au jour près quasiment pendant une année.

Je fis visite aux autorités de l'Adamaoua et de Ngaoundéré. Trois sous-préfets sur cinq étaient encore Français ainsi que tous les chefs de services de ce département de 67000 km². Le sous-préfet de Ngaoundéré m'accompagna chez le Lamido (« sultan » est une mauvaise traduction), sans l'autorisation duquel aucune enquête ne pouvait avoir lieu, nonobstant les visas du préfet. Cette visite me frappa beaucoup : les visiteurs du Lamido n'avaient pas le droit de le regarder.

Je dûs recruter, sélectionner, former (dans la salle du Conseil municipal) de futurs enquêteurs choisis parmi les élèves de CM2 de la région. Après une sélection à plusieurs degrés, je retins finalement une bonne douzaine de

jeunes gens qui se révélèrent presque tous d'une très grande qualité. Ils étaient encadrés par trois contrôleurs de la Statistique camerounaise, venus de Yaoundé, déjà très expérimentés et qui furent pour moi des collaborateurs très proches, infiniment précieux, remarquables à tous égards.

Au bout de trois mois d'enquête, j'appris que j'étais dans la plus grande illégalité car je signalais moi-même les feuilles de paye de tout le personnel alors qu'il s'agissait de salariés du gouvernement camerounais. La régularisation se fit sans problème : le Préfet, amusé de mon inexpérience, n'ayant pas mal pris mon usurpation de ses pouvoirs.

Cette enquête étant financée par des crédits de la coopération française, il était impossible d'acheter, sur ces crédits, des véhicules non français. Nous disposions donc d'une flotte de véhicules assez disparate : de très vieilles camionnettes 2CV de la Statistique, une Toyota neuve fournie par l'Orstom, une DKV allemande d'origine inconnue et un monstre français tout terrain et flambant neuf : une 2CV à deux moteurs. J'ai dû utiliser un des 4 ou 5 de ces véhicules ayant jamais été construits. Il y avait un moteur à l'avant et un moteur à l'arrière pouvant fonctionner ensemble ou séparément (mais pas l'un en marche avant, l'autre en marche arrière, j'ai essayé). L'avantage était que je ne tombais jamais complètement en panne mais l'inconvénient était que la voiture ne pouvait emporter beaucoup de matériel.

L'enquête portait sur 144 ménages. Dans chaque village, un enquêteur demeurait 4 semaines pour y étudier 4 familles. L'enquête alimentaire auprès de chaque famille durait une semaine. Il s'agissait de peser, au gramme près, tout aliment entrant dans la composition des repas, de noter et d'estimer tout ce qui était consommé en dehors des repas par chacun des membres de la famille étudiée, de prendre en compte le nombre d'invités et les repas pris à l'extérieur. Tout ceci afin de déterminer ce qui était consommé par chaque membre de cette famille, et alors qu'au moment des repas, les groupes, femmes et enfants d'un côté, hommes de l'autre, chacun puisant directement dans le plat du groupe, se faisaient et se d faisaient au gré des circonstances !

Je faisais peser l'eau entrant dans la préparation des plats et peser aussi le plat après cuisson. Les enquêteurs n'étaient pas assez instruits pour comprendre que le poids du plat préparé devait être de peu inférieur ou égal à la somme de ses composants, compte tenu de l'évaporation de l'eau. D'où pour moi, au début, un moyen de détection des fraudes qui remplissait d'étonnement l'enquêteur imaginatif. La composition en nutriments des aliments et des plats préparés était analysée au laboratoire de nutrition de l'Orstom. On envoyait les plats par avion.

L'enquête budgétaire durait tout le mois dans chaque famille : l'enquêteur devait noter tous les mouvements d'argent et même rendre compte, comme il le pouvait, de la circulation des biens (dots, « cadeaux » plus ou moins imposés, ramassage du bois, dons de bière de mil, etc...). Il enregistrait enfin, pendant la semaine de l'enquête alimentaire, les emplois du temps des membres de la famille. Toutes les familles de l'échantillon furent visitées ainsi 3 fois pendant 1 mois, à 4 mois d'intervalle avec questionnaires budgétaires rétrospectifs d'un passage à l'autre.

Jamais en France on ne se serait permis une telle « inquisition ». Les explications données aux chefs de village et aux familles (grâce à ces renseignements on fera un bon plan et vous serez plus heureux) ne devaient convaincre personne, pas même être comprises. Mais le Lamido et le sous-préfet le demandaient, alors on acceptait. Le plus étonnant pour moi fut la gentillesse amusée et l'hospitalité des familles tout au long de cette longue enquête. Il y eut extrêmement peu de « mouvements d'humeur ». Je ne me prononcerai pas, par contre, sur les dissimulations, encore que cette longue présence finissait par être source de transparence. Certes les consignes les plus inflexibles données aux enquêteurs étaient de ne rien « prélever » sur les villages mais, au fond, la courtoisie respectueuse, et très naturelle, des jeunes enquêteurs répondait à celle des familles.

Je devais aller régulièrement vérifier le travail de tout ce monde, aux quatre coins de cet immense département peuplé d'ethnies très diverses, aux rapports réciproques fort complexes. Les pistes de l'Adamaoua étaient souvent

très mauvaises, surtout à la saison des pluies et les déplacements parfois bien longs. Mais avec quelle passion je scrutais les questionnaires en dialoguant avec les familles, par enquêteur et contrôleur interposés. L'examen attentif de ces questionnaires m'en apprenait plus long en trois heures sur le mode de vie des populations que n'importe quel traité lourd et savant.

Si la fabrication de la bière de mil n'avait plus de secret pour moi, et j'en avais même la teneur en vitamines B, contrepartie d'une déperdition en calories par rapport au mil naturel, je m'arrachais les cheveux pour cerner ces fameuses « unités statistiques », ménages, groupes budgétaires, groupes alimentaires qui avaient bien peu à voir avec les structures sociales. Comment calculer la ration d'un individu ou d'un « saré » (l'unité d'habitation) quand on constate que les plats s'échangent, que les groupes de « commensalité » se font et se défont, bref que tout circule selon des règles certainement codifiées mais totalement rebelles au désir « d'unité » des statisticiens ? Comment établir un budget lorsque la décision varie, depuis l'individu jusqu'au chef de village, en fonction de la nature même de la dépense ou de la source de revenu ?

Je tentais, par approximations raisonnées et grâce à la cohérence que dégageait un tel faisceau de renseignements, de repérer ce fameux « niveau » de vie des uns et des autres, de faire se rejoindre quelque peu des ambitions sinon contraires du moins étrangères les unes aux autres. Au-delà de mes efforts personnels, deux mondes cherchaient, à tâtons, à se rencontrer.

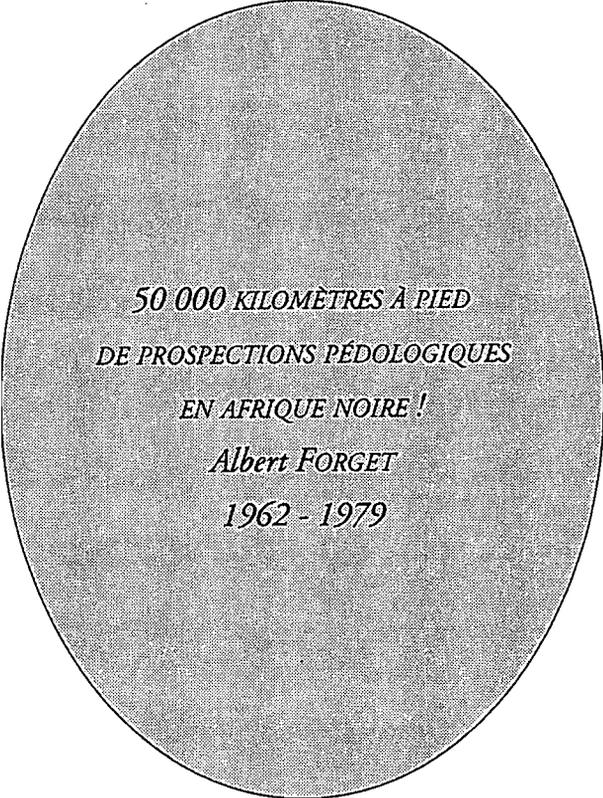
Ce travail d'analyse, d'innovation méthodologique me passionna et me fit faire en quelque sorte, l'expression n'est pas trop forte, une véritable révolution culturelle qui allait informer toute la suite de ma carrière. Au delà du rapport fournissant les résultats de l'enquête, je rédigeai un rapport méthodologique circonstancié et surtout j'en retirai un scepticisme solide, mais qui ne s'avouait pas battu, sur les travaux de planification, quantification et autres modélisations. Je considérai que la discipline statistique, la rigueur de la formalisation, les exigences d'une quantification grossière mais minimale devaient se conjuguer avec les finesses disons de l'anthropologie et plus généralement de l'ensemble des sciences sociales.

Par la suite au Ministère du Plan du Cameroun puis au service de coopération de l'INSEE, comme chef de la Division Études et Méthodes puis comme chef de service, je ne cessai de vouloir faire se rejoindre deux « images » d'une même réalité, qu'elle fut de niveau micro socio-économique ou macro-économique. Cette première expérience de terrain me donna une certaine autorité pour faire se rencontrer des spécialistes aux regards insuffisamment ajustés.

Conjonction qui fut l'enjeu du groupe AMIRA que je fondai à l'INSEE avec quelques chercheurs de l'Orstom et qui fonctionna pendant plus de 15 ans en réunissant plusieurs dizaines de spécialistes d'horizon très variés et en produisant plus de soixante études, très largement diffusées en Afrique.

Vingt-huit ans plus tard, je repassai 48 heures à Ngaoundéré comme directeur général de l'Orstom. C'était le jour où était enterré le Père Oblat, Curé de la « Cathédrale » de Ngaoundéré quand nous y étions et que nous fréquentions beaucoup, comme toute cette admirable équipe d'Oblats qui fonda le Collège Mazenod. Autre coïncidence, je croisai à l'hôtel un ministre camerounais : c'était le premier directeur de la Statistique du Cameroun, que j'avais connu en 1962. Le lendemain, sur le marché, un homme vendait des objets d'art. Nous parlementâmes longuement, comme il sied. Je découvris que c'était un de mes anciens enquêteurs. Ému, il m'appela « mon père », oubliant qu'à l'époque, s'il avait 17 ou 18 ans, je n'en avais que 25. Enfin un fonctionnaire camerounais m'emmena voir le Lamido, le fils de celui que j'avais connu. Il me proposa d'organiser avec l'Orstom un séminaire pour rendre compte de l'ensemble des recherches faites sur l'Adamaoua. Ce qui fut fait. Boutrais, géographe de l'Orstom, certainement le plus fin connaisseur de la société des éleveurs de l'Adamaoua, assura, il y a quelques semaines, l'édition des actes de ce séminaire.

La boucle était bouclée. Le futur directeur de l'Orstom ne fut-il pas opportunément dé-routé par les populations de l'Adamaoua ?



*50 000 KILOMÈTRES À PIED
DE PROSPECTIONS PÉDOLOGIQUES
EN AFRIQUE NOIRE !
Albert FORGET
1962 - 1979*

I - RENCONTRE AVEC L'Orstom ET RAPPEL CHRONOLOGIQUE

M. G. Bocquier, en poste au Centre de Dakar-Hann, que j'avais rencontré lors d'un passage à Niamey, est à l'origine de mes premières démarches avec le professeur Aubert en vue de mon admission comme technicien pédologue au sein de l'Orstom.

Ce n'est que le premier juillet 1962 que j'ai été recruté et accueilli dans les structures du Centre polyvalent de Bangui par M. Paul Quantin, alors pédologue en titre.

Je venais du Service de l'Agriculture du Niger où j'avais eu la responsabilité du sous-secteur de Gaya et de celui de Koulou que j'avais initialement dirigé ; c'est là que je devais pour la première fois côtoyer des agents de l'Orstom, MM. Dabin et Perraud, venus évaluer pédologiquement les terres de l'ancien périmètre rizicole de Koulou devenu par ailleurs inexploitable par suite des nombreuses ruptures de sa digue en terre de 11 kilomètres de longueur : brèches ouvertes par les fréquents passages des hippopotames.

Une étude pour la remise en état de la rizière était en cours ; je devais faire par la suite la connaissance de MM. Dubreuil, Brunet-Moret, Lefevre, Sabatier, Teissier et Leullieux. Ces deux derniers techniciens ont d'ailleurs séjourné à tour de rôle sur le site, en vue des études hydrologiques nécessaires à l'évaluation du débit des cours d'eau et des lignes de drainage aboutissant à cette cuvette, en fait le lit majeur du fleuve Niger.

A mon arrivée en Centrafrique, je devais être amené à travailler sur la station d'Agriculture de N'Goulinga dès septembre 1962, travaux exécutés en vue de l'extension des cultures mécanisées de coton ; puis à prospecter pour l'établissement d'une ferme pilote (Jeunesse pionnière-Cadres israéliens) au sud de la ville de Grimari.

Par la suite, je prospectai un périmètre de quatre mille ha d'un seul tenant pour la culture industrielle des hévéas et des palmiers à huile.

Travail classique, routinier s'il en fut ; il ne s'agissait pas encore là des grands layons journaliers qui nous attendaient dans nos équipées relatives aux différents degrés carrés sur lesquels j'ai eu à travailler ; tout juste une première approche des travaux qui nous étaient réservés.

L'ère des grandes randonnées, en ce qui me concerne, est apparue en 1964 lors de la prospection de la feuille de Bossangoa au 100.000e. Par la suite, s'ajouteront au cours des années qui viendront et sous la direction de plusieurs pédologues, Y. Boulvert notamment, mais aussi R. Jamet, A. Beaudou, B. Denis, J. Collinet :

- les feuilles de Dekoa, Kouki, Crampel, Bangui, Bambari en r.c.a.
- celles de N'Jolé, N'Dendé et Franceville pour le Gabon ;
- celles de Beïnamar, ainsi que la vallée du Logone au Tchad.

En 1970 j'arrivais au Togo, intégré au programme de cartographie de Paul Faure sur la coupure de la Kara et au nord de ce fleuve ; nous travaillions là au 50.000e, donnant une vision plus serrée de la réalité pédologique des lieux. En outre, la pénétration du milieu était facilitée par de nombreuses pistes pédestres aisément repérables sur photos aériennes, donc utilisables directement ; du coup, c'était la fin du layonnage pénible.

Il en sera de même lorsque sous la direction de M. Roland Ross, nous nous attaquerons à la cartographie des savanes en nous appuyant essentiellement sur une multiplicité d'études de séquences judicieusement positionnées. Mais le vent avait déjà tourné, le systématique et le ratissage méticuleux n'étaient plus vraiment de mise en cartographie (prospection s'entend) à l'Orstom.

II - MÉTHODES ET DÉROULEMENT DES PROSPECTIONS PÉDOLOGIQUES DANS LES ANNÉES 60-70

Le layonnage

Dans les années 62-70 la pédologie en r.c.a. était surtout orientée vers la cartographie à petite échelle. Nous faisons du 100 ou du 200.000e. Ce qui nécessitait beaucoup de déplacements et de longues marches à pied car les routes et les pistes véhiculables étaient loin d'être suffisantes pour comprendre la répartition des sols.

Il ne nous restait plus qu'à exploiter les sentiers repérables sur les photos aériennes. Mais dans la savane arbustive où la végétation colonisait le moindre recoin dès les premières pluies, ces sentiers se refermaient très vite et nous tombions souvent sur une impasse. Aussi la technique la plus sûre, celle qui nous permettait de nous rendre à un point donné avec certitude, était le layonnage.

Qu'entendait-on alors par layonnage ? Il s'agissait d'abord de tracer un itinéraire sur un fond topographique du périmètre à étudier et de choisir un point fixe ; l'appui à la route étant matérialisé le plus souvent à partir d'une rivière, jamais d'un village car en Afrique ceux-ci n'ont pas toujours un caractère permanent. Puis, on commençait à s'enfoncer dans la nature dans une direction donnée à l'aide de la boussole, ceci afin d'inventorier les terrains à prospector en dehors de sentiers mal orientés ou inexistant.

Dans le meilleur des cas si le kilométrage n'excédait pas 15 kilomètres, nous le faisons dans la journée, soit 30 km aller-retour dans les éboulis et la végétation ; ce qui n'était déjà pas si mal.

Lorsqu'il s'agissait de 25, 30, voire 40 km, nous partions à l'aventure pour deux, parfois trois jours, car il fallait revenir en décrivant les profils ; ce qui multipliait les distances par deux.

Le programme de layonnage était établi au bureau en fonction d'un certain nombre de critères qui devaient nous permettre de ratisser au plus juste tout en couvrant le maximum de terrain. Les photos aériennes nous aidaient beaucoup. Le relief, la végétation, une échancrure dans la galerie forestière devaient plus d'une fois nous faciliter contrôle et rectification éventuelle et nous remettre dans la bonne direction. Nous avions rarement la chance de tomber pile, ne serait-ce qu'au bout d'une dizaine de kilomètres, sur le point précis du passage projeté ; nos layons n'étaient pas matérialisés par une allée proprement nettoyée, impeccable en tous points, loin de là. Le temps manquait pour un tel ouvrage ; nous avançons, plutôt nous nous faufilions, marquant notre passage par quelques légers coups de machette aux arbustes gênants, entaillant superficiellement l'écorce des

arbres, couchant mètre par mètre à l'aide d'un T de notre fabrication les hautes herbes (3 mètres à 3 mètres cinquante de la fin de la saison des pluies jusqu'en janvier-février, après le passage des feux de brousse).

A ce rythme de travail, les plus courageux craquaient rapidement et le retour n'était guère facilité par cette végétation imparfaitement plaquée au sol que nous reprenions à rebrousse poil.

Nous prenions l'azimut tous les 15 ou 20 mètres avec notre boussole sans appui spécial ; il fallait faire vite, avancer le plus rapidement possible, afin de mettre au travail les manœuvres qui creusaient les profils.

Nous avions en Centrafrique la possibilité d'utiliser une main d'œuvre nombreuse. Nous partions souvent avec 15 à 17 manœuvres qui, par groupes de deux, s'échelonnaient tout au long du layon, armés d'une pelle et d'une pioche creusant le profil qui leur avait été assigné au passage.

Après 13 heures, il devenait scabreux de demander à des manœuvres d'ouvrir une fosse de deux mètres de profondeur même à deux car le temps leur manquait pour effectuer un travail correct ; ils étaient d'ailleurs fourbus après 16 à 18 km de marche ininterrompue. Même si nous progressions lentement, nous ne nous arrêtions que pour placer une équipe afin de creuser un profil. Certes, au passage des marigots, il était bien tentant de s'arrêter un moment à l'ombre de la galerie forestière qui l'encadrait, de se baigner si l'eau était limpide et suffisamment abondante.

Pourtant, l'expérience me l'a appris, s'arrêter était mortel, et la remise en route problématique face à la tentation de prolonger ce temps béni ; aussi franchissions-nous les marigots assez rapidement pour attaquer sur la rive adverse et poursuivre notre chemin ; même à midi, l'arrêt était proscrit.

Le but à atteindre était, si possible, un marigot d'assez grande importance à 16 ou 18 km de notre point de départ ; c'est là seulement que nous avions le droit de goûter un arrêt mérité.

Le retour à ce campement rudimentaire près du marigot s'amorçait en fin de journée, souvent par groupe de deux ; les terrassiers nous rejoignaient lorsque le profil était creusé.

J'appréhendais ces retours, surtout lorsqu'ils étaient tardifs. J'étais en effet le premier et le seul visé ; on me reprochait d'être allé trop loin (vous nous avez fait faire quarante kilomètres), d'avoir positionné les gars sur un emplacement trop dur (niveau gravillonnaire), de m'être arrêté à un marigot asséché où il ne restait que quelques flaques d'eau (fin de la saison sèche) etc... Bien des insultes pleuvaient sur moi, beaucoup ne me touchaient guère car elles étaient en langue vernaculaire, mais j'en percevais bien le sens, les tonalités verbales et les gestes qui les accompagnaient. De toute façon, je feignais d'ignorer ce qui se disait ; mais dans mon for intérieur, j'en souffrais sérieusement et plus encore lorsqu'une équipe ne nous rejoignait que le lendemain (ayant dû dormir en route, surprise par la nuit) et s'entendait dire que nous l'attendions pour repartir.

L'eau au marigot était appréciée : cuisine, baignade, lessive etc... Si la nourriture était substantielle, le moral revenait vite. Bien souvent dans leur imprévoyance, dès le deuxième soir, les réserves personnelles étaient épuisées et les lamentations reprenaient.

Il n'est pas étonnant qu'un mécontentement latent existât ; la prospection pédologique n'était pas en effet une partie de plaisir, une virée touristique ; cela représentait beaucoup de fatigue, beaucoup d'efforts à fournir pour un salaire modeste, encore qu'à l'Orstom nous pratiquions un taux de rétribution légèrement supérieur au tarif national.

L'attrait du fusil de chasse fut longtemps un alibi de poids pour obtenir plus facilement la main d'œuvre que nous recherchions, l'espoir de faire bombance avec le gibier abattu étant une force attractive d'importance.

Personnellement je n'ai pratiquement pas eu dans mes équipes l'arme souhaitée, sauf à sept ou huit reprises. Il fallait alors affecter un manœuvre à la mission de chasseur, sinon il était impossible de travailler ; au moindre coup de feu entendu, l'équipe entière disparaissait pendant une ou deux heures pour déplorer en définitive que le chasseur malheureux n'ait réussi qu'à déplumer une pintade. Si un coup heureux se produisait, autant dire que la journée entière en dépendait. C'est pourquoi j'ai

toujours été hostile au port d'armes sur les layons. Le calibre 16 que nous avions à Libreville a d'ailleurs terminé ses jours en servant au matraquage d'une portée de jeunes phacochères fourrageant les jambes du chasseur à la poursuite de leur mère ; la surprise aidant, c'est la crosse et non le canon qui fut sollicitée avec le dévouement que chacun devine : la réparation ne fut jamais faite.

Par la suite dans de très nombreux pays, la chasse fut interdite et le port d'arme proscrit ; je devais m'en réjouir, mais ces mesures ne nous aidaient guère pour le recrutement de nos manœuvres.

La durée du travail sur le layon était naturellement fonction de sa longueur et des difficultés de pénétration, souvent trois jours, donc deux nuits au clair de lune.

La durée des missions dépassait rarement un mois consécutif ; le plus souvent nous avons adopté le rythme de trois semaines de brousse et huit jours au Centre, temps que nous utilisons à la préparation d'une nouvelle tournée : étude des cartes, photos aériennes, achats divers, réparations du matériel, réapprovisionnement de la caisse popote, ainsi qu'au dépouillement et à la mise au propre des données recueillies au cours de la tournée, à la préparation des échantillons prélevés pour le laboratoire, etc...

Dans les pays à une seule saison des pluies, cas de la r.c.a., plus tard du Tchad, du nord du Togo, nous restions sur le Centre de fin juin à début octobre mais rien n'était immuable dans ce domaine ; les prospections pédologiques centrafricaines, effectuées à la demande d'une personnalité qui recherchait des sols à riz pluvial, ont été menées en plein mois d'août et septembre et sous des averses dégoulinantes ; ceci afin de ne pas perturber le programme cartographique Orstom.

Là, j'avoue que le cœur n'y était pas, ce qui par la suite s'avérera nécessaire (Gabon), puisqu'il pleuvait pratiquement toute l'année.

Ces temps de répit s'imposaient d'ailleurs pour faire le point des travaux de terrain réalisés : études des résultats d'analyses, dressage de la carte de la région prospectée, et évidemment préparation de la nouvelle campagne.

Le matériel et la nourriture

Au camp de base localisé près de la route, une toile de tente style Manufrance de l'époque dont nous ôtions le compartimentage intérieur, afin de disposer d'une surface maximale de rangement du matériel et d'habitabilité : un lit ramy ou picot, une caisse popote, un réchaud et une lampe que nous allons retrouver sur le layon.

Sur le layon (au bout de deux ans, j'avais fini par m'offrir sur mes deniers personnels une petite tente canadienne, avec un lit en toile reposant sur des arceaux ; c'était léger, donc facile à transporter), deux filtres Esser pour le renouvellement de l'eau au marigot chaque soir : provision de boisson pour le lendemain, une cuvette plastique, un seau, un jerrican de dix litres, un réchaud à pétrole au début, à gaz par la suite, une lampe à gaz, une lampe torche, quelques boites de conserves pour le ravitaillement : cassoulet, saucisses aux lentilles, bœuf bourguignon, pâtés divers, sardines, choucroute, etc... jusqu'au jour où il nous devenait difficile de les supporter.

Les manœuvres, recrutés aux villages les plus proches à nos retours de prospection, rentraient dormir chez eux et revenaient pour une nouvelle virée le lendemain matin. Sur le layon, les gars dormaient parfois sur une natte ou un lit d'herbe près d'un feu de bois, très près même, au risque de s'y brûler les vêtements ; s'ils s'étaient allongés par terre sans précaution, il arrivait de les retrouver le lendemain matin à demi dévorés par les termites. Pour toit, le ciel évidemment ; au Gabon nous avions une bâche à leur disposition, mais c'était des kilos en plus à porter et aucun manœuvre n'acceptait de se charger d'un supplément de bagage.

Pour nourriture, le classique Chicouangue centrafricain ou farine de manioc, la boîte de Pilchard, ailleurs la boule de mil ; mais partout pratiquement jamais de viande ou alors celle qu'ils pouvaient récolter en traçant le layon.

L'habillement

Le short bien pratique n'a pas été bien longtemps à l'honneur sur nos layons ; la savane comme la forêt ne nous ménageaient pas les égratignures ; les plaies ouvertes étaient plus ou moins fréquentes, nous attrapions les fameux crocos de r.c.a.. et nous nous en souvenions longtemps. Le pantalon s'imposait donc, chemisette, chapeau de brousse ; l'imperméable n'était pas superflu au Gabon. Aux pieds, la paire de pataugas ; ces brodequins de toile me convenaient parfaitement, la semelle pouvait sous l'action du soleil, des graviers de quartz et des gravillons ferrugineux en zone sahélienne, tenir de cent à cent vingt jours ; dans la forêt gabonaise, humide à souhait, la toile ne résistait pas plus de soixante jours ; par contre la semelle était pratiquement intacte.

La chaussure de cuir protégeait mieux le pied, mais durcissait et craquelait sous l'action de l'eau ; le pied étant mal aéré, des échauffements s'ensuivaient avec, en corollaire, ampoules et plaies.

La halte aux marigots

Nous aimions bien camper près d'un beau marigot ; lorsque nous en avions la possibilité, nous n'hésitions pas. Tout le monde respirait à la vue de la galerie forestière annonciatrice de la rivière. Les bagages étaient vite posés sur la rive, chacun cherchait l'emplacement convenable pour passer la nuit. Normalement avec deux manœuvres, je faisais partie de l'équipe d'avant garde et profitais ainsi de la présence de ces deux hommes pour installer notre campement dans l'attente des terrassiers qui continuaient leur besogne sur le transect.

Pourtant j'ai très souvent insisté à l'approche de la rivière pour exiger de mes hommes de la traverser et nous installer sur la rive adverse ; je connaissais trop les difficultés qu'il y avait à se mettre à l'eau le lendemain matin, souvent jusqu'à la ceinture. Ce supplément d'effort nous assurait une meilleure reprise du travail le lendemain.

Je me souviens d'un campement en forêt gabonaise où les manœuvres ont refusé systématiquement de s'installer pour le lendemain matin en position de départ sur l'autre rive ; ils étaient trop éreintés, disaient-ils ; comme l'orage menaçait, ils m'avaient promis, si la pluie se manifestait, de traverser à la première alerte sachant que le niveau des eaux monterait très vite, risquant de nous bloquer pour une ou deux journées.

Ce que j'appréhendais devait se produire ; à une heure du matin, dans le fracas du tonnerre, sous une pluie diluvienne et dans l'obscurité percée seulement par les éclairs, nous avons dû franchir en catastrophe la rivière et nous installer sur la rive opposée. A l'inventaire, il manquait deux pioches et un piochon de pédologie ; la montée rapide du marigot ne nous permettant plus d'aller les récupérer deux heures après.

Vider les fosses à l'aide de seaux, c'était ce qui nous attendait sur le retour pour décrire au mieux les profils dans cette bouillie gluante ; nous n'étions pas, à l'issue d'un tel exercice, bons à prendre avec des pincettes.

Les rencontres et les surprises

Les attaques de magnans vous délogent à coup sûr si l'envie leur chante de tracer leur chemin au beau milieu de votre toile de tente. J'ai vécu cela en pleine nuit, une boîte de conserve parfaitement nettoyée avait été déposée à quelques mètres de là.

La rencontre des colonies de guêpes accrochées aux arbustes, rendez-vous qui n'avait rien de folichon, sauf pour les copains qui s'en payaient à gorges déployées de vous voir vous débattre sous le dard de ces hyménoptères ; on se serait bien gardé de vous prévenir du danger si on l'avait découvert, le but étant alors de rire un bon coup.

La chute dans les fosses à fauves, astucieusement camouflées sous un tapis d'herbe sèche, alors que des piquets effilés vous attendent pour vous embrocher à deux mètres de profondeur.

Les pièges à gros gibiers tendus sur les sentiers, armés de fortes mâchoires métalliques dont il fallait savoir se protéger ; personnellement, je m'en suis sorti honorablement grâce à une solide paire de brodequins en cuir.

Ne parlons pas des serpents, tiques, moustiques, abeilles, mouches tsé-tsé, mélipodes etc... lot classique de la gent animalière africaine rencontrée sur les circuits de tous les prospecteurs avec des fortunes diverses selon les lieux géographiques.

Mais il y eut aussi pour les équipes d'inventaire que je dirigeais d'autres avatars : le nez à nez avec les buffles en pleine savane à plus de vingt-cinq kilomètres de la route ; la panthère de passage ; les éléphants aux rendez-vous des transects au Gabon et au Tchad ; les pythons croulant sous les herbes sèches, piétinés qu'ils étaient par les manœuvres s'enfonçant dans la brousse ou digérant paisiblement sur une piste pédestre au Gabon.

Il y eut aussi le franchissement des marigots en crue dans la forêt gabonaise à l'aide de lianes tendues au travers de la rivière pour éviter d'être entraînés par le courant ; ou bien à califourchon sur un arbre couché en travers du courant, mais bien trop glissant pour pouvoir s'y tenir debout.

Le blocage des équipes dans les savanes sèches, face à des fourrés impénétrables d'Acacia ataxacantha. Devant ces épineux, la progression devenait quasi-nulle et pouvait nous retarder une bonne demi-journée, car il n'était pas toujours possible de les contourner.

Le face à face avec les feux de brousse ; lorsque les hautes herbes étaient sèches, la moindre allumette craquée et tout s'embrasait sous la poussée des vents. Le feu ainsi activé m'a surpris, au moins deux fois, en position critique.

Deux solutions s'offraient à nous : regagner rapidement la galerie forestière la plus proche espérant que le feu ne la traverserait pas. Si le temps matériel ne le permettait pas, créer un contre-feu à nos pieds pour dégager au plus vite une zone consumée qui nous servirait de refuge et s'opposerait à la progression des flammes.

Le kilométrage layonné

On m'a souvent demandé d'évaluer le kilométrage de layons que j'ai effectué au cours de mes prospections pédologiques ; ces lignes sont une réponse à cette demande. Honnêtement, il m'est absolument impossible de recenser tous les itinéraires à mon actif ; ils sont bien trop nombreux et

remontent pour certains à plus de vingt-cinq ans ; en outre, je ne les ai pas tous répertoriés. Une évaluation approximative du kilométrage doit pouvoir se faire compte tenu du nombre de jours de déplacements, en estimant à une moyenne non exagérée de dix-huit kilomètres par jour sur cent quatre vingts jours, soit annuellement environ trois mille deux cent quarante kilomètres, à multiplier par une quinzaine d'années pleines, ce qui donne au total quarante-huit mille six cents kilomètres : en République Centrafricaine pour une bonne moitié, le reste se répartissant sur le Gabon, le Tchad, le Congo et le Togo.

Depuis 1979, les marches sont bien moins importantes, la pénétration des espaces togolais bien facilitée par les nombreuses cultures qui s'y font, ouvrant par là même d'abondantes pistes pédestres, parfois utilisables à vélomoteur. De bonnes photos aériennes permettent de les utiliser sans crainte, le repérage étant alors possible.

Évocation de trois transects

Au risque de me répéter, aucun relevé de l'ensemble de mes layons n'existe. Par contre certains m'ont marqué plus particulièrement ; je peux en parler plus longuement. Mais d'abord une précision qui a son importance : dans un souci de justice, d'équité, et de correction pour leur ménager au maximum fatigue, marche et retour rapide au campement à l'issue de leur travail, les équipiers restaient pendant toute la durée de la mission sous le même numéro d'ordre et toujours avec les mêmes personnes ; nous avions le plus souvent huit équipes : la première étant un jour sur deux la plus proche du campement, les cinquièmes et sixièmes toujours à mi-chemin mais jamais aux extrémités ; bien entendu lorsqu'il s'agissait d'un transect journalier, car sur les parcours de plusieurs jours le retour au campement c'était le marigot à quelques kilomètres vers l'avant ; malgré tout il pouvait y avoir un attrait marqué pour ne pas être chaque jour la première équipe à creuser et donc la plus éloignée du point de retour. Un autre avantage résidait dans le fait que de cette façon personne ne choisissait son emplacement de fosse à creuser, ce qui aurait pu créer des jalousies.

Mon layon le plus long, à Marli en r.c.a. : soixante kilomètres se décomposant en deux segments : un premier de quarante kilomètres butant sur un marigot important ; le second en perpendiculaire sur le premier et à vingt cinq km de la route nationale ; l'aller-retour représentait donc la bagatelle de cent trente km.

Cet itinéraire, comme c'était à prévoir, ne s'est pas fait sans histoires. La palabre devait débiter à mi-chemin ; le manque de nourriture se faisait déjà sentir, la fatigue aussi, car nous avions derrière nous cinq jours de marche. J'ai vu alors s'entasser pêle-mêle pelles et pioches et l'équipe se disperser en maugréant bruyamment vers le chemin du retour. Il a fallu faire preuve de beaucoup de sang froid, palabrer allégrement durant près de deux heures, menacer des foudres préfectorales (qui n'avaient rien à y voir), pour remettre les équipes en route et convaincre le personnel de continuer.

Nous avons pu finalement terminer avec une seule défection, mais je n'irais pas jusqu'à assurer que le travail qui s'ensuivit fut de première qualité. J'étais tout de même conscient que je demandais beaucoup à des gens qui n'avaient plus à se mettre sous la dent que les maigres poissons qu'ils capturaient le soir au marigot et les racines filiformes et fibreuses d'asperges sauvages.

Je ne suis jamais reparti sur un transect aussi long. Certes avec des hommes aussi imprévoyants et aussi démunis d'argent (bien qu'une avance avait été consentie au départ), il aurait fallu constituer une petite colonne de ravitaillement qui nous aurait rejoint à mi-chemin ; c'était obligatoirement avancer des fonds auprès de personnes non-connues, avec le risque de ne jamais les revoir.

Sur la coupure de Bambari r.c.a., j'ai aussi dû palabrer un jour, mais en vain, la défection ayant été totale ; devant des fourrés épineux impénétrables, pelles et pioches à nouveau ont vite été entassées, et je me suis retrouvé seul de mon bord ; j'avais bien un chef d'équipe, mais il était plus enclin à souscrire aux désirs du personnel qu'au mien.

Cette fois j'ai dû transiger en leur demandant de ramener au moins au campement par la route le matériel de prospection : je me voyais mal en effet à récupérer en plus de mon matériel propre, sacoche, cartes, photos aériennes etc..., les pelles, machettes et pioches ; d'autant que nous étions là aussi à plus de vingt-cinq kilomètres du campement de base.

Et maintenant la plus longue marche journalière, toujours en r.c.a. Au sud de Crampel, face à des impératifs de temps, une dernière section de layon devait m'amener à couvrir quarante-deux kilomètres dans la journée en aller-retour, distance facilement contrôlable, le parcours étant positionné entre deux marigots. L'accueil à mi-chemin fut d'ailleurs sympathique ; un troupeau d'une trentaine de cobs de Buffon nous narguait de l'autre côté de la rivière, mais mettait une note de gaieté dans cet environnement champêtre.

Pour nous la route n'était qu'à moitié faite ; il faisait nuit lorsque nous avons retrouvé le campement.

Je n'ai jamais recommencé l'expérience ; c'était le double de ce que nous étions raisonnablement capables de faire.

Remerciements

Je ne voudrais pas clore ce récit sans y associer la bonne douzaine de pédologues qui ont dirigé ces travaux d'inventaire ; ils ont souvent dû eux-mêmes arpenter, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, les cartes qu'ils avaient à dresser et connaître les mêmes aventures.

Que ceux d'entre eux qui liront ces lignes soient assurés de mes remerciements et de mon entière reconnaissance pour les moments passés ensemble ; bien des souvenirs de ces jours, pour certains déjà lointains, ont rejailli dans ma mémoire.

A tous mes compagnons de layonnage sans exception, qui ont œuvré sous mes ordres, je voudrais dire combien je comprenais souvent leur comportement devant les exigences de travail qu'ensemble nous avions à faire, évidemment avec une optique diverse. Qu'ils me pardonnent de les avoir parfois bousculés ; il n'était guère possible de faire autrement.

Qu'ils sachent que sans leur ardeur, leur dévouement et leur efficacité, cette dure mais merveilleuse vie de brousse n'aurait pu permettre la réalisation de toutes ces missions et que, sans eux, rien n'aurait été fait. Qu'ils en soient remerciés.

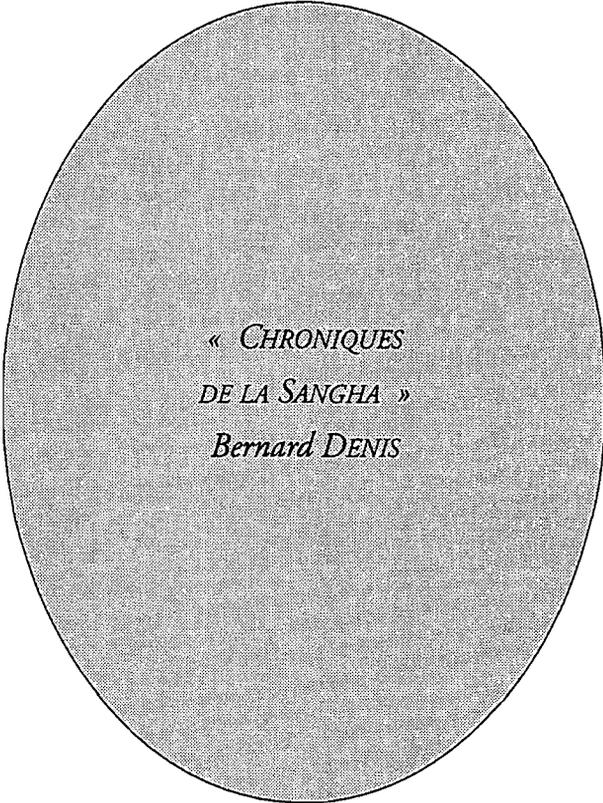
Mes dernières pensées iront à Marie-Thérèse ma femme, à mes enfants Anne et Camille qui ont eu à souffrir de mes longues absences.

Conclusion

Les temps ont bien changé ; il n'est plus de mise aujourd'hui de procéder de cette manière : trimer dans la nature inhospitalière pour inventorier les sols. La plupart des jeunes pédologues actuellement voient les choses autrement, leurs critiques ne manquent pas ; peut-être certaines sont-elles justifiées, mais l'approche du milieu ne se fait sûrement pas en salle climatisée ; la télédétection, aussi intéressante soit-elle, laisse bien des coins d'ombre et la conscience professionnelle conduit plus d'une fois à procéder à une reconnaissance visuelle.

Qu'ils soient donc indulgents pour leurs devanciers, qui n'avaient pas d'autres choix et d'autres ordres pour faire ce qu'ils ont fait ; avec de bien maigres moyens et des frais de déplacements à l'époque dérisoires et donc peu incitatifs.

Qu'ils n'oublient pas non plus qu'ils sont en train de se faire doubler à leur tour par une génération montante qui saura aussi les devancer.



*« CHRONIQUES
DE LA SANGHA »
Bernard DENIS*

Une région chassant l'autre, je me retrouvais, de 1971 à 1973, entraîné dans l'aventure de la Sangha. Elle dura un an pour sa préparation et un an sur le terrain, sans oublier une bonne dizaine de mois de rédaction de rapports et de fabrication de cartes.

Il s'agissait de dresser l'inventaire humain et des sols d'une zone du Nord Congo - frontalière avec le Cameroun - afin d'installer des plantations villageoises et industrielles de cacaoyers.

Au départ l'équipe était composée de trois pédologues (Rémi Jamet, Michel Fremaux et Bernard Denis, auquel s'est joint par la suite notre collègue « centrafricain » Marc Cheval), d'un géographe (Bernard Guillot) et d'un sociologue (Georges Dupré). Se sont greffés sur ce programme, du fait de bases de travail bien équipées, des phytopathologistes et des entomologistes médicaux en poste à Brazzaville.

Notre premier campement fut choisi - au cours d'une première mission que l'auteur a réalisée au cours de l'année 1971 - à Fort-Soufflay, avant-dernier village de la route la plus au Nord-Est de cette région administrative. Nous étions au bord de la Ngoko, affluent de la rivière Sangha et frontière naturelle avec le Cameroun. La forêt primaire nous entourait de tous côtés et semblait nous écraser de sa masse... et de ses bruits nocturnes. Nous nous sentions petits, tout petits... Dans cette zone de travail se trouvent de nombreux gorilles, des panthères, de nombreuses antilopes sans oublier tous les êtres vivants de taille moindre mais qui n'en sont pas moins très actifs. C'est aussi la région des pygmées dont on pouvait rencontrer plusieurs villages ; ces pygmées, êtres vivants tolérés par les autres ethnies, étaient considérés par elles comme des « sous-hommes ». Pourtant nous avons fait l'expérience du contraire au cours de notre mission en cette forêt équatoriale primaire (que les botanistes me pardonnent si ce terme n'a pas le même sens pour eux que pour nous, pauvres néophytes en la matière). Un exemple en sera donné plus loin

Nous étions à quatre heures de route de Ouesso, petite ville et capitale administrative de la région, ou à quatre heures de « zodiac » si on empruntait la voie fluviale. De là, il fallait deux heures pour regagner Brazzaville par voie aérienne, quand il y avait un avion. Heureusement, nous avions une liaison radio journalière de 5 minutes avec le Centre Orstom pour ne pas nous sentir trop isolés et pouvoir faire monter éventuellement, par avion puis par la route, nourritures, pièces de véhicules et matériel de travail.

Voilà le décor planté pour les six premiers mois de notre mission. C'est dans ce cadre que se sont déroulés de nombreux événements. Je vais en extraire trois et vous les narrer sous forme de scénettes de notre vie dans la Sangha.

*Comment on se voit obligé de traverser une prairie flottante
après avoir escaladé trois collines abruptes*

Notre travail de prospection et de recensement des sols se déroulait de chaque côté de la route sur une dizaine de km de profondeur. Pour pénétrer il fallait tracer des « layons » (sentiers ouverts au coupe-coupe dans une direction déterminée à la boussole après examen d'une carte topographique détaillée).

Malheureusement nous ne disposions pas de ces cartes détaillées. Nous n'avions que des photographies aériennes de qualité assez médiocre à des échelles très variables ou des cartes portant des indications très vagues (telles que « zones à panthères », « réserve d'oiseaux »,.....) et des tracés de rivières souvent faux ou incomplets. Il fallait donc attendre que des spécialistes nous établissent des documents plus détaillés. Mais le travail devait commencer, d'une part parce que nous étions financés grâce à des fonds extérieurs (il fallait rendre des résultats dans des délais précis.....) et, d'autre part, nous étions en saison « sèche » donc avec un minimum de pluies (dans cette région il pleut 9 mois sur 12....). Aussi avons-nous décidé de commencer en travaillant sur des layons systématiquement distants de 1 km l'un de l'autre et orientés plein Sud.

Au retour d'une journée de layonnage, une équipe m'annonce qu'elle avait dû traverser une sorte de lac à la surface duquel se trouvait un tapis d'herbes. Ce dernier était suffisamment épais pour qu'on puisse marcher dessus pour atteindre l'autre rive au delà de laquelle continuait le layon. Cela laissait présager une avancée très ralentie et difficile car nous allions devoir effectuer cette traversée avec le matériel nécessaire pour installer un campement provisoire sur l'autre rive et y séjourner environ trois jours.

Une semaine plus tard, ayant achevé les observations sur les layons précédents, nous avons préparé le matériel nécessaire pour cette petite expédition de quatre jours hors du campement de base. Ont été prévus deux tentes de 8 personnes, des lits de camp métalliques en aluminium, le matériel de prospection, de la nourriture et de quoi la préparer, enfin les inévitables fusils « Manufrance » (pas de réclame...!!).

Le camion Renault nous amène vers 7 heures 30 au seuil du layon. Les charges sont réparties entre les 10 personnes de l'équipe. Les porteurs partent les premiers et je suis avec les deux personnes qui m'aident, depuis le début de cette prospection, pour le transport des échantillons et du petit matériel (dont la boîte à pharmacie, indispensable accessoire de toute sortie sur le terrain).

Après 200 mètres en zone plane en forêt très claire, nous attaquons le flanc de la première colline au sommet de laquelle se situe la première fosse à examiner. Le soleil commence à darder ses rayons à travers cette forêt primaire dégradée ; la forte humidité permanente entraîne la formation de grosses gouttes de sueur et la chemise de toile forme littéralement une seconde peau totalement imbibée d'eau.

La descente s'annonce assez difficile au milieu des racines des arbres et de lianes. Mais nous savons, par l'équipe de layonneurs, qu'il y a encore deux autres collines à gravir. Nous ne pouvons y échapper car trois fosses à observer se trouvent réparties sur les flancs de ces dernières. Après trois heures de marche difficile, en sus du temps consacré à l'observation, une pose s'impose. Et je m'aperçois alors avec stupéfaction que mes deux fidèles acolytes... ont

oublié une chose essentielle : la gourde d'eau. Heureusement j'ai affaire à des gens pleins de ressources. Ils ont vite fait de repérer, pendant le long des branches des arbres hauts de plus de 50 mètres qui nous entourent, des lianes dont la sève peut être absorbée sans danger. Et c'est ainsi qu'avec 4 mètres de liane nous récupérons environ 1 litre de liquide. Cela nous permet de tenir jusqu'au soir où nous devons retrouver le campement de base.

A peine avons-nous atteint le bas de la dernière colline que se profile à l'horizon une étendue très dégagée que nous avons ensuite dénommée la « prairie flottante ». Nous avons parcouru lentement les 800 mètres qui nous séparaient de la zone inondée afin de récupérer un peu de forces. Étant donné qu'aucune observation ne devait être faite, nous aurions pu la contourner. Mais l'équipe de layonneurs nous a déjà annoncé que cela représente plus de 4 km de layons à faire, c'est à dire une journée et demi de travail. Nous avons donc décidé de faire cette traversée.

Chacun répartit ses bagages sur la tête ou dans des sacs à dos pour éviter de mouiller le matériel et la nourriture. Mais tout le monde garde vêtements et chaussures car nous ne savons pas du tout sur quoi nous serons amenés à marcher. Et nous commençons à avancer sur une masse herbeuse qui s'enfoncé à chaque pas et qui nous force à des mouvements parfois acrobatiques pour garder notre équilibre.

Au fur et à mesure que nous progressons, alors que la profondeur de cette étendue d'eau doit augmenter vers le centre, nous nous enfonçons de plus en plus et le niveau d'eau, après avoir dépassé la ceinture, arrive tout près du cou au milieu de ce pseudo-lac. La traversée qui représente environ 900 mètres (mesurée au topofil) nous demande près de 2 heures. Mais tout le matériel se retrouve en bon état sur l'autre rive.

Il nous reste 3 km à faire pour atteindre le camp de base. Je sais que je peux tranquillement reprendre l'observation de 2 des 4 fosses restantes avant d'arriver au camp, situé à 3 km de là, et qui est installé à mon arrivée. Cette certitude, qui s'est trouvée confirmée 4 heures plus tard, est le réconfort nécessaire pour achever cette journée assez « chargée ».

Je précise qu'au retour, si nous avons eu à retraverser la prairie flottante, nous avons pu éviter l'ascension des trois collines grâce à une piste de chasse que les layonneurs avaient repérée au moment du travail de préparation.

Où il est question d'un gorille un peu trop curieux

Après une bonne nuit réparatrice, nous répartissons les tâches de layonnage et creusement de fosses aux huit ouvriers (tous porteurs la veille) selon deux directions à partir du campement. Quant à moi, je termine les deux fosses restantes de la veille avant de réaliser le travail sur l'un des deux nouveaux layons de la journée.

Journée apparemment sans histoire. Mais c'est en arrivant au campement que j'apprends l'existence d'un voisin assez curieux qui aurait pu nous causer quelques ennuis. Nous avons pénétré très probablement dans son domaine et il veut nous le faire savoir. Ce personnage, nous l'avons surnommé « le gorille pédologue ».

Une des équipes, après avoir réalisé une trace d'environ un km de layon, a laissé un des ouvriers pour réaliser le creusement d'une fosse. Les autres continuent leur avance ainsi que l'installation et le creusement des autres trous de pédologue.

Vers la fin de l'après-midi le premier ouvrier entend du bruit sur le layon. Il sort la tête de son trou et aperçoit deux ou trois formes humaines à une cinquantaine de mètres de là. Il appelle pour savoir si c'est les membres de son équipe. Recevant une réponse positive, il leur demande comment ils ont pu faire pour terminer si vite leur tâche. Ils expliquent qu'à environ 500 mètres de là, la roche est proche de la surface et que la profondeur atteinte ne dépasse pas 50 cm. Ils lui demandent s'il a bientôt terminé. Il répond qu'il en a encore pour une heure et qu'il rentre tranquillement au camp. Il reprend donc tranquillement son travail

Au bout d'une quart d'heure environ, il entend de nouveau du bruit sur le layon. Il ne s'inquiète pas, pensant qu'un de ses collègues a fait un arrêt forcé dans la brousse et qu'il rejoint le groupe de tête. En effet il n'a pas compté les silhouettes et ne peut se douter qu'en fait TOUS les ouvriers sont déjà passés. Cependant il demande quel est le retardataire. Après trois ou quatre appels restés sans réponse, il se relève (la profondeur de la fosse atteint alors près de deux mètres), se hisse au bord de la fosse pour regarder aux environs... et aperçoit, à moins de 20 mètres, planté sur ses pattes arrières, un beau et gros gorille. Peut-être que la peur du moment lui fait surestimer la hauteur et le poids de l'animal qu'il nous annonce comme étant « oh ! oui patron, bien plus grand que toi - en étendant son bras au dessus de ma tête - et gros trois fois comme toi » (cela aurait fait un gorille de 2,50 m de haut et de 240 kg). De toutes les façons, cet ouvrier a eu la « trouille » de sa vie.

Il reste, nous dit-il, sans bouger « au moins une minute » (10 à 20 secondes seraient plus vraisemblables) puis il prend sa pelle et sa pioche et commence fébrilement à les frapper l'une contre l'autre sans pouvoir proférer un seul cri. Le gorille reste, « au moins 10 minutes à le regarder » (1 ou 2 minutes ; ce qui, en tout cas, a dû être très long...), puis il part à travers la forêt.

Lorsqu'il a la certitude de la disparition de cet encombrant voisin, il rentre très rapidement au campement et narre son histoire, encore tout excité et tremblant de peur. Il lui faut une bonne nuit pour récupérer... mais il doit encore raconter son aventure dans son village de Fort-Soufflay, là haut dans la SANGHA, à 1000 km de Brazzaville.

Pour la petite histoire, nous avons retrouvé le lendemain des traces du passage de notre apprenti pédologue à moins de 100 mètres du camp. Certains membres de l'équipe racontent même qu'ils l'ont entendu se frapper la poitrine au cours de la nuit. Ce que je peux dire, c'est que chacun veilla fort tard ce soir-là et que peut-être même un tour de garde fut instauré... Deux précautions valent mieux qu'une.

Quelques allumettes et un campement de chasse pygmée

Cette troisième scénette, je ne l'ai pas vécue. Elle me fût rapportée à la fois par Marc Cheval (qui en vécut une partie) et par mes collègues et amis de notre équipe de base G. Dupré, B. Guillot et R. Jamet. Je sais que chacun d'eux aurait pu écrire la partie qui le concernait et je me serais contenté de les insérer dans cette chronique de la Sangha. J'ai préféré en faire une synthèse à partir des notes - certainement très incomplètes - que j'ai retrouvées dans mes carnets personnels, des lettres écrites à ma famille et à mes amis et des détails que m'en fournirent les intéressés. J'espère que les différents protagonistes ne m'en voudront pas si certains détails sont omis ou si j'ai un peu enjolivé les faits.

Marc Cheval était venu nous aider durant plusieurs semaines à partir de la République Centrafricaine toute proche (oh ! quelque 1000 km ; une « paille » en Afrique...) où il avait été affecté comme pédologue.

Un samedi de cette année 1972. Il est 7 heures environ et voilà notre collègue Marc qui s'enfonce dans la forêt sur un layon préparé quelques jours auparavant (que de centaines de km n'avons-nous pas fait sur ces « maudits » layons...!!!!).

Il est avec deux ouvriers, villageois de la région qui vont l'aider à porter le matériel, les échantillons et l'indispensable trousse à pharmacie qui va devenir une des pièces maîtresses de cette histoire. Un pisteur pygmée qui était avec l'équipe la veille n'a pu venir.

Il commence le relevé topographique et les observations classiques et habituelles de l'environnement et des caractéristiques des différents sols rencontrés. Le travail avance bien mais les heures s'écoulent et le layon est long, très long avec beaucoup de fosses à regarder. Marc veut terminer toutes les observations. Le jour commence à baisser. Il a enfin terminé. Vite on rebrousse chemin après avoir ramassé les échantillons de sols que l'on met dans les sacs à dos prévus à cet effet.

La lumière se fait rare. Quelle que soit la saison, la nuit tombe à peu près à la même heure et surtout l'obscurité arrive vite (en moins d'une demi-heure, on passe à la nuit noire). L'équipe se hâte d'abord sur le tracé du layon bien visible à travers le sous-bois assez clair. Mais les trois marcheurs se rendent compte qu'ils ne pourront jamais regagner la route (et donc leur véhicule) avant la nuit totale. Aussi les deux ouvriers proposent, pour gagner du temps, de suivre la piste de chasse que le pisteur pygmée avait empruntée la veille et qui lui avait permis d'arriver avant eux à la route.

Bientôt il fait noir mais l'équipe avance toujours, chacun suivant de près celui qui est devant lui. Soudain l'homme de tête s'arrête. Il ne sait plus très bien où aller car il croit apercevoir une bifurcation devant lui. Chacun donne son avis ; l'un pense que c'est tout droit ; un autre affirme être sûr que c'est sur la droite. Finalement on choisit cette dernière option. Et l'équipe marche une demi-heure, une heure. Il est près de 20 heures et la route, qu'on aurait dû atteindre depuis près d'une demi-heure (en se référant aux temps de parcours du matin), n'est toujours pas en vue. Encore une demi-heure et on décide de faire demi-tour car il y a eu certainement une erreur de direction.

Il n'est pas question de prendre une nouvelle piste à cette heure avec pour risque de tourner en rond et de se perdre définitivement. Un campement de chasse de pygmées a été repéré tout à l'heure. Il faut absolument le retrouver, au moins pour être un peu à l'abri. Une bonne heure de marche et, enfin, voilà les trois petites paillotes aux toits un peu abîmés mais qui apparaissent comme un havre de paix, un refuge sûr, presque un hôtel « deux étoiles ».

Il faut faire du feu pour se protéger contre les rôdeurs, essentiellement panthères et gorilles. Chacun cherche dans ses poches. On ne trouve qu'une boîte presque vide qui contient QUATRE allumettes. Il faut prendre son temps. On rassemble des brindilles ; Marc déchire une ou deux pages de cahiers de notes vierges. Et c'est le premier essai. Loupé ! L'allumette, à

peine enflammée, s'éteint. Deuxième essai. Même résultat. On tente une troisième fois d'enflammer papier et feuilles mortes. C'est un nouvel échec. Et c'est alors que la boîte à pharmacie entre dans l'histoire.

Marc vide les 3/4 d'un flacon d'alcool à 90 degrés sur le papier, quelques petites brindilles et les feuilles mortes. Il craque l'allumette et, ô miracle, le tout s'enflamme. On souffle légèrement pour attiser le feu et on ajoute avec précaution d'autres brindilles qui bientôt pourront être des branchettes puis des branches et enfin de grosses branches.

Pendant ce temps-là, au campement de base, ses collègues Rémi Jamet, Bernard Guillot et Georges Dupré (qui est venu de Souanke, distant de 120 km, pour se changer les idées et passer le dimanche au camp) commencent à être franchement inquiets. On le serait à moins... Il est 19 heures 30 et il fait nuit. Marc devrait être de retour depuis au moins une heure. Aussi prennent-ils une autre Land-Rover et se rendent-ils à l'endroit où il aurait dû laisser la voiture. Ils trouvent en effet le véhicule mais il est vide... Où est donc Marc ? Ils attendent environ une demi-heure puis décident de rentrer. En tout état de cause, ils ne peuvent rien faire de bon avec seulement des lampes torches et sans connaître exactement quel chemin prendre.

Ils demandent alors aux villageois s'il est possible de faire battre les tambours pour essayer d'indiquer aux trois marcheurs - très certainement égarés - l'endroit de sortie du layon. C'est ainsi que, pendant une demi-heure, la forêt va résonner des rythmes de 4 grands tambours. Mais cela ne donne rien. Les égarés doivent être trop loin pour que les sons puissent les guider.

Avant d'aller se coucher pour être à même de se lever de bonne heure le lendemain, ils se renseignent auprès des ouvriers - layonneurs et apprennent qu'il y a trois sorties possibles selon que l'on emprunte le tracé du layon ou les pistes de chasses pygmées.

Ils rentrent donc et préparent du matériel pour le lendemain. Chacune des trois équipes aura un fusil et une dizaine de cartouches, une boîte à pharmacie bien équipée, du café chaud et quelques nourritures caloriques.

Ils mettent au point un plan simple. Quand une équipe aura retrouvé les trois égarés, on tirera trois coups de fusil à une minute d'intervalle. Puis chacun va se coucher, prêt à se lever à 5 heures le lendemain matin.

Pendant ce temps, Marc et ses compagnons d'infortune doivent entretenir le feu car il est vital non seulement d'avoir chaud, mais aussi d'y voir dans cette nuit noire et d'éviter l'approche des gorilles ou des panthères. Comme les deux ouvriers voient Marc s'occuper si bien de cette tâche, ils mangent quelques morceaux de pain de manioc restants, croquent une noix de cola pour se couper la faim et tranquillement vont s'étendre dans les huttes pour se reposer. Bientôt chacun dort à poings fermés, sauf Marc qui assure l'entretien du feu.

Dès l'aube, Marc et ses deux compagnons ramassent leurs affaires. Il faut absolument retrouver soit une piste de chasse bien tracée, soit le layon. La boussole et la carte sommaire que chacun possède vont les aider dans cette tâche.

Au même moment trois land-rover démarrent du campement de base avec 12 personnes, 4 par équipe. Arrivées devant les trois sorties possibles, chacune s'engage sur la piste.

Marc et ses deux aides ont retrouvé la bonne piste. Dix minutes plus tard ils rencontrent une des trois équipes. C'est un ouf! de soulagement général. Les trois coups de feu retentissent comme prévu. Les deux équipes « bredouilles » regagnent la route et attendent la sortie du groupe. Marc et ses compagnons se restaurent et se réchauffent un peu. Puis les trois véhicules regagnent le campement. La suite est facile à deviner... un bon repos pour chacun.

Marc a cherché à comprendre comment il avait pu marcher aussi longtemps sur la mauvaise piste sans trouver la route. C'était très simple : elle prenait une direction parallèle à la route à un km et demi environ de cette dernière et cela sur des km... Elle ne bifurquait vers la route que bien plus loin... Encore fallait-il le savoir !!

Une conclusion à laquelle Marc et l'ensemble de l'équipe sont arrivés est qu'il ne s'agit pas de « plaisanter » avec la « grande » forêt. Elle se laisse explorer mais à certaines conditions. L'une d'entre elles est, pourrait-on dire, « d'en faire partie » comme c'est le cas des pygmées. Ces derniers connaissent parfaitement tous les signes qui leur permettront de retrouver leur chemin et que les autres ne savent pas reconnaître (les autres ethnies de cette région s'aventurent dans la forêt essentiellement pour installer des champs de cultures pas trop éloignés de la route) ni même voir (notamment nous orstomiens, qui ne sommes en contact avec ce domaine forestier que quelques mois, voire — pour les botanistes par exemple — quelques années, de notre vie). Même les pygmées connaissent « leurs limites » ; il m'est arrivé de voir deux pygmées « se passer le témoin » au cours d'une marche en forêt car le premier était arrivé à la limite de « sa » zone.

Notre ami Marc s'est remis de ses émotions et a de nouveau travaillé avec nous au cours d'une autre mission. Mais la Sangha lui réservait d'autres surprises... Cela est une autre histoire que je vous raconterai peut-être une autre fois...

Saint PRIX, Décembre 1993



*LA SURPRISE D'UNE
PROMENADE FORESTIÈRE
Jacques MIÈGE*

En 1949, la forêt d'Adiopodoumé, bien que secondarisée, renfermait néanmoins des noyaux de végétation pratiquement intacts. De rares sentiers la sillonnaient que nous empruntions lors de nos quêtes botaniques proches. Dans les endroits les moins dégradés s'y trouvaient des arbres de belle venue, des arbustes de sous-bois intéressants et des lianes puissantes dont les grandes torsades se perdaient dans les frondaisons. Nous y avons découvert des plantes rares et même quelques espèces nouvelles. Nous éprouvions toujours une satisfaction subtile à circuler au milieu de cette masse végétale un peu secrète et à prendre, en quelque sorte, un bain de chlorophylle.

D'habitude, au cours de nos prospections dans la forêt, se trouvait en tête de file l'ouvreur de marche. Il a pour rôle de tailler avec sa machette dans la végétation afin de dégager la voie aux personnes qui le suivent et aussi de marquer les fûts pour éviter de s'égarer.

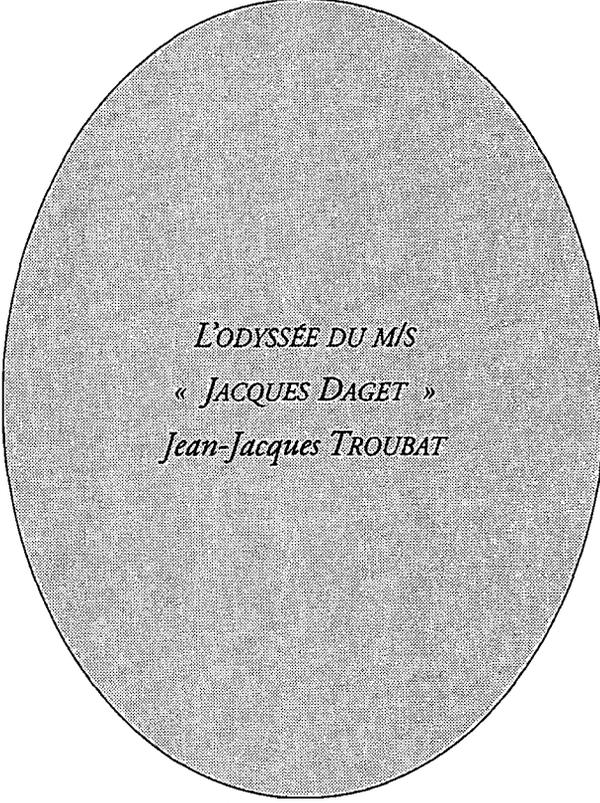
Ce jour-là, profitant d'un chemin, certes étroit mais apparemment sans obstacle, nous étions dans un ordre différent. Le Professeur Mangenot venait en tête ; j'étais en deuxième position et Aké Assi, coupe-coupe en main et boîte à herbarium dans le dos, fermait la marche. Nous poursuivions notre progression coupée de nombreux arrêts pour cueillir des échantillons ou pour commenter la flore et l'intérêt botanique de la station quand, au travers de la venelle, des branches entrelacées barrèrent la route. Il n'y avait là, semblait-il, rien d'anormal. Combien de fois des cirrhes de liane-rasoir, de palmier-liane ou d'autres espèces ne s'élançaient-elles pas à travers le sentier ou des rameaux ne le traversaient-ils pas ? Il n'y avait qu'à écarter les branchages importuns en continuant le cheminement.

Cette fois-ci, il en fut autrement. Trois ou quatre brindilles entrecroisées, d'allure inoffensive, étaient immobiles au milieu du layon. Pour passer, notre guide (c'est le professeur) prit dans la main le petit amas de feuillage dans l'intention de le repousser. Mais, ressentant une impression de froid, il eut la présence d'esprit d'ouvrir aussitôt la main. Un beau serpent vert, tout surpris, tomba sur le sol. L'animal lové sur l'entrelac de branchette dormait, heureusement, d'un profond sommeil ce qui le rendait peu redoutable.

Bref moment d'émotion. Je saisis la machette des mains d'Aké Assi figé d'effroi. Il avait une trouille bleue des reptiles. Je tuais l'animal, prenant sa dépouille aux fins de détermination.

L'ophidien, bien mort, je le plaçais dans la boîte à herbes qui fut soigneusement fermée. Aké Assi se refusa obstinément à la porter tant sa crainte était grande. Je la pris donc. Rebroussant chemin, nous déposâmes notre victime chez le docteur Doucet, herpétologue reconnu. Il nous annonça qu'il ne s'agissait pas d'un mamba vert, confirmant ce que nous soupçonnions, mais d'un serpent qui, quoique moins agressif, n'en restait pas moins dangereux.

Nous applaudîmes aux réflexes du Professeur en concluant cependant que la vie coloniale n'était pas sans danger.



L'ODYSSÉE DU M/S
« JACQUES DAGET »
Jean-Jacques TROUBAT

PREMIÈRE PARTIE
LA TRAVERSÉE DU SAHARA

Traverser le Sahara avec un bateau, je n'étais pas le premier à me lancer dans une telle aventure. D'autres l'avaient tenté et réussi avant moi, mais dans des conditions bien différentes.

Le 25 mars 1850, l'Anglais Richardson et les Allemands Barth et Overweg quittaient Tripoli. Dans leurs bagages, ils emportaient, démontée en quatre parties, une petite embarcation qui devait leur servir à naviguer sur le lac Tchad. Une grande partie du transport se fit à dos de dromadaires.

Le 23 décembre 1937, une autre embarcation « l'explorateur René Estienne » quittait Alger, traversait le Sahara par l'itinéraire de la Société Algérienne des Transports Tropicaux (SATT) et rejoignait Bosso au Niger, à l'embouchure de la Komadougou, site choisi pour sa mise à l'eau dans la partie nord du lac Tchad. Cette petite unité devait contribuer à assurer la liaison entre Zinder (Afrique occidentale) et Fort-Lamy (Afrique équatoriale). Établir des relations avec l'Afrique équatoriale était en effet l'un des buts de la SATT. Celle-ci, sous l'impulsion de son administrateur-délégué, M. Georges Estienne, réalisateur du service transsaharien Colomb-Béchar-Gao, venait de prolonger en 1934 la ligne desservant le Hoggar jusqu'à Zinder et Fort-Lamy, en passant par le Nigeria. Après avoir étudié et parcouru cet itinéraire terrestre, il s'avéra que la voie la plus économique quant à l'aménagement, et la seule praticable en toutes saisons pour relier les deux colonies françaises d'Afrique occidentale et équatoriale, empruntait la voie du lac, Fort-Lamy devant être considéré comme une île accessible seulement par eau pendant près de six mois de l'année.

« L'explorateur René Estienne » avait été baptisé en souvenir du frère cadet de Georges Estienne, qui fut tué sur son camion près de Bou Denibb le 18 mai 1927 au cours d'une reconnaissance saharienne. C'était une embarcation marine, à coque d'acier, de 10 mètres de long, 2,65 mètres de large, jaugeant 20 tonneaux. Pour le transport, elle avait été chargée sur un Renault de 6 tonnes de la SATT.

Le lac Tchad est un phénomène géologique et géographique exceptionnel à plus d'un titre, tout particulièrement sous son aspect production de matières alimentaires. L'Orstom avait donc lancé un grand programme intégré visant à l'étude de la cuvette et du lac et réunissant des spécialistes de diverses disciplines, allant de la sédimentologie à l'ichtyologie, en passant par la physico-chimie des eaux et les chaînes alimentaires pélagiques et benthiques. Pour ce faire, l'Orstom avait créé en 1963 à Fort-Lamy une section d'hydrobiologie, dont la direction avait été confiée à Jacques Daget, biologiste des pêches qui avait travaillé au Mali durant les folles années 1946 à 1963. Un bâtiment à usage de laboratoire avait ensuite été construit au Centre Orstom de Fort-Lamy, et inauguré en 1965.

Or en hydrobiologie, il n'est pas de recherche possible sans moyens navigants, surtout pour une étendue d'eau aussi importante que le lac Tchad (21.000 km² à l'époque). Il avait donc été prévu pour le Centre de Fort-Lamy, un bateau spécialisé correspondant, en réduction, à un bateau océanographique. A l'époque les hydrobiologistes utilisaient pour se déplacer sur le lac une petite arcachonaise « Nausicaa ». Un architecte naval agréé fut consulté. Il fit les plans d'un bâtiment correspondant aux besoins des utilisateurs, avec pour disposition générale celle d'un navire à fond plat, à faible tirant d'eau, avec des locaux habitables en superstructures, une timonerie à l'avant, une plage de travail à l'arrière et une forme de coque très simple, mais cependant munie d'une étrave pour tenir les creux d'environ 50 centimètres qu'il est possible de rencontrer sur le lac Tchad.

Un appel d'offres fut lancé à quatre chantiers africains en 1967. Il apparut que l'engin ne pouvait être construit sur place. Il fut donc décidé qu'il serait construit en France. Sur les douze entreprises consultées, trois chantiers firent parvenir leurs offres : la SCIMA, la STIM et les Ateliers de la Charente. Après ouverture des plis, la Commission des marchés pour l'Orstom arrêta son choix. Ce fut au chantier naval de La Rochelle, la STIM, qu'échut la tâche de construire le « Jacques Daget ». (J. D. est un biologiste)

Par courrier du 12 décembre 1968, le Directeur général répondait à un courrier du directeur du Centre de Fort-Lamy en lui précisant que la construction du bateau se poursuivait suivant le planning initialement prévu, que des essais officieux étaient fixés au 13 décembre et que les essais officiels auraient lieu le 18 du même mois.

Petite anecdote : lors des essais officieux, le bateau, à sa mise à l'eau, dut, par mesure de sécurité, rester accroché à son engin de levage, car il roulait bâbord sur tribord au moindre déplacement d'un individu à son bord, d'où affolement de la part du constructeur. Il fallait de toute urgence modifier ce navire, en ajoutant sur ses flancs des caissons étanches style ballasts, ce qui eut pour effet immédiat d'augmenter sa largeur de 3,5 à 4,5 m. On verra plus loin que ce petit mètre supplémentaire allait nous poser d'énormes problèmes. Les essais officiels ont donc été repoussés au 25 avril 1969.

Voici quelques-unes des caractéristiques de ce bateau une fois les essais effectués en décembre 1968 et les travaux de construction terminés.

Longueur hors tout	13 mètres.
Longueur à la flottaison	11,8 mètres.
Largeur hors membres	4,5 mètres.
Creux	1,2 mètre.
Profondeur de carène moyenne	0,6 mètre.
Tirant d'eau minimal	0,6 mètre.
Poids total à vide	33 tonnes

(Poids qu'il convient de garder en mémoire pour la suite).

Précisons qu'en état de naviguer, ce bateau avait une autonomie de l'ordre de 1.650 milles marins et un poids de 50 tonnes.

Avant que ne soit décidée la mise en chantier de ce bateau de recherche destiné au lac Tchad une étude complète des possibilités d'acheminement d'un tel engin avait été menée à Paris et à Fort-Lamy. Les propositions des transporteurs français étaient assez décevantes et préconisaient le découpage du bateau en tranches afin de l'embarquer par morceaux suscep-

tibles d'être chargés sur des camions normaux ou même dans des avions cargo. Une étude réalisée dans ce sens montra alors qu'une telle solution... était techniquement possible, mais que le remontage à Fort-Lamy posait de très difficiles problèmes et que le prix de revient se trouverait majoré de plus de 80 %.

Or en septembre 1967, le Centre de Fort-Lamy avait appris que des transports lourds destinés aux pétroliers étaient couramment effectués entre Tripoli et le Tchad. Fort de ces renseignements, le Centre remettait à la direction de l'Orstom à Paris la proposition chiffrée d'un transporteur tchadien susceptible d'acheminer le bateau entier de Tripoli à Fort-Lamy. Ce fut un gros soulagement pour les responsables qui décidèrent de retenir cette solution.

Malheureusement, en décembre 1968, alors qu'il fallait fixer la date d'embarquement du bateau à destination de Tripoli, il fut impossible d'entrer en contact avec le dit transporteur aussi bien à Fort-Lamy qu'à Tripoli. Il fallut repartir de zéro et envisager rapidement d'autres solutions. Il fut fait appel à différentes entreprises spécialisées dans les transports exceptionnels (Walon, L. Vincent, Peschaud) et des conseils furent demandés à des organismes utilisateurs de moyens lourds dans les régions sahariennes. Ces démarches menées conjointement permirent de faire les constatations suivantes.

Transport à partir de la Libye.

Il fallait traverser une zone d'insécurité dans la région du Tibesti. En raison du très mauvais état des pistes, les liaisons routières entre la Libye et le Tchad avaient été pratiquement abandonnées. Le ministre des transports de la république du Tchad nous avait déconseillé très vivement d'effectuer le transport par cette voie.

L'hypothèse d'un acheminement via Tripoli étant exclue, on étudia les possibilités d'approche par la côte occidentale d'Afrique qui offre trois voies d'accès en direction de Fort-Lamy au départ de Douala, Lagos ou Pointe Noire.

Transport à partir de Douala.

Les ouvrages d'art qui jalonnaient la piste excluaient le passage de convois exceptionnels, principalement en raison de l'existence d'un pont dont la hauteur, 4,10 mètres, ne permettait pas le passage du convoi, même surbaissé. L'entreprise L. Vincent avait envisagé une solution consistant à prendre des dispositions spéciales pour faire passer l'ensemble à travers ce point critique, mais le matériel disponible sur place ne le permettait pas. Seule restait la possibilité d'utiliser le train de Douala/Yaoundé, puis la route jusqu'à Fort-Lamy. Or il aurait fallu ramener la largeur du bateau à 3,5 m, ce qui aurait obligé à démonter les caissons.

Transport à partir de Lagos.

Là aussi, le transport posait des problèmes en raison des dimensions de la charge, tant par route que par voie ferrée, car à un moment il avait été envisagé d'utiliser la voie ferrée Lagos/Maiduguri. En effet le gabarit maximum d'une plate-forme des chemins de fer nigériens, longueur 9,8 mètres, largeur 2,47 mètres, était incompatible avec les dimensions du bateau données plus haut.

Transport à partir de Pointe-Noire.

Bien que plus complexe, cette éventualité a fait l'objet d'une étude détaillée en raison des difficultés insurmontables rencontrées par ailleurs. Il s'agissait de mettre l'embarcation sur wagon à Pointe Noire puis d'effectuer le trajet Pointe Noire/Brazzaville par voie ferrée, Brazzaville/Bangui par les fleuves Zaïre et Oubangui, Bangui/Fort-Archambault par route, enfin Fort-Archambault/lac Tchad par le fleuve Chari. Malheureusement aucun engin de manutention capable de lever une charge de 33 tonnes ne se trouvait aux différents points de transbordements.

Transport à partir d'Alger

Notre correspondant à Alger (Walon) nous fit savoir qu'il était possible d'organiser un transport sur Fort-Lamy via Zinder, et en toute sécurité, à condition que la largeur de l'embarcation soit de l'ordre de 3,5 mètres. Il restait donc toujours le problème des dimensions et cela s'avérait être le parcours le plus long. Les chances de voir arriver le matériel en bon état étaient minces avec un coût du transport très élevé (supérieur à la valeur du bateau).

Devant toutes ces difficultés, la direction de l'Orstom envisagea la possibilité d'acheter un véhicule spécial pour assurer l'acheminement. Il était vraisemblablement possible d'acquérir d'occasion, en Algérie, un véhicule susceptible d'effectuer la traversée Alger/Fort-Lamy. Le prix d'un tel engin pouvait varier de 120.000 à 150.000 FF. Une telle opération devait être menée par les voies diplomatiques (autorisations d'achat, de transport, de sortie et d'entrée etc...). Le transport incomberait alors entièrement à l'Orstom, il fallait recruter un équipage spécial de 4 à 5 hommes. Une fois la mission terminée, il fallait revendre le camion après avoir acquitté les droits de douane (45 % environ de sa valeur). Encore fallait-il trouver un acquéreur sur place. Tels étaient les problèmes soulevés par cette solution.

Transport par avion.

Pour compléter l'étude, il fut envisagé également un transport par voie aérienne de Bordeaux à Fort-Lamy, après un transport routier exceptionnel de La Pallice point de construction à Marignac. Or un éventuel acheminement par voie aérienne, compte tenu de la capacité des appareils en service à cette époque, n'était possible qu'à la condition de fractionner le chargement en 6 ou 8 parties. Le remontage à l'arrivée aurait posé naturellement de gros problèmes. De plus, il apparut tout de suite que le seul avion européen capable d'effectuer un tel transport était l'Antonov 22, présenté au salon du Bourget en 1968. Or, petit détail non négligeable, cet avion n'était pas encore en exploitation commerciale.

Tous les moyens envisageables à l'époque, sur tous les itinéraires possibles, ayant été étudiés, et aucune solution satisfaisante ne se dégageant, c'était l'impasse. Cette situation était due en grande partie à la rupture des liaisons routières entre Tripoli et Fort-Lamy.

Talonné par des impératifs de temps (saison des pluies) et par les chercheurs impatientes d'utiliser ce matériel, à la suite d'un échange de courrier très fourni, l'idée du transport par Alger via Zinder revint sur le tapis. Il restait à trouver le transporteur susceptible de faire ce travail. Après avoir choisi l'itinéraire et la société de transport algérienne, en l'occurrence la

« SNTR » Société Nationale des Transports Routiers, le Directeur général de l'Orstom, par courrier du 24 avril 1969, demandait au directeur du Centre de Fort-Lamy de désigner le plus rapidement possible un agent pour accomplir cette mission. Sa tâche devait consister à surveiller non seulement l'ensemble des opérations de transport et de manutention, mais aussi et dans toute la mesure du possible à éviter les vols ou dégradations qui risquaient de se produire au cours de la traversée du Sahara.

Il fallut trouver l'individu susceptible d'accompagner le convoi. Ce ne furent pas les bonnes volontés qui manquèrent, mais tous les candidats eurent de bonnes raisons pour ne pas partir le moment venu. Jeune orstomien, recruté pour faire naviguer le « Jacques Daget » sur le lac Tchad, je fus donc chargé d'assurer cette mission. Pour que la pilule me paraisse moins amère, on fit miroiter à mes yeux l'aspect touristique du voyage. Tel que prévu, celui-ci devait durer une vingtaine de jours. La décision d'embarquement du « Jacques Daget » sur un cargo, le « Sainte Maxime », prévu le 30 avril 1969, fut avancée au 26 avril 1969, avec arrivée à Alger une semaine après. Pour ne pas perdre de temps, le départ sur Fort-Lamy fut fixé pour les jours suivants, selon les prévisions de notre Secrétaire général.

Pour la petite histoire, nous allons raconter en détail le déroulement du convoi du « Jacques Daget » d'Alger à N'Guigmi sur l'itinéraire routier emprunté par « l'explorateur René Estienne ». Ce trajet était celui de l'ancienne transsaharienne par Tamanrasset, avant que la chaussée ne soit goudronnée, et suivait un tracé légèrement différent de l'actuel. Le 8 mai 1969, je quittai Fort-Lamy (Tchad) pour Paris, afin de procéder aux dernières formalités. Il me fut remis une liste de consignes rédigée par le secrétaire général sur ce que je devais faire à Alger, au cours du voyage et à l'arrivée. Là encore entre la réalité et les prévisions, il y eut un vrai fossé. Tout se régla à grands coups d'improvisations successives. Dans le même temps le « Jacques Daget » faisait le trajet La Rochelle-Alger sur le cargo « Sainte Maxime ».

Sur le continent africain, les délais prévus sont rarement respectés. Comme rien n'était prêt pour recevoir le « Jacques Daget » à son arrivée, il fallut bien remettre au lendemain ce qui ne pouvait être fait le jour même. Au lieu d'un déchargement direct du cargo sur un camion, il fallut mettre le « Jacques Daget » à terre dès son arrivée à Alger, assurer son gardiennage durant son stationnement à quai, puis le charger sur une remorque à l'aide d'un ponton-grue. Ces diverses opérations entraînèrent des frais qui n'avaient pas été prévus dans l'étude du marché.

A mon arrivée à Alger, le 17 mai 1969, je pris tout de suite contact avec la société Walon qui avait pris en charge les formalités de transport et de douane. Je fus reçu par le directeur adjoint, M. Perrin. Sans perdre de temps, avec les responsables de la SNTR, nous allâmes voir le « Jacques Daget », posé à sec sur son quai de déchargement et dans la foulée nous fixâmes au 20 mai la date du chargement sur le véhicule de transport terrestre. De mon côté, comme me l'avait demandé la direction de l'Orstom, je fis parvenir un courrier à Fort-Lamy dans lequel je donnais tous les renseignements concernant le convoi avec croquis à l'appui.

Il faut se représenter le poids des responsabilités techniques, administratives et financières qui pesaient à ce moment-là sur les épaules d'un jeune orstomien inexpérimenté de vingt-six ans.

Au jour J, nous ne pûmes entreprendre le chargement à cause d'un vent violent. L'opération dut être repoussée au lendemain. En fait, le 20 mai ne fut pas une journée perdue, au contraire, car les responsables de la SNTR, en voyant le bateau de plus près, s'aperçurent qu'il allait poser un gros problème. En effet, du fait de sa hauteur (7,5 mètres) et de sa largeur (4,5 mètres), l'ensemble « bateau véhicule » ne pouvait pas passer sous les grues de quai. Il fallut donc prévoir le déplacement du bateau vers un quai plus accessible. Cette manœuvre fut effectuée le 21 mai à l'aide d'un ponton flottant tiré par un remorqueur. Le « Jacques Daget » a fait ainsi plus d'un kilomètre pendu à un câble à 8 mètres au-dessus de la mer. Arrivé à l'emplacement choisi, nous le chargeâmes directement sur le

camion, ce qui demanda quatre heures de travail. Une fois le bateau sur sa plate-forme (qu'il avait fallu changer entre temps, car la première remorque choisie ne pouvait supporter une telle charge), on se demanda si on allait pouvoir sortir du port et traverser la ville avec une masse aussi imposante. Pour éviter tout déplacement du chargement du fait de la différence de largeur entre le bateau et la remorque (de l'ordre de un mètre), nous dûmes faire travailler nos méninges et finalement nous décidâmes de souder par endroit la coque à la remorque et d'assurer le tout avec de fortes élingues en acier. En effet tout glissement de la charge aurait eu pour effet de déséquilibrer l'ensemble tracteur-remorque.

A la sortie du port, les vraies difficultés commencèrent. Notre passage en ville a de nouveau permis aux responsables de la SNTR de se rendre compte qu'ils avaient mal préparé le trajet d'un convoi de ce gabarit (plus de 20 mètres de long et 7,5 mètres de hauteur, pour un poids total de l'ordre de 60 tonnes reposant sur dix huit roues). Il fallut arrêter le convoi, chercher un nouvel itinéraire et demander de nouvelles autorisations, ce qui dura encore une semaine de plus.

A mon passage à Paris, avec les dernières recommandations, on m'avait indiqué la composition du convoi au départ d'Alger proposée à l'Orstom par la SNTR. Il devait comporter plusieurs véhicules : un semi-remorque pouvant transporter le « Jacques Daget » (avec trois hommes d'équipage), un camion pour le matériel (pièces détachées, carburant, eau) et une voiture d'escorte. En réalité, seul un camion semi-remorque avait été prévu. Il fallut donc adapter rapidement ce véhicule et lui adjoindre des réservoirs supplémentaires pour l'eau et pour le gas-oil afin de garantir un minimum de sécurité à l'équipage.

Le départ effectif d'Alger eut donc lieu trois semaines après la date prévue, le 31 mai à 13 heures. Les chauffeurs craignaient des difficultés aux passages de certaines gorges de l'Atlas, un peu après Blida. Aussi, pour nous mettre du baume au cœur, nous fûmes accompagnés par la presse et la télévision durant les premiers kilomètres. A partir de ce moment de pittoresques épisodes se succédèrent.

Sur le tronçon Alger-El Goléa, il nous fallut démonter et remonter un à un tous les arcs de triomphe, banderoles, guirlandes, fils téléphoniques et autres qui avaient été installés à l'entrée et à la sortie de chaque localité en l'honneur d'une visite présidentielle. Ce cinéma dura jusqu'à Laghouat. Pour corser le tout, nous causâmes quelques dommages au réseau téléphonique Laghouat-Ghardaïa. La ligne ayant eu la malencontreuse idée de nous couper la route, nous arrachâmes involontairement deux poteaux et leurs fils. Trente minutes après l'incident, nous fûmes rattrapés par tout un escadron de gendarmerie. Ayant fait stopper le convoi, je m'aperçus que le « Jacques Daget » était affublé d'une paire de moustaches pendant largement de chaque côté : c'était les restes du réseau téléphonique Laghouat-Ghardaïa, d'où gros palabres avec les autorités algériennes. Qui allait prendre en charge les dégâts ? Le transporteur faisait une allergie dès qu'il était question d'argent. Quant au bateau, seul responsable, on ne pouvait rien lui reprocher sinon ses dimensions. Enfin, après 24 heures de discussions parfois houleuses, nous finîmes par nous entendre et reprendre la route.

Le 8 juin, sur le tronçon El Goléa-In Salah, nous rencontrâmes une piste très dure, une tôle ondulée de grande amplitude, avec un obstacle de taille, la dangereuse descente du plateau du Tademait, sept kilomètres de lacets et une très forte déclivité. A plusieurs reprises les roues arrière de la remorque, extérieures au virage, se trouvèrent dans le vide, tandis que la coque frottait contre la paroi de la falaise. Nous parcourûmes ce tronçon en deux heures, avec des sueurs froides, ayant constamment sous les yeux, au fond du ravin, de vieilles carcasses de camions qui avaient eu moins de chance que nous. Nous arrivâmes à In Salah le 9 juin à 10 heures.

Après un ravitaillement en eau et gas-oil, nous reprîmes la piste le 10 juin au matin pour effectuer le trajet In Salah-Tamanrasset. A quelques kilomètres d'In Salah, il fallut porter assistance à deux touristes espagnols qui avaient fait une chute de moto. Ces individus envisageaient de faire la traversée du Sahara, à deux sur une petite moto de 125 cm³, avec en tout et pour tout, cinq litres d'essence et cinq litres d'eau pour assurer leur survie.

C'est là que commencèrent mes ennuis avec les touristes. Après quelques difficultés dans les étroites et sinueuses gorges d'Arak, une route toute droite et relativement bonne s'offrait à notre regard. C'était la détente, à bord régnait une certaine bonne humeur car nous n'étions plus très loin de Tamanrasset, quand tout à coup nous entendîmes un bruit sinistre, suivi d'un claquement et de cris, nous venions d'arracher la ligne électrique qui autrefois alimentait en courant un poste militaire français situé entre Inecker et In Amguel. Je me vis tout de suite confronté à de graves problèmes, mais contre toute attente, le chauffeur accéléra en me disant : « Ne te fais pas de souci, ils ne pourront pas nous poursuivre, ici ils n'ont que des chameaux ». Nous arrivâmes le 12 juin à Tamanrasset où d'autres gros ennuis nous attendaient.

Au passage de la douane, le 13 juin, pas de difficultés pour le bateau, tandis que le camion, véhicule national, se vit bloqué pour fausse déclaration sur sa valeur. La douane immobilisa alors le convoi en nous demandant de refaire tout le dossier de douane, ce qui ne pouvait être effectué qu'à Alger. Dépassé par les événements, le représentant local de la SNTR ne voulait prendre aucune responsabilité. Il fallut que je prenne les choses en main et essaie de désembourber la situation. Avec l'aide de M. Perrin et après une semaine d'attente, la situation étant régularisée, la douane d'Alger donnait le feu vert.

Au moment de reprendre la piste, d'autres difficultés nous tombèrent sur le dos. Les autorités algériennes me firent appeler et me demandèrent de récupérer un individu d'une cinquantaine d'années, afin de le remettre aux autorités françaises à Agadès ou Zinder. Selon leurs dires, il devenait encombrant, voire indésirable. Depuis une dizaine de jours, il hantait les rues de Tamanrasset à la recherche d'un sauveur capable de le véhiculer tout en assurant sa survie jusqu'à Agadès (dure épreuve car il avait oublié l'usage du savon depuis belle lurette). Ce pauvre bougre n'avait comme seul bagage qu'un passeport. En plus de ce passager, il me fallut prendre en charge deux véhicules légers (Renault R4) ayant chacun à leur bord deux

personnes. Nous devions assurer leur sécurité pour la traversée Tamanrasset-Agadès, en tant que dernier convoi à sortir d'Algérie avant les pluies. Comme il ne fallait surtout pas contrarier les autorités, vu les ennuis précédents, nous acceptâmes tout.

Nous voilà donc partis de Tamanrasset pour Agadès, avec toute cette smala, le 18 juin. Pour les 900 kilomètres de sable insuffisamment balisés et sans points de repère, il nous a fallu 5 jours. Entre-temps et pour faciliter les choses, un des véhicules légers qui suivaient le convoi tomba en panne un peu après le poste frontière d'Assamaka, que nous avons passé dans la matinée. Nous nous aperçûmes de sa disparition le soir, il me fallut équiper la deuxième voiture et partir à la recherche de la première. Ce n'est que le lendemain matin, aux environs de 6 heures, que je retrouvai ses occupants. Ils avaient abandonné leur véhicule et faisaient route à pied. Je peux dire qu'il y eut de gros palabres. Après avoir embarqué tout le monde, je partis à la recherche de la R4 que nous retrouvâmes peu de temps après. Une fois dépannée, nous rejoignîmes le convoi.

Dans la foulée et pour nous remonter le moral, nous restâmes un après-midi ensablés et une journée embourbés (le semi-remorque en portefeuille). Il avait plu durant la nuit et nous dûmes attendre que le sol sèche pour reprendre la piste. De plus, comme après chaque pluie, tous les oueds étaient pleins et il fallut à chaque traversée consolider un passage avec du sable et des tôles. En ces occasions, nos touristes se révélèrent utiles en nous apportant une aide appréciable.

Nous arrivâmes à Agadès le 22 juin, cette fois sans aucun problème de formalités. A ma grande surprise, une voiture de l'Orstom Fort-Lamy nous attendait, ce qui arrangea bien les choses. Plus indépendant, je pus aller voir les autorités et reconnaître le trajet pour la traversée de la ville, ce qui se fit sans difficulté. J'avais espéré me débarrasser d'un de mes touristes (le solitaire). Il souhaitait en effet rester à Agadès où il avait des connaissances susceptibles de l'aider dans sa misère. Une fois de plus, un vilain grain de sable se mit dans les rouages. Tandis que j'effectuais des démarches pour la

traversée de la ville, le préfet me fit appeler, pour que je récupère de toute urgence mon brave touriste qui se trouvait dans les geôles de la préfecture, à la suite d'une bagarre dans un bar. J'avais l'ordre de remettre ce monsieur en main propre au consul de France à Zinder. Cette fois encore je piquai une grosse colère et j'expédiai mon bonhomme sur le haut du chargement avec consigne de ne plus bouger jusqu'à l'arrivée à Zinder.

Nous repartîmes pour Zinder le 23 juin, avec mon équipage au complet. En plus des problèmes liés au convoi, je devais mater une équipe de bras cassés et affronter une piste de sable sillonnée de profondes ornières dans lesquelles le camion restait souvent coincé à cause de sa largeur d'essieux. A notre arrivée à Zinder le 25 juin, pour éviter toute mauvaise surprise, je fis arrêter le convoi à l'entrée de la ville au poste de police où je déposai, avec les recommandations d'usage, mon fameux passager. Quant aux autres, plus libres, ils partirent de leur côté. Sans plus tarder je contactai l'Orstom pour donner des renseignements sur notre progression. En même temps, je demandai des nouvelles de l'équipe de M. Faure (chef de garage au Centre Orstom de Fort-Lamy) chargée de la mise à l'eau, qui devait quitter Fort-Lamy et nous rejoindre à N'Guigmi sur le lac Tchad. Je me rendis ensuite auprès des autorités pour organiser la traversée de la ville. Zinder resta privée d'électricité durant le passage du convoi, car il fallut passer sous 70 lignes à haute tension. La gentillesse et la compréhension des habitants nous facilitèrent la tâche.

Perché sur le haut du chargement, m'évertuant à faire glisser une ligne électrique, j'eus la surprise de voir arriver une délégation du consulat de France avec une convocation. Après un échange de politesse, on m'annonça que le consul me demandait des nouvelles d'un certain monsieur que je ne connaissais que trop bien. Pour le rassurer, je lui dis que je l'avais laissé sous bonne garde. Au même instant rappliquèrent deux policiers qui déclarèrent que notre touriste s'était fait la paire. Monsieur le consul très contrarié m'expliqua alors la raison pour laquelle il aurait aimé lui mettre la main dessus. L'année précédente après avoir été hébergé par le consulat, notre brave homme était parti avec l'argenterie, ce qui n'avait pas plu à ses hôtes.

J'ai oublié de mentionner que depuis El Goléa nous étions accompagnés par un instituteur, en vacances scolaires. Ne sachant que faire de ses jours de repos, attiré par tout le remue-ménage provoqué par le passage de notre véhicule insolite, il était venu nous voir et avait eu l'idée de nous demander s'il pouvait faire un bout de route avec nous, histoire de passer le temps. Contrairement aux autres, il ne fut jamais un poids pour notre équipe et nous aida toujours dans les moments difficiles. Sa gentillesse fut telle que nous l'acceptâmes jusqu'à N'Guigmi. Il participa même à la mise à l'eau du bateau et avec l'accord de M. Audry, chef de Centre Orstom de Fort-Lamy, il put faire le restant du voyage jusqu'à N'Djaména (traversée du lac, remontée du Chari). Il n'en demandait pas tant. Après quelques jours dans la capitale du Tchad, il repartit pour rejoindre son poste en Algérie.

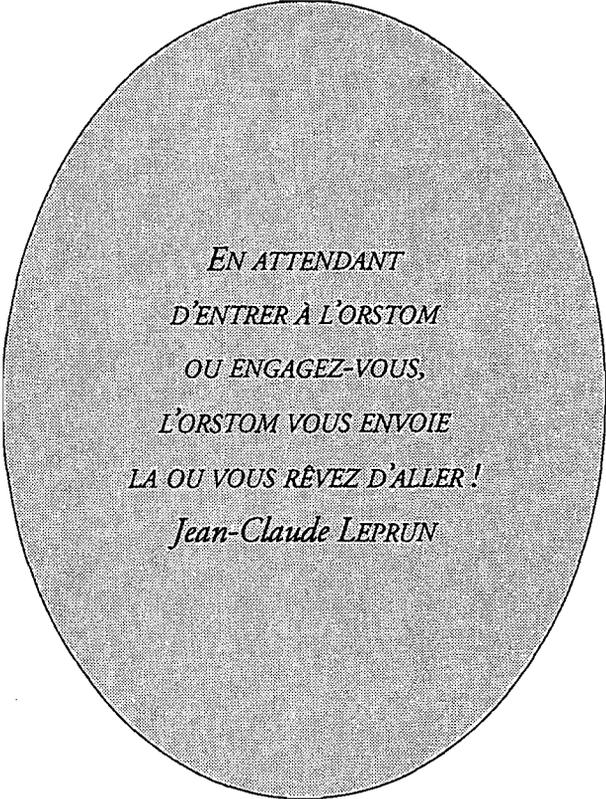
Revenons à nos moutons. A la sortie de la ville, je m'inquiétais de l'état de la piste que je devais prendre pour la poursuite du voyage. Les renseignements recueillis étaient décourageants. Jusqu'alors, aucun semi-remorque n'avait osé s'aventurer sur cette piste tant était réputé difficile le franchissement des hautes dunes de sable du Manga.

Après d'abondantes recommandations, nous prîmes la piste pour N'Guigmi, le 27 juin. Cette dernière étape était longue de 750 kilomètres. Les 110 premiers furent franchis sans problème. Nous passâmes la nuit au pied d'une dune et le lendemain matin nous attaquions la dune. Deux jours plus tard nous avions fait deux kilomètres, à grand renfort de tôles de désensablage et de manèges de pelles. Le troisième jour au matin, le convoi était finalement bloqué entre deux montagnes de sable. Je décidai alors d'aller à N'Guigmi pour obtenir de l'aide en espérant retrouver l'équipe chargée de la mise à l'eau. Il faut préciser en effet qu'à l'annonce de l'arrivée du convoi à Zinder, Faure était parti de Fort-Lamy avec armes et bagages le 25 juin pour arriver à N'Guigmi le 27. C'est donc le 29 juin à minuit que je retrouvai Faure et lui annonçai la triste nouvelle « convoi bloqué à 550 kilomètres du point de débarquement ». Dans la foulée nous contactâmes Fort-Lamy pour exposer la situation dans laquelle se trouvait le bateau : coïncé jusqu'à nouvel

ordre et peut-être pour longtemps entre deux dunes de sable à 120 kilomètres de Zinder. Le même jour, M. Audry, chef de centre, M. Dejoux, chef de laboratoire, et M. Jouanny, constructeur du bateau qui avait émis le souhait d'être présent à la mise à l'eau, se rendirent par avion à N'Guigmi pour évaluer la gravité du problème. De nouveau, après réunion de tout l'état-major et discussion je fus chargé de trouver une solution. Je dus retourner à Zinder pour me renseigner sur les possibilités d'aide mécanique. Aucun engin n'était capable de nous désensabler. Impossible, dit-on, n'est pas français. Je décidai alors d'appliquer la seule tactique possible, en utilisant les moyens du bord : manœuvres, pelles, tôles et déblaiement du sable qui nous barrait la route. Entre temps Faure était reparti pour Fort-Lamy, car il était impossible de préciser la date d'arrivée au point de débarquement. Cette visite ne fut pas entièrement négative, M. Jouanny put se rendre compte des difficultés que Faure allait avoir pour la mise à l'eau.

De tout le trajet c'est sans aucun doute la partie Karguiri-Maïné Soroa qui fut la plus dure, la plus incroyablement pénible : nous mîmes 10 jours pour faire 200 kilomètres et nous consommâmes 1800 litres de gas-oil. Les derniers 280 kilomètres furent comparativement faciles. Le convoi arriva enfin à N'Guigmi le 11 juillet 1969 à 9 heures 30. La première phase du convoi du « Jacques Daget », sur 4500 kilomètres de route, était achevée.

L'odyssée de ce bateau ne s'est pas limitée à la traversée du Sahara, il y a eu la mise à l'eau, tour de force que nous devons à M. Fauré et l'utilisation de cet engin. Il y a donc une suite...



*EN ATTENDANT
D'ENTRER À L'ORSTOM
OU ENGAGEZ-VOUS,
L'ORSTOM VOUS ENVOIE
LA OU VOUS RÊVEZ D'ALLER !*

Jean-Claude LEPRUN

- L'itinéraire mouvementé menant de Tamatave à Nancy

L'automne de l'année 1962 fut un bel automne. Il apparaissait en tous les cas comme tel au jeune « zanatana » (nom donné par les Malgaches aux Européens nés à Madagascar) que j'étais, qui y avait vécu plus de vingt années et qui méconnaissait donc la France et la ronde toujours répétée mais jamais semblable des saisons. Le ciel me paraissait très bleu comparé à celui de Tamatave que je venais de quitter, gris de chaleur et d'humidité même lorsqu'il était sans nuages. La palette jaune, brune et or des arbres me paraissait d'une beauté sans égale. Mais le froid était vif et déjà la radio annonçait un hiver précoce et rude. Les premiers jours d'octobre, je conduisais avec prudence une « 2 chevaux » que je venais d'acheter avec une grande partie des économies de deux années de dur labeur.

Je n'avais jamais osé calculer le nombre d'heures de cours particuliers donnés, le nombre d'heures de cours de sciences naturelles dispensés au Lycée Rabéarivelo de Tananarive, les privations imposées, attendant seulement que le bas de laine atteigne le niveau défini prudemment en fonction de ce qu'on m'avait dit, de ce que je savais déjà et surtout de ce que j'imaginai du coût et des difficultés de la vie en métropole. Beaucoup de mes compagnons français et « créoles » (nom donné par les Français de l'île aux européens nés à Madagascar ou dans les Mascareignes) avaient d'ailleurs décidé de ne pas tenter le séjour en France tant le nombre de retours anticipés était grand. Les histoires des difficultés d'adaptation et de survie matérielle et les contes de la lancinante « saudade » malgache occupaient en général les deux premiers mois des jeunes revenus dare-dare au pays et me préoccupaient beaucoup depuis mon arrivée en France. Serait-ce aussi difficile pour moi ?

J'y pensais en ces premiers jours d'octobre 1962, sur cette bucolique départementale 60 qui relie Troyes à Nancy. Je venais de retrouver ma mère qui s'était retirée dans la maison familiale de Troyes après la mort prématurée et subite de mon père à Tamatave, alors que le couple quittait définitivement Madagascar pour rejoindre la France.

A la mort de mon père, fonctionnaire français en poste à Madagascar durant près de 25 ans, j'avais dû signer sur l'honneur que j'abandonnais sans recours le droit au rapatriement administratif immédiat qu'on me proposait alors. J'avais en effet jugé qu'il m'était alors impossible de quitter ainsi brusquement les études commencées à la jeune Faculté des Sciences de Tananarive et les différents emplois que je m'étais procurés avec peine. Ces emplois me permettaient, en effet, de continuer à poursuivre dans des conditions peu aisées, mais acceptables, les études commencées. S'il faut quitter le pays, pensais-je, autant le faire avec un bagage suffisant et en sachant quelle carrière embrasser.

Pour pouvoir préparer cette carrière il me fallait quitter la grande île et ses conditions de vie facile et affronter la dure compétition universitaire métropolitaine. Avant de partir j'allais, en compagnie de mes plus proches camarades, réaliser en Jeep un long voyage de pèlerinage d'un mois dans tout le sud malgache. Je ne suis plus jamais revenu à Madagascar et les souvenirs des plages de Farafangana et de Fort Dauphin et des paysages du massif gréseux de l'Isalo sont ceux qui me reviennent avec le plus d'acuité de cette époque de ma jeunesse.

Je repensais avec émotion et reconnaissance à la manière chaleureuse dont le Directeur de l'Enseignement Supérieur avait bien voulu me recevoir à Tananarive, à sa compréhension et à l'extraordinaire efficacité de l'appui octroyé. On m'avait obtenu un billet d'avion de retour, une bourse d'études pour finir la licence de doctorat d'État mention Sciences de la Terre qui comportait à l'époque sept Certificats d'Études Supérieures (CES), ayant déjà cinq d'entre eux en poche, obtenus à Tananarive, et comble de chance, une chambre à la cité universitaire de Montjoie, à Nancy. Tous les facteurs étaient donc réunis pour affronter dans les meilleures conditions ma nouvelle vie.

Oui, l'hiver était précoce. Le ciel bleu fit place très vite à un plafond bas et gris et avant d'atteindre Joinville il neigeait déjà. Je redoublais de prudence : c'était la première fois que je conduisais en France et avais en

tête les conseils que l'on m'avait donné et la réputation de la France vue des tropiques pour la rigueur de sa réglementation et la sévérité de ses gendarmes. La conduite sous la neige m'était également étrangère, mais, m'avait-on assuré à Paris, la « deuche » corrigeait elle même les erreurs de conduite.

- La rencontre avec J.C, le début d'une amitié

Je sautais le déjeuner et arrivais à Nancy en début d'après-midi. La neige avait fondu dans les rues et j'optais pour une visite rapide à l'école de géologie où auraient lieu les cours de pédologie générale, certificat le plus important des deux CES que j'aurais à suivre cette année là. J'irais m'inscrire ensuite et prendrais alors possession de ma chambre.

Les cours avaient déjà débuté et le hall et les couloirs de l'école étaient encombrés d'étudiants animés et bruyants. Sur une porte de salle de cours, une feuille de papier indiquait les heures de cours et de travaux pratiques du CES de pédologie. Je les notais et tombais en contemplation devant une affiche en couleurs sur laquelle était inscrit « l'Orstom, Office de Recherche Scientifique et Technique Outre-mer, recrute », suivaient la liste des disciplines concernées et les conditions et modalités de recrutement. L'affiche me rappelait celle d'une compagnie aérienne assurant qu'elle vous envoyait là où vous rêviez d'aller.

J'avais pris connaissance des conditions d'admission à Tananarive, au centre Orstom de Tsimbazaza. J'avais visité ce centre, avais opté pour la Pédologie, science relativement nouvelle et qui correspondait aux études que j'avais entreprises jusque là, et j'avais alors définitivement décidé de faire carrière à l'Orstom. J'avais vécu toute ma jeunesse outre-mer et désirais plus que tout travailler dans la nature, dans cette brousse où j'étais né et que je connaissais bien. Serions-nous nombreux à postuler à de tels postes ?

J'en étais à me poser cette question lorsque je m'aperçus qu'un jeune homme roux et barbu pourvu d'un remarquable profil grec et à l'aspect avenant m'observait. Son regard, qui allait alternativement de ma personne à l'affiche Orstom me parut curieux et amusé.

« Vous aussi vous êtes intéressé à entrer dans cette boîte ? » Me demanda-t-il brusquement.

Oui, je suis ici pour préparer les certificats qui me manquent et intégrer la section de Pédologie de l'Orstom » lui répondis-je.

« Ça alors ! Moi aussi ! Je m'appelle Jean Collinet. Vous êtes du coin ? » demanda-t-il enthousiaste.

L'histoire de Madagascar, du voyage et de l'arrivée fut rapidement contée au bistrot le plus proche.

J.C buvait son café en croquant son morceau de sucre, habitude qu'ont, paraît-il, les gens du nord. J'appris qu'il était né dans le noir pays et qu'il habitait maintenant Laneuveville-devant-Nancy, agglomération de la banlieue éloignée de Nancy. Il logeait avec son épouse, Marie Odile, à l'étage de la grande bâtisse familiale, le rez-de-chaussée étant occupé par sa mère. La famille de M.O vivait tout près de là.

Comme il neigeait de nouveau en sortant du bistrot et que la nuit était tombée, il fut décidé que la moto de J.C resterait à Nancy et que nous irions à Laneuveville avec la 2CV. J'étais invité de manière impromptue à dîner, et connaîtrais ainsi toute la famille de mon nouveau collègue. Je ne me doutais alors pas que l'amitié qui naîtrait de cette rencontre allait se poursuivre si longtemps...

Je fus présenté à tous les membres de la famille. J.C n'avait que sa mère, mais la famille de M.O était composée de son père, de sa mère et de douze frères et sœurs sans compter le grand-père, figure légendaire et attachante qui avait fait la première guerre et était revenu blessé du « Chemin des Dames ». Que d'histoires il avait à raconter, et comme il savait les raconter !

Je faisais connaissance avec une vraie et typique famille nombreuse française, gens travailleurs, simples, accueillants et chaleureux. Le dîner était prêt, on ne m'attendait pas, mais la maison était bien pourvue et les appétits furent rapidement rassasiés. M.O travaillait aux services académiques et me renseigna de manière efficace sur les formalités d'inscription et les trucs de la vie universitaire nancéienne.

Les discussions se prolongeant et les boissons aidant, je fus sommé de rester pour coucher et m'endormis heureux sous une couette de plumes dans un de ces lits profonds dont le matelas s'enfonce moelleusement et que je n'avais pas connu sous les tropiques.

Heureux, car j'avais, moi le « zanatana » déraciné en terre de France, et bravant les augures, rencontré, dès le premier jour, un collègue de cours sympathique qui avait les mêmes ambitions que moi, un jeune couple fraternel, une famille d'adoption. Nous allions devenir de vrais amis, ceux que l'on compte sur les doigts d'une main, faire une partie de la route ensemble et n'allions jamais cessé de nous revoir durant ces trente ans, sans pourtant jamais être affectés au même endroit.

- L'apprentissage du métier temporaire de releveur-encaisseur à l'EDF

L'année scolaire s'est déroulée très vite. Après avoir passé avec succès les épreuves des CES de pédologie générale et de chimie systématique imposés par l'Orstom, nous avons, J.C et moi, été embauchés pour la durée des vacances comme releveurs-encaisseurs à l'Électricité et Gaz de France, rue de l'Ile de beauté. Tout l'été, nous avons visité, chacun dans un quartier différent de la ville, des dizaines d'immeubles un à un pour y relever les compteurs et y laisser les avis de paiement de la consommation du mois écoulé. Que d'anecdotes faudrait-il conter sur ces intrusions dans la vie privée de centaines de foyers de conditions sociales différentes.

Le releveur-encaisseur est en effet l'un des rares individus autorisés à frapper à la porte de quiconque, et, sans mandat de perquisition, se faire ouvrir, avoir accès aux lieux et officier dans le local où est placé le compteur de gaz ou d'électricité.

Dans certains immeubles les compteurs étaient placés dans les W.-C. et il fallait grimper sur le vase du sanitaire pour pouvoir effectuer la lecture. Il s'agissait, le plus souvent, de compteurs à aiguilles, les plus difficiles à lire car des risques d'erreurs gigantesques, de l'ordre de milliers de mètres cubes sur la consommation, peuvent facilement être commis, avec les réclamations en cascade que cela entraînait. On dit qu'imagination est fille de

nécessité et dans ce cas, ce fut vrai : le fait de désirer rester le moins de temps possible dans ces lieux privés renfermés et exigus donnait des ailes à notre acuité visuelle et à nos neurones. On acquit une dextérité de lecture remarquable.

J'ai beaucoup appris sur mes semblables au cours de ces visites domiciliaires. Je recueillis bien souvent les confidences (parfois les commérages) de personnes inconnues et que je n'aurais jamais eu l'occasion de connaître autrement. Elles me livraient leurs pensées, sentiments et avis sans aucune réserve, avec sincérité et tendresse. C'était souvent de vieilles personnes qui ne sortaient jamais de chez elles. Le releveur-encaisseur était un homme en qui on avait confiance.

Je découvris la manière avec laquelle chaque famille, au sein d'un même immeuble, prenait soin de son intérieur et de ses toilettes. Cette manière était si différente dans chaque cas qu'il n'aurait pas été possible d'imaginer, avant d'entrer dans l'immeuble, qu'à chaque étage des gens si dissemblables pouvaient cohabiter !

J'appris également, par les pourboires reçus lors des paiements, que ce sont les petites gens, les plus modestes, qui sont les plus généreuses.

Le quartier Saint Jean du centre de Nancy abritait surtout les petits commerçants du marché et des meublés occupés par des dames de petite vertu. Les largesses étaient bien différentes dans les deux cas. On recevait des premiers, en guise de pourboires, des camemberts et des melons («tu es étudiant, tiens mon petit pour ton déjeuner »). De la part des secondes, c'était parfois des propositions de paiement en nature inacceptables pour les étudiants fauchés que nous étions car il aurait fallu naturellement verser ensuite à l'EDF le montant des consommations d'énergie de ces dames («Ah ! C'est le gaz ? Tu es étudiant ? Je me suis couchée tard et suis encore au lit. Tu veux quelques douceurs...?»).

Le beau métier de releveur-encaisseur EDF n'existe plus de nos jours. Les compteurs sont situés à l'extérieur des appartements. Les prélèvements sont effectués d'office sur les comptes bancaires....

- Les formalités d'admission à l'Orstom

Le temps passait. Un beau jour nous avons été convoqués au siège parisien de l'office, rue Bayard, immeuble au passé galant et à l'environnement élégant de parfumeurs et de grands couturiers, pour y être auditionnés. Quand le siège déménagera pour le 213 de la rue La Fayette, la différence d'environnement paraîtra telle qu'une mauvaise langue de chercheur dira alors « adieu Coty, bonjour Tati ! ». Le nouveau siège, plus ample, se révélera cependant rapidement fonctionnel et le quartier moins triste que prévu.

Le passage dans le bureau de mademoiselle L., chargée des recrutements et de la formation, était une épreuve importante et difficile. On plaisait ou pas. Il valait mieux ne pas être marié, et ne surtout pas dire que l'on s'apprêtait à le faire. Les mariés avec enfants étaient les plus suspects. Mlle L. avait en effet appris, depuis qu'elle recrutait des individus de toutes origines sociales et de toutes formations que l'on ventilait dans une grande partie du vaste monde, que les célibataires purs et durs étaient ceux qui donnaient le moins de problèmes à l'administration. Pas d'épouse pour déplorer de ne pas pratiquer le métier si durement et longuement appris en France. Pas d'épouse pour se plaindre du pays et de la ville d'affectation (il y avait sous les tropiques les équivalents en affectation de Lille et de Nice, le difficile et le facile, le chaud et le tempéré, le cher et le bon marché, les lieux bénis à école française de bon niveau et les trous sans école où il fallait que l'épouse serve de répétitrice assidue et assure, pas à pas, les cours par correspondance du CNEC...). Pas d'épouse pour saper le moral de l'époux-chercheur à chaque retour de brousse : « tu es le seul à partir si longtemps, pendant ce temps tes collègues travaillent en climatisé ; on nous a refilé les meubles les plus tocards, tu dois aller te plaindre au chef du service administratif... ». De plus, les célibataires coûtaient moins cher, n'avaient pas d'enfants malades, étaient transférables à merci...

Mlle L. n'avait pu lire « Femmes expatriées » (IEP, International Editions, 1982), qui n'avait pas encore été écrit à l'époque, et ne savait ni ne voulait savoir des droits et des justes revendications de ces épouses insa-

tisfaites. Femmes expatriées : femmes sacrifiées, « est-il encore concevable de déplacer des familles sans se préoccuper des femmes qui, à présent veulent vivre à côté et non plus derrière » était-il écrit sur la couverture du livre... Mlle L. ne connaissait que l'exaspération des époux-chercheurs et des risques de tensions, de déstabilisation, de décisions douloureuses, de rupture et de retour inopiné parfois, d'affectations écourtées et de projets interrompus dans la plupart des cas. Fidèle collaboratrice de l'office, elle ne considérait que l'intérêt de la maison Orstom.

Il était vrai, d'autre part, que pour bien des femmes de collègues croisés depuis trente ans, le bonheur paraissait se situer toujours ailleurs... Pour de nombreuses femmes de chercheurs, l'Orstom ne les envoyait jamais là où elles rêvaient d'aller !

Bien ou mal reçus, des anciens attendaient les jeunes postulants à la sortie du bureau de Mlle L. pour leur remonter le moral et leur permettre de poursuivre les formalités. L'une de ces formalités était le test d'aptitude à travailler outre-mer que l'on passait rue Rosa Bonheur, dans un appartement cossu, à la lumière tamisée d'un abat-jour en opaline. Une dame d'un certain âge et qui avait beaucoup de classe nous montrait, chacun à notre tour, des négatifs de photographies de personnages noirs et blancs qu'il fallait commenter (l'allusion était claire) et nous posait des questions qu'elle voulait embarrassantes.

- L'entrée à l'Orstom se précise

L'année universitaire suivante, alors que j'étais à Strasbourg et préparais un troisième cycle, je fus avisé que ma candidature était retenue et qu'il me faudrait, toute affaire cessante, faire mon service militaire de manière à intégrer l'Orstom dès ma libération et commencer ma première année d'élève pédologue à Bondy. J.C était pour sa part resté à Nancy où il préparait en attendant, deux autres CES. Il m'informa, enthousiaste, que sa candidature était également retenue et qu'il devait impérativement, et le plus tôt possible, lui aussi, s'acquitter de ses obligations militaires.

Je me mis immédiatement à la recherche des possibilités offertes pour accomplir dans les meilleures conditions possibles ces dix-huit mois à passer sous les drapeaux. Une possibilité originale de service militaire en coopération venait d'être créée. Les V.A.C (Volontaires Aide Coopération), en majorité des enseignants, étaient envoyés en Afrique ou dans les DOM-TOM. Le dossier de candidature devait être adressé au ministère de la Coopération, rue Monsieur.

Je me renseignai et appris que la limite d'envoi des candidatures venait d'être atteinte. J'envoyai tout de même aussitôt mon dossier avec une lettre expliquant l'envoi tardif. Par retour de courrier je reçus une lettre de réponse inattendue : mon dossier de candidature avait atterri sur le bureau d'une ancienne amie de Tananarive qui avait été étudiante avec moi, elle l'avait inclus dans la pile et m'annonçait qu'elle avait la charge de pourvoir les postes d'enseignants pour trois pays. J'avais le choix ! Pour des raisons qui m'échappent encore aujourd'hui, je choisis le Gabon.

Ma candidature fut acceptée. Durant l'année scolaire 1964-65, je serais professeur de sciences naturelles au lycée Léon M'Ba de Libreville.

Dès l'arrivée de la lettre de la rue Monsieur, j'avisai J.C qu'il pouvait lui aussi, en faisant diligence, faire acte de candidature et essayai de le convaincre des avantages d'un service militaire en coopération. Peine perdue : il préférerait rester en France avec son épouse et servirait donc en uniforme sous les drapeaux. Les jeunes V.A.C mariés ne pouvaient en principe pas partir outre-mer avec leur épouse. En fait, cette règle souffrit sur place de nombreuses exceptions.

- Le service militaire au Gabon

J.C fut affecté au 79e régiment d'Infanterie à Nancy, y fit ses classes et, sérieux et appliqué, gravit rapidement les premiers grades de la hiérarchie militaire.

Pour ma part, je fus immatriculé et envoyé à Verdun, haut lieu militaire national, pour y subir trois mois de préparation militaire intensive avec marches de nuit et maniements d'armes après que le coiffeur nous ait

mis « la boule à zéro ». A la caserne, les V.A.C étaient particulièrement chouchoutés : diplômés, fils à papa, pistonnés, ils allaient jouer les profs, être payés et se planquer sous les cocotiers. Ils étaient donc l'objet de toutes les sollicitudes et le jour du départ tardait à venir. Naturellement, la veille de ce jour tant attendu on eut, de nouveau, droit à la coupe à ras. Après avoir risqué les refroidissements en France, cette coupe nous valut d'être pris pour de vrais militaires de carrière déguisés en profs et de recevoir des cailloux à notre arrivée. Les parachutistes français venaient en effet d'investir Libreville pour remettre à son poste le président Léon M'Ba, destitué par l'opposition, et une certaine portion de la population n'avait pas apprécié ce geste de solidarité et nous le manifestait bruyamment.

Je suis resté 10 mois au Gabon, ai enseigné les sciences naturelles aux classes de quatrième, troisième, seconde et terminales du lycée Léon M'Ba et à l'école normale de Libreville. J'avais suivi le certificat de botanique générale à Madagascar et je choisis d'étudier la fleur d'hibiscus plutôt que celle du bouton d'or qui ne pousse pas sur les talus équatoriaux. Faut de champignon de Paris, les jeunes gabonais arrivaient en classe avec des champignons hallucinogènes inconnus. Les cours étaient animés et suivis assidûment. Je fus inspecté et on me reconnut des qualités d'enseignant. Je dis à l'inspecteur que j'avais été enseignant mais que je m'apprêtais maintenant à rejoindre l'Orstom. Dès que je le pouvais, je me rendais « en brousse », et ai visité ainsi Franceville, Lastourville et Lambaréné. J'ai eu le privilège de rencontrer et de converser assez longuement avec le grand docteur Schweitzer, médecin, pasteur, théologien, organiste et musicologue, comme le définit le petit Larousse en couleurs, quelques mois avant qu'il ne disparaisse. La polémique qui suivit, sur les méthodes de soins « adaptées » à la brousse, fut vive. S'il n'est pas facile, ni conseillé, de juger une vie de labeur après une visite de quelques heures, il est encore moins facile et moins conseillé de le faire à partir d'hôpitaux parisiens ou new-yorkais sans connaître les difficultés locales...

Les notes des élèves de terminale furent convenables et un bon pourcentage des effectifs décrocha le bac tant espéré. Les parents des élèves reçus organisèrent des festivités où nous fûmes invités et choyés. Et puis il fallut quitter le Gabon (certains adieux furent déchirants, de tendres liens s'étant noués) et rejoindre la France.

- De retour à la caserne

Après un mois de congé, il restait encore cinq ou six mois de service militaire à effectuer en caserne. Dur retour des tropiques ! Je fus convoqué à Metz, y reçu un paquetage hors normes dont il fallut échanger les principales pièces, des brodequins au calot. Je dus alors me rendre le plus rapidement possible au centre mobilisateur 64 à Nancy où j'étais muté pour y travailler, eu égard à mon bagage universitaire, comme secrétaire du capitaine. J'arrive en début d'après-midi au C.M 64 situé sur le côté d'une énorme caserne dont l'activité en ce samedi de fin d'été était impressionnante : départs massifs en permission, visites, etc. Moi, deuxième classe attardé, j'entrais, pas vaillant du tout. A quand la première « perm » ?

Je dus, malgré mes protestations, vêtir l'extravagante tenue à l'allure dépenaillée que j'avais touchée à Metz. Dans le calot on aurait pu loger cinq kilos de pommes de terre ! On me promet de s'occuper de moi dès le lundi, mais pour l'instant le fourrier partait en permission et ne voulait pas faire une minute de travail supplémentaire à son poste.

La rage au cœur je m'aperçus que je n'avais rien mangé depuis la veille au soir. « Allez voir le sergent d'ordinaire du régiment en face, expliquez votre cas, et demandez lui à manger » me fut-il conseillé par un gradé.

- Le sergent d'ordinaire du 79e R.I

Je frappai donc à la porte du dit sergent d'ordinaire, la porte s'ouvrit et stupéfaction ! Devinez qui apparaît alors sur le seuil : J.C en personne ! « Toi ici ! » s'exclama-t-il.

La caserne où était abrité le C.M 64 était celle du 79e régiment d'infanterie, le sergent d'ordinaire s'appelait Jean Collinet. Les probabilités mathématiques d'une telle rencontre devaient être des plus réduites et cependant c'était bien lui, souriant et n'en croyant pas ses yeux en réalisant qui était l'individu dépenaillé qu'il avait devant lui.

Je fus accueilli et traité comme il se doit et une énorme entrecôte me fut servie. Une bonne bouteille sortit de je ne sais où et le reste de l'après-midi se passa à nous raconter nos aventures respectives survenues au cours de ces douze mois d'absence. A la fin de mon temps, pour bons services rendus, on voulut me nommer première classe. J'étais chargé d'apposer un énorme tampon à encre rouge mentionnant « auto stop interdit » sur les permissions et m'amusais ensuite sur les routes à repérer les jeunes militaires agitant prudemment leur pouce vers l'arrière. Je tapais les quelques lettres reçues de récents réservistes dans le doute quant à leur lieu d'incorporation « dans le cas où... » et aidais les jeunes recrues. « La quille » tant attendue me libéra avant les fêtes de Noël 1965. Début janvier, je commençais, avec trois mois de retard qu'il fallut rattraper, la première année d'élève-pédologue Orstom.

• A la croisée des affectations Orstom

Mes souvenirs du Gabon, les diapositives projetées, les objets d'artisanat exhibés eurent du succès. Et sans doute un certain impact sur J.C. En effet, après une année d'élève à Bondy, J.C fut affecté à Libreville puis à Abidjan, alors que j'étais envoyé à Dakar. Dès mon arrivée, j'ai heureusement suivi les conseils de mon aîné, collègue et ami René Boulet et ai choisi le dur mais tant enrichissant métier de pédologue de terrain. Je ne m'en suis jamais repenti. Je suis resté dix années à parcourir, cartographier et étudier les contrées sahéliennes de la côte atlantique aux rives du Niger. J'ai préparé ma thèse à l'institut de géologie de Strasbourg sous la direction d'un maître érudit, exigeant et profondément humain. Quelques années après, J.C soutenait la sienne sur l'érosion des sols africains dans le même institut.

Après ma thèse j'allais changer totalement de sujet de recherche et m'occuper moi aussi de conservation des sols au Brésil. J'eus beaucoup de plaisir à vivre à Recife sur la plage de Boa Viagem ; puis dans ce lieu exceptionnel et calme qu'est le parc Guinle à Laranjeiras, dans la dangereuse beauté de Rio de Janeiro et enfin dans une de ces grandes et belles maisons de Brasilia, à la limite du « cerrado » et des odeurs poivrées de ses graminées. J'ai eu beaucoup de joie et d'intérêt à étudier et connaître les différentes régions du Brésil, le nordeste et son « sertão » âpre et prenant, les paysages européens agrestes et agricoles des États du sud ; les savanes ondulées infinies des « cerrados » du plateau central ; les matins brumeux des forêts moites, denses et planes de l'Amazonie et ceux, ensoleillés et frais, des rivages escarpés de la Serra do Mar.

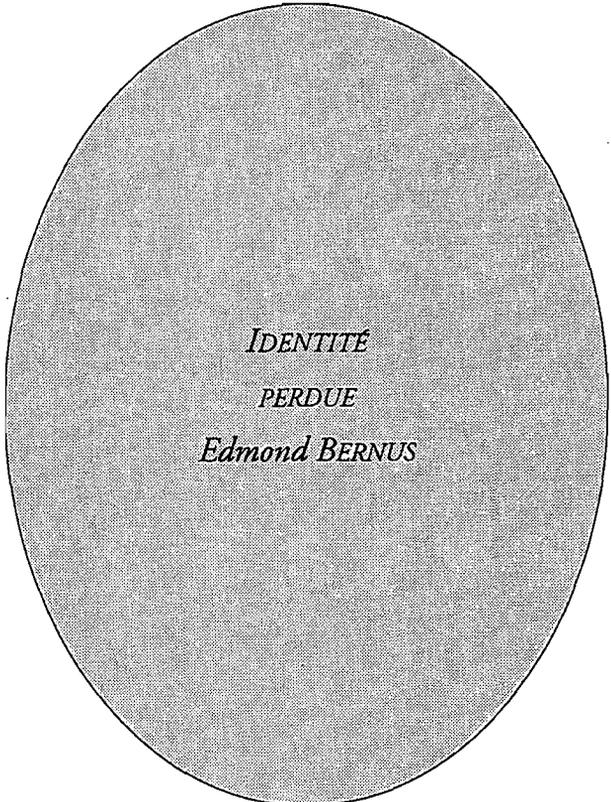
Après sa thèse, J.C fut affecté au Costa Rica et continue de travailler actuellement sur les sols andins et leur conservation.

Ma famille, que je vais bientôt rejoindre, habite Strasbourg. J.C a acheté une maison en Alsace.

Nous projetons d'écrire ensemble une synthèse sur la conservation des sols et des eaux en Amérique latine.

L'affiche disait vrai : l'Orstom vous envoie bien là où vous rêvez d'aller !

*J.C. LEPRUN,
Pédologue Orstom,
Recife, le 12/12/93*



IDENTITÉ
PERDUE
Edmond BERNUS

Géographe en service au Niger, je prenais alors régulièrement la route pour gagner, à partir de Niamey, les grands espaces sahélo-sahariens du nord en vue d'étudier les éleveurs nomades et de m'initier à leur histoire, à leur organisation sociale, à leurs techniques pastorales, à leur rapport avec l'environnement, avec le temps et l'espace etc. J'étais saisi d'étonnement devant une société qui réussissait à vivre avec ses troupeaux dans ce pays aride difficile. Ces pasteurs faisaient corps avec la nature et savaient utiliser leur milieu en l'apprivoisant : ils y trouvaient la majeure partie des ressources nécessaires à leur survie mais aussi à une certaine « qualité de vie » — c'était, il faut le préciser, avant la période de sécheresse amorcée en 1969.

En saison des pluies, la voiture me laissait dans un campement où je me joignais au déplacement chamelier du groupe étudié. A chaque voyage cependant je franchissais au nord de Tahoua, à l'aller comme au retour, des contrôles policiers : une chaîne reliant deux fûts de 200 litres peints en blanc marquait l'arrêt obligé, lieu de présentation des papiers à un homme en uniforme. Les formalités accomplies, la chaîne était abaissée, et la voiture reprenait la route.

A chaque passage, un dialogue s'établissait avec les policiers. J'avais bien expliqué succinctement la nature de mes travaux, pourtant, chaque fois, on me posait des questions relatives à des engins de Travaux Publics et je n'en voyais pas la raison. Le jour où on me demanda si j'étais vendeur de tels engins réformés, je répondis sans comprendre que je ne possédais même pas la voiture dans laquelle je me trouvais. L'insistance à poursuivre un tel dialogue me mit bientôt la puce à l'oreille : Orstom était confondu avec BCOM ou BURIFOM, organismes liés avec le mien par un suffixe commun. L'OM final d'un sigle à connotation coloniale, qui n'avait pas encore une notoriété mondiale acquise par le football, me faisait prendre, malgré mes dénégations, pour un ingénieur disposant d'engins lourds. Mon refus d'entrer dans le jeu était interprété comme coquetteries ou marchandages avant un nouveau passage. Petit à petit, le chercheur de sciences molles que j'étais se transformait, le temps d'un bref arrêt, en un

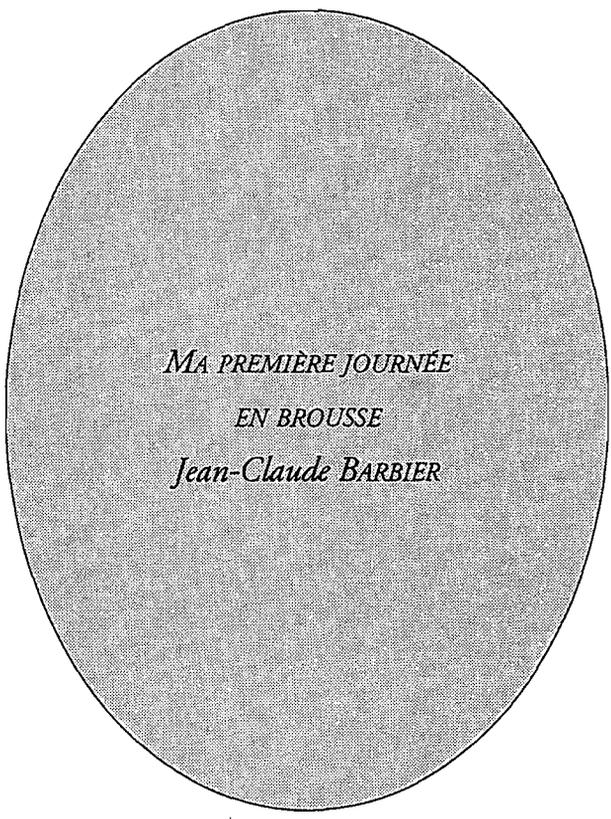
général à la tête d'une armada mécanique. Incapable de me faire passer pour un chercheur à la poursuite de sociétés archaïques, tentant de comprendre des hommes vivant de leurs troupeaux, et prêt à les suivre à leur rythme chamelier, j'étais identifié comme ouvrier de routes, comme l'amiral d'une flotte d'engins mécaniques. J'étais, le temps d'une rencontre, conforme à une image à laquelle je ne pouvais échapper.

Cette image, brève mais répétitive, j'allais encore la retrouver au cours d'une mission. A Iferouane, dans l'Air, je fus accueilli par un chef de Poste Administratif qui me reçut avec un sens de l'hospitalité bien connu en Afrique, encore accru à cette époque lointaine par un isolement rarement interrompu par des « missionnaires » de passage. Après m'être présenté, expliqué sur mon désir de visiter les jardins, les mosquées anciennes et d'interroger les vieillards, on me répondit : « Très bien Monsieur l'ingénieur ». Encore une fois, malgré mes dénégations, je ne pus échapper à cette étiquette, qui certes n'était pas infamante, mais inexacte et qui, dans le cas précis, portait un flou sur mes intentions et la nature de ma recherche.

Alors je m'interrogeai : « Qui suis-je ? Pourquoi ne suis-je pas capable de faire connaître mon identité ? Est-ce pour moi plus facile d'accepter un masque pour éviter de décrire une personnalité - la mienne - un profil - le mien - que, avouons-le, je discerne mal ? » C'était de vastes problèmes existentiels qui m'étaient révélés par des militaires soucieux de me faire entrer dans leur grille rigide d'une coopération technique.

Aujourd'hui encore je n'ai guère avancé. Qui suis-je, où suis-je dans ce monde en mutation, dans cette Afrique en ébullition, dans cet Orstom qui n'est plus qu'un sigle intraduisible, dans ce MAA qui n'accueille plus guère de chercheurs en sciences sociales ?

Qui suis-je ? Où suis-je ? Je n'ai plus de policiers pour me fixer un cadre, pour me donner un masque ; je n'ai plus de militaires pour m'interroger sur mon identité.



MA PREMIÈRE JOURNÉE

EN BROUSSE

Jean-Claude BARBIER

Mon jeune collègue est décidément bien sarcastique. Je lui parle des Land-Rover que nous utilisions dans les années soixante-dix - les mêmes qui assurèrent en 1987 la fantastique victoire des Tchadiens contre les Libyens expansionnistes, et, lui, il ne trouve rien de mieux que de glousser de rire et de me traiter de vétéran. Cela me fait le même effet que lorsque les jeunes africains m'appellent « papa » : en France on préfère être rajeuni. Évidemment, le style a changé : nous roulons dans une confortable Patrol climatisée, avec auto-radio (le modèle diesel comprend cet accessoire car jamais l'Orstom ne pourrait commander un tel luxe en option !), de bandes de couleur sur la carrosserie... pour je ne sais quelle compétition. Je me recroqueville sur mes souvenirs : je ne raconterai pas mes histoires d'ancien combattant à mon jeune collègue.

C'était mon premier jour de tournée - plutôt le second car il fallait déjà une journée entière pour aller de Yaoundé à Nkondjok, entre Bafang et Yabassi, en prenant soin d'être à l'heure pour la traversée des bacs de la Sanaga et du Mbam, puis pour ne pas être pris par la nuit lors de la descente du plateau bamiléké en pleine forêt tropicale, véritable plongée qui pouvait se révéler fort dangereuse en temps de pluie. J'étais arrivé avec enthousiasme - comme je le suis resté à chaque nouveau terrain, et, cette fois-ci, avec inexpérience puisque c'était, je le répète, mon premier jour !

Je voulais commencer mon étude d'une zone de colonisation agricole (l'Opération Yabassi-Bafang) par une visite à un village autochtone afin d'en vérifier l'identité ethnique ; ce village m'intriguait car il était ba'ndèm au sein du pays mbang. C'était ma façon à moi d'entrer en contact avec l'objet de mon étude par la périphérie, comme par une porte dérobée, pour regarder d'une autre façon, sous un autre angle, comme le font les artistes - mais avec la volonté d'appréhender le tout, de posséder comme une conquête, alors que l'artiste se contente d'une partie du vécu, se complaît dans le subjectif sans chercher à le dépasser.

J'ai dû quitter la route de terre pour un chemin. La voiture passait malgré tout ; accompagné d'un jeune autochtone, j'étais en confiance. Nous arrivâmes à un cours d'eau ; je vis se dessiner le gué de pierres blanches et brunes sous le scintillement cristallin d'une eau de montagne. C'était beau ; je respirai la vie à pleins poumons. Quelques kilomètres plus loin l'objectif était atteint, comme dans un raid. Nous revînmes par le même chemin car le village était en cul de sac, avec le sentiment du devoir accompli.

La pluie commença à tomber, de plus en plus drue. Je ne m'en souciais guère n'étant pas là pour faire du tourisme. Je revis le gué et m'y engageai résolument, calculant ma trajectoire selon l'axe des herbes du milieu du chemin, hérissées en crinière entre les sillons parallèles des roues. L'eau bouillonna devant la calandre car il y avait déjà beaucoup plus d'eau qu'à l'aller, puis le véhicule se pencha sur le côté, doucement. J'avais deux roues dans le gué, et les deux autres au fond du lit. L'eau continuait à monter. J'avais été tout droit, alors que le gué dessinait une courbe devenue bien entendu illisible sous l'eau à l'heure du déluge. Pour la première fois de ma vie j'activationnai le double pont et le réducteur... et je me retirai en alliant la fermeté du cheval de trait et la souplesse du félin. Soulagement comme après une escapade risquée qui aurait pu mal tourner !

La journée n'était pas terminée, la route était longue, difficile car il me fallait éviter les ravinements. En pleine brousse, on est souvent loin de toute station ; j'avais pris la précaution de me pourvoir de jerricans. L'aiguille indicatrice du réservoir d'essence était descendue et je m'arrêtai devant la maison rectangulaire d'un fermier, sans doute pour me rassurer, en pleine nuit, par un lieu habité. Un moteur qui s'arrête fait du bruit ; l'indigène sortit, tenant une lampe à pétrole à bout de bras : peut-être était-ce quelqu'un qui venait chez lui ? Il approcha la lampe pour aider mon interprète - motor boy en la circonstance - à voir plus clair. Une colonne de feu jaillit immédiatement, partant du cylindre du réservoir. Mon compagnon se retira vivement et eut la présence d'esprit de fermer le

bidon. Quant à moi, je saisis à pleine main la terre des berges du fossé pour bourrer le fourreau enflammé. Elles étaient fort heureusement argilo-sablonneuses - qualificatif que j'appris plus tard en fréquentant des collègues pédologues.

Les Land Rover avaient plusieurs avantages, entre autres une manivelle pour démarrer lorsque le démarreur refusait tout service, une carrosserie rustique qui supportait éraflures et chocs sans que cela occasionne de drame lorsqu'on ramenait le véhicule au chef de garage - car nous avions, en cette époque de grands centres Orstom, des garages, et, avec les garages, des chefs qui terrorisaient les nouvelles recrues !

Le bec du réservoir d'essence était pourvu d'un cylindre en zinc qui sortait comme un manchon afin de faciliter le transfert du précieux liquide du jerrican au réservoir. Mieux, ce cylindre avait en son fond un tamis en métal, qui avait retenu dans un sens les flammes, dans l'autre le sable.

Mes convictions scientifiques m'interdisent de croire à la chance (il n'y a que du hasard) et mes convictions religieuses, quant à elles, m'interdisent de croire à la Providence - car si Dieu existe, Il est le soleil qui brille pour tout le monde. Je n'extrapolerai donc point sur cette première journée, sinon le constat qu'on s'en sort toujours... sauf quand on y reste ! Mais j'avais bien failli, ce jour-là, ne pas ramener l'outil de travail que l'Orstom m'avait confié.

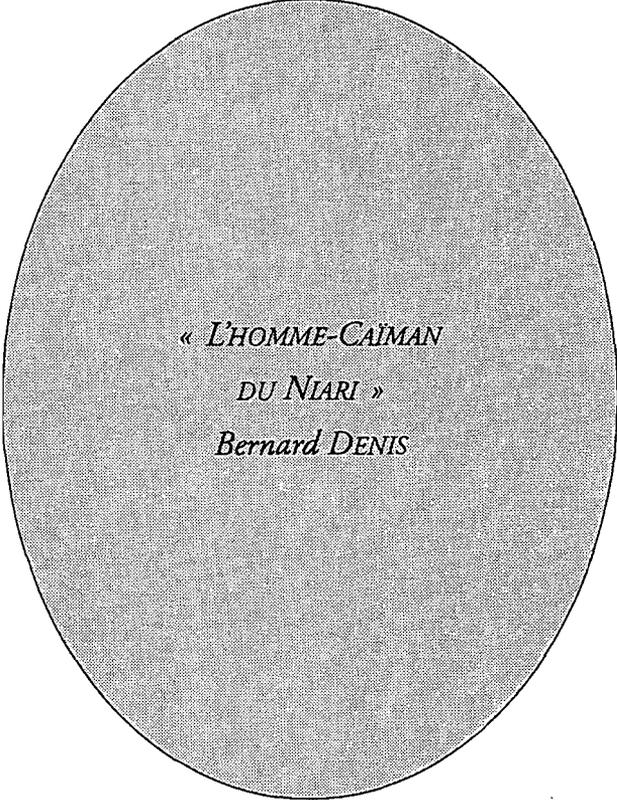
Pour mon jeune collègue narquois, c'était aussi sa première journée. A la traversée du complexe sucrier togolais d'Anié, il s'esclaffa - entraînant tous les passagers dans un rire de bonne humeur : « Des Chinois, des Chinois ! », car nous avions aperçu de petits hommes jaunes dans les champs de cannes à sucre, le long des canaux d'irrigation. Le soir à Kandé, beaucoup plus au nord - mais la route est aujourd'hui bitumée et la Patrol y roule vite, il se fit remarquer par un policier qui lui reprocha d'exposer ses pataugas (chaussures de brousse) par la vitre avant - ce qui peut passer pour désinvolte vis-à-vis des populations nouvellement indépendantes. Ce

Jean-Claude BARBIER

policier avait raison ; je l'expliquai sentencieusement à mon jeune collègue : nous ne vivons pas dans l'universel mais dans des territoires appropriés par des groupes sociaux - nous sommes étrangers et avons le devoir de réserve.

Mais c'était un sermon indulgent car je pensais que, lui aussi, prenait son pied - à sa façon - en ce jour qui était sa première sortie en brousse.

*Jean-Claude Barbier,
le 21 novembre 1993,
23 ans plus tard.*



*« L'HOMME-CAIMAN
DU NIARI »
Bernard DENIS*

Nous sommes en 1968 à Brazzaville, République Populaire du Congo. J'ai été affecté en novembre 1966 comme jeune pédologue afin de poursuivre le programme de cartographie systématique des sols du Sud du Congo. C'était la zone sur laquelle portaient alors la majorité des efforts de mise en valeur, limitée au Nord par le quatrième parallèle et au Sud par la frontière avec le Zaïre. Elle s'étend sur 560 km de Brazzaville, capitale administrative, à Pointe-Noire, port et capitale commerciale.

L'une des zones-témoins ⁽¹⁾, — d'une superficie de 800 km² et qui a pour ville principale Mouyondzi ⁽²⁾ — englobe le Ranch de la SONEL qui couvre environ 8000 ha. Ce dernier est traversé par quelques rivières qui sont des affluents directs ou non du fleuve Niari, lui-même affluent important de la rive droite du fleuve Congo.

Pour réaliser une prospection de terrain, il faut creuser des fosses pédologiques (trous de 2 mètres de long, 0,80 à 1 mètre de largeur et de profondeur variable selon la situation topographique et le niveau de la roche). Ces travaux de terrassement sont effectués par des ouvriers, recrutés souvent dans les villages situés dans la zone prospectée et plus précisément non loin du camp de base de l'équipe. La durée des tournées sur le terrain variaient, selon leurs objectifs, de 1 semaine à 3 mois.

Parmi les ouvriers ainsi recrutés se trouvait Marcel. J'ai oublié son nom — qu'il veuille bien m'en excuser s'il a l'occasion de lire cette nouvelle — mais je n'ai pas oublié sa personnalité attachante, son dévouement et sa qualification de féticheur ⁽³⁾. C'est cela qui, je le crois fermement, m'a permis « d'expliquer » ce qui va suivre.

(1) Il est impossible d'étudier plusieurs milliers de Km carrés dans le détail. Il est alors indispensable, en fonction de différents critères tels que topographie, géologie, etc., de choisir des zones de quelques centaines de Km carrés. On extrapolera les résultats ainsi obtenus aux zones similaires avoisinantes.

(2) Cette « capitale régionale » a servi de cadre à une autre histoire dans laquelle il est question « d'un pédologue ambulancier pour femme ayant à - demi accouché... »

(3) Au cours de nos promenades à deux, j'ai ainsi appris à reconnaître un certain nombre de plantes, d'arbres ou d'arbustes utilisés en médecine traditionnelle. Cet 'enseignement' ne s'est jamais fait en présence d'autres personnes... Il est en effet reconnu que la transmission du savoir ne se fait pas à n'importe qui, ni n'importe comment.

Chaque journée de travail sur le terrain, comprise dans une longue tournée de 2 à 3 mois, nécessite de ménager ses forces et de profiter des moments les plus chauds pour les renouveler.

Ce jour-là, nous sommes partis vers 6 heures et demie du village de Mayalama dans lequel se trouvait notre campement. Après avoir placé les ouvriers qui devaient creuser les fosses du jour, nous avons débuté le travail d'observation des profils creusés la veille. Comme nous atteignions le milieu de la journée, nous sommes arrivés près d'une rivière bordée de quelques gros arbres, conservés pour permettre au bétail de la station d'élevage de se mettre à l'abri des grosses chaleurs (le reste de la zone est plutôt « pelé » avec seulement des arbustes et quelques petits arbres).

Nous avons décidé de nous restaurer : pain de manioc avec de la sauce, rarement de la viande, pour les ouvriers ; sandwichs de sardines ou de pâté pour l'auteur ; quelquefois des fruits si nous avons eu la chance d'en trouver lors d'une traversée de village avant d'arriver au début de la piste retenue pour la journée.

Ces agapes achevées, une pipe ou une cigarette permettait de profiter de quelques instants de tranquillité supplémentaires avant de repartir vers la fosse pédologique suivante. Je profitais souvent de ces pauses pour discuter avec les personnes qui me servaient de guide ou m'aidaient à transporter les échantillons de terre. Ce jour-là, au cours de la conversation, Marcel me parla d'un grand féticheur, qu'il appelait « L'homme-Caïman du Niari ». La petite rivière au bord de laquelle nous nous trouvions se jetait dans le Niari à moins de 1 km de là. Selon Marcel, cette personne pouvait rester « beaucoup longtemps » totalement immergée et immobile au fond de l'eau.

Je lui demandais des précisions sur ce qu'il entendait par « beaucoup longtemps ». Il ne sut pas me dire exactement le nombre de minutes auquel correspondait cette expression. J'essayais de l'aider en lui donnant des nombres de plus en plus grands : 5 puis 8 puis 12 puis 15. Je m'arrêtais là car cela me paraissait déjà exorbitant. Il m'assura que c'était encore plus. Devant mon incrédulité, il me proposa, lors d'une journée de repos

(généralement le dimanche, au cours duquel je préparais le travail de la semaine suivante et mettais mes notes de terrain à jour), d'aller à la rencontre de cet homme qui, m'assura-t-il, était un très grand féticheur.

En attendant cette visite à « L'homme-Caiman du Niari », il proposa de me montrer qu'un féticheur comme lui avait aussi quelques pouvoirs très particuliers. Pour cela, me dit-il, « je vais rester sous l'eau assez longtemps ». Je ne pus en savoir plus sur le moment. Pour rendre la démonstration plus intéressante, nous avons fait un pari : s'il dépassait 5 minutes, je lui donnerai 2000 F CFA (40 FF). Cela représentait à cette époque plusieurs jours de salaire... un petit pactole en vérité — sinon il me donnerait un poulet.

Pour qu'il n'y ait pas tricherie, Marcel enleva pantalon et chemise. Puis il entra dans l'eau claire de la rivière, profonde d'environ 70 cm en cet endroit. Il avait repéré un arbre situé tout près de la rive et dont quelques racines étaient immergées. Il plongea une première fois, ressortit, se concentra une ou deux minutes et replongea. Il s'accrocha alors par les mains à une des racines immergées ; puis il s'allongea sur le lit de sable et de graviers. Il était sur le ventre, totalement immobile, le visage dans le prolongement du corps mais sans que je puisse voir s'il avait les yeux fermés ou ouverts. Et dans ce dernier cas, s'ils étaient « normaux » ou révusés par exemple.

Nous étions 4 témoins ; un petit réveil, aimablement prêté par l'un d'entre nous, servit de chronomètre. Et nous nous sommes mis à attendre... Les minutes se sont écoulées une à une, lentement pour nous mais certainement très lentement pour Marcel, du moins c'est ce que nous pouvions supposer. Il était très difficile de se rendre compte à quel rythme il respirait. Par contre ce dont nous étions sûrs, c'est qu'il ne pouvait respirer de l'air par un quelconque tube camouflé le long de la racine. De toutes les façons, rien n'avait été préparé à l'avance.

Après cinq minutes, nous avons commencé à nous demander ce qu'il fallait faire : fallait-il laisser Marcel poursuivre cette expérience alors qu'il avait gagné son pari ? Ou bien — plus sagement — fallait-il arrêter cette expérience qui pouvait nous amener à quelque chose d'imprévisible ?

Comme notre « immergé » nous avait dit « assez longtemps » — sans trop savoir ce que cela pouvait signifier —, nous avons laissé tourner les aiguilles du réveil. Lorsque dix minutes se furent écoulées, craignant vraiment que Marcel n'ait eu une syncope, je demandai à un des autres observateurs — eux-mêmes très surpris et, à la fin, aussi inquiets que moi, bien qu'étant africains et habitués à certains comportements étranges de quelques-uns de leurs compatriotes — d'entrer dans la rivière et de se rendre compte si tout allait bien.

Par mégarde, il toucha l'épaule de notre « recordman ». Cela lui fit l'effet d'une décharge électrique. Il bondit hors de l'eau en s'exclamant « je croyais que c'était un caïman !... » (4). Puis Marcel sortit de l'eau sans paraître, le moins du monde, ni essoufflé ni en « état de syncope ». Après être resté assis quelques minutes, il s'habilla comme si rien de particulier ne s'était passé.

Après avoir encaissé le montant du pari bien gagné, il me dit qu'il aurait pu rester 15 minutes. Je lui proposais de recommencer un autre jour. Il acquiesça mais souligna qu'il lui fallait une semaine de délai avant ce nouvel essai.

Je n'ai jamais su si cette affirmation était justifiée car nous n'eûmes pas l'occasion de la vérifier. Et je ne sus jamais non plus la raison pour laquelle il fallait laisser un certain délai entre deux immersions de longue durée.

Était-ce parce que la concentration pour entrer en « hypothermie » fatiguait l'organisme ? ou bien parce qu'on ne pouvait devenir « homme-caïman » qu'à condition de produire un effort physique ou psychique très fatigant ?

Toujours est-il que ce jour-là Marcel me fit vivre un moment assez extraordinaire, dans le calme et le silence de la savane congolaise.

Quant à ma rencontre avec « L'homme-Caïman » cité plus haut, elle ne se fit, hélas, jamais, par manque de temps, parce qu'on se disait « on le fera au cours de la prochaine tournée » ou pour tout autre bonne raison. Je le regrette profondément car je n'aurai probablement jamais l'occasion de revoir Marcel — surtout avec les événements récents qui se sont déroulés

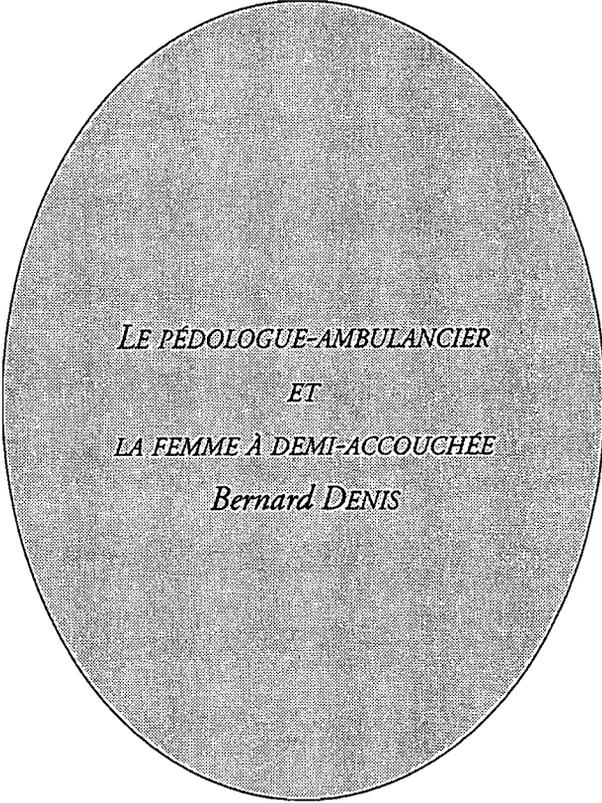
(4) J'ai appris, par la suite de la bouche même de Marcel, que quelquefois ces gentils reptiles quittaient leur Niari natal pour remonter des affluents sur de courtes distances.

au Congo et peut-être aussi parce qu'il a quitté ce bas monde — pour aller à la rencontre de celui qui peut rester sous l'eau — Marcel me l'apprit par la suite — 4 fois plus de temps que lui (ceci est ma façon de l'écrire mais en fait Marcel m'indiqua cette durée sur le cadran du réveil).

Faites le calcul c'est assez impressionnant et difficilement crédible... sauf si l'on est en Afrique, « en situation », et qu'on a encore la faculté de croire au fantastique.

J'ai raconté cette histoire de nombreuses fois. Seuls mes proches et certains de mes collègues ayant vécu outre-mer m'ont cru. Pour les autres, je passe presque pour un Tartarin de Mouyondzi ou de Mayalama.

Saint Prix, ce 23 Novembre 1993



LE PÉDOLOGUE-AMBULANCIER

ET

LA FEMME À DEMI-ACCOUCHÉE

Bernard DENIS

Les événements de ce récit se déroulent dans la même région que celle qui sert de cadre aux exploits de l'élève de « l'homme-Caïman du Niari ».

Nous sommes dans la Bouenza, en juillet 1969, lors d'une tournée de trois mois qui nous a conduits des plateaux où se situe Mouyondzi, sous préfecture de cette région, jusqu'à la frontière avec le Zaïre, à quelque 130 km de là.

C'est la saison sèche, période propice pour les prospections du fait de l'absence de pluies (ou presque... selon les moyennes de la météo) mais aussi période de brouillards matinaux et de nuits très fraîches.

De façon à se situer facilement sur les cartes et photos aériennes de la région, le départ est moins matinal qu'en saison des pluies et se situe vers 7 heures 30 environ.

Ce jour-là, à peine avions-nous quitté notre campement, situé près de la sortie du village de Mayalama (à quelques km de Mouyondzi), sur un plateau nous offrant une vue très favorable sur la vaste plaine du NIARI (avec route et chemin de fer dit du « Congo-Océan »), qu'un homme d'une trentaine d'années surgit d'entre les dernières cases du village et nous fait de grands signes. Les véhicules qui transitent par cette route sont peu nombreux ; leur passage coïncide avec les horaires des quatre trains de voyageurs de l'époque à la gare de Le Briz (actuellement Bouenza), située à quelque 45 km de là.

Nous nous arrêtons et apprenons que sa femme a accouché tard la veille au soir. Il nous demande de bien vouloir emmener la mère et l'enfant au dispensaire de Mouyondzi pour les soins et les formalités administratives.

Notre véhicule est une Land-Rover des premières générations avec un confort réduit mais il vaut mieux supporter les cahots des 6 kilomètres plutôt que d'y aller à pied. En effet, à moins d'un problème grave, la « matrone » (sage femme africaine) ne se déplace pas pour la simple raison...qu'elle n'a aucun moyen de locomotion. Notons qu'il y a une absence totale de médecin en dehors de celui en fonction à Madingou, chef lieu administratif de la région.

Je lui dis que nous l'attendons avec mère et nouveau-né et que nous ferons le détour par le dispensaire pour les déposer, ainsi que lui-même qui les accompagne. A ce moment-là, il me demande de l'accompagner à sa « case » et, tout en cheminant le long des quatre cents mètres qui nous séparent de cette dernière, il commence à me raconter une histoire qui me paraît tellement invraisemblable que j'ai peine à y croire : elle concerne sa femme qui, en fait, aurait des jumeaux - dont seulement un serait sorti du ventre de la mère - et qu'il faudrait que la matrone aide à la naissance du second qui ne peut pas sortir seul...

Devant mon étonnement - alors que j'essaye d'imaginer la scène - je demande à notre chauffeur de lui faire répéter l'histoire en Bembé (sa langue maternelle) et de me décrire au mieux la situation. La réalité était très éloignée de ce que j'envisageais et de ce dont je pouvais me rendre compte en observant la scène de l'entrée de sa case. Avant de me permettre de me présenter à l'entrée, on m'avait fait attendre quelques minutes (peut-être pour arranger l'intérieur de la case mais plus vraisemblablement pour que la maman soit bien installée dans son lit).

Dans un des coins de la case se trouvait le lit de brousse « classique », fabriqué par l'intéressé ou un artisan du village, composé d'une armature fabriquée avec des troncs de petits arbres bien préparés et liés entre eux par des lianes. Dessus était posé un matelas bourré d'herbes sèches. Sur ce matelas avait été étalée une couverture sur laquelle était étendue la maman. Elle tenait son nouveau-né dans les bras. Les deux personnes étaient recouvertes d'une seconde couverture.

Je demandai des nouvelles de la maman et du bébé que je voyais. Puis je m'enquerrai du second. Et c'est là que je découvris une situation que, comme bon Européen habitué à une hygiène minimum et bien qu'étant en Afrique depuis 6 ans, je n'avais pas envisagée. Je me rendais compte aussi de la volonté de vivre d'un être humain et de sa capacité à résister à des situations extrêmes.

Le premier bébé que tenait la mère était encore relié à son cordon ombilical depuis... la veille au soir, soit près de 9 heures de temps. Il semblait d'ailleurs très bien se porter et commençait à téter un des seins de sa mère. Quant au second... Il était tout simplement encore dans l'utérus et attendait qu'on veuille bien venir le sortir d'une situation inconfortable. Personne, au village, n'avait été capable d'aider à l'accouchement dans la nuit et personne n'avait eu l'idée de se rendre au dispensaire pour avertir la matrone de service tôt le matin.

En y réfléchissant a posteriori, cela n'aurait servi à rien car le dispensaire n'avait pas de véhicule (et pour cause, vu les budgets alloués pour les médicaments en brousse). Il aurait fallu aller réveiller les pères de la mission ou le commerçant du coin à condition que leurs véhicules soient en état de marche. Alors autant attendre mon passage et me demander d'emmener tout le monde directement.

Mais, au fait, ce second enfant était-il encore vivant après ces 9 heures à attendre pour sortir de son milieu aquatique et gagner un monde aérien dans lequel il allait devoir vivre... ou survivre... ??

Il me fallut beaucoup moins de temps pour écrire ces quelques paragraphes que pour réagir. Je demandais au père - et surtout aux autres femmes venues « aider » la future maman - de rester au village. Je retournais à la voiture avec le chauffeur et nous avons fait nos 6 km à une vitesse que réprimeraient nos policiers français sur de telles pistes. Trouver la matrone, lui expliquer la situation, lui laisser le temps de rassembler son matériel, fût l'affaire d'une quinzaine de minutes. Le trajet du retour se fit à la même allure et je laissais la matrone agir.

Trois quarts d'heure après, je la vis revenir toute souriante accompagnée du père et de la mère - à peine soutenue par une des voisines - et des deux enfants bien vivants. Entre temps, j'étais allé chercher un lit « rami » (armature de bois sur laquelle était tendue une toile) que j'avais installé à l'arrière de la Land-Rover. Nous avons rabattu le hayon arrière et attaché le lit aux montants de la voiture par des cordes de façon à lui éviter de se « promener » entre les deux bords du véhicule.

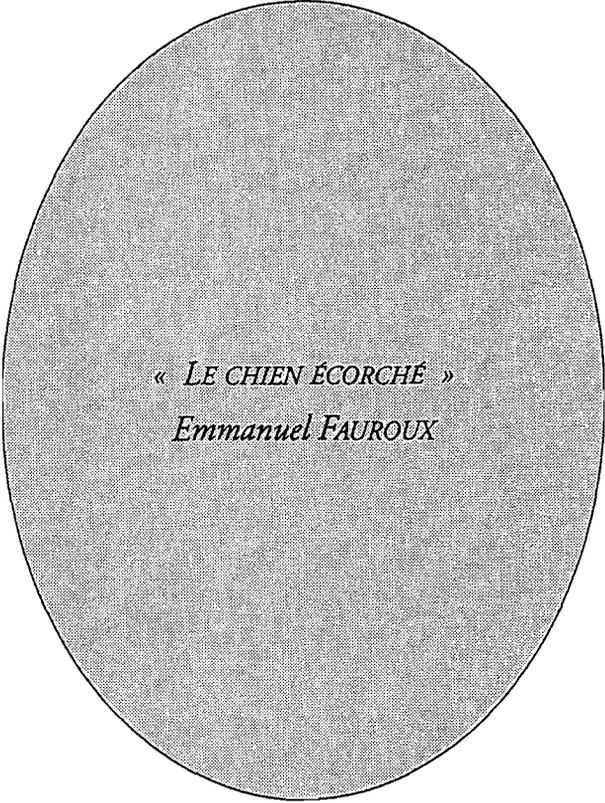
On installa la maman sur le lit avec deux ou trois couvertures. Les enfants étaient tenus par le père et une voisine, assis de part et d'autre du lit au milieu de plusieurs paniers et paquets enveloppés de pagnes noués sur le dessus. Ils contenaient probablement un peu de linge, des ustensiles de cuisine et quelques vêtements pour le bébé. Il faut dire que les malades sont nourris par les familles dans les dispensaires de brousse..., et aussi dans les quartiers des grandes villes.

Et nous voilà repartis, avec la matrone, pour le dispensaire, à une allure plus compatible avec la nature des passagers et l'état de la route. Tout le monde se retrouva installé correctement dans une pièce du dispensaire et je repartis pour une journée de travail écourtée, essayant d'imaginer ce qui serait arrivé si mon travail ne m'avait pas amené dans ce village à ce moment-là. Qui aurait survécu ? Probablement le premier né, sûrement pas le deuxième, et probablement pas la maman car il aurait fallu des soins intensifs pour éviter une infection grave.

Quelques jours plus tard, repassant devant ce groupe de cases, j'eus la surprise de voir une femme me faire de grands signes de la main. Vous avez bien sûr deviné qu'il s'agissait de notre récente accouchée qui portait un des enfants dans le dos et qui s'apprêtait à se rendre aux champs de culture situés probablement dans un des bas-fonds entre les collines à quelque 200 mètres plus bas et à 5 ou 6 km de distance... Je savais que la nature humaine était résistante... mais il me semblait qu'il y avait des limites...

C'est un exemple, parmi tant d'autres, de l'aide que les Orstomiens, tout au long de leurs innombrables jours de brousse, apportent aux villageois qu'il côtoient. Bien sûr cela ne peut être comptabilisé dans un rapport de tournée... ou apprécié par une commission scientifique...

Cela restera comme un bon souvenir personnel et comme un « acte de partenariat », au même titre que l'accueil d'un chercheur dans un laboratoire.



« LE CHIEN ÉCORCHÉ »
Emmanuel FAUROUX

En 1975, beaucoup d'entre nous étaient arrivés en Équateur au lendemain d'une expérience malgache qui, somme toute, avait été plaisante et confortable, dans l'ambiance très protégée de ce qu'était alors un gros Centre Orstom. A condition de conserver une certaine modération dans ses objectifs, on pouvait fonctionner sans grand souci, avec juste ce qu'il fallait de véhicules en parfait état de marche, avec un petit nombre d'« assistants » (un ou deux) inconditionnellement dévoués, des villageois accueillants, des thèmes d'ampleur modeste.... Un certain nombre de personnages sympathiques avaient pour mission de résoudre nos problèmes matériels et de nous rendre aussi disponibles que possible pour les tâches scientifiques qui nous incombait. Tout cela nous paraissait normal et il nous arrivait de laisser échapper quelques signes d'impatience lorsque, par extraordinaire, tout n'était pas absolument parfait.

L'arrivée en Équateur fut, pour la plupart d'entre nous, l'occasion d'un réveil brutal. Tous nos problèmes matériels, excessivement nombreux dans un pays appartenant à une autre culture et une autre logique bureaucratique, étaient à notre charge exclusive. Surtout, nous nous trouvâmes intégrés sans ménagements dans une structure administrative sud-américaine où le courtelinesque le disputait constamment au kafkaïen.

J'arrivai en Équateur avec un léger retard sur mes camarades, au moment où le regretté Alain Bernard avait décidé de lancer une opération lourde, un recensement agro-pastoral à l'échelle nationale sur plus de huit mille exploitations.

L'« enquête Bernard » démarra en avril 1975 avec soixante-douze enquêteurs. Nous étions six ou sept (dont seulement trois Orstomiens et trois ou quatre nationaux) pour les former, les encadrer et les gérer dans des conditions qui, malgré l'atténuation qu'apporte le temps, paraissent encore hallucinantes. Le matin du grand départ, au pied de la « Liguadora » ⁽¹⁾ qui abritait les bureaux de notre administration, seize Safari Volkswagen se trouvaient alignées, avec seize chauffeurs, les soixante-douze enquêteurs

(1) Un immeuble célèbre à Quito, en forme de tronc de pyramide, entièrement vitré, qui ressemblait un peu à un robot électroménager, d'où son surnom.

et les sept encadreur : pas loin de cent personnes entassées à six par voitures avec de lourds bagages, car nous partions pour des périodes de vingt-deux jours. Il s'agissait de quadriller tout le territoire national en six ou sept mois, avec un kilométrage journalier moyen ahurissant et plus de huit mille questionnaires comportant chacun vingt-deux pages à faire remplir par des chefs d'exploitations agricoles choisis par tirage au sort.

Alain Bernard, en treillis verdâtre, debout dans le véhicule de tête décapoté, donna l'ordre de départ à la colonne de Volkswagen de couleur verte qui, en la circonstance, rappelaient étrangement les « command-car » de la Wehrmacht. Les gens qui nous croisèrent le premier jour, dans notre progression vers le nord, ne pouvaient pas ne pas croire à une opération militaire d'envergure.

Le ton était donné et l'enquête toute entière allait se dérouler dans une ambiance très particulière.

La première note dramatique nous toucha dès la première semaine.

Avec deux ou trois jours de retard, nous apprîmes que le joli village de métis, à flanc de montagne, où nous avions effectué l'un de nos premiers arrêts, venait d'être emporté par un « deslave », un gigantesque glissement de terrain, qui avait fait deux ou trois cents morts, sans que les médias en fassent la plus petite mention.

La seconde note dramatique nous toucha plus directement encore. Au retour de la deuxième ou troisième mission de vingt-deux jours, en arrivant dans les faubourgs de Quito, après sept ou huit cents kilomètres de route, le chauffeur d'une Safari, épuisé, se rabattit soudain sur la droite en doublant un poids lourd, sans voir de longues tiges métalliques qui dépassaient de l'arrière d'un camion immobilisé sur le bas-côté. Les deux enquêteurs assis à droite du véhicule furent décapités, leurs deux voisins immédiats sévèrement blessés. Le chauffeur coupable « se dedica a la fuga » (prit la fuite), comme on le disait alors dans la presse lors de chaque accident grave, car le pire était d'être incarcéré pour les besoins de l'enquête. De fait, les deux blessés furent arrêtés par la police et jetés en prison sans recevoir ni soins, ni nourriture : la

police voulait conserver des témoins directs car, par prudence, tous les témoins valides s'étaient enfuis. Les deux corps, d'abord abandonnés à la morgue, furent enlevés illégalement par A. Bernard et un collègue équatorien, à bord d'une camionnette découverte : c'était la seule solution pour qu'ils soient remis rapidement aux familles et ne soient pas offerts aux exercices de dissection de la Faculté de Médecine. La traversée de Quito, avec les deux corps reposant directement sur la plate-forme, à la recherche de domiciles lointains sur lesquels on n'avait que de vagues indications, fut un cauchemar qui nous marqua tous. Le ministère de l'Agriculture, à titre exceptionnel, accepta de payer le salaire mensuel intégral des deux victimes bien que l'accident soit survenu le 23 ou 24 mai, mais, pour obtenir cette « faveur », il fallut plusieurs jours de négociations et de visites à diverses autorités.

Il n'était pas facile d'encadrer les soixante-douze enquêteurs, parmi lesquels on trouvait des éléments de réelle valeur (dont plusieurs firent leur chemin par la suite), mais aussi de très jeunes gens qui recherchaient surtout les solutions de facilité. Nous pensions que, pour le succès de l'enquête, les encadreurs devaient absolument donner l'exemple en toutes circonstances, et surtout en cas de difficulté.

La première difficulté sérieuse surgit à Cachisagua, dans la province de Bolivar, alors que j'encadrais deux équipes de six enquêteurs en compagnie de mon ami, Santiago Carcelen. Nous savions que, sur le territoire équatorien, existait un certain nombre de « zones rouges » dans lesquelles les agents de recensement couraient le risque d'être plus ou moins sérieusement molestés. Il s'agissait de groupes d'« indios bravos », vivant dans des zones-refuges et échappant largement au contrôle des pouvoirs publics. Ils s'opposaient à toute intrusion, surtout lorsque celle-ci prenait la forme d'un recensement car, depuis des siècles, les recensements avaient toujours constitué un préalable à de nouvelles charges.

Une de nos équipes avait tenté de prendre contact avec la communauté de Cachisagua, mais avait dû battre en retraite de façon précipitée : les jeunes enquêteurs avaient dû dévaler la pente abrupte avec la plus extrême

rapidité, poursuivis par des jets de pierre, des chiens furieux et les quolibets des autochtones. Santiago et moi, nous nous crûmes autorisés à critiquer sévèrement les couards et à leur annoncer que, nous, nous irions à Cachisagua et que nous obtiendrions, pour eux, le droit de faire l'enquête dans de bonnes conditions.

Nous prîmes donc un guide métis qui connaissait bien la communauté et nous entreprîmes à pied la longue ascension vers le village situé à un peu plus de cinq mille mètres, sur une ligne de crête entourée de toutes parts de pentes abruptes. Récemment arrivé dans le pays, j'avais tendance à penser que l'opération n'était pas trop risquée dans la mesure où Santiago et notre guide, qui, eux, connaissaient bien la région, manifestaient une relative sérénité. Plusieurs signes alimentèrent cependant un début d'inquiétude. D'abord, sur toutes les crêtes des environs, le son du « churro » se mit à retentir. Le « churro » est une sorte de cor fabriqué dans une corne de bœuf dont on se sert, dans les communautés indiennes isolées, pour signaler la présence d'un danger ou d'un problème grave et pour requérir l'aide des communautés voisines. Ce son est particulièrement sinistre. Il commence comme le mugissement d'un bovidé en détresse, se prolonge longuement et s'achève dans une plainte déchirante qui s'affaiblit en brefs hululements. Nous vîmes alors, sur toutes les crêtes environnantes, de longues processions d'indigènes qui, de toutes parts, convergeaient vers Cachisagua. Je remarquai aussi que Santiago s'arrêtait à peu près tous les cent mètres pour satisfaire des besoins qui paraissaient de plus en plus pressants. Lui, si bavard à l'accoutumée, ne prononçait plus un mot, mais cela pouvait être lié à l'essoufflement causé par la rude ascension. Tout en bas, sur la route que nous avions quittée plusieurs dizaines de minutes auparavant, nos enquêteurs nous observaient intensément, prêts à juger sans pitié nos éventuelles défaillances.

Je commençais à m'inquiéter sérieusement quand nous trouvâmes, en travers du sentier, un poteau où l'on avait attaché un chien récemment écorché. On nous avait expliqué, les jours précédents, que ce signe consti-

tuait le dernier avertissement avant l'agression physique dans les communautés « bravas ». Nous étions alors très près du sommet, à quinze ou vingt mètres peut-être, mais l'abrupt final nous empêchait de voir les gens massés tout près de nous, dont nous entendions seulement la rumeur. Nous décidâmes de nous arrêter pour aviser. Je scrutai le regard de notre guide pour savoir s'il convenait ou non d'envisager un repli rapide.

Nous n'eûmes pas le temps de nous interroger plus longuement. En quelques secondes, nous fûmes entourés d'une triple ou quadruple rangée d'hommes, armés de fouets, de gourdins, de « machettes » et de haches. Ils semblaient très calmes. C'était un jour de semaine, il était encore tôt, et, manifestement, ils n'avaient pas bu. Les premiers, venus droit sur nous, nous dirent sur un ton tranquille et résolu : « les vamos a matar » (« nous allons vous tuer »). Les autres nous encerclèrent méthodiquement. Notre guide fut brutalement séparé de nous : il semblait devoir être épargné. J'eus le temps d'entrevoir le visage de Santiago, totalement blême. A l'époque, je jouais régulièrement au rugby sur les terrains de La Carolina à Quito et j'avais une excellente condition physique. J'entrevis tout de suite que le cercle était très fermé vers le haut mais laissait des trous vers le bas. J'ébauchais un plan. En profitant de l'effet de surprise et à condition d'aller très, très vite, je pouvais bondir dans la descente, raffûter de la main gauche un petit vieux qui ne semblait pas très solide, puis de la main droite un autre personnage à peine plus gros. Il faudrait ensuite courir avec l'énergie du désespoir. En une fraction de seconde, je me vis sauvé, après avoir reçu, au pire, quelques coups de bâtons, mais je ne donnais pas cher des chances de Santiago manifestement paralysé par la peur et peu préparé à des exploits sportifs. C'est cette peur, pourtant, qui nous sauva. Juste au moment où j'allais entamer ma fuite éperdue, j'entendis la voix de Santiago s'élever. C'était une voix étrange, que je ne lui connaissais pas, métallique, vibrante, avec des accents intenses qui donnaient l'impression d'une extrême sincérité. Sous l'effet de la peur, conscient que sa vie en dépendait, il improvisa un remarquable discours, grandiose, lyrique et réellement émouvant, expli-

quant que nous savions à quoi nous nous attendions en montant à Cachisagua, que nous étions montés, cependant, les mains ostensiblement vides, armés seulement de nos magnétophones, parce que nos intentions étaient pures... Le Gouvernement s'intéressait désormais aux plus déshérités de ses concitoyens et voulait entendre leur parole. Nous nous étions portés volontaires pour assurer cette noble tâche et nous avions promis d'amener cette parole jusqu'à Quito, la capitale, bien loin.... Nous étions les représentants d'un grand mouvement fraternel dans lequel certains équatoriens, aidés par les meilleurs des étrangers (j'inclinai la tête modestement) avaient décidé d'ouvrir les portes d'un monde meilleur, plus juste... etc.

L'assemblée qui suivit fut l'une de nos meilleures réunions publiques. Les Comuneros de Cachisagua parlèrent d'abondance, expliquant pourquoi ils étaient fatigués d'être grugés par tout le monde, et pourquoi, désormais, ils ne comptaient plus se laisser faire. Santiago leur proposa la formation d'une Coopérative comme l'Institut de Réforme Agraire en organisait à l'époque. Nous renonçâmes cependant aux questionnaire individuels et nous ne fîmes pas monter les enquêteurs sur nos traces. Nous redescendîmes en fin d'après-midi, dans une ambiance de triomphe discret, chaleureusement accompagnés par deux « leaders » de la communauté. Nos enquêteurs nous accueillirent avec respect. Nous leur racontâmes l'aventure dont ils avaient entrevu une partie, en l'enjolivant de quelques détails pittoresques destinés à rehausser l'image de notre courage et à alimenter positivement les rumeurs qui n'allaient pas tarder à circuler à notre sujet au sein des équipes.

Les Comuneros de Cachisagua vinrent nous voir à plusieurs reprises dans nos bureaux de Quito. Ils formèrent effectivement une Coopérative pour défendre leurs droits sur leur terre, puis nous ne sûmes plus rien d'eux. Sans doute, comme la plupart des Coopératives formées à cette époque, rencontrèrent-ils de grandes difficultés et, peut-être, malgré notre entremise, furent-ils une fois de plus déçus par les gens de la ville et du gouvernement. Les prochains agents du recensement qui iront à Cachisagua trouveront peut-être encore, en travers du sentier qui monte au village, le cadavre d'un chien écorché.

APPAREIL PHOTO

CONTRE

BALLE PERDUE

Jean-Claude BARBIER

J'ai senti une vive pointe de côté alors que je ne courais pas. J'ai aussitôt compressé la crampe avec la main pour masser légèrement, puis j'ai regardé une tache rouge suinter de mes vêtements. Je me suis assis à même le sol et ai demandé l'aide d'un voisin, le souffle coupé. Les coups de feu continuaient de plus belle, en hommage à un grand notable bamiléké dont on célébrait la mémoire. Les chevilles, abondamment garnies de semailles végétales, soulevaient la poussière du sol ; les danseurs, fiers de leur exhibition, évoluaient par association coutumière reconnaissable chacune à sa tenue et à son orchestre. C'était le peuple qui dansait en témoignant de sa forte organisation sociale. J'étais spectateur fasciné, totalement extraverti comme savent l'être les contemplatifs mystiques.

Cette balle, reçue je ne sais d'où, m'obligeait brutalement à me recentrer sur moi. Durant mon évacuation sur l'hôpital le plus proche, à 12 km, je pensais à ce que je laissais d'inachevé : d'abord à mes deux enfants encore très jeunes, également à l'explication de cette fabuleuse démonstration chorégraphique où toute une société se donne en spectacle. Plus que la balle à extirper, je pensais au nécessaire accouchement - par l'écrit - de ce que j'avais vu en pays bamiléké depuis que j'y étudiais les ressorts sociaux d'une société en pleines vitalité et expansion.

Le chirurgien chercha longtemps le projectile. Entré au niveau du foie, la balle n'avait pas percé l'abdomen, mais l'avait contourné jusqu'à aller se loger à la périphérie de la colonne vertébrale. Je fus évacué ensuite sur Douala, à l'arrière d'un pick-up 404 où je fus fortement secoué sur une route goudronnée mais trouée comme un gruyère. J'avais suffisamment vu, dans les villages isolés de la forêt que je fréquentais, passer, sur des brancards de fortune, des agonisants qu'on évacuait au pas de course, pour me sentir malgré tout privilégié dans mon malheur.

L'appareil photo, que je portai en bandoulière au moment de l'accident, m'avait sauvé la vie. Je vous le recommande comme élément de blindage, mais je ne sais pas si vous pourrez le trouver encore sur le marché ; c'était un appareil de marque Topcon dont le boîtier était tout en acier. Il reçut l'impact de la balle, stoppant sa vitesse.

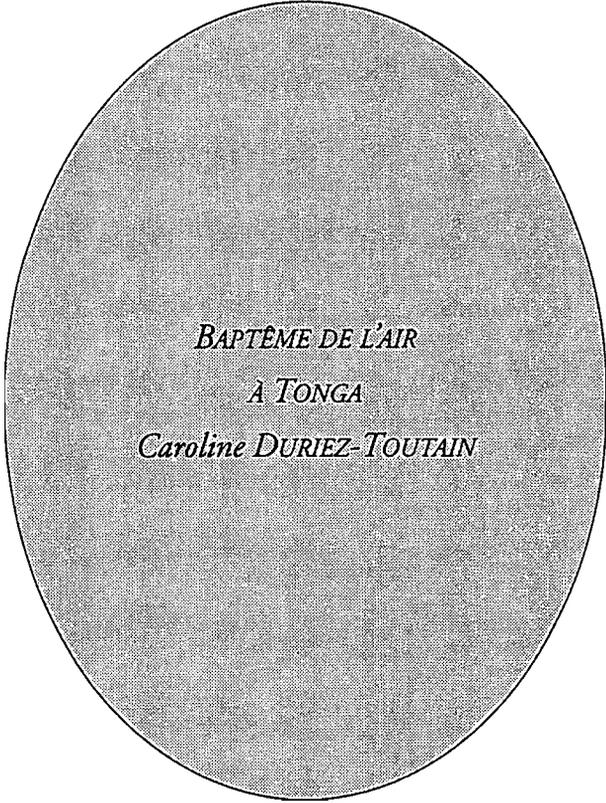
J'avais pris plusieurs pellicules de photos ; développées, elles révélèrent la présence de nombreux tireurs possédant des armes modernes : revolvers, fusils mitrailleurs, etc. Alors que le vieux tromblon de traite (que les forgerons locaux savaient fort bien reproduire) se brandit en l'air avant de lâcher son coup de feu - pour une fiesta faite de détonations assourdissantes, de flammes fulgurantes, de fumée dense et d'odeur âcre -, les armes modernes sont faites pour viser à l'horizontale. Bien sûr, chacun s'applique au début des festivités, mais, la fatigue aidant, le bras revient à sa position normale. J'en fis, ce jour, les frais.

L'enquête de Gendarmerie raviva les souvenirs de ce qui fut, lors de l'Indépendance camerounaise, une véritable guerre civile en pays bamiléké : des éléments extérieurs étaient venus, selon le procès-verbal, commettre un attentat pour « semer le désordre ». C'était en tout cas le plus sûr moyen de ne pas inquiéter les administrateurs, les hauts-fonctionnaires et les militaires qui avaient gratifié de leur présence leur village d'origine (ils ont effectivement le droit, en ces occasions, de porter les armes de leur fonction). Dans le cadre d'un régime à parti unique, la Gendarmerie ne cherche jamais par en-haut, mais toujours par en-bas !

Les autorités tinrent compte de cet accident car, l'année suivante, dans une autre grande chefferie du pays bamiléké, elles aménagèrent un enclos de tir pour les exhibitions guerrières. Deux ou trois coups de feu y furent effectivement tirés, mais qui peut bien être assez fou pour aller ainsi gâcher de la poudre sans présence de spectateurs admiratifs ? Par contre, les danseurs, impétueux, défilaient sur la place du marché, s'attardant devant la tribune officielle, martelant encore plus le sol devant le chef et ses grands notables ; et c'est là que tonnèrent les coups de feu dans l'allégresse générale.

Je me souviens y avoir vu, vers les quatre heures de l'après-midi, une opulente mère du chef ⁽¹⁾, se pavanant avec une peau de lamantin au dos et arborant un magnifique chapeau garni en éventail de plumes rouges de perroquet, brandir un pistolet en direction de ceux qu'elle voulait honorer : son souverain et les invités officiels. Le coup partit ; personne ne broncha malgré la trajectoire inclinée de la balle. Elle tira d'autres coups de la même façon sans que personne n'osa lui en faire la remarque. Les femmes notables du pays bamiléké sont de grandes dames à qui tous accordent le plus grand respect. Qui a dit que la femme africaine était opprimée ?

(1) *Mafo* à Bandjoun, ou *mámfe* pour les chefferies plus méridionales, est un titre accordé à la mère du chef régnant. Il s'hérite ensuite par les filles, si bien qu'en principe on a autant de *mafo* qu'il y a eu de chefs ; la *mafo* en fonction officielle étant bien entendu celle du chef régnant.



BAPTÊME DE L'AIR

A TONGA

Caroline DURIEZ-TOUTAIN

La vie s'écoulait, douce et paisible à Tonga (Polynésie) où je résidais depuis plusieurs mois. Allocataire de recherche, ma mission consistait à procéder au dépouillement des archives maristes relatives à l'histoire de ce royaume polynésien.

Le même rituel se perpétuait jour après jour. Le coq perché sur un arbre du jardin situé sous la fenêtre de ma chambre m'obligeait, par son organe puissant, à sortir, aux aurores, des torpeurs du sommeil. Tandis que j'imaginai à quelle sauce, toujours plus délectable, j'allais bien un jour pouvoir l'accommoder, je préparais mon café matinal. La porte de la maison ouverte, les visites commençaient. Ayant l'immense privilège de posséder dans le jardin une citerne à eau, construite à l'initiative du pasteur méthodiste, propriétaire de la maison et responsable de la paroisse, j'accueillais le défilé de mes voisins venant s'alimenter pour la matinée.

Les enfants profitaient de l'occasion pour chasser à coups de pierres les cochons noirs qui ne manquaient jamais d'investir le jardin, trop heureux d'avoir quelques rares touffes de gazon à labourer. Toutefois, seuls les plus téméraires franchissaient le portail après être parvenus à apprivoiser ma vieille chienne borgne Lady, dont les mamelles traînant à terre témoignaient d'une vie autrefois tumultueuse. Cette chienne, qui m'avait adoptée, manifestait à mon égard une reconnaissance proportionnelle au volume de sa gamelle. Elle avait pour particularité d'affectionner les fonds de culottes, surtout ceux des chapardeurs qui tentaient, parfois avec succès, de se vêtir à la mode parisienne dont les couleurs s'exposaient sur le fil à linge.

Aussitôt revêtu son uniforme de lycéenne, Emma se rendait aux nouvelles. Elle était la troisième fille d'une famille qui en comptait neuf. Ses sœurs plus âgées avaient elles-mêmes accouché de deux filles. Seule sa mère venait de mettre au monde le premier garçon de la maisonnée. Toutes ces femmes vivaient sous le regard autoritaire de la grand-mère qui, assise à l'ombre de son fale, fumait toute la journée des cigarettes roulées, distribuant à chacune ses tâches respectives. Rapidement, ma maison était devenue la leur.

En ce jour de dimanche et après une semaine passée dans la pénombre de la salle des archives, je décidai de profiter de la belle journée qui s'annonçait pour gagner une des îles situées au large de la baie de Tongatapu où je pourrais à loisir plonger au milieu des récifs coralliens. A Nuku'alofa, l'effervescence régnait dès les premières heures du jour, chacun ayant à cœur d'être bien mis pour se rendre à la messe ou au culte. Le reste de la journée était consacré pour les protestants à la lecture de la Bible tandis que les catholiques se réunissaient autour des banquets familiaux.

Le temps de préparer quelques effets et j'enfourchai mon vélo pour traverser la ville et atteindre les quais où quelques rares bateaux attendaient les amateurs d'escapades. Au port, je retrouvai Larry, un ami néo-zélandais et sa camarade australienne, Mady, qui effectuait des recherches en agronomie tropicale. Une vingtaine de jeunes Tongiennes et leur professeur, se rendaient également dans les îles pour réaliser une enquête sur le tourisme local. Enfin, trois ou quatre familles s'en allaient visiter leurs parents d'Atata où nous devons tous débarquer. Nous montâmes à bord ; les paniers remplis de bananes, d'ignames et de taros furent hissés sur le toit de la cabine. Les passagers n'avaient pas manqué d'emporter les racines de kava qu'ils se devaient de présenter à leurs hôtes. Mélangée à de l'eau, la poudre obtenue à partir de cette racine broyée forme une boisson au goût poivré et aux effets anesthésiants. Elle est présentée dans un large bol de bois qui constitue le centre d'un cercle dont la place de chaque convive est déterminée par le protocole traditionnel.

Je pris place à l'arrière de la vedette sur le siège qui permet au pêcheur de tenir sa ligne dans le sillage du bateau. Chacun s'assit où bon lui plaisait, sur le toit de la cabine, sur la plage avant ou à califourchon sur les plats-bords. Mady s'appuya au bastingage et nous discutâmes de l'état d'avancement respectif de nos recherches. Le navire prit la mer, le moteur ronflait avec régularité, et les côtes de Tongatapu s'éloignaient à l'horizon.

Un grand trou dans ma mémoire sépare l'instant de la phrase inachevée de celui où je pensai : « Les pales du moteur ! Nage, ma fille, nage ». Je donnai une vigoureuse impulsion et atteignit la surface de l'océan. A une cinquantaine de mètres, je pus alors déplorer le spectacle du navire en feu auquel chacun tentait d'échapper en se jetant à la mer. Je ne comprenais rien à la raison de mon envol soudain. J'appris plus tard que le siège sur lequel je m'étais assise avait été propulsé, tel un missile, par l'explosion du réservoir d'essence, situé en dessous.

Totalement abasourdie, vérifiant la présence effective de la totalité de mes membres, je regardais cet océan qui quelques secondes plus tôt m'attirait tant. Je vis alors, à quelques mètres de moi, un Tongien, lui-même catapulté par l'explosion. Trois ou quatre brasses et nous fûmes à portée de voix l'un de l'autre :

- « Are you all right » ? me demanda-t-il

Je fis quelques brasses afin de m'assurer de ma réponse.

- « I am all right. Are you all right » ? m'enquis-je à mon tour.

Lui-même prit un temps de réflexion.

- I am all right.

- We have to swim.

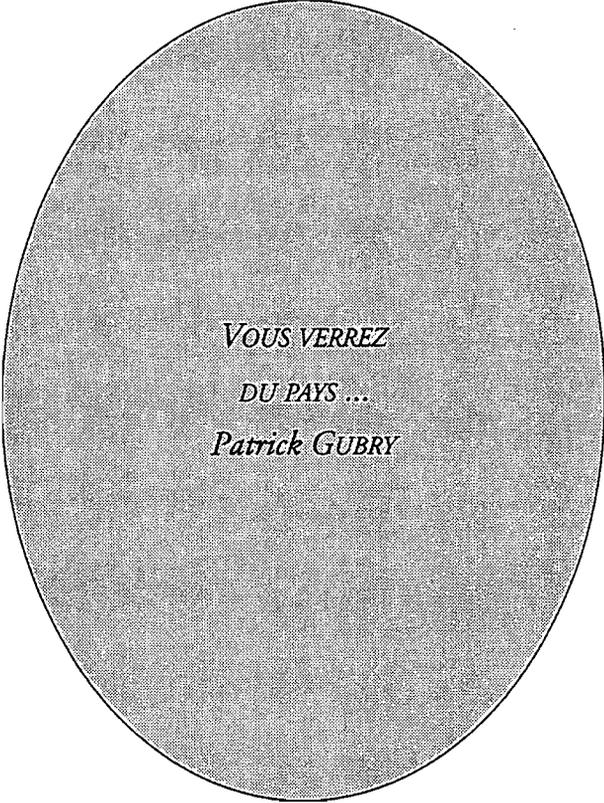
- Yes, we do.

Nous devisions ainsi tandis qu'à terre, les pêcheurs alertés par le bruit de l'explosion larguaient leurs amarres pour se lancer au secours des naufragés. Je fus récupérée par l'un d'eux. C'est alors que la perspective d'avoir échappé au péril des requins m'effleura. Mon compagnon d'infortune fut recueilli peu après par une autre barque.

Déposée sur le quai par le pêcheur qui repartit aussitôt apporter son aide aux naufragés je fus saisie d'un incontrôlable désir de rentrer à la maison. La journée avait été rude. Pieds nus, échevelée, l'épaule fracturée, je traversai la ville tandis que les ambulances convergeaient vers le port. La nouvelle du naufrage s'était déjà répandue et Emma accourut à ma rencontre. A ce moment, je réalisai que mes clefs serviraient dorénavant

Caroline DURIEZ-TOUTAIN

d'objet d'étude à la faune sous-marine. Tout en ressentant les premiers élancements du réveil d'un corps meurtri, je me rendis au commissariat où ces messieurs enregistrèrent ma nébuleuse déposition avant de me remettre mes effets qui leur avaient été apportés par les sauveteurs. L'après-midi, j'entrepris une petite sieste salutaire qui me mena jusqu'au lendemain midi. Le coq pouvait toujours s'égosiller.



VOUS VERREZ

DU PAYS ...

Patrick GUBRY

Le deuxième passage de l'Observation Permanente Pilote des faits démographiques se déroule dans le canton de Tchéré au Nord-Cameroun. A la suite du passage précédent, six mois auparavant, j'avais établi une fiche pour chacun des habitants du canton dans le but de classer ultérieurement les fiches de chaque village ou de chaque quartier l'une par rapport à l'autre dans l'ordre de leur ancienneté, au cours d'une discussion avec une personne âgée, susceptible de connaître le maximum de monde. L'objectif était de tester une nouvelle méthode de détermination des âges, puisque l'âge est très mal estimé en l'absence d'état civil et constitue une variable fondamentale en analyse démographique.

J'ai donc pris rendez-vous avec chacun des anciens, préalablement identifiés, pour effectuer le classement des fiches. Le travail était en cours dans le village de Mékeri, où la taille des quartiers imposait un classement par quartier. A mon arrivée au rendez-vous de la journée, je remarque une effervescence inhabituelle dans le village. De partout accourent des hommes en armes, les uns avec un arc et des flèches, les autres munis d'une lance et d'un bouclier en peau de bœuf, d'autres encore avec un solide bâton. Leur caractéristique commune est qu'ils ne semblent pas être de première jeunesse ; à la vérité, en voyant claudiquer la plupart et même avancer à cloche-pied l'un d'entre eux, on serait tenté de les classer plutôt parmi les personnes du troisième âge, terme peu répandu sur place et pour cause, puisque cette catégorie de la population est ultra minoritaire dans une région à si forte mortalité. Les jeunes de leur côté se sont rassemblés goguenards et contemplant les événements les mains dans les poches, peu pressés de risquer leur peau dans cette affaire qui mobilise tant leurs aînés.

Mais qu'est-ce qui les fait donc gesticuler de la sorte en vociférant ? On m'explique qu'une scène de ménage a eu lieu ; la femme s'est sauvée de chez son mari en courant en direction de son village d'origine, situé juste en face, sur l'autre rive du mayo Ranéo (cours d'eau à écoulement temporaire de type oued) ; malheureusement le mari a rattrapé sa femme et l'a tuée.

Nous sommes donc en présence d'une sorte de vendetta, car les hommes du village de l'épouse menacent de traverser à leur tour le mayo et veulent à tout prix tuer également un ressortissant de Mékeri. D'ailleurs, ne sont-ils pas déjà massés sur l'autre rive ?

Un peu candide, un ancien m'aborde : « Alors on commence ? » (sous-entendu le classement des fiches). Je pense quant à moi que le moment présent n'est pas forcément le mieux choisi. Un autre me suggère d'aller chercher le sous-préfet. Celui-ci se trouve à Méri, à une vingtaine de kilomètres par une route en terre. Nous y allons.

Le sous-préfet est un jeune peul, sorti de l'École Nationale d'Administration et de Magistrature de Yaoundé. Il occupe un de ses premiers postes et prend son travail à cœur, de manière remarquable. Il se considère comme un agent de développement et ne rechigne pas à aller sur le terrain. « Ah, ces Kirdi [terme un peu péjoratif pour désigner les non-musulmans], ils n'ont pas la tête ; ils ne pensent qu'à se battre ». Après cette forte pensée, il saute dans sa Land Rover châssis-court, couleur kaki, à immatriculation administrative, en direction du champ de bataille présumé.

Nous revenons sur les chapeaux de roues sur le terrain. Heureusement, rien de grave ne semble s'être produit depuis mon départ. Deux groupes de vieillards en armes se font face de part et d'autre du mayo en s'injuriant. Le sous-préfet commence à chercher à calmer tout ce monde et ne tarde pas à apprendre que le meurtre a eu lieu une fois que la femme avait franchi le milieu du mayo. Il est visiblement soulagé. Ouf, l'enquête va incomber au sous-préfet de Mora, dont l'arrondissement commence à cet endroit-là.

Janvier 1975

Le quatrième colloque de démographie africaine vient de prendre fin à Ouagadougou. L'avion d'UTA qui doit me ramener de Ouaga à Abidjan a pris du retard et nous risquons de manquer la correspondance avec Cameroon Airlines dans la capitale ivoirienne. Je voyage avec L. S., encore plus connu dans les milieux de la politique sénégalaise que dans ceux de la

démographie internationale, et qui ne manque pas de courage dont il aura grand besoin, ainsi qu'avec S. L., un de nos « anciens », que j'écoute volontiers admiratif, sauf en avion, car il a quelques mésaventures dramatiques à raconter qu'il vaudrait mieux entendre les pieds sur terre.

Par bonheur, les autorités aéroportuaires font se garer côte à côte le DC8 d'UTA et le 737 de Cameroon Airlines pour accélérer la correspondance et on nous demande de passer directement d'une passerelle à l'autre sur la piste. Petit engorgement où l'on voit surgir un groupe de policiers ivoiriens escortant cinq jeunes anglophones menottés, dont nous ne tardons pas à apprendre que leur nationalité est nigériane et qu'ils sont expulsés sur Lagos. La police a d'ailleurs confisqué leurs passeports et les a confiés aux mains de l'équipage, avec mission de ne les remettre qu'à la police nigériane à l'escale de Lagos.

Les jeunes « bandits » refusent de monter. « Everybody will die ! » s'écrit l'un d'eux. Je regarde autour de moi : cela vaut-il vraiment la peine de monter dans cet engin ? Qu'avaient-ils bien pu commettre comme « crime » ? Simple « situation irrégulière » ? Dieu sait que la peine de mort est fréquemment appliquée au Nigeria : et s'ils n'avaient plus rien à perdre ? En plus, une tentative de détournement d'avion, ça va chercher loin. J'observe les bagages en cours de chargement et les passagers qui continuent à embarquer, bien qu'un peu plus lentement. C'est trop bête, je ne cherche ni à me singulariser, ni à perdre ma valise. Je décide de rester. Les « bandits » poussés par la police, se retrouvent dans l'avion. Je les suis, poussé par personne.

« Décollage immédiat ». L'avion s'élance majestueux dans un ciel d'azur, ce qui est relativement rare sur la côte d'Afrique de l'ouest (pas le décollage, l'azur...). Magnifique vue sur la lagune et la ville. Soudain, branle-bas de combat vers l'avant de l'appareil : deux des « bandits » viennent de se précipiter vers la cabine de pilotage ; les passagers de première refluent vers l'arrière ; le pilote amorce un demi-tour (pour atterrir à nouveau ?) ; une hôtesse décroche un extincteur ; corps à corps devant la porte de la cabine, les deux « rebelles » sont assommés ; leurs trois camarades n'ont pas bougé ; alerte terminée ; l'avion continue sa route. Ouf.

Les plateaux-collation sont distribués. « Surtout ne leur donnez pas de couteau ! » avancent certains. Le personnel de cabine a conservé un calme remarquable : « Pas de problème. De toutes façons nous sommes armés, mais ici l'utilisation d'une arme ne se justifiait pas ». D'accord, mais qu'il est bon d'avoir les pieds sur terre !

Les jeunes se réveillent tout à fait calmés. Ils ont une bonne tête. Pourvu qu'il ne leur soit rien arrivé ! Comment appelle-t-on cela déjà ? Le syndrome de Stockholm ?

06 Avril 1984

Le temps est beau sur Yaoundé ce vendredi matin, à 7 heures quand le réveil sonne. Cela fera une belle journée pour faire la route en direction du village de Sob près de Kumbo, à 400 km, au Cameroun anglophone, où l'un de mes collègues et amis doit se marier demain. Nous avons en conséquence, mon épouse et moi, pris une journée de congés. A 7 heures 10, coup de téléphone de ma mère en provenance de la France : tout se passe bien ici et nous allons partir en week-end pour le mariage. La voiture a été chargée la veille pour prendre la route sans retard.

Je sors dans le séjour pour m'apercevoir que la cuisinière n'est pas encore arrivée ; que se passe-t-il donc, elle qui n'a jamais manqué de prévenir ? Tiens, la rue est étrangement déserte ; on se croirait un dimanche... J'en fais la remarque au voisin en train de laver sa voiture dans le jardin. « Pourvu que ce ne soit pas un coup d'État ! », me lance-t-il. Prémonition ou simple plaisanterie ? La réponse ne tarde pas à venir. Une amie habitant un peu plus haut, tout près de l'aéroport, dont notre maison n'est elle-même éloignée que de 800 mètres, arrête brutalement sa voiture devant notre portail, dans « tous ses états » : elle partait au travail et des militaires lui ont fait signe de s'arrêter en arrivant au centre ville ; comme elle tardait à s'exécuter, ils lui ont « tiré dessus » (probablement en l'air...). Comme pour confirmer ses dires, des chars montent vers l'aéroport. Il est grand temps que chacun rentre chez soi.

Des coups de feu sont maintenant nettement audibles dans la direction de la ville. Curieusement, une file de personnes se hâte vers cette direction sur le trottoir d'en face. « Où allez-vous comme ça ? » demande un gardien de nuit posté sur le trottoir ; « Je fuis la guerre, mon frère », lui répond un passant. Diantre, ça a l'air de se gâter. Nous apprendrons plus tard qu'il s'est agi des habitants du quartier situé au-delà de l'aéroport, qui ont préféré se mettre à l'abri, car les putschistes étaient en train de prendre position le long de la route de Mbalmayo, localité située à 45 km au sud, pour « accueillir » les militaires loyalistes susceptibles de faire route vers la capitale. Au même moment et plus logiquement, une colonne ininterrompue de personnes chargées de bagages se dirige en direction de la campagne le long de la voie ferrée située dans la vallée. Il n'est plus question pour nous de quitter la ville et nous devons malheureusement abandonner l'idée de nous rendre au mariage, car cela aurait demandé de traverser la ville pour sortir en direction du nord, en passant par le palais présidentiel. Et quels barrages aurait-il fallu franchir en province ?

C'est bien d'un putsch militaire qu'il s'agit. Le téléphone est coupé ; la radio, un moment arrêtée, diffuse maintenant de la musique militaire. Le président Ahidjo avait démissionné en octobre 1982 pour raisons de santé et avait laissé le pouvoir au premier ministre, son successeur constitutionnel, Paul Biya. On a cru comprendre que les choses se sont gâtées quand l'ancien président a voulu recommencer à gérer les affaires en sous-main, s'étant rendu compte que sa santé était moins mauvaise qu'il ne l'avait cru initialement. Une rumeur de remaniement au sein de la garde présidentielle, surarmée et dévouée à l'ancien président, avait mis le feu aux poudres. Cette question avait été visiblement mal gérée par le nouveau pouvoir.

Les choses semblent se calmer dans la matinée. Des amis viennent nous rendre visite en provenance du centre-ville. Ils nous apprennent que l'on s'est battu devant le palais présidentiel et autour de la maison de la radio très tôt avant l'aube, mais ici nous n'avons rien entendu. La musique s'arrête pour laisser place à une déclaration des putschistes : le président et le gouvernement, complètement incapables et corrompus, sont renversés. Le style de la

déclaration et le caractère approximatif du français employé n'augurent rien de bon quant à un éventuel consensus au sein de la population, dans le pays le plus francophone du continent (pour sa partie francophone bien entendu). Les coups de feu redoublent vers le centre. Nous suggérons à nos amis de rentrer rapidement chez eux car leurs enfants sont restés seuls à la maison.

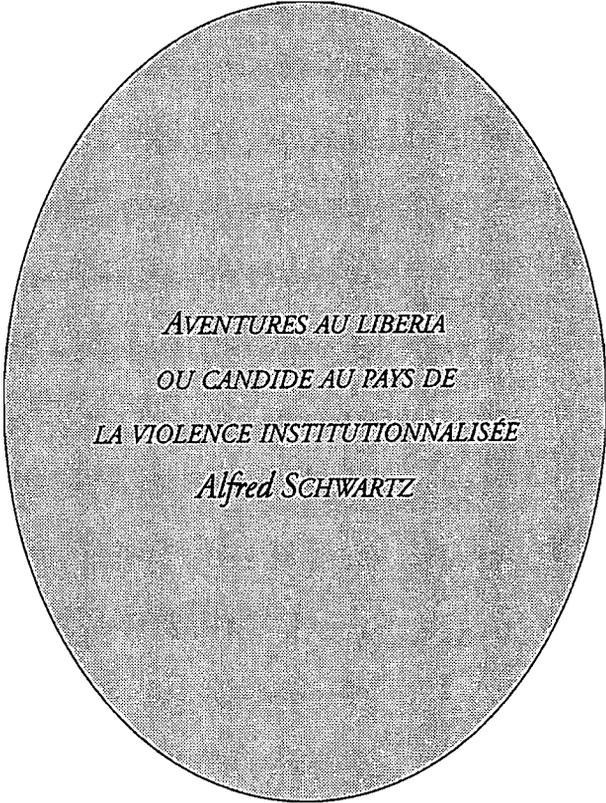
Le repas de midi se passe dans le calme, à la recherche de quelque information sur une radio étrangère, car la radio nationale a de nouveau cessé d'émettre. La table est desservie. Altercation dans la rue au coin de notre jardin. Un chauffeur de taxi veut faire demi-tour. « Ne tirez pas ! » entend-on hurler. Une rafale d'arme automatique se déclenche. Venu voir ce qui se passait, nous courons nous enfermer dans la maison. Pas le temps même de faire entrer le chien, attaché sur la terrasse. Les tirs s'intensifient et se multiplient... ta ta ta... ta ta ta ta. Claquements secs, suivis du sifflement des balles dans toutes les directions. Rien à voir avec les bruitages cinématographiques qui deviennent du coup beaucoup plus doux à entendre. Nous nous allongeons sur le sol dans le couloir qui ne possède pas de fenêtre. Un ralentissement des tirs nous donne l'occasion de constater que le chien n'a absolument pas bronché, contrairement à l'habitude de la plupart de ses congénères, notamment en cas d'orage. Nous envoyons nos trois garçons (6, 4 et 2 ans) faire la sieste. Nous sommes en train de mettre les couches au dernier quand les tirs redoublent. Immédiatement, nous nous plaquons au sol ; l'enfant a instinctivement fait de même ; cela laisse une drôle d'impression.

À la première accalmie, nous descendons au sous-sol dans le but d'évaluer la possibilité d'y passer la prochaine nuit car notre situation, à proximité de l'aéroport, peut facilement se dégrader. Le sous-sol est à moitié enterré car le terrain est en pente ; il offre deux emplacements de voiture et une grande pièce. Nous en obstruons les ouvertures à l'aide de cantines métalliques vides, ce qui pourra permettre de s'y abriter en cas de besoin. Les tirs s'accroissent et se rapprochent dangereusement. Nous décidons de remonter dans la maison où les enfants sont restés seuls. Pour ce faire, il faut contourner tout le bâtiment par l'extérieur, il n'y a pas d'accès direct, ce que nous faisons en courant, pliés en deux. Les balles sifflent de tous côtés.

Le reste de l'après-midi se passe plus calmement, on ne saurait trop dire pourquoi. Les événements nous donnent l'occasion de faire connaissance avec nos voisins, inquiets de l'absence d'un abri pour la nuit. Nous les invitons bien volontiers à venir dans notre sous-sol en cas de besoin. Il y a toujours un côté positif : jusqu'à présent, nous ne connaissions ces braves gens que par les assiettes qui volaient dans le jardin, ils n'avaient pas l'air toujours d'accord entre eux...

En fin d'après-midi, dans un calme total, je crois bon de faire rentrer nos quelques poules, en liberté dans le jardin, dans le sous-sol. J'arpente en conséquence le terrain en frappant dans les mains. Soudain, dans un vrombissement assourdissant, un hélicoptère surgit de derrière la maison, un mitrailleur à la portière faisant feu de tout bois. J'ai juste le temps de plonger derrière un bananier. L'appareil frôle le palmier planté derrière la maison et passe plus bas que celui qui se trouve au fond du jardin. « Il est c... ce mec ! »... Le cri m'a échappé. Il est repris par les enfants accourus à la fenêtre par un mauvais réflexe. C'est « Apocalypse now », mais je me sens du mauvais côté et moins à l'aise qu'au cinéma. Le scénario se reproduit à plusieurs reprises, durant lesquelles j'ai le temps de rejoindre la maison. Nous allumons le poste sur Radio France Internationale. « Les hélicoptères gouvernementaux viennent d'entrer en action dans le quartier de l'aéroport ». Voilà ce qui s'appelle de l'info en direct ! Nous apprendrons plus tard qu'ils cherchaient à déloger les putschistes retranchés dans la vallée derrière la maison.

Dès la tombée de la nuit, et de manière assez inattendue, un calme total revient sur le quartier, malgré un largage de parachutistes sur l'aéroport. Le putsch est réprimé définitivement le lendemain. Il aura fait quelques centaines de morts et sera suivi d'une répression féroce. Je me sens un peu mal à l'aise. Mes parents ont pu m'éviter de vivre pareils moments jusqu'à l'âge adulte, alors qu'ils en ont subi de bien pires à tous les âges dans notre Alsace d'origine ; concernant mes propres enfants, je n'y suis point parvenu. Pendant six mois, ils ne dessineront que des chars et des hélicoptères en train de tirer, des soldats en train de se battre et de mourir...



*AVENTURES AU LIBERIA
OU CANDIDE AU PAYS DE
LA VIOLENCE INSTITUTIONNALISÉE
Alfred SCHWARTZ*

Mon entrée en contact avec le Liberia eut lieu au début de l'année scolaire 1958-1959... en Alsace. L'université de Strasbourg accueillait cette année-là, pour la première fois de sa très longue histoire, un étudiant originaire de ce pays d'Afrique, Michel Simtekpéati. Celui-ci avait été admis à s'inscrire en première année de l'Institut d'études politiques, où j'étais alors moi-même élève de seconde année et responsable — démocratiquement élu par mes pairs pour un an — de l'association des étudiants. C'est à ce dernier titre que j'eus à rencontrer Michel Simtekpéati dès son arrivée sur les bords de l'Ill en vue de lui faciliter, autant que faire se pouvait, son intégration dans la communauté estudiantine strasbourgeoise — une intégration à laquelle la très généreuse bourse en dollars que lui versait le Liberia devait incontestablement contribuer. Nous devînmes petit à petit amis. Je lui fis connaître mon village de Lorraine, où il m'accompagnait volontiers le week-end ou pendant les vacances. Il me fit en retour des révélations sur l'itinéraire qui l'avait conduit jusqu'en France, un itinéraire on ne peut plus rocambolesque et dont il importe que je commence par évoquer les grandes étapes pour la compréhension de ce que je vivrai moi-même quelques années plus tard au Liberia.

Michel Simtekpéati était en réalité né... au Togo, de parents « kabré » immigrés dans la région des Plateaux. Au lendemain de sa scolarité primaire, achevée autour de 1950, il fut saisi d'une véritable obsession : partir pour la France. Il était à ce point prêt à tout pour réaliser son projet qu'il finit par s'embarquer clandestinement à bord d'un cargo en partance du wharf de Lomé pour la métropole. Il ne tarda pas à être découvert dans la cale où il avait trouvé refuge et fut débarqué sans ménagement sur un quai du port de Monrovia, où le bateau faisait escale. Dans la capitale du Liberia, il vécut d'expédients, mais apprit par la force des choses, en plus du français qu'il parlait déjà, le pidgin-english, ce qui lui permit très vite, sans le moindre problème, dans un pays où peu de gens pouvaient fournir la preuve de leur véritable identité, à se faire passer pour citoyen libérien. Le bilingue qu'il était devenu eut la chance d'être recruté comme

interprète par l'ambassade de France à Monrovia, puis, quelques années plus tard, d'obtenir de l'État libérien, qui cherchait à promouvoir une élite qui ne fût pas que d'ascendance négro-américaine, une bourse pour aller faire des études supérieures en Europe. Il rejoignit ainsi en 1957 un établissement universitaire de Londres, qu'il quitta dès 1958 pour l'Institut d'études politiques de l'université de Strasbourg où il avait réussi à faire transférer son dossier... Le voyage pour la France avait été plus long que prévu mais il y arrivait par une porte inespérée...

L'étudiant libérien que j'eus l'honneur d'accueillir consacra une bonne partie du temps libre dont il disposa au cours de sa première année à l'université française à rédiger, je ne sais plus très bien à quelle fin, un mémoire sur l'œuvre de modernisation entreprise dans son pays par le président William Tubman depuis l'accession de celui-ci à la magistrature suprême en 1943. Je fus le premier lecteur de ce travail que Michel Simtekpéati m'avait demandé de l'aider à mettre en forme. Et à travers ce travail, je découvris un petit État de l'Afrique occidentale dont j'ignorais alors jusqu'à la localisation géographique, le Liberia. Un État dont le nom évoquait de façon emblématique les circonstances de son émergence dans la première moitié du XIX^e siècle : le retour sur la terre de leurs aïeux, à partir de 1822, à l'instigation d'associations philanthropiques, de Noirs américains émancipés — c'est-à-dire affranchis de l'esclavage — ; la création en Afrique de l'Ouest, sur l'ancienne côte des Graines, d'établissements de colonisation ; l'extension progressive — le plus souvent brutale — de l'autorité des nouveaux venus aux populations déjà en place — les « natives » — qui ne leur firent pas toujours, il est vrai, bon accueil ; la réunion en 1847 des espaces territoriaux occupés par les communautés à la fois négro-américaines et autochtones en une entité politique unique et indépendante des États-Unis, avec pour appellation « Liberia » et pour devise « the love of liberty brought us here ». Un État qui, en dépit de son beau nom et de sa belle devise, s'identifia pendant plus d'un siècle aux immigrants nord-américains et mena à l'encontre des populations locales une véritable politique de

ségrégation, génératrice de rapports de violence réciproques et permanents, qui ne sont pas sans expliquer la sanglante prise de pouvoir perpétrée en 1980 par le sergent-chef Samuel Doe, un « native » de l'ethnie krahn (au lendemain de cet événement, j'ai écrit un article sur ce « passé de violence » du Liberia, qui fut publié dans les colonnes du Monde du 20 juillet ; à ce thème, Graham Greene avait déjà consacré en 1936 quelques pages très fortes dans Voyage sans cartes, un livre qui relate une expédition qu'il fit dans ce pays au début des années 1930 et qui est sans doute l'un des plus beaux textes produits sur le continent noir...). Le Liberia fut ainsi tout à fait involontairement ma première porte d'entrée à l'Afrique...

L'Afrique, j'allais la découvrir pour de bon en 1964. Admis comme élève-sociologue à l'Orstom en 1963, je fus affecté en Côte d'Ivoire, après une année de « scolarité » à Paris. La « dynamique des communautés rurales » africaines était alors l'un des grands thèmes de recherche de la section de sociologie, animée par Georges Balandier. Il avait été décidé que je ferais l'étude monographique d'un village guéré, une ethnie de la forêt ouest-ivoirienne qui n'avait jusque-là fait l'objet d'aucune investigation sociologique systématique. Je jetai mon dévolu sur une localité du nom de Ziombli, située dans la sous-préfecture de Toulépleu, la circonscription administrative la plus occidentale du pays guéré, riveraine du Liberia. Je ne tardai pas à réaliser que les Guéré occupaient en fait un espace territorial qui débordait largement sur ce dernier pays, où ils étaient connus sous l'appellation de Krahn. Je m'aperçus par ailleurs très rapidement, en enquêtant sur l'histoire du peuplement, que la réponse à nombre de mes questionnements se trouvait de l'autre côté de la frontière. Une incursion dans l'hinterland libérien s'avérerait donc tôt ou tard indispensable si je voulais y voir plus clair dans les relations entre Guéré et Krahn. Ce fut le « fondement scientifique » de mes aventures au Liberia...

J'étais certes à cette époque un chercheur « jeune », plein d'enthousiasme, mais il n'a jamais été dans mon tempérament de prendre des risques inconsidérés. Je décidai de faire les choses dans les règles et me rendis à

l'ambassade du Liberia à Abidjan pour y effectuer ce qui est logiquement la première des formalités quand on veut se rendre dans un pays étranger : l'obtention d'un visa. Je ne me rappelle plus combien de fois, au cours des premiers mois de l'année 1965, je suis allé frapper à la porte de cette ambassade : je l'ai toujours trouvée fermée. Il faut croire que les rapports entre la Côte d'Ivoire et le Liberia étaient si bons qu'ils ne justifiaient plus l'existence d'un tel rouage, ou alors qu'ils étaient tout simplement inexistantes... J'en tirai la conclusion que si je voulais me rendre au Liberia, il ne fallait surtout pas que je compte sur l'aide de son ambassade à Abidjan.

Je fis part de mon projet — et de mes déboires — au sous-préfet de Toulépleu, Théodore Kakou, avec qui je m'étais, depuis mon arrivée en pays guéré, lié d'amitié. « Parles-tu l'anglais ? », me demanda-t-il à brûle-pourpoint. Je lui répondis que oui. « Le Peace Corps vient d'affecter à Tapitta, à une trentaine de kilomètres de la frontière, une Américaine, de père noir et de mère indienne cherokee, de grande beauté. J'en ai fait récemment la connaissance à une réception donnée par le District Commissioner de la localité à laquelle mon homologue libérien m'avait convié. Je me suis juré de la revoir. Comme je ne parle pas un mot d'anglais, tu pourrais me servir d'interprète. A la frontière, où l'on sait qui je suis, je te présenterai comme étant toi-même un volontaire du Peace Corps, en affectation en Côte d'Ivoire »... Quelques jours plus tard, un dimanche matin, je mis ainsi pour la première fois le pied sur le sol libérien, sans que l'on me demandât le moindre papier... Sur le terrain de sport de l'établissement scolaire de Tapitta auprès duquel elle officiait, Barbara, notre belle Américaine, était en train de chronométrer une course de demi-fond. Elle nous accueillit poliment, sans plus. Elle n'était apparemment pas dupe des intentions que nourrissait à son égard le sous-préfet ivoirien, don Juan impénitent dans son pays, et elle ne tenait visiblement pas à tomber dans les mailles de son filet... Je remplis mes fonctions d'interprète du mieux que je pus, une première fois, puis une deuxième fois, puis une ou deux fois supplémentaires... Jusqu'au jour où

Théodore n'eut vraiment plus besoin de moi pour lui tenir la chandelle. Les choses évoluèrent plutôt bien : il fut même question, plus tard, de mariage... J'étais, quant à moi, devenu pour les préposés à la garde de la frontière libérienne, à la fois le représentant d'une prestigieuse institution, le Peace Corps, que le président des États-Unis d'Amérique, John Kennedy, venait de créer à grand renfort de publicité, et l'ami d'un haut fonctionnaire ivoirien, le sous-préfet de Toulépleu — donc à un double titre un personnage au-dessus de tout soupçon.

L'entrée dans le pays m'étant acquise, il restait une seconde formalité à accomplir pour pouvoir y travailler : obtenir une autorisation en bonne et due forme du Superintendant de la circonscription administrative dont relèvent les Krahn, le Grand Gedeh County, chef-lieu Tchien, une localité située à une soixantaine de kilomètres au sud de Toulépleu (le County est au Liberia l'unité administrative qui coiffe le District). Théodore Kakou entretenait avec ce représentant du pouvoir central libérien d'aussi bonnes relations de voisinage qu'avec le District Commissioner de Tapitta et proposa de me faire un mot d'introduction. A Tchien, dans les bureaux du Superintendant, ma lettre de recommandation, qui portait un cachet officiel ivoirien — celui de la sous-préfecture de Toulépleu — fut examinée avec beaucoup de curiosité mais suscita en fin de compte plus de suspicion que de sympathie : on mit deux bonnes heures pour trouver quelqu'un qui fût capable de traduire en anglais la prose de mon protecteur ; on me fit comprendre que l'intérêt que je portais aux Krahn était certes honorable mais le Superintendant me notifia personnellement que l'autorisation de recherche que je sollicitais ne pouvait m'être accordée que par le ministre de l'Intérieur. En d'autres termes, si je voulais poursuivre mon projet, je devais me rendre à Monrovia...

Si j'avais levé l'obstacle du passage de la frontière nationale, il me fallait trouver un nouveau stratagème pour franchir les « frontières de comté » — deux en fait depuis Tapitta — auxquelles il était également nécessaire de montrer « patte blanche » sur la route de la capitale. Mon

ami Théodore Kakou, qui avait déjà effectué le trajet et était un homme de bon conseil, me fit une nouvelle suggestion : « Tu emmènes avec toi quelques bouteilles de Kiravi et à chaque contrôle, tu fais cadeau d'une bouteille aux préposés à la barrière avant même qu'ils t'aient demandé quoi que ce soit ». Le Kiravi, c'était dans la décennie 1960 ce gros vin rouge « qui pique », qui coulait en abondance dans toute l'Afrique francophone, dont raffolaient en particulier les anciens combattants et dont la réputation avait franchi la frontière libérienne. Je retins l'idée...

Un second problème me tracassait. Une fois à Monrovia — si j'y arrivais — comment ferai-je pour forcer les portes du ministère de l'Intérieur et obtenir cette fameuse autorisation de recherche ? La solution vint de... Michel Simtekpéati. Je n'avais plus revu mon ami « libérien » depuis mon départ de Strasbourg en juin 1962; mais nous nous écrivions régulièrement. Après avoir fini « sciences po » en 1961, Michel s'était inscrit en doctorat de troisième cycle de sociologie avec Henri Lefèvre. Il tenait en vérité — j'ignore pour quelle raison exacte — à retarder au maximum son retour au Liberia. Il entreprit de rédiger, de mémoire, une thèse sur l'organisation sociale de son ethnie d'origine, l'ethnie « kabré ». Il obtint son doctorat en 1964 mais ne se résolut pas pour autant à retourner au pays. N'ayant plus de bourse depuis qu'il avait officiellement achevé ses études, il réussit à enseigner l'anglais — qu'il avait appris, ne l'oublions pas, sur les quais de Monrovia ! — pendant un an dans un établissement scolaire alsacien... Il finit toutefois en 1965 par céder aux injonctions que ne cessait de lui adresser depuis quelque temps Monrovia... lorsqu'on lui proposa de représenter le Liberia à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), créée depuis deux ans et dont le siège était à Addis-Abeba. Je fus informé de l'événement vers le milieu de l'année. Je réalisai aussitôt que le rang éminent auquel venait d'accéder mon ami sur l'échiquier politico-administratif de son pays pouvait être pour moi la clé qui allait enfin me permettre d'obtenir le papier dont j'avais besoin. De par la nature de ses fonctions, l'« ambassadeur » Simtekpéati serait sûrement amené à se

rendre très régulièrement à Monrovia. Il suffirait que nous nous y retrouvions pour que mon problème fût résolu. Je lui fis part de mon projet, ainsi que de mon souhait de le rencontrer dans la capitale libérienne. Il me proposa un rendez-vous pour la mi-septembre.

Aux frontières des comtés de Brong et de Montserrado, le Kiravi fut effectivement le plus efficace des laissez-passer. A Monrovia, Michel m'attendait. Rendez-vous avait déjà été pris pour moi avec le sous-secrétaire du Department of Internal Affairs, Allen Williams, dont le fils, Oscar, était lui-même depuis deux ans... étudiant à l'université de Strasbourg. En un temps record, une lettre de recommandation me fut établie à l'intention du Superintendent du Grand Gedeh County, l'Honorable Moses Harris, ainsi qu'un « special pass » pour me rendre « dans l'aire d'étude des tribus krahn », valable un mois et portant cette mention assez stupéfiante sur un document officiel : « Privilege : Unmolestation during course of travel »... La violence, en quelque sorte, institutionnalisée... Michel me fit visiter la capitale libérienne : un site accidenté assez lâchement occupé par l'homme, un centre-ville animé, avec de très vieilles et pittoresques maisons — souvent délabrées — de style « colonial », quelques édifices publics à l'architecture ostentatoire — dont le nouveau palais présidentiel aux formes résolument modernes et, surtout, l'imposant édifice tout en marbre de la loge maçonnique nationale. Il m'aménagea également une entrevue avec l'ambassadeur de France, qui nous invita à sa table.

Je repris la route de la Côte d'Ivoire après une petite semaine de séjour à Monrovia, fier du résultat obtenu. A la première frontière de comté, je pus mesurer l'efficacité de mon « special pass » : le préposé à la barrière me salua militairement en claquant des talons. A la seconde cependant, à quelque 200 kilomètres de la capitale, à la manière dont je fus traité en dépit de mon statut de voyageur « privilégié », j'eus de sérieux doutes sur la réalité de l'autorité du pouvoir central libérien dans l'intérieur du pays. A la présentation de mon sauf-conduit, il me fut répondu : « Monrovia, on ne connaît pas. Pour passer, c'est dix dollars »... Le choc fut rude après

tout le mal que je m'étais donné pour être « en règle ». Je refusai, bien sûr, de payer. Parmi les agents en service à la barrière, je finis par en trouver un qui était « apparenté » à un ancien combattant guéré de Toulépleu que je connaissais et qui intervint en ma faveur... Je fus contrarié par cet incident, mais ne me sentis pas vraiment inquiété.

Pendant ce voyage de retour, je mis à profit mon passage dans la partie septentrionale du comté du Nimba pour visiter dans le massif du même nom le complexe minier de Sanniquellie, où la Liberian American-Swedish Minerals Company (LAMCO) exploitait depuis le début de la décennie 1960, à ciel ouvert, un gisement de fer d'une exceptionnelle teneur (près de 70 %). Un complexe qui produisait alors annuellement quelque 10 millions de tonnes de minerai, évacué par train jusqu'au wharf de Buchanan, d'où il partait vers l'Amérique ou l'Europe sans la moindre transformation primaire, et qui employait sur place quelque 2.700 travailleurs dont plus de 300 expatriés. La technique d'exploitation était simple. Le gisement était constitué par une montagne d'environ 1.100 mètres d'altitude. Une armada d'engins mécaniques de toutes sortes en pratiquait l'arasement systématique. La précieuse matière première était acheminée par tapis roulant jusque sur les wagons des trains minéraliers. Le système fonctionnait vingt-quatre heures sur vingt-quatre. J'eus la possibilité de survoler le site par avion : le respect de l'écosystème local, d'une très grande richesse dans ce massif du mont Nimba, n'était certes pas la première des préoccupations des responsables de la compagnie, mais l'écologie n'était pas encore à la mode et personne ne s'offusqua publiquement de voir ainsi un morceau entier du massif disparaître et, avec lui, des hectares de fougères arborescentes... Au cours de cette visite, je compris en tout cas pleinement ce que l'expression « économie minière » signifiait.

J'avais tenu à repasser par la Côte d'Ivoire et mon village de Ziombli avant de me rendre en pays krahn. Je m'étais donné deux ou trois jours pour mettre au point mon canevas d'enquête. Il me resterait ensuite une quinzaine de jours pour effectuer ma mission dans le Grand Gedeh

County dans la fourchette de temps qui m'avait été accordée. La venue impromptue à Toulépleu d'un expert du ministère du Plan, Bernard Friede, que je connaissais de nom, devait totalement bouleverser le cours des événements. Le « missionnaire » d'Abidjan, avant de repartir de la région, souhaitait vivement se faire également une idée de ce qui se passait « de l'autre côté de la frontière ». Il n'avait, bien sûr, pas plus de papier officiel pour se rendre au Liberia que je n'en avais moi-même jusqu'à mon voyage à Monrovia. Le sous-préfet, pris par d'autres obligations et sachant que j'étais désormais parfaitement en règle, me demanda comme un service personnel de convoier mon compatriote au moins jusqu'à Tapitta, la « ville » libérienne la plus proche — et qui m'était presque devenue familière — mais chargea tout de même son secrétaire de nous accompagner. Rendez-vous fut fixé au lendemain. Notre déplacement ne devait pas durer plus d'une demi-journée. Il fut convenu que nous partirions de bonne heure de Toulépleu et que nous serions rentrés pour le déjeuner, que nous partagerions avec Théodore Kakou.

Le passage de la frontière se fit sans aucun problème. Moins d'une heure plus tard, nous étions à Tapitta. Il était à l'époque, dans chaque localité libérienne d'un peu d'importance, une curiosité qui donnait à elle seule une idée de l'ambiance qui régnait dans le pays et qui méritait une visite : la boutique du Syrien ou du Libanais. Dans ce genre de boutique, on trouvait absolument tout, de la boîte d'allumettes à l'uniforme de général. Celle de Tapitta, que je fis découvrir à Bernard Friede, vendait, entre autres articles, des cartouches de chasse. Je n'ai jamais été un fanatique de ce sport, mais dans le paquetage avec lequel j'étais venu en Afrique dix mois plus tôt figurait un Robust de calibre 12, que j'avais commandé avant de quitter la France à la manufacture d'armes de Saint-Etienne. En Côte d'Ivoire, dans la décennie 1960, à une époque où la chasse n'était pas encore interdite, la possession d'un fusil donnait accès, moyennant le paiement d'une redevance annuelle, à un permis de port d'arme, et le permis de port d'arme à l'acquisition d'un certain quota de cartouches, un

« cadeau » sans nul autre pareil en brousse, où les détenteurs de fusils étaient relativement nombreux, mais beaucoup moins ceux en règle avec l'administration fiscale. Dans la boutique du Libanais de Tapitta, le prix des cartouches proposées était, à ma grande surprise, très exactement de quatre fois inférieur au prix en vigueur en Côte d'Ivoire. Comme elles étaient par ailleurs en vente totalement libre, le secrétaire du sous-préfet et moi-même décidâmes d'en acheter une boîte de vingt-quatre — l'unité de conditionnement de base — que nous nous proposons de partager à notre retour à Toulépleu.

Que n'avions nous pas fait là ! A la sortie de la boutique, quatre hommes en uniforme — apparemment des agents de la Frontier Force — nous attendaient : ils savaient que nous avions fait l'acquisition de cartouches, nous apprirent que cela était parfaitement interdit, nous accusèrent de « trafic de munitions » et nous demandèrent de les suivre au bureau du District Commissioner. Ni mes protestations indignées ni mon laissez-passer « spécial » ne réussirent à amadouer le chef — un certain Johnson, je n'oublierai jamais son nom — du quarteron qui nous avait littéralement mis en état d'arrestation. Nous avons commis un délit grave et étions passibles de la justice libérienne.

Je crus d'abord à une manœuvre d'intimidation, destinée à nous extorquer quelques dollars ou quelques billets de francs CFA, et m'attendais, vu notre attitude de fermeté, à ce qu'il fût mis fin rapidement à cette mauvaise farce. Je sous-estimais en fait totalement le sieur Johnson qui avait vraiment envie — je n'ai jamais très bien compris pourquoi — d'en découdre avec nous. Après une longue attente sous bonne et due garde, nous fûmes traduits devant le District Commissioner, qui troqua pour la circonstance sa casquette d'administrateur contre celle de juge, le maillet de bois de la justice anglo-saxonne dans la main droite pour remettre bon ordre si besoin était dans le débat. Le chef des agents de la frontière force exposa les raisons qui l'avaient amené à nous faire traduire devant le tribunal. Pour ma défense, j'essayais d'expliquer que je ne comprenais pas très bien en

quoi consistait le délit que l'on me reprochait puisque les cartouches que j'avais achetées n'étaient soumises à la production d'aucune autorisation spécifique ; et j'arguai que, si je devais avoir des problèmes avec mon acquisition, ce ne pouvait légalement pas être au Liberia, mais à l'entrée en Côte d'Ivoire. Je portai en même temps à la connaissance du District Commissioner le but de notre visite à Tapitta, une visite que nous aurions normalement dû faire en compagnie de son homologue le sous-préfet de Toulépleu, lequel, n'ayant pu se libérer, nous avait délégué son secrétaire... Craignait-il l'incident diplomatique ou trouvait-il les arguments de notre pourfendeur effectivement très peu recevables ? Je fus étonné — et agréablement surpris — par la modération de son propos à notre égard, même s'il ne chercha pas à mettre tout de suite un point final à l'incident. Je crus comprendre qu'il ne pouvait en fait pas non plus débouter brutalement son collègue Johnson. Celui-ci ne revint pas moins vigoureusement à la charge et, se posant en véritable procureur, fit remarquer au juge que notre forfait valait au minimum... mille dollars d'amende ou, à défaut, un séjour en prison... Mille dollars, cela représentait trois mois de mon salaire de chargé de recherche stagiaire ! L'alternative d'un séjour dans une geôle libérienne était par ailleurs une perspective très peu réjouissante... La situation commençait décidément à sentir le roussi ! Le District Commissioner continua, heureusement, à prôner la conciliation... Et, au terme de palabres interminables, finit par décider que la confiscation pure et simple de l'objet du litige serait pour cette fois-ci une sanction suffisante... Mais que l'on ne nous y reprenne plus !

Cette « affaire » avait duré en gros de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Pourquoi ne pas l'avouer, elle m'avait fait peur, et je crois qu'elle avait effrayé également Bernard Friede et le secrétaire du sous-préfet de Toulépleu. Même si je n'ai à aucun moment véritablement cru qu'elle pourrait se terminer « mal », elle eut pour conséquence de me « brouiller » définitivement avec le Liberia. Je n'avais plus aucune confiance dans les institutions de ce pays. Ironie de la situation, à l'entrée

de Tapitta un immense panneau publicitaire rappelait pourtant de façon ostentatoire, du moins à ceux qui savaient lire, à travers un slogan emprunté à une marque de whisky célèbre, que l'« état de droit » y était une préoccupation inscrite dans la longue durée : « Liberia, born 1847, still goes strong ! ». Je venais de réaliser que le « vieux » Liberia ne marchait pas si droit qu'on le prétendait, que la violence — sous toutes ses formes — en était une règle de fonctionnement reconnue quasi institutionnellement, mais aussi que l'exercice d'une activité de recherche ne pouvait être compatible avec le climat d'insécurité qui en était le corollaire inévitable. J'avais tout mis en œuvre pour essayer d'en savoir plus sur la société krahn dont l'appréhension me paraissait indissociable de celle des Guéré. Après la « mésaventure » que je venais de vivre, je résolus de mettre un point final à mon projet d'enquête dans le Grand Gedeh County... Le Superintendant Moses Harris n'aura jamais reçu la lettre de recommandation que lui avait adressée en septembre 1965, sous mon couvert, l'Under Secretary of Internal Affairs Allen Williams...

Si, depuis cet événement, je ne suis plus allé « au-devant » du Liberia, celui-ci m'a rattrapé à deux reprises au moins. En décembre 1967, un sociologue allemand, Dieter Seibel, entreprit une recherche... en pays krahn. Il vint me rendre visite à Ziombli dès janvier 1968 pour me proposer un échange d'informations. Je ne pouvais pas espérer mieux et nous eûmes pendant des années de fructueux contacts scientifiques. Dieter Seibel est aujourd'hui professeur de sociologie à l'université de Cologne... En avril 1975, alors que je travaillais, dans la même aire culturelle krou, sur les populations du Sud-Ouest ivoirien établies entre le Sud du pays guéré et le littoral atlantique, le village sur lequel j'avais cette fois-ci jeté mon dévolu, Roc-Oulidié, reçut la visite de deux grandes dames libériennes, venues assister aux obsèques d'un parent. L'une, Irou-Tjèrè, habitait à Monrovia où elle avait achevé une très belle carrière dans la haute administration. L'autre, Irou-Towé, résidait à Harper, près du cap des Palmes, où elle gérait un établissement hôtelier. Elles avaient en commun d'être les demi-sœurs par leur père de

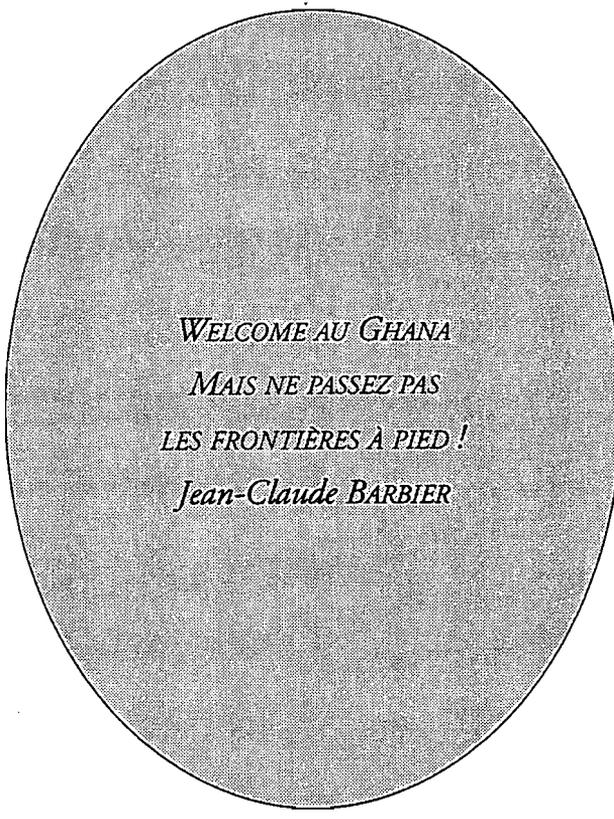
l'ancien président du Ghana Kwamé Nkrumah, un père qui était en fait d'origine krou et qui avait quitté son village natal, Roc-Oulidié très précisément, au moment de la mise en place de l'appareil colonial français, à la fin du siècle dernier, pour aller s'établir à Nkrofi, une localité du littoral de la Gold Coast anglaise... où naquit en 1909, de mère nzima, le petit Kwamé. Je cherchais depuis longtemps à en savoir plus sur les circonstances du départ du village de Guiro-Irou, le père du futur président. A Roc-Oulidié, on m'avait toujours dit que la clé de cette histoire était entre les mains de ces deux dames, au Liberia. Je fus en la circonstance plus patient que pour les Krahn. La clé finit par venir au-devant de moi et je pus, grâce à l'aide de Tjèrè et de Towé, reconstituer avec précision l'itinéraire professionnel et personnel du père de l'un des plus illustres enfants du continent africain...

Ma dernière rencontre avec le Liberia fut d'ordre extra-professionnel et eut également comme cadre la Côte d'Ivoire. Il est difficile de ne pas l'évoquer au terme de cette narration. Nul n'ignore les tragiques événements qui sèment depuis plusieurs années déjà, et sans qu'aucune issue ne soit en vue, la mort et la désolation sur cette terre qui se voulait jadis le porte-drapeau pour l'Afrique de la liberté et de la dignité retrouvées. Quelque 50.000 Libériens au moins sont aujourd'hui installés, comme réfugiés politiques, dans les localités ivoiriennes qui s'égrènent le long de la frontière sur l'axe Tabou-Taï-Guiglo, où ils survivent grâce à l'aide que leur apporte le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Un voyage sur la côte ouest-ivoirienne, effectué en voiture depuis le Burkina Faso, me ramena sur cet axe en avril 1991. Dans cette région qui m'était autrefois si familière, j'eus du mal à reconnaître les villages, particulièrement ceux de la sous-préfecture de Taï, dont certains étaient devenus de véritables agglomérations urbaines, bien évidemment sans aucun des équipements collectifs dont bénéficie généralement — même en Afrique — ce type de concentration humaine... J'avais là à portée d'enquête des Krahn, des Sapo, des Grébo..., bref des ressortissants de toutes les ethnies de l'hinterland libérien mais le cœur n'y était vraiment plus pour une quelconque nouvelle tentative d'investigation sociologique.

Post scriptum

Le 13 janvier 1967, à la suite d'un coup d'État, le lieutenant-colonel Eyadéma accédait au pouvoir au Togo. Il battit le rappel de tous les ressortissants de son ethnie d'appartenance, l'ethnie « kabré », à même de conforter par leurs compétences techniques le régime qu'il mettait en place, quel que fût leur lieu d'implantation géographique en Afrique ou ailleurs. Michel Simtekpéati revint ainsi par la grande porte dans son pays natal et fut nommé ambassadeur à Accra. En 1969, on lui reprocha cependant de n'avoir pas su prévenir les circonstances qui entraînèrent l'exode du Ghana de quelque 90.000 Togolais. Il fut relevé de ses fonctions, nommé dans un premier temps conseiller technique au ministère des Affaires étrangères (le placard !), puis affecté à l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS) du Togo en qualité de chercheur-sociologue. C'est dans la capitale togolaise, où je fus moi-même affecté par l'Orstom en 1979, que je devais le retrouver. Il était amer mais avait conservé un extraordinaire dynamisme. Il alla à plusieurs reprises donner des cours de « kabré » (il refusa toujours la transcription nouvellement adoptée par les linguistes de son pays de « kabyè ») aux États-Unis à des volontaires du Peace Corps. Après son admission à la retraite en 1985, il repartit pour Strasbourg, où ses enfants poursuivaient déjà leur scolarité et... où lui-même s'inscrivit pour un nouveau doctorat... à la faculté de théologie protestante. Il y soutint sa seconde thèse, qu'il obtint avec la mention « très bien », fin 1988. Je l'ai revu pour la dernière fois à Lomé en janvier 1989, lors d'une mission que je fis au Togo, mais crois savoir qu'il s'est définitivement installé, depuis, dans la capitale alsacienne... Mais, avec ce diable d'homme, sait-on jamais ?

Paris, décembre 1993



*WELCOME AU GHANA
MAIS NE PASSEZ PAS
LES FRONTIÈRES À PIED !
Jean-Claude BARBIER*

Nous avions, ce jour-là, trois montagnes à gravir pour atteindre Béréényasi, de l'autre côté de la frontière ghanéenne. Je soupçonnais cette localité d'être à l'origine des populations ntribû qui sont à cheval sur la frontière, au 8e degré de latitude nord et sur le versant occidental des Plateaux togolais : une bonne séance de travail en perspective.

De tempérament convivial, j'avais invité des collègues et amis togolais de l'université du Bénin, plus deux chercheurs français (une ethnologue et un linguiste) qui travaillaient chez une population voisine et une jeune stagiaire de l'Orstom que j'avais introduite chez les Ntribû et dont j'assurais le suivi scientifique. C'est en troupe que nous franchîmes la frontière, une simple borne sur un interfluve couvert de forêt. Je marchais en tête, reléguant au second rang nos deux jeunes guides, afin d'imposer un rythme volontairement lent pour que tout le monde puisse suivre, car je savais la route longue grâce à la vieille carte allemande de Sprigade établie au tout début de ce siècle. Mon ami Jacques, linguiste aux longues jambes et à la silhouette légère, piaffait d'impatience, mais tant pis pour lui. Nous marchions, sportifs et confiants. Un membre de l'équipe dût redescendre au village car elle cala dès les premières pentes (elle sortait d'une opération chirurgicale), l'alcool de menthe fut nécessaire à certains pour reprendre leur souffle dans la seconde ascension, et notre stagiaire devint toute rouge d'essoufflement dans la troisième montée. Nous arrivâmes néanmoins après une trentaine de kilomètres de montagne, marchant bien droit car nous étions en pays étranger, fierté oblige.

Béréényasi ne se révéla pas du tout être la matrice du peuplement ntribû, mais une réponse négative reste pour nous une information aussi précieuse qu'une réponse positive. Il nous fallait seulement revoir nos hypothèses. Absorbé par la séance de travail, je n'avais pas pris garde à l'irruption d'un policier, qui d'ailleurs s'était présenté sans uniforme et qui avait été vertement rabroué par nos interlocuteurs - ceux-ci l'accusant de venir troubler une réunion avec son arme. Les jeunes « gardiens de la révolution » (milice locale à qui l'on fait croire que le Ghana est menacé tant de l'extérieur que de l'intérieur) voulaient regarder nos papiers. Nous croyions en avoir fini

avec les formalités et pensions déjà au retour, par le même itinéraire, en compagnie de nos deux jeunes autochtones de Diguengué, le village togolais d'où nous étions partis : il s'agissait d'un simple aller et retour, entre deux villages de brousse, loin de tout chef-lieu administratif.

Peu avant minuit, nous fûmes dérangés par l'administrateur du district de Nkwanta, correspondant au rang de sous-préfet au Togo. J'avais pris, bien sûr, toutes mes précautions pour aller au Ghana : passeports en règle, avec visa, lettre du conseiller culturel de l'ambassade du Ghana à Lomé, etc, et nous nous étions présentés au chef du village dès notre arrivée. J'avais donc la conscience parfaitement tranquille. J'appris pourtant de l'administrateur qu'il aurait fallu que nous nous présentâmes de nous-mêmes au poste de police car poste de police il y avait dans la localité ! Nous comprîmes, au bout d'un certain temps que seuls les indigènes ont le droit de traverser la frontière hors des passages routiers et que nous étions tenus de nous faire inscrire au premier poste dès lors que nous avions franchi la frontière d'une façon inhabituelle pour les étrangers que nous étions. Devant notre résistance à le suivre immédiatement, l'administrateur nous laissa deux gardes et nous intima l'ordre d'aller le voir à sa résidence, à Nkwanta, dès le lendemain matin, afin de régulariser notre situation.

Notre interlocuteur venait de terminer ses études aux Etats-Unis. Il était fringuant et décontracté, habillé d'un survêtement gris et coiffé d'un chapeau texan en feutre, de même couleur. L'entrevue se termina, nous sembla-t-il, dans l'intercompréhension qui doit régner entre intellectuels de bon niveau.

Le lendemain, nous achetâmes, en guise de petit déjeuner, de la bouillie de mil aux abords du « stationnement », là où s'arrêtaient les véhicules de transport, puis nous prîmes place dans une véritable bétailière des années quarante, sur des bancs en bois. Notre collègue ethnologue, Chantal, fut cooptée par le chauffeur qui avait probablement remarqué sa beauté blonde ; mais la place d'honneur, dans la cabine, n'était pas forcément un cadeau : le levier de vitesse, sans doute réparé par un forgeron local, avait une amplitude redoutable que les genoux des passagers avaient intérêt à éviter !

Le préfet n'était pas chez lui. Nous apprîmes qu'il était en discussion avec son Technical Service - traduire « la police ». Sa femme nous reçut. Elle nous demanda notre religion car, au Ghana, c'est un critère important d'identification ; tant pis pour notre sensibilité laïque. Elle y attachait la plus grande importance, comme nous, nous questionnons les gens en leur demandant leur lieu d'origine et leur ethnie. Les non pratiquants, pire les athées, suscitent, dans ce milieu, le plus grand étonnement, si ce n'est de la réprobation car chacun sait que l'encadrement religieux et l'œil divin sont la meilleure garantie de notre moralité - Voltaire l'avait déjà dit. Les Blancs se mettent assurément en bien mauvaise posture en affichant leur désinvolture métaphysique.

L'après-midi, nous nous retrouvâmes au poste de police pour y écrire nos déclarations d'innocence. Mais, le soir, à l'heure de notre délivrance, arriva un Rambo africain, au cou de taureau, qui réquisitionna la seule Patrol du lieu et qu'on nous présenta comme notre chauffeur. En fait ce n'est pas lui qui conduisait et il s'agissait bel et bien d'un rapt : les Renseignements généraux venaient de ravir la proie, que nous constituions, à la Police, comme elle-même avait tenue à régler l'affaire à son niveau pour snober l'administrateur qui venait de prendre récemment ses fonctions. Nous étions en pleine guerre des services, ballottés dans des rapports de force qui nous échappaient et dont nous étions le prétexte. L'enjeu s'avérant de taille, notre guide musclé prit deux miliciens armés (mais aux uniformes dépareillés, pour ne pas dire en loques) qui se tinrent derrière nous, au fond du véhicule. Au passage, les gardiens des barrières de pluie (celles-ci servant de barrière tout court) et les policiers, à l'affût pour taxer les véhicules en faute ou pas, saluaient bien bas notre homme, qui avait l'air d'être fort connu dans la région.

Le Rambo des Renseignements généraux déclara qu'il devait nous descendre jusqu'à Hohoe pour téléphoner à Accra et y attendre les consignes du « Château », l'ancien fort colonial danois, Christiansborg, qui sert aujourd'hui de résidence présidentielle. Il y avait effectivement un télé-

phone à Hohoe, à quelque 200 kilomètres plus au sud, du genre des appareils qu'on voit dans les films du début du siècle, avec une manivelle pour remonter le ressort et des fils pendant partout.

A Hohoe, il y avait aussi le goudron. C'était la tête de pont du Sud vers le Nord du Ghana, à une latitude très basse puisque correspondant à 7°10 de latitude nord. Le sous-équipement de l'ex-Togo britannique (la « Volta Region ») est on ne peut plus flagrant par rapport à la partie francophone, devenue le Togo : au-delà d'Hohoe, c'est bel et bien « la brousse » ! L'arrimage de cette partie du Togo allemande au Ghana fut tardif et artificiel (à la veille des indépendances) et seule la partie méridionale put réussir son intégration ; mais c'est surtout le manque de liaisons routières qui marginalise cet espace : l'inondation de la vallée de la Volta, pour alimenter le barrage hydroélectrique d'Akosombo, a pratiquement rompu toutes les relations directes avec le pays ashanti ⁽¹⁾ ; par ailleurs, le Ghana a systématiquement évité toute liaison bitumée avec le réseau routier togolais, afin de limiter l'hémorragie qui pénalise ses exportations de cacao, les planteurs ghanéens préférant vendre leur production en francs CFA, plus cotés que le cedi ghanéen.

Nous crûmes comprendre que notre guide fut désavoué par son supérieur hiérarchique, à en croire l'humeur de ce dernier qu'on avait manifestement dérangé dans ses activités dominicales de l'après-midi. Le Rambo supérieur nous fit une démonstration de conduite sportive en plein centre urbain, avec la même Patrol, décanillant les piétons devant lui à plus de 100 à l'heure. Il força un commerçant à réouvrir son magasin, car il était tard, et à accepter le change d'un de nos billets de 5 000 F CFA, (ce qui donna une haute liasse de petites coupures de 10 cedi qui toutes étaient doublées d'épaisseur par la crasse de multiples transactions) ; il fit déloger un client dans l'hôtel où il nous amena ; puis nous y laissa sans

(1) Les fleuves de la vallée de la Volta ne sont franchissables par pont qu'entre Yendi et Tamalé, au 9°30 de latitude nord et, plus au sud, les bacs sont aléatoires par manque d'entretien.

nous rendre nos passeports. Il valait mieux pour nous que l'Etat ghanéen ne prît pas en charge notre hébergement car une halte au commissariat de la ville ne nous avait pas donné envie d'y rester.

L'hôtel où nous avons été déposés était de standing populaire, mais sans doute le meilleur de Hohoe ; il était sous-équipé comme la région l'était. C'est à peine si je pus trouver un peu d'eau pour laver mon visage qui, comble de malchance, était l'objet d'une éruption cutanée.

Par contre, je garde un bon souvenir d'un petit restaurant de quartier car au Ghana on sert à manger à des Ghanéens (l'étranger y est toutefois bien accueilli, mais sans attention particulière) avec des plats ghanéens, sans chercher à imiter notre art culinaire français avec des omelettes et des frites gorgées d'huile, des semelles de bifeck, des légumes cuits à l'eau, etc. Je recommande aux gourmets les plats longuement mijotés des gargotes africaines, qui rejoignent la cuisine française dans l'alchimie des sauces et l'harmonie entre les viandes et les légumes d'accompagnement (même si, dans les marmites tropicales, ce rapport est, hormis les occasions de fête, inversé).

Rassasiés, il nous restait encore à nous présenter au Service de l'immigration et, de nouveau, à décliner nos identités et notre aventure. Le « clerk » les enregistra consciencieusement sur un cahier d'école et tira les traits qu'il fallait, avec une règle également d'école. Puis il y eut une longue attente. Jacques gonfla le petit matelas plastique qu'il emmenait dans ses expéditions, et, nous, nous nous casâmes comme nous pûmes dans du mobilier hétéroclite et bancal.

Au moment où nous commençons à envisager sérieusement une seconde nuit à Hohoe, un employé du service reçut la mission de nous reconduire à la frontière et, seulement là, de nous remettre nos passeports. Nous nous rendîmes à la gare routière et nous nous entassâmes tous dans une vieille 404 où se trouvaient déjà d'autres passagers. Nous étions une bonne douzaine de voyageurs, coincés selon une technique assurée : ceux qui sont devant portent les enfants sur leurs genoux et sont rudement compressés au moment de la fermeture des portes (toujours fermées ou ouvertes de l'exté-

rieur, les systèmes internes étant hors d'usage depuis longtemps) ; et ceux qui sont derrière se disposent alternativement l'un au fond du siège l'autre sur le bord du même siège, doublant ainsi la capacité. Notre nombre dépassant cependant les normes, un enfant dût descendre au moment de sortir de la gare (2) ; on récupéra le gamin quelque temps après.

Le goudron cessa, les creux se multiplièrent sur la piste poussiéreuse : nous approchions de la frontière et nous commençâmes à voir les montagnes se profiler (les Monts du Togo des cartes de géographie). Allions nous arriver ? L'aiguille était sur le rouge et le chauffeur, à chaque descente, arrêtait son moteur qui chauffait. Question subsidiaire : allons-nous arriver à temps ? Les douanes entre le Ghana et le Togo ferment en effet à partir de 18 heures par méfiance réciproque. Car méfiance il y avait : en dépit de notre accompagnateur, le douanier ghanéen eut besoin d'un long temps de réflexion pour savoir s'il devait apposer sur nos passeports le tampon « sortie » alors que celui de l'entrée n'avait pas été mis ! Avec le même taxi, toujours sans frein moteur dans les descentes qui se faisaient de plus en plus raides, nous arrivâmes à la frontière. Il était 18 heures ; nous étions sauvés.

Nous assistâmes, mais du bon côté - celui de « la civilisation » - à la descente des couleurs du drapeau togolais au-dessus d'un modeste baraquement qui servait de poste de douanes. Nous étions tous respectueux et reconnaissants devant ce drapeau qui signifiait notre liberté retrouvée et la garantie de la protection d'un Etat de droit... Nos collègues togolais pouvaient aller enfin reprendre leurs cours à l'université ; et nous, remonter vers le nord, jusqu'au point de départ où nous avons laissé notre collègue qui n'avait pas pu nous accompagner et dont nous imaginions l'inquiétude. Les taxis-brousse roulèrent toute la nuit et, vers deux heures du matin, nous bouclâmes notre aventure (3).

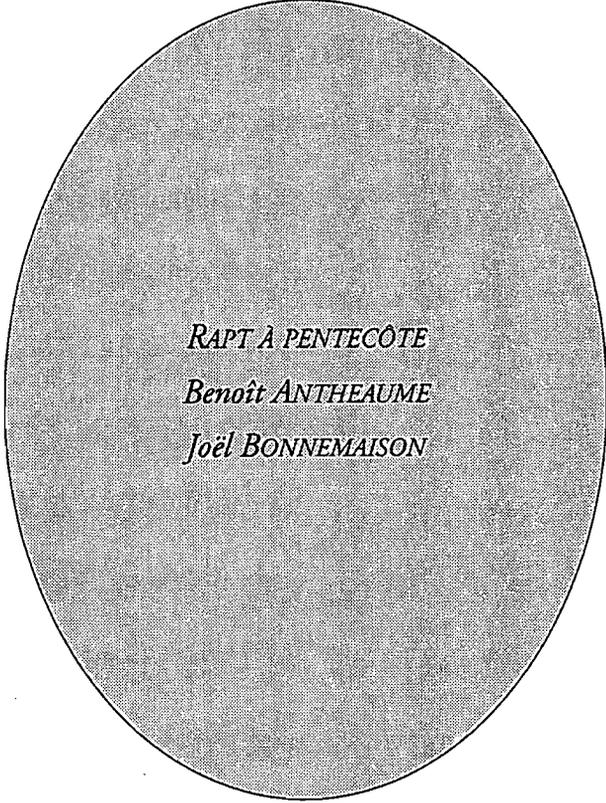
(2) Le Syndicat des transporteurs y exerce un contrôle pour éviter les surcharges, par mesure de sécurité et aussi pour que certains conducteurs n'accaparent pas tous les voyageurs au détriment des autres.

(3) Mme Chantal Guilmain-Gauthier, ethnologue et membre de notre expédition, raconta cette aventure quelques mois plus tard, en mai 1989, dans le n° 99 du Mois scientifique bordelais, sous le titre « Des ethnologues chez Ubu ».

Mille et une histoires Outre-Mer

L'un de nos deux jeunes guides autochtones était reparti de Béréényasi, à l'aube du premier jour, avec quelques unes de nos affaires, avant que nous n'ayions été fait « prisonniers » des autorités ghanéennes. Le second tint à nous accompagner jusqu'au bout pour s'assurer de notre sort. Nous apprîmes plus tard que les gens de Béréényasi avaient été fort mécontents du comportement de ces autorités à notre égard.

Aujourd'hui, notre Direction générale nous incite, à juste raison, à sortir du pré carré de la francophonie : que ce récit ne dissuade pas les volontaires ! Quant à moi, je dirai que toute expérience vécue apporte son lot d'informations : nous avons vu, en quelque sorte à chaud, le fonctionnement des institutions ghanéennes (dans une partie du Ghana et, certes, nous ne prétendons pas généraliser ce constat). Dès lors qu'on s'écarte quelque peu des grandes villes du littoral et des chefs-lieux administratifs les plus importants de l'intérieur du pays, les services spéciaux, à la discrétion du pouvoir central, exercent une tyrannie locale au vu et au su de tout le monde - du moins était-ce la situation en janvier 1989 dans le district de Nkwanta.



RAPT À PENTECÔTE

Benoît ANTHEAUME

Joël BONNEMAISON

PREMIÈRE PARTIE
LA VIEILLE DAME DE LA RUE DE LA SOMME

PIÈCE EN CINQ ACTES

Benoît ANTHEAUME

« A 92 ans, la vieille dame de la rue de la Somme, vient de s'éteindre ». C'est par ce sobre faire-part de décès, empreint de jubilation, que le quotidien de Nouméa « Les Nouvelles Calédoniennes » annonçait, en 1978, la disparition de son rival et concurrent « La France australe ».

La France Australe était une institution sur le Territoire de la Nouvelle-Calédonie, mieux même, elle était un État dans l'État. Ce quotidien prestigieux avait été, des décennies durant, le porte-parole et le défenseur du petit colonat blanc face aux prétentions des indigènes. Il était financé par les puissances d'argent et notamment par celles qui avaient partie liée avec l'omniprésente compagnie du Nickel, dont les mines font toujours la richesse du Territoire. Ses rédacteurs étaient assurés d'une certaine impunité. Ils avaient réclamé et bien souvent obtenu la tête de fonctionnaires aux idées avancées, et dont le comportement sur le terrain ne cadrerait pas vraiment avec le climat politique dominant du Territoire. Les dernières années de son existence, la France Australe qui, financièrement, ne se portait plus très bien, avait poussé le bouchon très loin. Mais qu'on en juge plutôt...

Par une belle soirée de mars 1977, Nouméa somnolait. Belle soirée, certes, mais souvent morne, comme il y en a tant en Nouvelle-Calédonie. Elle rassemblait quelques représentants du gratin local (ou qui se prétendaient tels), des notables, des chercheurs, un journaliste.... Tous débattaient doctement sur le devenir du Territoire. Il faut dire que l'ambiance politique était un peu moite, et même franchement poisseuse comme ces

chemises qui vous collent à la peau... On sentait bien que le Territoire pourrait bientôt être en proie à une certaine agitation ; surtout si on se référait au « mauvais exemple » qu'offrait cette décolonisation laborieuse du tout proche archipel des Nouvelles-Hébrides au statut de condominium. Cette bizarrerie juridique permettait aux administrateurs communs de ce condominium, les Français et les Anglais de perpétuer sous les Tropiques, de petites querelles mesquines bien souvent d'un autre âge...

Les convives dévidaient donc quelques banalités... gentilles, cocasses ou absurdes. L'inévitable représentant de la presse locale se plaignait de la monotonie d'une information qui se résumait souvent à des faits divers : accidents de la route, rixes d'alcooliques, querelles conjugales, parfois affrontements plus sérieux sur fond de querelles ethniques... On s'ennuyait ferme dans ce petit paradis. Il n'y avait vraiment pas de quoi fouetter un chat hormis les inaugurations et les passations de service, vraiment pas de quoi remplir un quotidien.

Le Haut-Commissaire de la République, représentant de l'État, était un vétéran de la dernière guerre. Il en était revenu manchot. Comme il était breton, il ne manquait jamais de faire remarquer aux Kanaks que chez lui, dans le canton de Plouzarcouet, les bourgs de 2000 habitants ne pouvaient se targuer de stades d'une aussi grande capacité d'accueil que ceux des bourgades de la Côte Est calédonienne. La République était vraiment généreuse avec ses fils de l'Outre-Mer, ajoutait-il narquois... Ces comparaisons géographiques laissaient les Kanaks de marbre, d'autant plus qu'ils avaient bien remarqué que la Corse avait pour emblème une tête de nègre, et que les nègres corses étaient également pas mal lotis par la République. Toutes ces petites bisbilles fournissaient matière à « papier ». Elles permettaient quelques remarques mi-figue mi-raisin des rubriquards sur la bonne utilisation de l'argent du contribuable... C'était toujours cela de pris.

Mais retour à notre soirée nouméenne : les quelques chercheurs de l'Orstom présents y furent gentiment tancés par le journaliste en mal de copie. Comment se faisait-il que, dans des labos aussi somptuaires que

ceux du centre de Nouméa fraîchement inaugurés, il n'y ait pas matière à scoops ? Qu'il n'y ait pas quelque insecte venimeux ? Quelque serpent toxique ? Quelque fossile vivant d'un autre âge ? Quelque trouvaille qui pourrait faire un bon fond d'articles ?

La modestie du chercheur se vérifiait au moyen d'assertions brutales « Notre travail consiste surtout à chercher. Parfois, en vérifiant — plutôt deux fois qu'une — nos hypothèses, nous trouvons, mais dans ce cas, nous réservons la primeur de nos résultats aux revues scientifiques, de rang A de préférence, pas aux quotidiens, fussent-ils de la place... »

Assurément, le sérieux de la recherche et son côté austère primaient... renvoyant le journaliste dans un abîme insondable d'incompréhension, alors que lui, il devait « cracher » sa quotidienne copie... Décidément les chercheurs disposaient de l'éternité pour publier...

PREMIER ACTE

La soirée s'avancait. Les esprits commencèrent à s'échauffer. Il y avait une demande sociale. Comment y répondre ? Un botaniste, devenu professeur au Muséum, revenait de tournée dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides. Il parlait posément et doctement et captivait l'attention avec ses récits de tournée palpitants. Il n'avait pas seulement vu des phanérogames en fleurs, en boutons ou en graines... Il avait vu aussi que cela bougeait dans les chaumières de l'île et que les populations étaient en proie à une intense agitation. Certaines tournées devaient être négociées, faute de quoi... il était impossible de travailler et de collecter les précieux échantillons destinés à être classés dans l'herbier.

Un pédologue qui avait travaillé dans d'autres îles de Mélanésie, notamment à Fidji, n'en pensait pas moins. Sa paupière lourde représentait son handicap principal. Il était de notoriété publique que, lors de ces soirées, il somnolait souvent et ne reprenait ses esprits que de temps à autre, pour une intervention confuse... souvent hors sujet, à l'issue de laquelle il s'assoupissait à nouveau.

Un géographe qui venait d'arriver dans le Territoire, en provenance d'un pays reculé d'Afrique, avait également des tuyaux sur un collègue, géographe comme lui, qui travaillait précisément dans l'île reculée de Pentecôte, au sud de l'archipel des Nouvelles-Hébrides. Tout ne se passait pas très bien en effet. Dans la chaleur communicative d'une fin de repas, la situation de ce géographe s'était même sensiblement détériorée. Il était désormais retenu dans une mission catholique. De fil en aiguille, il devint même assiégé par des populations autochtones mécontentes, quasiment nues et qui s'étaient armées d'arcs et de flèches. Elles étaient prêtes à donner l'assaut que, quelques verres plus tard, chacun présumait imminent...

Mais, dans son malheur, le géographe avait toutefois pris soin d'être assiégé en bonne compagnie : deux infirmières et trois bonnes sœurs, sans oublier quelques catéchumènes prosélytes qui chantaient des cantiques. Le géographe pourrait donc supporter l'effet d'un siège long et pénible... La science avançait grâce aux soldats de la recherche, certes on rencontrait parfois quelques difficultés sur le terrain, mais l'honneur de l'Office était sauf.

L'histoire n'était peut-être pas très cohérente, mais elle retenait l'attention du journaliste en mal de copie et qui commençait à mordre à l'hameçon.

- « Parlez-vous sérieusement ? »

- « Assurément, mais tout cela a dû rester secret pour des motifs que vous comprendrez aisément... » répondirent les convives d'un air entendu.

Tout à coup, le pédologue qui n'avait suivi le débat que par intermittence, sortit de sa torpeur, écarquilla l'œil et se proposa, derechef, de conduire sur sa demande le journaliste à sa rédaction...

DEUXIEME ACTE

« Un chercheur de l'Orstom, Monsieur JB, anthropologue bien connu dans le Pacifique est assiégé dans une mission catholique dans l'île de Pentecôte. Il est entouré de deux infirmières et trois bonnes sœurs et quelques catéchumènes... et font face à des populations indigènes en proie à une certaine agitation ».

Les propos de fin de repas étaient reproduits tels quels à la une de la France Australe... les services du condominium et la presse se mirent en branle et recherchèrent JB. Ce dernier fut aisément localisé... sous sa douche, à son domicile de Port-Vila, la capitale. Il fit une déclaration lapidaire sur le mode « Pentecôte sera toujours Pentecôte », phrase énigmatique qui fit le tour des ondes. Le directeur du centre ORSTOM calma le jeu, informa les autorités et expliqua l'attitude de ses collaborateurs, quelque peu piégés par des propos de table... on aurait pu en rester là. Ce ne fut pas le cas.

TROISIÈME ACTE

Le rédacteur en chef de la France Australe s'agita. On avait bafoué son institution, et dans le Territoire, on ne plaisante pas avec la presse. Peu importe que le journaliste n'ait pas recoupé son information, il est des Territoires où l'on peut écrire n'importe quoi. La recherche de coupables fut donc menée tambour battant, menaces à l'appui. « Il y a des séjours sur ce Territoire qui seront écourtés » tonna le rédacteur en chef au téléphone à l'adresse de l'un des chercheurs mis en cause... Dans un souci de bonne volonté, les chercheurs qui avaient poussé la plaisanterie un peu loin acceptèrent toutefois de rencontrer journaliste et rédacteur en chef de la France Australe dans un café de la ville, le Saint-Hubert, Place des Cocotiers, le soir à 21 h 30. Ambiance de conspiration garantie.

Les trois compères — le botaniste, le pédologue et le géographe — se rendirent donc au lieu fixé et s'attablèrent. Coup de théâtre, un reporter photographe jaillit de derrière un pilier et tenta de prendre un cliché de la scène à leur insu. Ils se jetèrent naturellement sur l'individu indélicat et sur son matériel. Puis é mirent les plus vives protestations à l'égard de méthodes de voyou, avant de quitter la salle enfumée du café. Le photographe passa alors par la porte de derrière et prit la photo en pleine course des trois compères qui s'échappaient, furieux d'être ainsi tombés dans un guet-apens.

QUATRIÈME ACTE

La France Australe consacra le lendemain six colonnes à la Une à « l'affaire des chercheurs de l'Orstom », assorties d'une photo où l'on retrouva deux des compères échevelés et fuyant la scène, mais pas le troisième, épargné. Toutefois, on sut qu'il était là puisque sa manche de chemise figurait cependant en bordure de la photo... Les formes géométriques ont parfois des exigences. On consacra également une bonne demi-page à l'intérieur du quotidien à cette affaire avec photo et identité largement dévoilée... où le comportement des deux chercheurs, jetés en pâture dans la fosse aux lions médiatique, fut décrit en termes peu amènes.

« Investis de l'autorité de l'Orstom, ils en abusent... » L'affaire se corsait. Elle était, de plus, présentée sous un tour politique. La mule était chargée : les deux chercheurs étaient présentés comme des apprentis sorciers essayant de mettre le feu aux poudres, au moment où les Nouvelles-Hébrides connaissaient une décolonisation difficile. Leur action ne pouvait être que mue par des mobiles politiques. Il s'agissait de dangereux provocateurs qu'il fallait dénoncer. Bigre, bigre...

CINQUIÈME ACTE

Une intervention écrite du directeur du centre Orstom de Nouméa — un homme d'expérience qui connaissait bien la société locale puisqu'il comptait près de trente années d'affectations continues sur le même Territoire — remit les pendules à l'heure. Au nom du droit de réponse, le rédacteur en chef de la France Australe ne put qu'obtempérer et faire passer une mise au point particulièrement sévère sur les pratiques journalistiques locales, et notamment sur celles qui consistaient à faire disparaître l'un des protagonistes de la scène.

Naturellement, la direction générale de l'Orstom à Paris n'apprécia guère ce genre de facéties. Elle n'avait d'ailleurs pas dit son dernier mot et le fit savoir... en écrivant en substance au directeur local.

« Vous êtes priés de transmettre aux chercheurs que, même dans un cadre privé, les propos tenus doivent être empreints de modération... Puisque vous me dites que le Haut Commissaire de la République couvrirait en tout état de cause les chercheurs mis en cause, que puis-je faire de plus ? »

Ainsi se terminait donc une histoire qui aurait pu mal tourner. Partis à trois, les compères qui défrayèrent la chronique locale ne se retrouvèrent plus qu'à deux sur le gril torride d'une information tropicale en quête de scoops... Un sale moment à passer, mais en définitive un bon souvenir, et une histoire constamment ressassée au fil du temps sur le mode « A cette époque, on savait s'amuser ».

DEUXIÈME PARTIE
L'INFIRMIÈRE DE MELSISI
(OU LE RAPT À L'ENVERS)

Joël BONNEMAISON
(Alias John GOODHOUSE)

On a parfois des amis qui aiment plaisanter. L'un des convives du dîner organisé par « l'homme à la paupière lourde » s'était déjà rendu célèbre à Madagascar en faisant courir le bruit que l'Orstom allait importer des éléphants d'Afrique pour repeupler les savanes « plus ou moins désertes » de l'Ouest de la Grande Ile. Ce trait d'humour n'avait été que modérément goûté à Tananarive -et encore moins par la Direction à Paris. Un autre des convives présent ce soir-là était également célèbre pour son goût des jeux de mots et des calembours, sport intellectuel où il excellait et excelle toujours d'ailleurs. Bref, ces joyeux drilles à l'esprit inventif étaient à l'affût, et lors de ce dîner en ville avec un journaliste naïf et un peu trop questionneur, ils montèrent, entre deux sourires, le scénario de l'enlèvement d'un chercheur Orstom aux Nouvelles-Hébrides.

Je me retrouvais héros de la fable malgré moi, mais point trop mal traité, puisque j'étais présenté comme « un ethnologue célèbre » (enfin !), prisonnier en compagnie d'une infirmière (vieux fantasme) et de trois sœurs missionnaires italiennes... dont on ne précisait pas l'âge. Nous étions détenus, ces quatre femmes et moi, dans une mission catholique isolée, à Melsisi, dans l'île de Pentecôte, une île de l'archipel des Nouvelles-Hébrides, en plein Pacifique. Des « tribus incontrôlées » et particulièrement sauvages montaient la garde et nous tenaient en otages ! S'apprêtaient-elles à entrer dans l'histoire des grandes révoltes du Tiers Monde sur l'air bien connu du western américain « Quand les tambours s'arrêteront... » ? Tout était possible. Une grande inquiétude régnait à l'Orstom. Mais la nouvelle était restée secrète... du moins jusqu'à présent. Pour le journaliste médusé, une seconde « affaire Claustre » surgissait comme par miracle : il tenait son scoop.

Le soir même, où avait lieu à Nouméa ce dîner mémorable, je débarquais sur le quai de Port-Vila, capitale du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, loin d'imaginer ce qui se tramait. D'ailleurs, j'étais un peu inquiet sur l'avenir politique : le Condominium était célèbre pour la mésentente, de moins en moins cordiale, qui régnait entre Français et Britanniques. J'avais participé à une tournée sur un petit bateau du Condominium pour aider à la préparation d'un recensement de la population dans les îles de Pentecôte et d'Ambrym en vue des prochaines élections nationales, les premières à être jamais tenues dans le Condominium. L'indépendance était proche, mais dans la désunion. On devait élire une Assemblée préparant les voies de l'indépendance politique : les partis francophiles devaient y faire le compte de leurs voix par rapport au parti anglophone largement dominant. J'avais parcouru les zones plutôt francophiles, tandis que mon compère, l'anthropologue britannique, Kirk Huffman, avait fait de même dans les zones anglophiles. Chaque équipe de recensement devait être « mixte », Condominium oblige. Je courais pour la République et lui pour la Reine. Cela ne nous empêchait pas de boire ensemble chaque soir le kava (un breuvage traditionnel narcotique).

Le lendemain, aux aurores, encore chahuté par le voyage, le kava bu la veille et le mal de mer, je fus réveillé par un coup de téléphone du Commissaire-Résident français de l'époque, R. Gauger. Il s'inquiétait de ma santé et paraissait anxieux. Il sembla soulagé de me savoir sur pied et surtout en liberté :

- « Vous connaissez bien Pentecôte, je crois.
- « Oui, Monsieur le Résident ».
- « Pas de problèmes avec les habitants ? »
- « Tout est plutôt calme. Les gens sont préoccupés par la préparation des élections et de l'indépendance ».

Le Commissaire-Résident insistait :

- « Vous êtes bien sûr que vous n'avez pas eu de problèmes ? »

J'étais flatté et même touché par tant de sollicitude. Je lui confirmai à nouveau qu'il n'y avait pas eu à ma connaissance d'événements particuliers et que oui, merci, j'étais libre. Les trois sœurs italiennes et la mystérieuse infirmière (soupir de ma part) aussi d'ailleurs. Bien qu'honoré, j'étais un peu intrigué par toutes ces questions. Le Commissaire-Résident n'était pas un plaisantin. Il ne me questionnait jamais au retour de mes tournées sur le terrain. Avant de raccrocher, il me conseilla sur un ton amusé de bien écouter Radio-Nouméa.

Ouvrant le poste, j'entendis, éberlué, un communiqué spécial :

- « On est sans nouvelles du chercheur de l'Orstom, Joël Bonnemaïson, prisonnier à Melsisi dans l'île de Pentecôte où les tribus en colère.... l'infirmière... les sœurs italiennes... etc...etc...

Le communiqué passait presque toutes les heures. Il fut bientôt repris par Radio Port-Vila à l'ouverture de ses émissions.

J'étais stupéfait. Téléphonant de nouveau à la Résidence de France, j'appris que le Commissaire-Résident s'occupait précisément à décommander l'hélicoptère de la Gendarmerie que Nouméa voulait envoyer en urgence pour délivrer les pseudo-otages.

Mon père, ancien marin, m'avait toujours dit de me méfier des Anglais. Étaient-ils pour quelque chose dans cette histoire ? Tout ce scénario restait bien mystérieux ; cela sentait le gag, mais j'étais loin de penser à mes collègues.

Je descendis « en ville » à pas de loup. Un type me dépassa pour me dévisager, puis revint sur ses pas et très rapide me photographia. C'était un correspondant de Radio-Nouméa. Il me demanda si j'étais bien celui qui...etc... Je le regardai avec de grands yeux. Les choses prenaient une drôle de tournure. On nageait dans l'absurde. Il m'interrogea sur les « événements de Pentecôte ». Je m'y attendais un peu. Je lui répondis que le calme régnait. Il ne me crut pas.

Je n'ai jamais été aussi célèbre que ce matin-là. Tous les gens rencontrés s'étonnaient de me voir, me questionnaient. Comme je disais, la lassitude me gagnant, qu'il ne se passait rien à Pentecôte, mes interlocuteurs me regardaient avec un air entendu, goguenard ou vaguement complice. C'est vrai, il ne peut rien dire, semblaient-ils penser, il est tenu au silence par ses supérieurs, mais à nous « gens du pays », il pourrait bien quand même nous donner quelques informations sur ce qui s'est passé. D'autres ricanaient.

Au communiqué du soir, Radio-Nouméa rectifiait enfin le tir, suivi par Radio Port-Vila : « Le chercheur de l'Orstom disparu a été retrouvé par notre correspondant. Il se promenait tranquillement dans les rues de Port-Vila. Il nous a déclaré : « Pentecôte sera toujours Pentecôte ! » Par cette phrase gaullienne, que je n'avais jamais prononcée, j'étais censé clore définitivement le sujet.

La plupart des gens s'en tint à la première version des faits, la fausse. La radio l'avait répercuté sur les ondes une journée entière ; autour d'elle, une radio encore plus efficace s'était greffée : radio-cocotier. L'affaire de Melsisi avait alors volé telle une roussette d'arbre en arbre et de village en village, d'oreille à oreille...

De mon côté, l'amusement me gagnait : quel gag magnifique ! Je commençais même à être pris par lui. Je m'inquiétais pour l'infirmière et ses longs cheveux.

Mais je ne compris le fond de l'histoire que le lendemain grâce à des touristes calédoniens arrivés par l'avion d'Aircal. Ils me dirent alors avec un mauvais sourire hypocrite : « La France Australe (quotidien local qui avait annoncé la « nouvelle ») publie votre photo à la une et titre que vous avez monté ce bobard pour faire votre publicité ». Je perdis mon humour, même le souvenir de l'infirmière s'estompait, je devins violent. Ils me passèrent « La France Australe » qu'ils cachaient dans leur dos et ne voulaient pas me montrer. On y voyait la photo de mes deux collègues fuyant le journaliste berné et un titre qui s'étalait en gros : « Ces hommes sont dangereux...investis de l'autorité de l'Orstom, ils divulguent de fausses nouvelles ». Le mystère se levait sur l'origine de l'histoire et je réalisais que, pour mes deux collègues à l'humour corrosif, les ennuis commençaient.

Cette histoire m'a poursuivi un certain temps. Dans une île voisine, Aoba, où j'avais mes entrées, les gens des villages qui me connaissaient avaient, de leur côté, refait l'histoire. Selon eux, j'avais été kidnappé et attaché à un arbre par des « anglophones-anglophiles-francophobes », type humain assez bien représenté localement. Ils me conseillèrent de mieux choisir mes itinéraires. Ils faisaient partie de la minorité francophone, ils me conseillèrent de me méfier des gens qui avaient été trop longtemps à l'école anglaise. « Viens chez nous quand tu veux », me dirent-ils en substance, « mais laisse tomber la politique et ne vas pas chez eux ». En bref, je devais choisir mes routes.

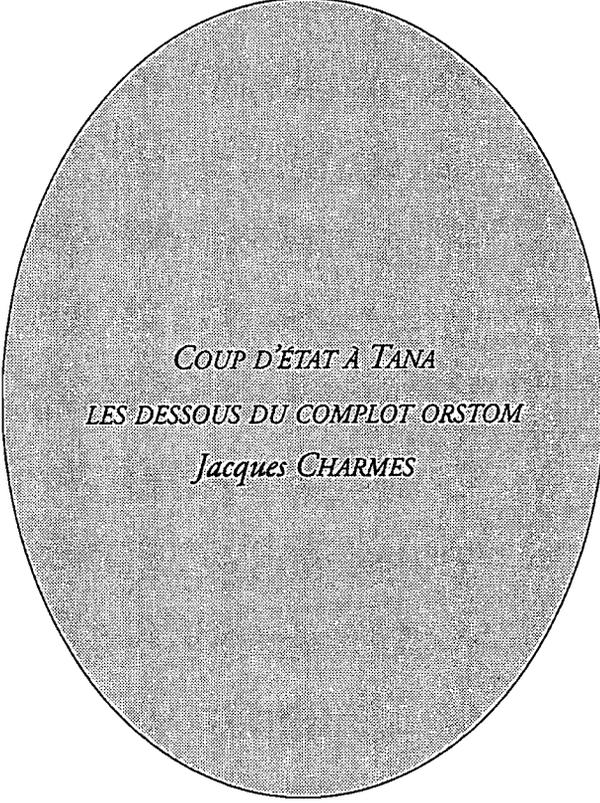
Quand je revins sur Pentecôte, les gens des « tribus » de Melsisi qui étaient censés être les assaillants de la mission me racontèrent qu'ils avaient entendu, éberlués, la nouvelle arriver jusqu'à eux. Ils me reprochèrent - gentiment - cette publicité : « Pour une fois que l'on parle de nous, voilà ce qu'on raconte.... » Mais ils savaient pardonner et ne me privèrent pas, même pas un soir, de kava. Les sœurs italiennes restèrent longtemps circonspectes à mon égard et en tout cas très dubitatives face à mes déclarations d'innocence. « Vous, les Français, me dirent-elles, vous ne savez pas où vous arrêter ». Quant à l'infirmière, elle me regarda longuement d'un drôle d'air. A moins que ce ne soit moi...

On crut généralement dans le reste de l'archipel que la nouvelle de l'attaque de la mission et de mon « enlèvement » étaient vraies et qu'on avait étouffé l'affaire pour des raisons politiques. On ne crut que peu ou pas du tout mes dénégations, sans doute en vertu du vieil adage selon lequel « il n'y a pas de fumée sans feu ». Je découvris à cette occasion l'effet dévastateur des média et leur puissance incontrôlable. Le bobard en raison d'une alchimie secrète avait pris corps ; il était tombé au moment propice dans le climat alors agité de la préparation de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides. Toutes les preuves, tous les arguments que l'on put invoquer pour réfuter « l'affaire de Melsisi » restèrent sans effet. Au contraire, plus on nia cette histoire et plus elle prit de l'ampleur.

Mille et une histoires Outre-Mer

A Nouméa, des gens pensèrent qu'il y avait connivence entre les auteurs de la farce et moi-même. Les touristes calédoniens aux yeux faux me l'avaient d'ailleurs gentiment affirmé. Une autre conséquence étonnante fut que cette farce me brouilla, momentanément je l'espère, avec quelques uns de mes collègues de sciences sociales qui me reprochèrent de m'être fait passer pour un « ethnologue bien connu ». Crime de lèse-majesté, puisque les ethnologues bien connus, c'était eux. C'est vrai, mes deux amis à l'esprit caustique auraient dû le préciser.

Voilà l'histoire de l'affaire de Melsisi, vue « à l'envers ». Elle n'est pas dramatique, elle est même assez drôle. Elle est comme un lapin sorti d'un chapeau de magicien que personne ne parvint à rattraper.



COUP D'ÉTAT À TANA
LES DESSOUS DU COMLOT ORSTOM
Jacques CHARMES

Le journal « Le Monde » publiait cet été-là un feuilleton mémorable et sans doute prédestiné qui s'intitulait « Coup d'État à Westminster ». Je découpais soigneusement la page centrale du quotidien qui nous arrivait par paquet de 4 ou 5 et que le libraire me réservait. Mon intention était de lire ce polar de l'été, d'une seule traite, le lendemain de la dernière livraison. Je ne l'ai finalement jamais lu pour les raisons que l'on va voir. Mais si je rappelle ce fait, c'est parce que le feuilleton en question va jouer un rôle dans un autre feuilleton qui ne tenait pas du roman. Et puis, si un jour les historiens veulent dater précisément les faits qui vont être relatés, ils pourront toujours s'appuyer sur cet indice.

Car il me faut bien avouer que, si les faits que je vais narrer restent gravés dans ma mémoire, je suis dans l'expectative pour déterminer leur date exacte. Cela laisse perplexe le statisticien d'enquête que je suis devenu devant les efforts de mémoire demandés aux enquêtés pour des événements qu'ils ont sans doute plus de raisons d'oublier que ceux que j'allais vivre.

Si le problème de datation se pose et si le recours à un calendrier historique bien personnel (le feuilleton du Monde) s'impose, c'est parce que le « complot Orstom » dont il va être question, intervient forcément avant la révolution de 1972 qui devait déposer le président Philibert Tsiranana et porter au pouvoir le général Ramanantsoa. Or les premiers événements qui conduisirent à ces changements éclatèrent en mai 1972. Mais par ailleurs, en Août 1971, j'étais encore fraîchement débarqué de métropole puisque j'étais arrivé à Tananarive le 1er janvier 1971 et avais commencé mon « parcours initiatique ».

Donc août 71 semble bien tôt, et août 72 paraît en revanche bien tard. J'avoue que pour les besoins de l'écriture de ce texte, je ne suis pas allé consulter les archives du Monde.

Ce matin d'août, j'avais rejoint mon bureau de bon matin n'ayant eu qu'à traverser la route pour aller du Parc de l'Est au bâtiment des Sciences Humaines du Parc de Tsimbazaza, non sans avoir salué le crocodile toujours endormi et imperturbable ; nous n'étions donc pas un jeudi, jour où le gardien donnait au crocodile sa ration hebdomadaire au bout d'une

longue pique, ce qui avait pour résultat de provoquer un fantastique saut du saurien, pour la plus grande joie et terreur des enfants des écoles. Quant à la tortue de Galliéni, elle restait immobile et sereine dans le parc où l'avait placée le général, quatre-vingts ans auparavant.

Les bureaux des Sciences Humaines étaient situés en bas du Parc, au dessus des locaux de l'Académie Malgache et du Musée ethnographique : ils étaient quelque peu déserts à cette époque de l'année, mes collègues économistes étant notamment tous rentrés en France pour profiter de leur congés bien mérités après 20 mois de séjour.

C'est pourquoi lorsque le téléphone sonna et que j'entendis la voix du directeur du Centre, Paul de Boissezon « Ah ! Charmes, vous êtes là ! Vous pouvez monter tout de suite ! », je ne doutais pas un instant que ce fut en tant que chef (intérimaire et par défaut) de la section des économistes que j'étais ainsi appelé par le patron. Que l'on ne s'y méprenne pas cependant, je me cherchais une raison d'être ainsi appelé, il ne faut pas y voir une ambition naissante : après tout je n'étais que VSN, après avoir effectué ma 1ère année d'élève (tiens ! ce serait peut-être finalement le mois d'août 1972) et dans cette grande famille qu'était l'Orstom, on traitait bien les petits bleus comme roupie de sansonnet et quantité négligeable. Je me demandais donc quel était le motif de cet appel. Et j'escaladais rapidement la rocade plantée des cactus les plus divers, jetant au passage un coup d'œil aux lémurien, pour parvenir tout essoufflé à l'arrière du bâtiment central devenu aujourd'hui le siège du ministère de la Recherche.

Contournant le bâtiment, je débouchais sur le devant de l'entrée principale où deux camions de la gendarmerie (mais peut-être n'y en avait-il qu'un ?) étaient garés, un nombre impressionnant de gendarmes attendant debout, l'arme au pied, des ordres encore à venir. Deux gendarmes encadraient l'escalier et deux autres étaient debout de chaque côté de la porte donnant accès au bureau du Directeur.

Sans doute un peu interloqué, je frappais à la porte (alors que j'aurais dû passer par le secrétariat) et j'entrais. De Boissezon et un gradé, accompagné de son ordonnance, étaient debout près de la porte.

- « Ah, Charmes ! Vous voilà ! Je vous présente le commandant Ratsimandrava, commandant de la gendarmerie, qui a quelques mots à vous dire ».

Je crois bien qu'alors j'ai tendu la main au commandant et qu'elle resta en suspens, ne sachant bêtement que faire puisqu'elle ne rencontra pas son homologue.

Tout cela s'était passé fort rapidement, je n'avais guère eu le temps de m'interroger sur ce qui pouvait bien se passer et ce n'est que lorsque j'entendis la voix du commandant que je réalisais la gravité de la situation.

- « Je suis chargé d'une enquête sur un complot contre la sécurité de l'État et dans le cadre de la commission rogatoire que voici, je vais devoir perquisitionner dans votre bureau et à votre domicile car votre nom a été trouvé sur des documents saisis chez des personnes suspectes qui ont été arrêtées. »

C'est dans ces occasions là que l'on comprend le sens d'expressions telles que « sentir le sol se dérober sous ses pieds » ou encore « avoir les jambes en coton ». Cela ne dura qu'un instant. Finalement des expressions telles que « en avoir le souffle coupé » s'appliquent moins bien car je me vois encore écartant les bras du long du corps et répondant : « Eh bien ! Allons-y ! ».

Les deux gendarmes en faction à la porte m'encadrèrent et nous redescendîmes la rocade jusqu'au bâtiment des Sciences Humaines. Le Centre Orstom avait soudain une allure bien étrange : je me fis la remarque qu'il était bien étonnant que je n'aie vu aucun collègue dans les couloirs du hall du bâtiment central et que le parc fût si désert. Mais il est vrai que la présence d'escouades de gendarmes n'incline pas aux discussions sur le pas de la porte des bureaux ou devant les cages aux lémuriens. Lorsque nous arrivâmes en bas, d'autres gendarmes s'y trouvaient déjà et tout ce monde monta à l'étage jusqu'à mon bureau.

C'était une pièce que je partageais avec Emmanuel Fauroux, en congé en France, avec deux grands bureaux métalliques et une paillasse le long de la fenêtre.

Trois ou quatre gendarmes se mirent à s'activer, ouvrant les tiroirs et les dossiers, feuilletant page à page les volumineux manuscrits dont seuls de jeunes chercheurs, comme nous l'étions alors Emmanuel et moi, pouvaient se rendre coupables, écoutant les bandes magnétiques des entretiens réalisés avec les paysans du village d'Antanimasaka où j'avais passé mes 6 premiers mois de terrain.

Tout cela proprement et poliment, pas du tout comme dans les films où tout est mis sens dessus dessous. Mais au peigne fin. Il n'y avait évidemment rien à cacher, mais je dois dire que j'étais assez étonné du sérieux et du professionnalisme avec lesquels cette perquisition fut effectuée.

Une erreur fut cependant commise puisque je pus sortir du bureau et faire quelques pas dans le couloir où je tombais nez à nez avec Jean Michel Filliot. Historien de la traite des esclaves et des pirates dans les Mascareignes, Filliot était un sympathique et avenant collègue qui, dans le souvenir que j'en ai gardé, ne semblait pas afficher d'opinions politiques très marquées, ce qui, dans le contexte des Sciences Humaines de l'Orstom-Tana de ces années-là, apparaissait sinon comme hautement suspect, du moins comme rédhibitoire et mal venu.

Il tombait bien, Filliot, ce matin-là. Et dans ce moment où tous semblaient étrangement absents, je n'ergotais pas sur le point de savoir si mon collègue de rencontre et de fortune était « politiquement correct ». Il était opportunément là et c'était bien suffisant. En quelques secondes, je lui exposais la situation dans laquelle je me trouvais bien malgré moi et je lui demandais d'aller prévenir Nicole de ce qui se passait et de débarrasser les étagères de ma bibliothèque des œuvres de Marx, Lénine et autres Mao qui s'y trouvaient. Car ces auteurs, dont je ne m'étais pas résolu à me défaire, étaient alors interdits à Madagascar. On prétend même qu'un avis de recherche avait été lancé à l'encontre d'un certain Engels.

Tout cela n'avait duré qu'un bref instant et tandis que Filliot s'éloignait, emportant mes espoirs de ne pas voir s'aggraver mon cas, je rejoignis mes gendarmes qui s'activaient toujours et venaient de faire une découverte où il était question d'explosifs.

Deux d'entre eux discutaient à voix forte, l'un tenant dans sa main une feuille manuscrite où je reconnus l'écriture si minutieuse et si lisible d'Emmanuel Fauroux. M'approchant d'eux, je m'aperçus qu'ils avaient ouvert le manuscrit de la monographie du village de Ambohidranandriana, dont Emmanuel venait de boucler la rédaction, et qui était en voie de publication puisque c'est ce rapport qui allait lui permettre de terminer son stage et de passer brillamment chargé de recherche titulaire. Sur la page extraite, le titre d'une section se détachait, bien souligné : « Section II : Les partis politiques d'opposition au village ». Et en marge, au stylo rouge, d'une autre écriture que je reconnus aussitôt comme celle de Patrice Roederer, prédécesseur de Paul De Boissezon (lequel venait donc juste de prendre ses fonctions, le malheureux !) : « Explosif ! Ne pas diffuser ! ».

Manifestement, le ton de la conversation qui s'était engagée entre les deux gendarmes ne laissait aucun doute sur l'idée qu'ils se faisaient de l'importance de la découverte qu'ils venaient de faire. Quelques instants plus tard, ils mettaient d'ailleurs la main sur les stencils correspondants de ce texte qui restera dans les Annales de l'Orstom et dans le Mémoire de Titres et Travaux de l'intéressé sous le titre : « Les transformations d'une communauté villageoise malgache : Ambohidranandriana (Vakinankaratra).

Les lecteurs intéressés pourront toujours chercher à vérifier si la page incriminée a bel et bien disparu et décideront s'il faut s'en prendre à la censure ou à la simple conséquence des événements intervenus avant la publication, car le fait est que la page manuscrite et le stencil correspondant furent saisis comme pièces à conviction.

Ayant fait cette découverte, que je tentais vainement de minimiser en précisant qu'il s'agissait d'un rapport tout à fait ordinaire et officiel, les gendarmes considérèrent soudainement qu'ils en avaient terminé avec la perquisition du bureau.

Entouré de mon impressionnante escorte, car nous avions entre temps été rejoints par deux autres gendarmes qui avaient vérifié les caractères de frappe de la machine à écrire de la bibliothèque, contiguë à mon bureau, je m'enga-

geais dans le couloir vers la sortie. Jacques Lombard, qui arrivait à son bureau, s'effaça pour nous laisser passer, se triturant la moustache de perplexité, l'œil interrogateur. Il devait se demander si après tout je n'étais pas un plus dangereux agitateur que j'en avais l'air : quelques mois auparavant, quelques jours après mon arrivée sur la grande Île, n'avais-je pas au beau milieu d'un déjeuner chez lui, entre collègues, sorti de ma poche les coordonnées d'une personne qu'une de mes connaissances à Paris (le président de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France) m'avait conseillé de contacter. Avec un accent déplorable et avec hésitation, j'énonçais alors le nom de Monja Jaona, symbole de l'opposition au régime de Tsiranana, que tout intellectuel qui se respectait ne pouvait que rêver d'approcher ou de faire la connaissance ! Relevant les yeux du papier que je lisais, je n'avais pu que constater le léger décrochage des mâchoires et l'écarquillement des yeux des convives avant que l'on passe à un autre sujet de conversation. Par la fenêtre de son bureau, Jacques Lombard, sans doute dans cet état d'esprit, me regarda monter dans la Jeep des gendarmes et m'éloigner vers la sortie du parc de Tsimbazaza.

Nous nous engageâmes dans le Parc de l'Est où deux immeubles abritaient une quinzaine ou une vingtaine de familles d'orstomiens. Les nouvelles avaient déjà dû s'y répandre car je remarquais plusieurs rideaux s'écarter puis retomber rapidement à notre arrivée.

Nous montâmes au second étage où Nicole vînt nous ouvrir. Elle avait déjà été mise au courant par Jean-Michel Filliot qui était passé et avait emporté une valise de livres, ce dont elle m'informa à demi-mot car nous n'échangeâmes presque aucune parole, nous interrogeant des yeux. Nous nous occupâmes à suivre le manège des gendarmes : sitôt parvenus dans la salle de séjour, ceux-ci avaient eu l'attention attirée par une pile de coupures de journaux, bien rangée sur la cheminée. Le « Coup d'État à Westminster » fit ainsi ses premières victimes car il n'échappa pas à nos perquisiteurs que les lecteurs de tels morceaux choisis ne pouvaient être que des suspects. Le feuilleton — que je n'ai ainsi jamais eu la chance de lire — rejoignit bientôt le manuscrit et le stencil de Fauroux dans la besace des pièces à conviction.

Sur la table basse de la salle de séjour, tout le courrier des derniers mois se trouvait pêle-mêle dans une poterie de terre cuite. Les deux gendarmes consacrèrent alors leurs investigations à dépouiller et éplucher systématiquement toutes ces lettres qui ne contenaient que des nouvelles personnelles et familiales. Jusqu'à ce qu'ils tombent sur une lettre du petit frère de Nicole qui, à l'occasion de notre anniversaire de mariage, lui avait envoyé une gentille missive comme savent en écrire les jeunes enfants, sur l'enveloppe de laquelle était marqué l'avertissement : « A n'ouvrir que le 24 juillet ». Pour ajouter encore à la suspicion des gendarmes, il avait joint à sa lettre une clé plate qui était censée représenter un symbole dont je n'ai pas gardé le souvenir. En fait de symbole, la situation dans laquelle nous nous trouvions risquait de transformer ces enfantillages en dangereuses preuves de culpabilité. Seule l'écriture enfantine de la lettre fit hésiter les gendarmes à verser cette nouvelle pièce au dossier de l'enquête. Du coup leur ardeur à trouver des lettres compromettantes redoubla, mais ils en furent pour leur frais puisqu'il n'y avait rien à trouver.

L'inspection de la salle de séjour terminée, nous passâmes dans les chambres. Parvenu sur le seuil de la chambre d'amis, je m'aperçus tout de suite que Jean-Michel Filliot n'avait fait qu'un ménage incomplet : sa culture marxiste lacunaire lui avait fait oublier les deux tomes des « Grundrisse » dont le rouge pétard attirait d'autant plus l'œil que leur épaisseur était consistante. Certes les 10 tomes du « Capital » et les autres classiques avaient bien pris le chemin d'une cache encore inconnue, mais cet oubli était un quitte ou double : ou bien le titre barbare de ces ouvrages rebutait les gendarmes et nous étions sauvés, ou bien ils retiraient les livres de l'étagère et alors le visage, reconnaissable entre tous par sa barbe, de Karl Marx apparaissait sur la page de couverture et nous transformait en coupables.

Fort heureusement l'inspection de la bibliothèque fut extrêmement rapide : il était manifeste que ce n'était pas là ce qu'ils cherchaient, mais bien plutôt les documents et lettres manuscrits. Les autres pièces de l'appartement ayant été promptement passées en revue, il fut mis un terme à

la perquisition et je repartis avec mes deux gendarmes vers une destination non précisée. La Jeep s'ébranla et tandis que je me retournais pour faire signe à Nicole qui m'observait de la fenêtre, je perçus des mouvements de rideaux, encore plus nombreux qu'à l'arrivée. Puis je regardais le faite des immenses eucalyptus qui n'avaient pas encore été abattus par le cyclone Eugénie, comme si je réalisais, pour la première fois, leur majesté.

Ce qui permit de garder mon calme fut précisément que je ne réfléchissais pas à l'instant à venir, mais simplement à l'instant présent.

Quelle direction prenions-nous ? Comme le conducteur est brusque, ou bien les Jeeps qui sont-elles si inconfortables ? Il n'y a pas grande circulation à cette heure-ci de l'après-midi. Tiens Cremers n'est pas chez lui, sa voiture n'est pas garée à sa place habituelle...

Le trajet ne fut pas bien long : ayant remonté la rue qui longeait le parc de Tsimbazaza, nous tournâmes sur la droite pour nous engager dans la « tranchée de la mort », ainsi appelée je crois parce que plusieurs ouvriers y avaient perdu la vie lors de sa percée. A mi-pente, la Jeep entra dans une caserne de gendarmerie. Nous descendîmes et les deux gendarmes me conduisirent dans une petite pièce assez sombre où l'on me fit asseoir sur une chaise en bois inconfortable, devant un bureau vide, une lampe braquée sur moi. Je continuais à ne penser à rien. Au bout d'un moment dont je ne saurais dire exactement la durée, un gendarme que je n'avais encore jamais vu arriva avec une machine à écrire sous le bras, qu'il plaça sur la table. Consciencieusement, il étala une feuille blanche sur celle-ci, plaça un carbone par dessus, puis une autre feuille blanche, et ainsi plusieurs fois ; puis après avoir bien mis en place toutes les feuilles et les carbones en les calant entre ses deux mains et en les faisant taper délicatement sur la table, il installa le tout dans la machine. Tout cela sans me regarder, tout à son affaire. Un autre gendarme apporta un dossier qu'ouvrit celui qui s'était assis derrière le bureau. Le manuscrit et le stencil du rapport de Fauoux apparurent, mais le feuilleton du Monde avait disparu. Sans doute des gradés dans les coulisses avaient-ils fait le tri. Le

gendarme me tendit le manuscrit et me demanda si je reconnaissais ce document et ce qu'il représentait. Je remarquais que la page manuscrite s'était ornée de plusieurs taches de gras, preuve qu'elle avait dû circuler déjà entre de nombreuses mains. Je dis ce qui était, à savoir que ces documents saisis dans mon bureau étaient des parties du rapport de stage d'Emmanuel Fauroux. C'est quelque douze ans plus tard que j'appris par hasard, en racontant cette histoire à Emmanuel que je n'avais pas revu depuis 1974, que des amis bien intentionnés et dont la seule source d'information ne pouvait être que ce que j'en avais dit (puisque je fus le seul étranger impliqué dans cette affaire, et le seul témoin de ce qui m'arriva en dehors des quelques personnes que j'ai citées et qui me croisèrent en certains moments de cette mémorable journée) m'accusèrent de m'être tiré de cette sale affaire en chargeant mon brave et innocent voisin de bureau.

Après m'avoir interrogé, le gendarme me demanda de décliner mon identité et, armé de ses deux index, se mit à taper laborieusement une déposition qu'il me lisait au fur et à mesure qu'il tapait. Cela prit un certain temps. La scène était digne d'un film policier : la machine à écrire antédiluvienne et la frappe hésitante du gendarme, la lampe, l'obscurité du lieu avec la nuit qui tombait. Et un suspense auquel je ne pensais toujours pas. Le gendarme tira brusquement les feuillets de la machine, enleva les carbones et me demanda de signer le premier feuillet. Ce que je fis. Il me dit alors : « Vous pouvez rentrer chez vous ».

Je me retrouvais alors à la porte de la caserne. J'aurais bien repris la Jeep pour rentrer mais évidemment cela ne m'avait pas été proposé. La nuit était noire lorsque j'arrivais au Parc de l'Est.

Une journée entière s'était passée et il me semblait qu'elle n'avait été que très courte et fugitive. Vingt trois ans plus tard, il m'apparaît encore que tout cela n'avait duré que quelques brèves heures, ce qui est bien contraire au sens commun puisque de tels moments sont censés se dérouler avec une lenteur funeste et éprouvante.

C'est sans doute Nicole qui en éprouva le lent déroulement, ponctué de plusieurs visites :

- il y eut d'abord Jean-Michel Filliot, chargeant en hâte une valise de livres et délivrant des explications forcément succinctes et donc inquiétantes, puis la perquisition,

- puis le Directeur du Centre, Paul de Boissezon qui, arrivé en toute hâte, et apprenant que j'avais été emmené par les gendarmes, décida de partir à ma recherche dans tous les commissariats de la ville. Tellement inquiet qu'il fallut que Nicole le retienne par la manche pour lui demander ce qui se passait. Mais aussi plein de bonne volonté et de son sens des responsabilités,

- il y eut ceux qui vinrent pour déménager leur lot de livres,

- il y eut ceux qui ne vinrent pas, ou qui nous firent savoir que les invitations auxquelles ils nous avaient conviés ne tenaient plus,

- il y eut ceux qui se voulurent rassurants tout en étant maladroits : « Tu sais, dans ces pays, on risque de le torturer, alors viens plutôt passer le week-end loin de la capitale ! » Ce qui, évidemment, paniqua Nicole. Mais curieusement, avec le recul des années, elle en est venue à considérer que ce fut la seule invitation faite de bon cœur qu'elle reçut lors de cette journée d'angoisse, et qu'après tout, c'était une proposition de protection et une solution d'attente.

Comme il était tard, que plus personne ne se manifestait et que les invitations avaient été décommandées, nous partîmes dîner au Relais Normand où quelques cuisses de grenouilles, spécialité du patron, nous ragaillassent.

ÉPILOGUE

Les investigations menées sur la machine à écrire de la documentation reprirent dès le lendemain, pour la plus grande inquiétude du bibliothécaire, qui s'appelait Raymond je crois ; celui-ci dû taper plusieurs fois le texte d'un tract dont les « o » et les « e » étaient légèrement surélevés par rapport aux autres lettres, et le « n » légèrement plus bas. Il apparaissait ainsi évident que c'était bien cette machine qui avait servi à dactylographier un tract appelant à la sédition.

Un coup d'État semblait bien se préparer. Et si, à travers moi, l'Orstom se trouvait impliqué dans un complot, nous en sûmes les raisons très rapidement. Du temps où il était encore à Madagascar, l'un de mes collègues économistes, Gérard Roy (rentré depuis en France, définitivement) avait donné, avec son assistant Régis Rakotonirina, des cours de sociologie à l'Académie Militaire d'Antsirabe, qui formait les officiers supérieurs. Pour tout dire, Marx et Mao étaient au programme. Et il semble qu'après le départ de Gérard Roy, Régis ait entrepris des démarches auprès de diverses garnisons de l'Île où se trouvaient en poste leurs anciens élèves. Ayant été repéré et suivi par la gendarmerie, une cache découverte à Antsirabe où il enfouissait dans un trou au pied d'un arbre le courrier qu'il recevait, il fut un beau jour arrêté et le courrier saisi. Les gendarmes y découvrirent une lettre où mon nom et celui de l'Orstom étaient cités. Et de fondre aussitôt sur l'Orstom.

Dans cette lettre, Gérard Roy expliquait à Régis que s'il voulait rester à l'Orstom après son départ, il fallait qu'il travaille avec Jacques Charmes plutôt qu'avec Alain Bernard car il avait les mêmes idées et les mêmes méthodes de travail.

Parfois le destin ne tient qu'à un détail infime, mais un fil ténu peut aussi bien l'empêcher de prendre un tour dramatique. Pour moi, le détail qui faillit être fatal, ce furent les discussions gratuites (mais que nous considérions comme capitales et susceptibles de faire bouger le monde) que j'avais entretenues avec mes collègues, et Gérard Roy en particulier, encore que je n'aie pas

eu l'occasion de vraiment bien le connaître. En fait, l'estime réciproque que nous nous portions était due à nos « réputations » respectives. La mienne — celle d'un marxiste pur et dur, citant les grands auteurs en toutes occasions — m'avait précédée à Madagascar ainsi que n'avait pas manqué de me le rappeler Patrice Roederer, chef de centre à l'époque, le jour de mon arrivée.

Mais d'autres fils, ténus et invisibles, peuvent faire obliquer le destin tout aussi bien. Le problème est qu'on ne connaît pas leur résistance, ni même leur existence, ce qui fait que l'on vit dramatiquement le déroulement des événements dont on ne sait encore ni comment ni pourquoi ils vont prendre un autre tour.

Si j'avais pu tranquillement rentrer chez moi ce jour-là, c'était tout simplement parce que le commandant Ratsimandrava, commandant de la gendarmerie, chargé de l'enquête sur ce complot contre la sécurité de l'État, était en réalité l'âme, le chef du complot. De ce fait, les risques encourus étaient sans doute moins grands : toutefois la nécessité pour lui de monter en épingle un « complot Orstom », dont tous les journaux malgaches parlèrent pendant plusieurs semaines, aurait bien pu nécessiter l'existence d'un bouc émissaire qui ne fût pas seulement une institution. Au fond, Ratsimandrava était sans doute un homme bon, et puis il savait aussi peut-être jusqu'où il pouvait ne pas aller trop loin.

Lorsque le règne de Tsiranana fut consommé, que le chef d'état-major, le général Ramanantsoa, chargé des pleins pouvoirs pour rétablir un ordre que les manifestations et la répression sanglante de mai 1972 avaient passablement compromis, décida d'évincer Tsiranana et de former un comité militaire qui prit finalement le pouvoir, le commandant Ratsimandrava, devenu colonel, fut nommé Ministre de l'Intérieur. Il me chargea, avec une sociologue malgache, Suzy Ramamonjisoa, d'entreprendre une étude sur la réforme des collectivités rurales, les fokonolona, ce qui donna lieu à la signature d'un accord en bonne et due forme entre l'Orstom et le ministère de l'Intérieur. Ce travail était en cours lorsque, en janvier 1974, l'Orstom décida de rapatrier la quasi-totalité de ses chercheurs. Je me souviens encore de ce jour de décembre

1973 où Guy Camus, directeur général d'alors, en visite à Tananarive, et nous ayant réuni à la bibliothèque centrale, se tourna brusquement vers moi alors qu'il était en train de parler de la nécessité pour l'Orstom de plier bagages et me dit : « Charmes, vous n'avez pas envie de passer Noël en famille ! » Je n'ai jamais su comment il avait pu m'identifier alors que nous ne nous étions jamais rencontrés et qu'au demeurant il était myope. Je n'ai jamais su non plus s'il fallait y voir une allusion, sur le mode de la dérision, à ce Noël que j'avais réussi à passer en famille, lors de ma décision d'affectation.

Je fus tout de même le premier à partir, le 24 janvier 1974. Le cœur n'y était plus.

Quant à Ratsimandrava, il prit la tête du Comité Militaire lorsque le général Ramanantsoa, qui était arrivé au pouvoir à son corps défendant, se désengagea. Il fut assassiné une quinzaine de jours plus tard et le capitaine de corvette Didier Ratsiraka prit le pouvoir pour y rester près de 18 ans.

Pour la petite histoire et l'édification de la jeunesse, et afin d'apporter une contribution à la théorie de la réalité des faits, des idées et de la nature humaine, il est utile que j'apporte encore les quelques précisions suivantes :

- Les communications à longue distance (le « téléphone arabe » en d'autres termes) transpirent à radio-couloirs du siège de l'Orstom, rue Bayard à Paris, que la police avait découvert chez moi une malle d'explosifs et de tracts. Le poids des mots : c'est le terme « explosif » écrit par Patrice Roederer en marge du manuscrit de Fauroux qui fut à l'origine de cette fantastique déformation qui met quelque peu à mal l'objectivité des chercheurs et l'indispensable vérification des données collectées ! Avec un tel motif d'inculpation pour sûr l'on ne donnait pas cher de ma peau. A tout le moins aurait-on pu comprendre que je me sois défaussé de cette pierre chaude sur le malheureux innocent qu'était Fauroux. On me le reprocha plutôt et l'on sait ce qu'il en est. Parfois je m'interroge sur ce qui aurait pu advenir si ce fil ténu que constitua la lecture attentive par un chef de centre du manuscrit d'un jeune chercheur avait fait défaut.

- Jean-Michel Filliot, se retrouvant avec une valise bien encombrante à la main, s'était finalement résolu à la confier à l'un de ses amis, comptable à la Compagnie Marseillaise de Madagascar qui ne trouva rien de mieux que de la placer dans le coffre-fort de la Compagnie. Et c'est ainsi que les œuvres immortelles de Marx, Engels, Lénine et Mao passèrent quelques semaines de villégiature dans le saint des saints de cette compagnie capitaliste et néo coloniale par excellence. Son honorable fondateur, ainsi que Marx, Engels et Lénine s'en sont sans doute retournés dans leurs tombes : c'était bien le moins que pouvait obtenir d'eux un pays comme Madagascar ou les fêtes de retournement des morts sont une façon d'honorer les ancêtres et ont une telle importance ! Mao, lui, était encore bien vivant.

Après plusieurs semaines passées dans cet endroit inattendu, les livres finirent par devenir encombrants et le comptable considéra qu'il était temps de restituer à l'argent l'espace pris par la théorie de la valeur. C'est ainsi que je me retrouvais un jour, avec Jacques Lombard, à transporter cette valise ainsi qu'une autre remplie des ouvrages subtilisés à la perquisition par Jacques Lombard et Bernard Schlemmer (il y en avait donc tant que cela !). Quelques baba-cools de ses amis (à l'époque on disait encore hippies) étaient susceptibles d'accepter de les entreposer chez eux en attendant que la tempête se fut complètement apaisée : ce qu'ils firent effectivement.

La tempête du complot Orstom s'étant calmée, une autre prit le relais qui allait emporter Tsiranana. Un jour de cette nouvelle période, et alors que Jacques Lombard prenait le café chez nous, nous vîmes débarquer un de nos collègues à la recherche de la recette du cocktail Molotov. C'est dire l'agitation qui régnait dans le Landerneau. A ceux qui ne le savent pas, je peux tout de suite préciser que cette recette ne se trouve pas dans l'Encyclopedia Universalis, ni à cocktail, ni à Molotov. C'est chez les baba-cools que nous allâmes nous en enquérir : ils ne purent nous éclairer, mais en profitèrent pour nous rendre mes valises, et la moisson de livres réintégra ses étagères.

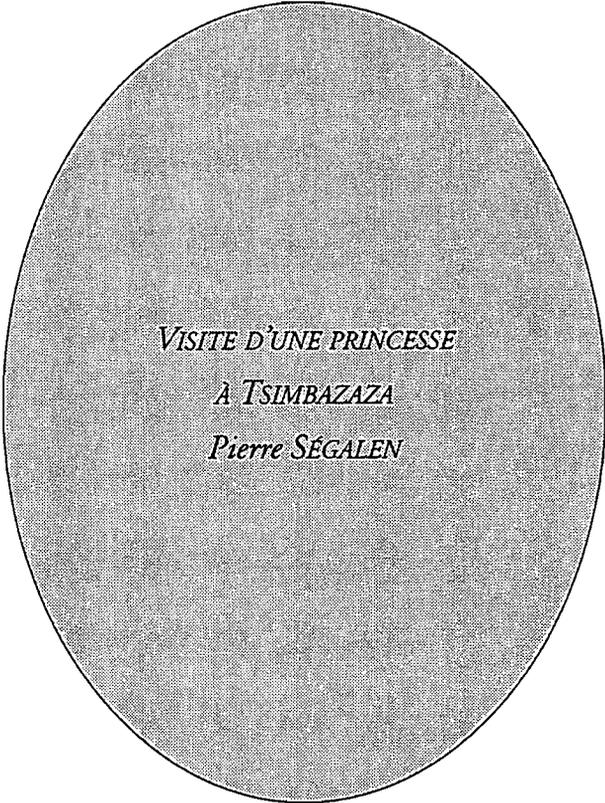
J'ajouterai que, n'étant pas titulaire à l'époque, je ne fus pourtant jamais inquiété pour cette affaire. C'est pour des faits bien plus mineurs que je faillis perdre ma place un an plus tard. Mais c'est là une autre histoire !

Tire une morale ou des leçons de cette édifiante histoire qui pourra ! Pour ce qui me concerne ce fut le commencement de la fin d'un manichéisme matérialiste et dialectique issu de mai 1968 et le début d'un doute méthodique. L'essentiel est de rester soi-même en toutes circonstances.

Et pour mettre un point final à ce récit, faisons à nouveau entrer en scène Paul de Boissezon.

Nous sommes en 1986, 15 ans plus tard. Je n'avais jamais revu l'ancien directeur du Centre Orstom de Tananarive qui m'avait recherché dans tous les commissariats de la ville. Nous nous retrouvâmes par hasard lors d'un pot de nouvel an, rue La Fayette, une coupe de champagne dans une main et un petit four dans l'autre. Nous nous remémorâmes quelques souvenirs et l'on peut facilement deviner lesquels. Et Paul de Boissezon (Max pour les intimes, c'est-à-dire ses collègues pédologues) eût cette phrase admirable (ou incroyable ?), prononcée avec cette expression qu'on lui connaît et qui lui donne l'air hautain alors qu'elle n'est due qu'au mégot qu'il coince à la commissure des lèvres et qui l'oblige à relever la tête pour que la fumée ne le fasse pas ciller : « Mais, Charmes, finalement, vous étiez dans le coup ou non ? »

FIN



VISITE D'UNE PRINCESSE

À TSIMBAZAZA

Pierre SÉGALEN

L'Aga Khan est le chef spirituel de tous les musulmans de confession ismaélienne qui sont nombreux en Inde et au Pakistan, mais aussi sur la côte ouest de Madagascar. Au début des années 50, le Prince Ali Khan qui a succédé à son père décédé, vient dans l'île pour rendre visite à ses coréli-gionnaires, accompagné de son épouse, la célèbre actrice Rita Hayworth.

Le Prince Ali Khan est accueilli par le Haut Commissaire avec la solennité réservée à un chef d'état étranger. Une projection spéciale du film « Gilda » qui a rendu sa femme célèbre est organisée au cinéma de Tananarive pour le couple princier, accompagné de toutes les personnalités de la ville. Un détachement militaire rend les honneurs à l'entrée du cinéma.

Le Prince doit participer à des réunions chez le Haut Commissaire et se rendre dans les provinces pour aller voir les Ismaéliens. Que faire de son épouse pendant ce temps ? Elle visitera les lieux pittoresques de la capitale et de ses environs. Parmi ceux-ci figure le jardin botanique et zoologique de Tsimbazaza. Dans ce parc, qui a la faveur de la population malgache et européenne, on peut admirer des rocailles où se déploie toute la variété de la flore du Sud et du Sud-Ouest de l'île. Dans un enclos approprié, se prélassent un gros crocodile d'apparence placide, mais qu'il est recommandé de « ne pas agacer ». Dans plusieurs cages sautillent différentes espèces de lémuriers dont de nombreux makis et sifakas.

Un matin, je reçois un coup de téléphone du Haut-Commissariat ; en l'absence de MM. J. Millot et R. Paulian, j'assume un bref intérim. On m'annonce que la princesse Ali Khan visitera le parc de Tsimbazaza l'après-midi. Je dois l'attendre à 14 heures, à l'entrée du parc.

A l'heure prévue, je suis sur place. On est en pleine saison des pluies. Le ciel, qui le matin était dégagé, s'est couvert peu à peu et on entend au loin les premiers grondements du tonnerre. Le repas de la princesse n'a dû prendre fin qu'assez tard ; lorsqu'elle arrive, il est déjà trois heures passées. Elle est vêtue d'un tailleur clair très simple et paraît moins apprêtée que dans ses films. Mais sa chevelure rousse est aussi flamboyante. La conversation, très

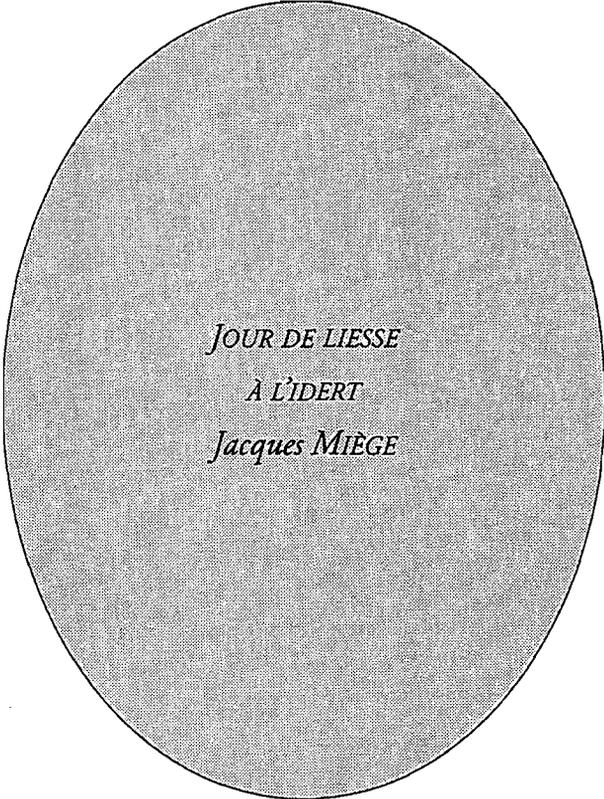
Pierre SÉGALEN

détendue, s'engage en anglais. Je l'invite à descendre dans sa voiture jusqu'au centre du parc pour commencer la visite. Nous nous arrêtons devant les cages où les lémuriens bondissent d'une branche à l'autre des supports aménagés pour eux. Ils viennent s'accrocher au grillage et nous regardent.

« *How cute, how cute* » (comme ils sont mignons) est le commentaire princier.

A ce moment, de grosses gouttes de pluie se précipitent en foule, toutes ensemble, vers le sol, tandis qu'éclatent les premiers coups de tonnerre, répercutés par les hauteurs d'Andohalo. La princesse et moi-même sommes trempés en quelques instants ; il n'y a aucun abri à proximité. Le chauffeur arrive avec un parapluie, et la princesse s'engouffre dans la voiture qui se hâte vers la sortie.

La visite, qui n'a duré que quelques minutes, est terminée.



JOUR DE LIESSE

À L'IDERT

Jacques MIÈGE

La visite d'Houphouët-Boigny fut une date mémorable de l'histoire de l'Idert. L'indépendance n'était pas encore acquise (elle le fut en août 1960) mais le poids politique du leader ivoirien était déjà considérable. Sa venue au Centre fut capitale à la fois en affirmant le rôle essentiel de l'Orstom pour le développement de la Côte-d'Ivoire et le bien-être de ses populations mais aussi, d'un point de vue pratique immédiat, en assurant l'extension du domaine de l'Institut d'Enseignement et de Recherche Tropicale.

L'Orstom avait acquis deux plantations européennes qui occupaient l'une la presqu'île (7 ha), l'autre le plateau (35 ha). Ces deux propriétés étaient séparées. Pour aller de l'une à l'autre, il fallait soit traverser la baie dite faussement des caïmans (car il s'agissait de crocodiles), soit emprunter une longue piste étroite. En voiture découverte, les longs rameaux des lianes et les branches des arbres flagellaient au passage les occupants, bousculés par ailleurs par les soubresauts dus aux ravines qui coupaient le chemin. Lorsque les orages sévissaient, la route était jonchée de débris ou même était coupée par les fûts abattus par la tempête.

Un des motifs de la réception du Président du Rassemblement Démocratique Africain était donc l'agrandissement des terres orstomiennes. Les villages voisins, Adiopodoumé, Bimbreso, Abadji-Kouté... furent invités à abandonner par bail emphytéotique de 99 ans, 200 hectares de leurs terres. Cette cession était assortie de diverses conditions. Houphouët, aurolé de son impressionnante célébrité, fit admettre presque joyeusement aux villageois cette renonciation un peu douloureuse bien que justifiée.

A l'occasion de la ratification de cet accord, un repas fut organisé devant réunir les membres « plénipotentiaires » ivoiriens et les parties prenantes. La réception était prévue pour midi trente dans la demeure du Professeur Georges Mangenot. Elle devait se prolonger par un séance de travail avec les chefs ébriés.

Toute la station était sur le pied de guerre, chacun à son poste. Le parc avait été nettoyé, briqué mieux encore qu'à l'habitude. Les gazons étaient rasés de près. Les palmiers se tenaient bien droits sur leurs stipes. Hibiscus,

allamenda, pulcherrimies, thunbergia et autres espèces florales mêlaient leurs abondantes et brillantes floraisons. Un air pimpant et rieur planait. Le temps était à l'unisson : un grand beau temps avec seuls quelques petits cumulus folâtres se pourchassant dans un azur limpide ; limpidité pas si fréquente sous ces latitudes aux cieux généralement encombrés. Ces petits nuages sont de bons présages. La journée entière serait belle.

Le cuisinier, je crois qu'il s'agissait de François, venait de Guinée, de derrière le Nimba, région où se pratiquait encore la nécrophagie et un cannibalisme modéré car strictement rituel. La rumeur disait que le père de François, un vénérable vieillard, par surcroît chef de terre, avait goûté de l'homme. Cela mettait du piquant aux menus que le dit François établissait. Quant au boy, le fidèle Birrama, il assurait un service stylé.

Le personnel de l'Idert, du simple manoeuvre au directeur, était dans l'attente un peu nerveuse de l'arrivée du grand homme, aux propos pleins de bon sens et aux décisions fort écoutées. Au fur et à mesure que l'heure de sa venue approchait, une légère fièvre n'échappa pas aux personnes attentives. Elle devint perceptible une fois midi et demi survolé, il sembla alors que les minutes défilaient plus lentement, qu'elles s'étiraient paresseusement. Néanmoins, les aiguilles filaient sur les cadrans : 12 h 40, 12 h 50, 13 heures. Cela n'était pas encore terrible ni alarmant. Toutefois, le cap d'une heure ayant été franchi, le regard impatient du « patron » ne cessa de se porter sur sa montre. Aucun signe avant-coureur n'annonçait le cortège.

La petite aiguille moins véloce avançait toutefois inexorablement. Son mouvement, plus anodin à première vue, n'en était que plus inquiétant. 13 h 05, 13 h 10, 13 h 15, 13 h 30 furent atteints puis dépassés. L'inquiétude montait. Le Professeur cachait mal son anxiété et se posait des questions : Et s'il ne venait pas ? Et s'il faisait faux bond ? Et...

A 13 h 45, il prit une décision : celle de m'envoyer en éclaireur vers Abidjan afin de l'informer de la tournure des événements. Je pris donc ma voiture et me dirigeai vers la capitale. Le tambour africain (le tam-tam parlant), s'il ne nous avait pas délivré de message, avait dû jouer pour

prévenir les populations car tout au long du trajet (18 kms) une haie continue d'hommes, de femmes, de vieillards, d'enfants bordait la route. Alignés, comme à la parade, ils étaient prêts à crier leur enthousiasme pour le libérateur.

Aux abords d'Adjamé, la foule était encore plus dense. Par chance, j'aperçus les motards précédant la file des limousines portant fanions. J'eus juste le temps de faire demi-tour et de rentrer dare-dare pour soulager Monsieur Mangenot.

14 heures avaient sonné lorsque le cortège officiel parvint à l'Idert sous une avalanche de hurrahs de joie, d'exclamation de bienvenue et le charivari des musiques. Les femmes agitaient leurs mouchoirs ou se déhanchaient en dansant. Étonnante explosion de liesse.

Après les politesses de l'accueil, le déjeuner, auquel j'eus l'heur de participer, débuta. Je ne sais comment François se débrouilla. Malgré plus d'une heure et demie de décalage avec l'horaire prévu, les entrées étaient d'une fraîcheur exquise, les viandes étaient cuites à point. Les légumes n'étaient pas desséchés, les entremets et les desserts étaient délicieux. Les convives se régalerent. Une dizaine de personnalités : hommes politiques et seconds d'Houphouët participaient à ces agapes, comme nous allons le voir, du Roi Soleil.

Avant de poursuivre, il me faut décrire sommairement les lieux. La maison directoriale était des plus simples : à l'époque, une case de banco au toit couvert de papos débordant sur une véranda dominant la lagune. Quelques beaux spécimens d'arbres l'ombrageaient. La partie centrale du logis était occupée par la salle à manger, largement ouverte, au sud, vers le large. Elle se terminait à l'opposé par une sorte de baie à claire-voie qui l'éclairait. C'est alors que je vis s'agglutiner le long de cette paroi ajourée une foule compacte contemplant avec extase, avec dévotion, son dieu. Chaque bouchée du Sage était observée, chacun de ses gestes commenté à voix basse. Boubous africains, costumes européens, casaques bariolées, pagnes portant l'effigie de leur idole étaient mêlés. Cette masse humaine

relativement silencieuse était le siège de mouvements qui faisaient que les spectateurs du premier rang refluaient, remplacés par une nouvelle vague de badauds. Cette vénération était émouvante et le spectacle impressionnant.

Le souvenir des détails de la conversation ne me sont pas entièrement présents. J'ai en mémoire que l'échange des propos fut courtois, intéressant, sans banalités. Il y fut question, évidemment, des problèmes de la Côte-d'Ivoire, de la confiance du pays en son avenir, de l'utilité de la recherche scientifique pour promouvoir son développement. Houphouët en était absolument convaincu. Ancien chef coutumier, il s'était toujours appuyé sur les paysans. Il pensait que le pays tirerait ses principales richesses de l'agriculture et que donc tout devait être fait pour l'améliorer.

Le Professeur Mangenot avait l'art de la communication. Il soutenait les entretiens. Il savait questionner ses interlocuteurs, s'enquérir de leurs goûts, de leurs motivations, de leurs centres d'intérêt, portant attention et compréhension à ses vis-à-vis. Cette façon toute naturelle lui attirait les sympathies ce qui n'empêchait pas la fermeté de ses convictions, qu'il savait en général faire partager. La conversation avec un tel interlocuteur était toujours intéressante sinon captivante. Il mit l'accent sur le rôle de l'Orstom et la vocation de l'Idert. Il parla des activités scientifiques en cours et en projet. Il insista sur la nécessité de recherches appliquées appuyées sur des recherches fondamentales.

L'après-midi, le Président fit une harangue aux chefs de villages concernés, assistés de leurs conseils. Il leur expliqua l'intérêt qu'ils avaient à céder leurs terrains à un organisme qui augmenterait le niveau de vie des citoyens ivoiriens grâce aux résultats obtenus dans les laboratoires et les champs d'expérience. Il souligna les bienfaits que les habitants tireraient des emplois qui ne manqueraient pas d'être créés. Tout cela se révéla exact puisqu'à côté du village ébrié d'Adiopodoumé s'édifia un centre commercial actif, connu sous le nom de km 17, qui prit une belle extension. L'Orstom créa au fond de la baie d'Adiopodoumé une série d'habitations pour ses principaux employés. Il édifia une école et un dispensaire ouverts aux habitants.

L'approbation des villages fut acquise. Houphouët repartit pour sa résidence laissant le soin au Président Denise d'examiner dans le détail les accords conclus et d'établir les obligations de l'Orstom vis-à-vis des communautés. Ainsi, pour chaque palmier abattu, pour chaque cacaoyer supprimé, pour chaque cafèier ou chaque colatier détruits, l'Orstom s'engageait à payer une taxe. Quelques autres redevances étaient également en jeu.

Les villageois ne se privèrent pas de profiter de ces aubaines et ils tinrent une bonne comptabilité des arbres disparus. Denise, de père antillais et de mère baoulée (d'un village proche de Toumodi : Asonvoué, je crois), était un homme modéré, sympathique, docteur en médecine que j'avais connu lorsque j'habitais Bouaké. Il arrangea le contrat à la satisfaction de chacune des parties.

Puisque tout doit se terminer dans la joie, le soir les tam-tam retentirent et les danses se poursuivirent tard dans la nuit. Les libations de vin de palme accompagnèrent ces réjouissances.

Cette augmentation spectaculaire du territoire orstomien présenta de nombreux avantages. Des terrains d'essais s'implantèrent permettant la réalisation de divers projets ; une ferme fut construite ; un troupeau de bovins de race ndama fut constitué ; des annexes de laboratoires furent aménagées ; un bassin fut érigé destiné aux arrosages de cultivars de canne à sucre, introduits et mis en quarantaine avant leur exploitation. Il se transforma par la suite en une piscine très appréciée ; un petit bar, des tennis complétèrent cet ensemble. Une école pour les jeunes enfants du centre fut réalisée et un nouveau quartier de villas fut implanté dans ce secteur. Il s'agrandit au fur et à mesure de la croissance de l'Institut.



*UNE VISITE
MINISTÉRIELLE
Jacques MIÈGE*

En 1949, la Côte d'Ivoire organisa à Abidjan sa première grande foire-exposition. Il était prévu que cette importante manifestation serait inaugurée par le Ministre des Colonies (ou de la France d'Outre-Mer si cette appellation était déjà de mode). Et, en effet, il se déplaça avec une importante escorte. Ministre de fraîche date, il en profita pour poursuivre son périple dans les nombreuses colonies échelonnées tout au long de l'Afrique.

Pour l'Idert se posa le problème controversé de sa participation. A cette époque de l'année, le Directeur de l'Institut, le Professeur Georges Mangenot était absent, remplissant les devoirs de ses accaparantes charges d'enseignement et de recherche à la Faculté des Sciences de Paris. Les échanges de courrier avec la métropole laissaient une situation incertaine. Que fallait-il faire ? Participer ou non ? En définitive, après bien des hésitations, une décision locale fut prise car l'ouverture de la foire se rapprochait dangereusement, vertigineusement. L'aval parisien survint au moment où on ne l'attendait plus. Mais, il nous soulagea.

Un stand fut rapidement réalisé qui présentait Adiopodoumé, centre privilégié de l'Orsc (ou Orsom déjà ?) et mettait en relief les réalisations déjà effectuées, les résultats acquis dans les différentes disciplines représentées au Centre et les programmes principaux projetés. Cette réalisation fut remarquée par le public.

Conséquence de ce succès ou déplacement déjà prémédité (je pencherai pour la première hypothèse car je ne fus prévenu qu'au dernier moment de sa venue), le Ministre décida de se rendre jusqu'à Adiopodoumé, dont je présume qu'il connaissait l'existence, où je l'accueillis. Par chance, la journée était belle, le parc accueillant. A l'ombre des palmiers, les vertes pelouses venaient, (prémonition) d'être tondues ; les massifs ornementaux étaient en pleine floraison ; les eugénies de Malacca perdaient leurs étamines ; elles recouvraient d'un tapis violet solennel le rouge latéritique des allées. Le paysage lagunaire étalait sa splendeur. Je ne sais si le Représentant de la République fut sensible à ce cadre digne d'un si haut personnage car sa visite n'excéda guère une demi-heure : le temps, après lui

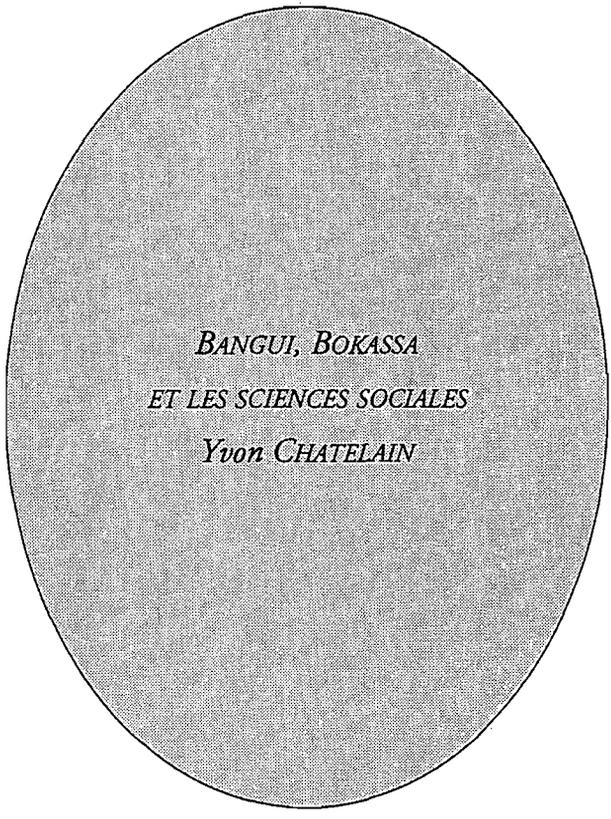
Jacques MIÈGE

avoir exprimé l'honneur que nous ressentions tous de sa présence, de lui présenter les principaux collaborateurs de l'Idert. Je ne pus, en un temps si bref, qu'esquisser très rapidement les buts poursuivis par les chercheurs de chacune des disciplines alors représentées.

Cette visite impromptue me parut plus guidée par des vues politiques que par l'intérêt porté par l'éminent personnage aux programmes en cours. Il me semblait — mais sans doute me trompais-je — que ce qui comptait était ce que lui, porte-parole du gouvernement, pourrait dire à l'issue de son voyage. Vraisemblablement, magnifier l'œuvre entreprise par l'équipe gouvernementale en place qui avait développé ce superbe établissement de recherches en vue du meilleur être des populations tropicales qui méritaient toute la sollicitude de la France.

Ce ministre était jeune, sûr de lui, un rien catégorique, un peu distant. On lui promettait un bel avenir. Il n'en doutait certainement pas. Assurément songeait-il déjà à sa haute et future destinée : Président de la République.

Il s'agissait de François Mitterrand.



BANGUI, BOKASSA
ET LES SCIENCES SOCIALES
Yvon CHATELAIN

L'année 1969 est celle qui a vu les premiers hommes marcher sur la lune. En ce temps-là, Jean-Bedel Bokassa portait le grade de général. Il n'était pas encore parvenu à celui de maréchal et ne songeait peut-être pas à devenir empereur, mais il régnait déjà en maître sur le Centrafrique. L'Ambassadeur de France dans le pays était le baron Albert de Schonen. Et moi, Yvon Chatelain, j'étais le directeur du Centre Orstom de Bangui.

En réalité, les relations entre Bokassa et la France commençaient à s'envenimer sérieusement. Monsieur de Schonen devait supporter les sautes d'humeur et les mauvaises manières de l'ancien adjudant de la coloniale devenu Chef d'État. Je dois dire que M. de Schonen, aristocrate jusqu'au bout des ongles, a été le plus brillant et le plus cultivé de tous les ambassadeurs français que j'ai rencontrés en Afrique. Il s'intéressait vraiment à la petite communauté orstomienne de Bangui et aux scientifiques de passage.

C'est ainsi qu'il eut l'idée de faire visiter le Centre Orstom au Général Bokassa qui n'y était jamais venu, bien qu'il possédât une maison personnelle à proximité. Cette visite de l'Orstom devait d'ailleurs se révéler une réussite. Elle a procuré une pause dans les relations tendues entre Bokassa et de Schonen, et notre ambassadeur en a été très satisfait. Bokassa était entouré d'un grand nombre de ses ministres. Bon enfant, il s'est montré agréable et s'est amusé devant les sismographes, les cartes et les gadgets disposés à son intention. Cernée par des gardes du corps nombreux et puissamment armés, ma maison a servi de cadre au cocktail clôturant la visite.

Bokassa se montrait coutumier de soudaines volte-face. Enjoué, sincèrement aimable un jour, il piquait le lendemain des colères terribles et se montrait capable des plus grandes incongruités et des pires cruautés. Les Centrafricains ont été bien entendu ses grandes victimes. Les coopérants étaient plus épargnés mais, quelque temps après l'anecdote que je raconte, Monsieur de Schonen était remercié et renvoyé en France, tous les instituts de recherche agronomique expulsés, les seuls organismes scientifiques à rester dans le pays étant l'Institut Pasteur et l'Orstom.

Quelques jours avant la date prévue pour la visite, j'avais reçu un émissaire de la Présidence venu me demander de lui communiquer le texte du discours que j'étais censé prononcer pour la réception du Chef de l'État. J'ai donc rédigé un texte expliquant ce qu'était le Centre Orstom, exprimant les banalités diplomatiques d'usage, et le lui ai fait parvenir. Deux ou trois jours plus tard, le même émissaire est revenu. Mon texte était agréé mais on me demandait, puisque j'avais si bien fait le premier discours, de rédiger aussi celui que Bokassa devait prononcer en réponse.

L'occasion était trop belle...

Il faut dire que le Centre Orstom était une implantation de petite taille et ne comportait que des sciences de la nature : géophysique, géologie, pédologie, hydrologie, entomologie. Les sciences sociales n'y étaient pas présentes. Or le Centrafrique était à cet égard un pays aussi intéressant qu'un autre, universitaires métropolitains et chercheurs du CNRS le savaient bien. Je voyais souvent venir en mission l'anthropologue Éric de Dampierre, les linguistes Luc Bouquiaux, Jacqueline Thomas, Claude Hagège, pour ne citer que les plus connus d'entre eux. Je les ai d'ailleurs soutenus le plus possible, avec les moyens matériels du Centre Orstom.

Il était clair que l'Orstom ne pouvait pas se placer sur les mêmes thèmes qu'eux mais je pensais souhaitable de ne pas abandonner complètement le créneau des sciences sociales, et de réaliser des études plus directement liées que les autres aux problèmes de développement. La Direction Générale de l'Office ne voulait pas en entendre parler, craignant sans doute de trop s'engager dans un pays instable.

Puisqu'on me demandait de faire parler Bokassa, je lui ai fait dire ce que, à mon sens, il aurait dû penser spontanément. A savoir que le Centre Orstom était remarquable, ses réalisations scientifiques dignes du plus grand éloge, que lui-même Bokassa s'en réjouissait fort, mais que le pays avait besoin aussi d'autres sortes d'études, en particulier sur l'urbanisation rapide se produisant alors dans la capitale.

Après la visite, il n'a pas été difficile pour moi d'obtenir une copie du discours de Bokassa, dans la frappe du secrétariat de la Présidence, puis de la transmettre à la Direction Générale de l'Orstom avec un honnête et fidèle compte-rendu de ce qui s'était fait et dit au cours de la visite du Chef de l'État, en présence de nombreux Ministres et de l'Ambassadeur de France.

Je n'obtins aucune réponse.

Pourtant, quelque temps plus tard, est arrivé à Bangui, pour une assez longue mission, notre collègue Jacques Binet, dans le but de prendre contact avec le Ministère de l'Urbanisme et de réaliser les enquêtes qui paraîtraient les plus appropriées.

Dans sa grande sagesse, l'Orstom avait choisi un chercheur qui se trouvait être ancien Administrateur de la France d'Outre-Mer, connaissant bien les jeunes pays africains, et ne risquant pas d'y véhiculer les idéologies soixante-huitardes de l'époque, peu compatibles à tout dire avec la philosophie expéditive et les manières lourdes du futur Empereur. La mission de Jacques Binet est d'ailleurs restée sans lendemain et, quelques années plus tard, le Centre Orstom a commencé à se vider de ses chercheurs, pour n'être plus aujourd'hui, hélas, qu'une coquille vide.

Longtemps après, j'ai eu beaucoup de plaisir à découvrir la trace de l'étude de J. Binet dans le très beau livre de notre collègue Yves Boulvert, « Bangui 1889-1989 ». Il s'agit de la réunion des témoignages écrits, des dessins et des photographies, laissés par les voyageurs (parmi lesquels figurent de grands écrivains, comme André Gide) qui ont connu la ville de Bangui pendant le premier siècle de son histoire. En fin du livre, se trouve une longue citation de l'enquête effectuée à l'époque par Jacques Binet sur la façon dont les jeunes banguissois, élèves des écoles, percevaient leur ville.

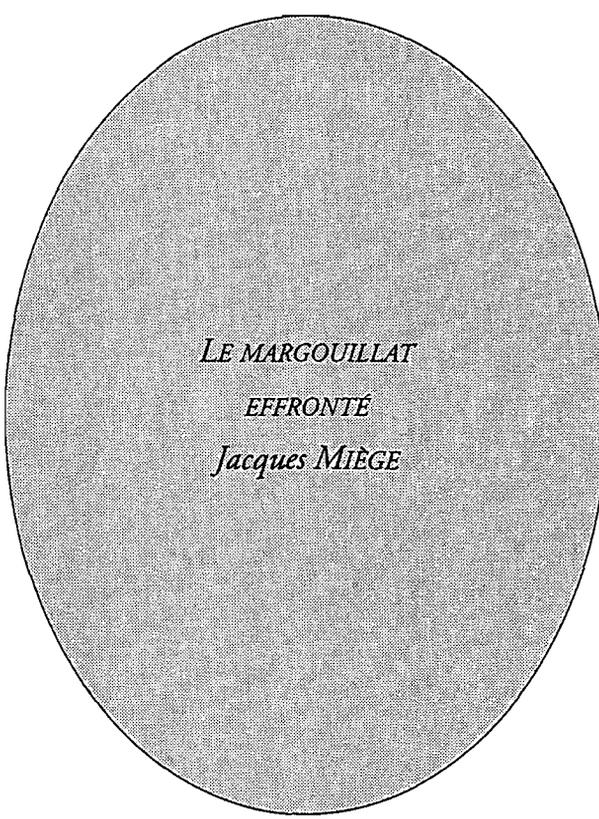
Il y a là un symbole attachant. Les individus ayant laissé des témoignages sur Bangui, pendant le premier siècle de son existence, occupant la majeure partie du livre d'Yves Boulvert, étaient pratiquement tous des

Yvon CHATELAIN

Français. Avec les écoliers de Jacques Binet s'exprimant en fin du livre sur les cent ans de la ville de Bangui, il semble que le panorama change définitivement, que l'histoire coloniale et post-coloniale prenne fin, et que l'histoire centrafricaine commence.

Faut-il l'ajouter en conclusion ? A l'époque du discours de Bokassa et de l'enquête de Jacques Binet, je n'étais pas seulement directeur de Centre, j'étais surtout un chercheur en sciences du sol. Par la suite, j'ai quitté la Commission de Pédologie et je suis passé dans celle des Sciences Sociales.

Mais ceci est une autre histoire...



LE MARGOILLAT

EFFRONTÉ

Jacques MIÈGE

Le Professeur Raoul Combes fut le premier Directeur général de l'Orstom (à l'époque ORSC). Il enseignait la Physiologie végétale à la Sorbonne. C'était un homme grand, à l'aspect réfrigérant. Mais sous cette apparence froide se cachait un homme sensible, généreux même et d'une parfaite honnêteté. Il avait pour assistante, à son laboratoire universitaire, Mademoiselle Gertrude, une personne des îles, martiniquaise ou guadeloupéenne, d'une extrême gentillesse. Sans être volubile, elle était causante et à l'inverse de son patron, était d'un abord chaleureux. M. Combes habitait dans un immeuble proche de la rue Soufflot, un appartement un peu sombre où j'eus le privilège d'être reçu avant de gagner la Côte-d'Ivoire.

Or, Monsieur Combes se devait de visiter le plus beau fleuron de l'organisme qu'il dirigeait ; il vint donc en Côte-d'Ivoire pour y prendre contact avec les autorités locales, et surtout, afin de faire connaissance avec l'Idert, d'apprécier son implantation et de projeter son développement dans l'immédiat et le futur.

On se fait des idées des gens lorsqu'on les connaît mal. Les premières impressions ne sont pas toujours les bonnes, d'où parfois la diversité des opinions concernant un même personnage. Selon les circonstances, une personne pourra être jugée distante ou au contraire familière, chagrine ou riieuse. Dans ces temps, pour un jeune chercheur, un Directeur général drapé d'autorité paraissait toujours un Maître impressionnant qui méritait un grand respect mêlé de beaucoup de retenue. Je pense que ces attitudes d'extrême déférence, sans doute excessives, ont bien changé et peut-être exagérément. Le tutoiement généralisé, caractéristique des nouvelles mœurs, a supprimé les distances et les égards.

Le Directeur général eut le coup de foudre pour les Tropiques. Le site d'Adiopodoumé s'y prêtait. Au cours de son séjour, il fit une cure de fruits exotiques. Particulièrement friand d'ananas, il en fit une telle consommation que sous l'action du suc et des cristaux qu'ils contenaient, ses lèvres se tuméfièrent.

Comme il se devait, le Directeur général fut fort bien accueilli. Il prit contact avec les personnalités gouvernementales, administratives, économiques, scientifiques de la Côte-d'Ivoire. Il fut initié par tout le gratin du pays.

Aussi, avant son retour en France métropolitaine, organisa-t-il un déjeuner à Adiopodoumé. A ce repas huppé étaient conviés le Gouverneur, le Secrétaire général et une cohorte de Présidents de ceci et de cela. Il devait y avoir là deux à trois douzaines d'invités de choix.

Malgré la chaleur humide qui règne en ces lieux, le protocole voulait que chacun portât veston, cravate et tous les attributs exigés par l'étiquette du moment. Pour obéir aux règles, toutes ces autorités avaient donc revêtu leurs uniformes de civils gradés. Heureusement, l'hôtel domine la lagune et reçoit de plein fouet le vent de l'océan proche qui tempère l'atmosphère.

Le repas se déroulait fort bien avec, peut-être, un brin de solennité. La conversation de bon ton avançait avec régularité. Le Directeur général s'informait des besoins du pays, de ses productions, des problèmes scientifiques qui s'y posaient avec le plus d'urgence. Il désirait que les recherches aient, le plus rapidement possible, des applications pratiques.

Les plats succédaient aux plats. L'ambiance un peu cérémonieuse du début se réchauffait. Pourtant, Monsieur le Directeur général gardait son maintien digne et un tantinet raide.

C'est un peu avant l'arrivée des fromages que les participants le virent se dandiner sur son siège d'abord imperceptiblement puis plus nettement. Son visage demeurait énigmatique avec toutefois une pointe de crispation. Mais son trouble s'affermir. Bientôt se lut sur sa face une sourde inquiétude. En même temps sa jambe droite fut prise de mouvements spasmodiques. Cette agitation surprit l'assemblée.

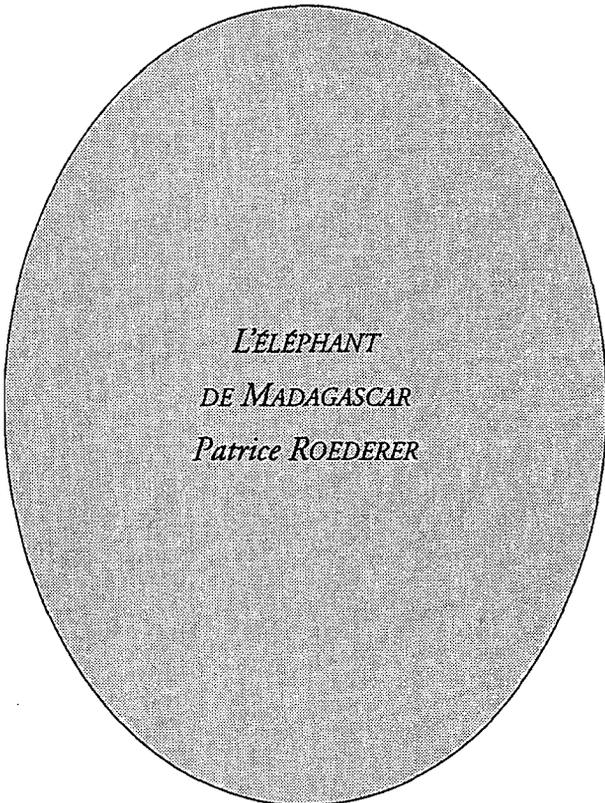
Soudain, rompant avec la bonne tenue générale, l'assistance eut la surprise, l'étonnement de voir, au mépris des règles de bienséance habituelles, le digne Professeur se lever précipitamment de table en renversant sa chaise pour fuir vers une pièce voisine.

Mille et une histoires Outre-Mer

Effarement des invités devant cette sortie peu protocolaire.

Les convives apprirent bientôt la raison de cette retraite intempestive. Un margouillat farceur, un effronté, s'était enfilé dans la jambe du pantalon du Maître et progressant le long de sa jambe lui avait dispensé des caresses rugueuses. La peau des margouillats rêche, râpeuse, n'est pas réputée pour sa douceur.

La bête trop curieuse, subitement affolée, coincée qu'elle était dans cet habitat pour elle inhabituel, s'agitait furieusement causant une panique au pauvre homme qui fit cependant bonne figure après cet événement de lèse-majesté et rit de sa mésaventure.



*L'ÉLÉPHANT
DE MADAGASCAR
Patrice ROEDERER*

Il y avait à l'Orstom un professeur très savant et très candide comme beaucoup de scientifiques, qui avait été le responsable d'un des plus grands centres de l'Office et qui, bien qu'étant à la retraite, continuait à faire bénéficier notre Maison de ses connaissances qui étaient grandes.

Il y avait aussi à l'Orstom à cette époque un jeune chercheur très farceur et qui le resta jusqu'à ce qu'il connut quelques ennuis à cause de cela ; alors il devint un monsieur très sérieux dans un organisme national mondialement connu.

Il avait raconté au Maître que l'Orstom allait recevoir à Madagascar un éléphant pour le zoo de Tsimbazaza.

Or, il advint que le Professeur se rendit dans la Grande Ile en même temps que le Directeur, le Secrétaire général et quelques sommités de l'environnement et autres écologistes.

Le Chef de la Mission de Coopération, comme il se doit, organisa un dîner et y invita notre Professeur, le Recteur de l'Université, le Directeur général, le Secrétaire général et le Directeur local de l'Orstom.

A la fin du repas, au moment où il est permis de reparler travail, le professeur, s'adressant au Directeur local, lui demanda : « Et l'éléphant ? Que comptez-vous en faire ? ».

Avant que toute réponse eût été possible, le Directeur général dit d'une voix soupçonneuse : « Qu'est ce que c'est que cette histoire ? Encore un coup que vous avez fait sans prévenir Paris, c'est inadmissible ! »

Le Chef de mission : « Mais c'est très gentil un éléphant. Quand j'étais en Côte-d'Ivoire, j'allais souvent en voir ».

Le Recteur de l'Université prit alors la parole et s'adressa au Directeur général : « Il ne faut pas en vouloir à votre Directeur local, c'est ma faute ! Comme j'ai reçu des étudiants kenyans à l'Université, le Président Kenyatta, pour me remercier, m'a offert 2 éléphants, jeunes bien sûr, que je n'ai pu refuser. Vous connaissez les excellents rapports qui existent ici entre l'Orstom et l'Université. Aussi ai-je demandé à mon ami Directeur local de les prendre à Tsimbazaza ».

Il y eut un moment de silence : le pauvre Directeur local, tombant de la lune et craignant des lendemains qui ne chanteraient guère, le Directeur général furieux mais n'osant pas contrer le Recteur, le Secrétaire général se contentant de fumer sa pipe, le vieux professeur fort intéressé, le Recteur et le Chef de mission riant sous cape de leur farce.

A la fin de la soirée, ce n'était donc plus un mais deux éléphants qui étaient censés débarquer à Tsimbazaza.

Le lendemain fut un jour sombre : sommé d'indiquer l'endroit où les éléphants trouveraient refuge et qu'ils transformeraient en désert, le Directeur local montra une petite île où, normalement, les zoologistes étudiaient le comportement de petites mangoustes malgaches.

Le Directeur général n'était pas du tout content en reprenant l'avion le soir.

C'est alors que l'hôtesse de l'air malgache lui remis un colis de la part du Chef de Mission de Coopération, du Recteur de l'Université de Madagascar et du Directeur local de l'Orstom.

En l'ouvrant, il trouva un magnifique éléphant en raphia. Et on ne parla plus d'éléphant Orstomien.



*QUATRE OCÉANOGRAPHES
À L'ASSAUT DU MONT-CAMEROUN
Alain HERBLAND
OCÉANOGRAPHE DE L'ORSTOM
DE 1969 À 1985
CHERCHEUR À L'IFREMER DEPUIS 1985*

PROLOGUE

OU L'ON PRÉSENTE LES PERSONNAGES ET LES CIRCONSTANCES

Les quelques pages qui suivent sont le récit d'une aventure vécue par trois chercheurs de l'Orstom, Lionel Lemasson, Bruno Voituriez, Alain Herbland, et un coopérant militaire, François Darbois, au début de l'année 1975.

A l'époque (heureuse époque !), le Capricorne, un navire océanographique de 46 m était à l'entière disposition des océanographes du Centre de Recherches Océanographiques d'Abidjan. Ils avaient toute latitude pour utiliser ce beau et récent bateau à la réalisation de leurs programmes de recherche. Parmi ces derniers, figurait l'étude des courants de la zone équatoriale, — sujet encore d'actualité et sur lequel les « Orstomiens » se sont taillés une excellente réputation, tant dans l'Atlantique que dans le Pacifique. Le « rail » à 4°W, c'est-à-dire une radiale qui partait plein Sud à partir d'Abidjan, étant déjà bien documenté, les océanographes physiiciens voulaient préciser de quelle manière le courant qui vient buter sur la côte d'Afrique, repart dans l'autre sens. D'où la réalisation d'une première campagne dans le fond du Golfe de Guinée, campagne qui faisait la jonction avec d'autres études menées par les océanographes basés à Pointe Noire, qui eux, naviguaient sur le Nizery, navire de la même génération que le Capricorne, mais de dimension plus modeste (25 m).

Tout se passait bien. Depuis une douzaine de jours que nous avions quitté Abidjan, les stations succédaient régulièrement aux stations, et l'on pouvait suivre au fur et à mesure de notre progression l'évolution des températures, des salinités et des marqueurs chimiques et biologiques des différentes masses d'eau rencontrées. L'escale, moment toujours attendu par les océanographes — surtout quand il s'agit d'un site nouveau ou d'une ville inconnue, — l'escale donc, approchait. Il s'agissait de Douala, ville du Cameroun, plus réputée pour une plus forte pluviométrie que par son grand attrait touristique...

Mais la veille ou l'avant veille de l'escale, la climatisation du Capricorne tomba en panne. Malgré tous les efforts des mécaniciens pour la remettre en état, force fut de constater qu'il était impossible de réparer en mer : une pièce devait être changée.

ACTE I

UNE DÉCISION MÛREMENT RÉFLÉCHIE

Naviguer dans le creux du Golfe de Guinée en janvier-février, lorsque la température de l'eau avoisine les 29°, que celle de l'air ne descend pas au-dessous de 30 et que le taux d'humidité frôle en permanence les 100 %, passe encore, si l'on peut vivre sur le pont, or, c'est impossible.

Il n'était donc pas question de terminer la campagne tant que la climatisation ne serait pas réparée. Mais une pièce défectueuse d'un compresseur d'une marque déterminée, ça ne se trouve pas partout, et encore moins à Douala ! Il fallut donc la commander et attendre : attendre pendant plusieurs jours qu'elle arrive, qu'elle franchisse les barrières douanières et qu'enfin elle soit remontée. Pendant ce temps, nous avons épuisé tous les charmes de la ville. Alors que faire pour occuper intelligemment son temps ?

L'un d'entre nous, Lionel Lemasson, avait pris l'habitude, depuis qu'il était à l'Orstom et qu'il parcourait l'océan mondial, de gravir le sommet local de l'escale : celui de Mangareva aux Gambier, le Mont Ste Hélène sur l'île du même nom, ou encore le Mérapi, volcan en activité de Java et l'Aorai à Tahiti. Pourquoi ne pas tenter l'ascension du Mont Cameroun, qui culmine à rien moins que 4095 m et dont la base du cône est à moins d'une heure de voiture ? Trois personnes répondent avec enthousiasme à cette proposition. Nous rassemblons quelques vivres (4-5 oranges, du sucre, des boîtes de sardines, une baguette de pain et une bouteille d'eau), des vêtements chauds (enfin, un pantalon long et un pull over) et nous voilà partis, heureux de l'aventure qui nous attend...

La décision est prise, mais passer à l'acte n'est pas si simple ; depuis hier matin nous nous enlisons dans des formalités de police ; enfin, à 11 h 30, ce mardi 4 février 1975, nous quittons Douala à bord d'une vieille 404 toute déglinguée, après des palabres interminables avec l'inspecteur des « taxis-brousse », tout simplement parce que nous n'avions pas respecté l'ordre de priorité des voitures dont il a la responsabilité !

Une heure et quart plus tard, après avoir maintes fois recommandé au chauffeur de conduire moins vite, nous arrivons à Buéa. Peut-être voulait-il compenser les nombreux arrêts pour contrôle de pièces d'identité répartis le long du trajet. Allez savoir pourquoi, du côté ex-français la route est une succession de nids de poules alors qu'elle est impeccable du côté ex-anglais. Buéa nous apparaît comme une ville d'Afrique noire, typique, avec ses quartiers pauvres, mais ô surprise, on y trouve aussi, une végétation tempérée (rosiers, framboisiers), effet probable de l'altitude (1200 m) qui compense celui de la latitude (4°N).

A peine arrivés, un jeune homme (Buéen ?) se propose de nous emmener, pour 2000 F CFA, au premier refuge (1800 m). Nous saurons plus tard que cet empressement à accompagner les touristes grimpeurs est en fait un travail au noir, car nous aurions dû nous adresser à l'Office du Tourisme qui propose les mêmes services au tarif, plus rémunérateur mais officiel, de 6000 F CFA !

C'est parti ! Il est tout juste 13 heures, l'enthousiasme est à son comble.

C'est ainsi qu'en quelques heures, sans aucune préparation physique ni mentale, sans aucune connaissance particulière des risques et des dangers potentiels, et bien sûr sans aucun matériel ni vivres appropriés, quatre océanographes ont décidé, en pleine inconscience, de s'attaquer au point culminant de toute l'Afrique Occidentale et Australe (4095 m), exactement comme s'ils allaient se promener un dimanche après-midi dans les monts d'Auvergne ou du Forez.

ACTE II

LÉGERS ET COURT VÊTUS, ILS ALLAIENT À GRANDS PAS...

Nous comprenons immédiatement pourquoi le guide s'avère indispensable : l'ascension commence en pleine forêt et il serait très facile de se perdre ; il fait une chaleur accablante, très vite nous dégoulinons de sueur bien que la pente soit douce. Au bout d'une demi-heure, nous sommes littéralement liquéfiés et la pause d'un quart d'heure, au cours de laquelle nous savourons une demi-orange, ne suffit pas à sécher les chemises ruisse-lantes qui collent à la peau. Heureusement la pente n'est toujours pas trop forte, ce qui permet d'admirer d'énormes « bouquets » de fougères arbores-centes, des ruisseaux à sec, et une végétation à la fois familière et différen-te de celle de la forêt équatoriale de Côte d'Ivoire.

A 15 heures, c'est-à-dire après 2 heures d'efforts et de transpiration, nous atteignons le premier refuge situé à 1800 m où, ô délice, coule une source d'eau fraîche. Lionel et Bruno s'y précipitent, boivent abondam-ment pour compenser l'eau transpirée. Très prudemment, François et moi, nous nous abstenons parce que la peur d'attraper des amibes ou autres parasites de ce genre surpasse la soif. Mais, on ne sait jamais, l'échelle des valeurs pouvant s'inverser au cours de l'ascension, je remplis ma bouteille d'un litre et demi comme les autres...

Petit casse-croûte, repos pendant près de trois quart d'heure, nous disons au revoir à notre guide et c'est reparti !

Derrière le refuge, on découvre une partie du Mont qui nous apparaît comme une énorme distance à parcourir, et encore, on ne voit pas le sommet ! Quelle pente ! Heureusement, n'ayant aucune expérience de la randonnée en montagne, je ne me rends absolument pas compte de la difficulté qui nous attend. Bruno et Lionel, plus habitués à l'escalade sont, ils me le diront plus tard, inquiets sur nos chances de réussite.

Encore trois quarts d'heure de marche ruisselante en forêt, puis, en quelques dizaines de mètres, nous passons dans la savane herbeuse ; la pente est toujours faible, mais d'un seul coup, nous arrivons devant un mur, une pente d'au moins 30° s'étageant semble-t-il sur plus d'un kilomètre, avec, cette fois-ci, un sentier qu'on ne risque pas de perdre puisqu'il suit approximativement la ligne de la plus grande pente ! Nous commençons à souffrir. Chacun va à son rythme car on s'aperçoit vite que la fatigue augmente en s'attendant mutuellement.

Il faut à chaque pas faire un effort pour vaincre la pesanteur dont nous prenons conscience de la signification : la jambe, la cuisse, le pied, chaque partie du corps « pèse » ! Bruno s'arrête tous les 5 mn tandis que Lionel monte, avec une extrême lenteur. Je suis, pour l'instant, le moins mal en point des quatre.

Vu d'un peu plus haut, on ne se rend pas compte de l'effort fourni, de l'économie des gestes qui donne une impression d'irréel, de film tourné au ralenti ; mais le cœur qui tambourine dans la poitrine rappelle qu'il ne s'agit pas d'une fiction. On respecte scrupuleusement les quotas d'eau, il n'est pas question de satisfaire sa soif : une gorgée ou deux, pas plus ; cela suffit pour réhumecter la langue et le palais. Heureusement, il fait maintenant un peu moins chaud et quelques nappes de brume apparaissent. Installés au flanc de la montagne, nous croisons des pluviomètres, des stations météo, un gros bidon peint en rouge, un arbre isolé, ceint d'une bande d'aluminium qui brille dans le lointain et qui nous sert d'amer.

Quelque temps après, mais qui semble une éternité, on atteint un grand plateau, ce que les cyclistes appelleraient un faux plat, le genre de pente qui continue à vous couper les jambes sans en avoir l'air. Enfin, après presque 3 heures de cette marche lente, harassante au point qu'on ne parle plus depuis longtemps (la parole exige une énergie qu'on ne soupçonne pas !), nous arrivons au 2e refuge, bien caché dans un creux, invisible 100 mètres plus bas. Lionel arrive tout juste avant la nuit et il était temps car, bien sûr, nous n'avons pas de lampe torche, ni même une petite pile de

poche. On allume un feu avec les moyens du bord : herbes sèches et épineux, autant pour s'éclairer que pour se réchauffer. Au menu : sardines à l'huile, pâté, sucre, pain, quelques gorgées de whisky et une demi-orange. Pour tout lit, nous disposons de planches de 10 cm d'épaisseur situées à environ 1 m du sol. C'est dur : nos corps se sont refroidis mais la température de l'air aussi. N'ayant pas d'autres choses à faire, nous nous installons pour la nuit : j'enfile un pantalon sur le bermuda, un parka par-dessus le pull, des chaussettes de tennis et j'enveloppe le tout dans un duvet de camping. Oh qu'il va faire bon s'allonger et dormir après tant d'efforts !

Hélas le froid commence à nous pénétrer de partout ; les minutes, puis les heures s'écoulent, j'ai le sentiment de n'avoir pas fermé l'œil jusqu'à 3 heures du matin. François, je l'entends nettement, claque des dents à 3 mètres tandis qu'épisodiquement, entre 2 insomnies, Lionel ronfle à 50 cm de mes oreilles gelées ! On entend des grattements, du papier que l'on froisse ; ce sont des souris (ou des rats ?) qui viennent grignoter les quelques gâteaux secs qui nous restent !

Il faut croire que nous avons pu nous assoupir puisqu'à 6 h 30 nous sommes réveillés par le jour. Le petit déjeuner est bien frugal, évidemment sans aucune boisson chaude puisque nous n'avions pas de réchaud ni même de casserole. Nous le déplorons fortement, mais rapidement car il n'y a pas de temps à perdre si nous voulons atteindre le sommet et être de retour à Buéa le soir même. Il reste encore 1300 m de dénivelé à gravir !

Au début, ça ne monte pas trop ; mais, au bout d'une heure, nous sommes de nouveau face à une pente abrupte. Aujourd'hui c'est Bruno qui est en forme : il est devant, marchant à un rythme que nous n'essayons pas de suivre.

Après 2 heures d'une lente et silencieuse ascension, nous atteignons un troisième refuge, partiellement détruit ; je commence à manquer d'air. De temps en temps, chacun s'arrête quelques minutes pour tenter de reprendre son souffle, puis repart, incapable de prononcer une parole. Maintenant la pente est moins forte mais les distances à parcourir sont toujours aussi

longues. Il faut marcher, marcher. A chaque rupture de pente, nous espérons enfin voir le sommet, mais ce n'est qu'une petite barre, suivie d'un plateau faussement horizontal, reculant encore et toujours la ligne d'horizon.

Progressivement, le sol devient gris, parsemé de cailloux ; des morceaux de lave nous roulent sous les pieds, augmentant encore la difficulté ; la végétation se raréfie : de la bruyère, des plantes rases, puis, lorsque le sentier commence à ressembler à de la cendre, il ne subsiste plus que quelques lichens et des plantes comme des immortelles. Le sommet ne devrait pas être loin !

Le vent est maintenant très froid, la brume épaisse rend la visibilité inférieure à quelques dizaines de mètres. Nous passons à côté du 4e refuge, plus exactement ce qu'il en reste tant il est malmené par le vent. A côté, une pancarte rappelle que le 2e Régiment blindé du Cameroun est arrivé jusque là. On continue, le sommet devrait être proche, mais non, ça monte toujours. Pour combien de temps encore ? Bruno, toujours devant, un bâton à la main, disparaît épisodiquement dans la brume ; il me fait penser à un guide conduisant des pêcheurs en enfer ; pauvre guide, pauvres pêcheurs...

Enfin, Bruno nous annonce qu'il a atteint le sommet. Nous réunissons nos dernières forces pour le rejoindre. En effet, le cratère est là, petit mais profond. Il n'est pas question d'y descendre ; la lave, solidifiée en « galets » de pierre ponce se déroberait sous nos pieds et nous empêcherait de remonter.

Il est 9 h 45, nous avons donc marché et monté pendant trois heures. On s'assied quelques minutes, le temps de réaliser que nous avons vaincu ce sommet, que nous sommes sur un des toits du continent africain, à 4100 m d'altitude. Malheureusement, point de panorama, ni de vue grandiose sur l'océan Atlantique. La visibilité est à peine de 50 m et, en plus, il fait très froid et nous avons l'onglée. Le temps de prendre deux ou trois photos, de ramasser quelques morceaux de lave en guise de souvenir, il faut déjà commencer la descente.

ACTE III
UNE DESCENTE GUILLERETTE

Quel soulagement, quelle facilité ! Le silence de la montée fait place maintenant à une discussion pleine d'allégresse. Chacun exprime ce qu'il a ressenti pendant l'ascension. Tous les quatre, nous avouons qu'il s'en est fallu d'un cheveu pour que nous abandonnions. Mais, personne ne voulait être le premier à céder.

En 20 minutes, nous sommes redescendus sans efforts au 3e refuge alors qu'il nous avait fallu une heure de souffrance à la montée pour parcourir la même distance. Surprise, nous y rencontrons deux autochtones qui font une courte pause. Ils ont quitté Buéa le matin même ! Ils s'entraînent pour le concours Guinness qui, chaque année, décerne un prix au grimpeur le plus rapide.

Nous les regardons partir. C'est écoeurant ; ils montent en courant là où nous peinions comme des forcenés ! Nous reprenons notre descente. Progressivement, la facilité du début se transforme en effort car, aux endroits de plus grande pente, il faut se retenir pour ne pas courir et ne pas courir pour n'être pas essoufflé. Les muscles commencent à se raidir surtout au niveau des genoux ; la douleur s'intensifie et gagne progressivement les cuisses. J'ai maintenant l'impression que mes rotules vont sortir de leur « logement ». Cette fois-ci c'est Bruno qui souffre le plus. Il ne contrôle plus ses jambes, mais bientôt nous sommes tous dans le même état : les mollets, les genoux et les cuisses tétanisés, nous n'arrivons plus à poser les pieds là où il faudrait, si bien que chaque pas est un prodige d'équilibre qui fait travailler des muscles dont on ignorait jusque là l'existence !

On aperçoit maintenant le 2e refuge, celui où nous avons passé la nuit. Il est là, devant, il se rapproche très lentement. Et pourtant on descend, on descend, en essayant toujours de retenir le mieux possible cette force incompréhensible qui vous pousse vers le bas, à votre corps défendant.

Enfin, on y arrive. Nous avons à peine la force de nous hisser sur les planches qui nous ont servi de lit. Nous restons là, allongés sur le dos, sans rien dire. Nous avons soif, mais il n'y a plus rien à boire, plus un seul quartier d'orange à manger, même pas un zeste à sucer !

Au moment où nous sommes quand même décidés à repartir, les sportifs, croisés au 3e refuge, nous rejoignent déjà ! Ils ont eu le temps de monter au sommet et de redescendre. Ils nous offrent leur eau, qu'on accepte bien volontiers, et proposent de nous délester de nos légers sac à dos. « On vous attendra en bas — c'est promis » ! Et les voilà déjà en route, sautant comme des cabris, défiant les lois de l'équilibre et de la fatigue.

Après quelques minutes de descente relativement facile, nous arrivons au sommet du fameux mur, celui qui nous a tant fait souffrir à la montée, celui où le chemin suit la ligne de plus grande pente. Que faire ? Il est quasiment impossible de marcher, sauf au prix d'un effort qui redevient vite très douloureux tant il faut lutter contre cette fichue pesanteur qui vous entraîne sans cesse vers le bas ; il n'est pas plus possible de se laisser aller car, dans cette pente raide, le moindre faux pas, c'est la glissade sur plusieurs mètres, ou pire, la chute sur une distance que l'on n'ose imaginer.

Pourtant, il va bien falloir sortir de cet enfer et le plus vite sera le mieux. Les genoux au bord de la rupture, je décide de foncer, c'est-à-dire de ne plus me retenir, ou juste ce qu'il faut pour ne pas dévaler la pente la tête la première. Je ressens d'abord comme une sorte de soulagement. Soulagement physique car les muscles, travaillant moins à contre sens, sont moins douloureux ; soulagement moral aussi car je descends tellement plus vite que le calvaire sera plus court. Mais bientôt, quart d'heure après quart d'heure, les douleurs reprennent, de plus belle ; je dois ressembler à une marionnette mal contrôlée que le marionnettiste va laisser s'effondrer d'une seconde à l'autre. A force de courir, la soif revient, accentuée par l'entrée dans la forêt moite et chaude. Je n'ai ni l'envie ni le temps de m'arrêter pour regarder derrière où en sont les autres, d'ailleurs comment s'arrêter sans tomber ? La soif s'accompagne d'une sensation encore inconnue :

les muqueuses de la bouche et de la gorge se dessèchent au point qu'elles donnent l'impression de gonfler : j'ai de plus en plus de mal à respirer, non par manque d'oxygène ambiant, mais parce que le pharynx se rétrécit ! Je me souviens alors d'un propos d'Alain Mimoun racontant les derniers kilomètres de son marathon olympique victorieux : « l'air n'arrivait plus dans mes poumons que par un trou d'aiguille ». J'éprouve exactement la même sensation : une aiguille à tricoter peut-être, mais tout de même ! Curieusement, je n'ai pas trop peur. Je n'ai qu'une obsession : continuer à courir, continuer à dévaler cette pente pour arriver le plus vite possible au premier refuge.

Enfin, à 13 h 45, c'est-à-dire après plus d'une heure d'une course effrénée (et mal freinée), j'arrive au refuge où attendent sagement les deux africains. Je me précipite à la source, y plonge la tête entièrement, m'y rince la bouche abondamment afin d'élargir ce « trou d'aiguille » et puis je bois. Ah ! Quelle merveille cette eau, celle-là même que j'avais dédaignée à la montée. Elle pourrait contenir tous les microbes de la création que je la boirais avec la même avidité et le même plaisir !

Les collègues s'échelonnent dans le quart d'heure suivant, complètement exténués, ressemblant à des pantins désarticulés, le visage émacié par la fatigue, la douleur et la soif.

Ce n'est que vers 15 heures, c'est-à-dire après une bonne heure de repos que nous quitterons ce premier refuge. Le reste de la descente vers Buéa se passa sans difficulté majeure, si ce n'est que plusieurs fois nous avons hésité avant de prendre le bon chemin. À 16 heures 15, nous reconnaissons les premières maisons de Buéa que nous avons quittées quelques 27 heures plus tôt.

ÉPILOGUE

JURAIENT, MAIS UN PEU TARD,
QU'ON NE LES Y PRENDRAIT PLUS !

Dans les jours qui suivirent, nous fûmes tous les quatre, à des degrés divers, atteints de courbatures, perclus de douleurs insolites.

Bruno perdit les ongles des deux gros orteils, tant les chocs répétés sur les chaussures avaient été violents au cours de la descente.

Nous étions évidemment heureux d'avoir « vaincu » le Mont Cameroun, nous des océanographes, plus habitués à compenser le roulis et le tangage à l'altitude zéro, qu'à vaincre les effets de la pesanteur et du manque d'oxygène entre 3000 et 4000 m. Mais l'honnêteté m'oblige à reconnaître que si j'avais su, avant le départ, ce qu'il allait falloir endurer, j'aurais certainement renoncé. Et je ne crois pas trahir aujourd'hui, près de vingt ans plus tard, la pensée de mes « camarades de cordée » en disant qu'ils auraient pris la même décision.

Si l'inconscience a parfois du bon puisqu'elle peut engendrer des aventures qui obligent à se surpasser, je crois que nous avons eu de la chance de nous en tirer à si bon compte. Que se serait-il passé si nous n'avions pas rencontré ces deux autochtones sympathiques qui nous ont donné leur eau et porté nos affaires, si l'un de nous avait chuté, ou pire, avait été victime d'un malaise dû à l'excès de fatigue ? Heureusement, nous avions la jeunesse et c'est probablement l'atout majeur que, sans le savoir, nous avions emporté sur les flancs du Mont Cameroun en ce début d'année 1975. Car, pour le reste, il faut bien avouer que nous avons agi avec une extrême légèreté. Mais pas au point de nous donner des ailes...



*LE PONT
DU SAMBIRANO
Patrice ROEDERER*

Il était une fois un pont. Bien sûr, ce n'était pas celui du Golden Gate, ni Tancarville, non, c'était un petit pont de bois, de 40 mètres de long et quelques uns de large, niché au nord-ouest de Madagascar en pays Tsimihety.

Il vivait bien paisiblement car la circulation sur la RN 1 n'était pas bien gênante : quelques camions de la sucrière Sosumav, quelques transports de riz, des charrettes à bœufs.

Il était d'autant plus tranquille que, lorsque la saison des pluies arrivait, les Travaux Publics le démontaient et le mettaient à l'abri pour le cas où la petite rivière qui passait dessous aurait grossi et l'aurait emporté.

Donc une vie de rêve pour un pont.

Mais en 1966, un événement survint qui allait tout changer : l'Orstom avait décidé d'envoyer des chercheurs au Mont Tsaratanana, le plus haut de la grande Ile, pour y étudier la faune et la flore pendant 15 jours.

Cela nécessitait une pléiade de porteurs, en plus des chercheurs et techniciens Orstom, Irat, Muséum, CNRS, et l'ensemble atteignait plus de cent personnes.

Pour assurer la logistique, le soutien santé, etc..., il fut fait tout naturellement appel à l'armée française qui fournit en particulier les avions C 47, pour les parachutages de vivres et le transport des chercheurs, et les camions pour aller depuis l'aérodrome de Bealanana jusqu'au pied du massif, ces camions de la Légion venant de Diego Suarez en utilisant ce fameux pont.

Tout aurait été parfait, mais on s'aperçut que les Travaux Publics démonteraient le pont entre le début et la fin de l'expédition, ce qui revenait à laisser les véhicules plus de 6 mois bloqués. Toutefois, l'Administration acceptait dans sa grande générosité de laisser le pont en place, aux risques et périls de l'Orstom qui devrait le rembourser au cas où il serait emporté par une crue.

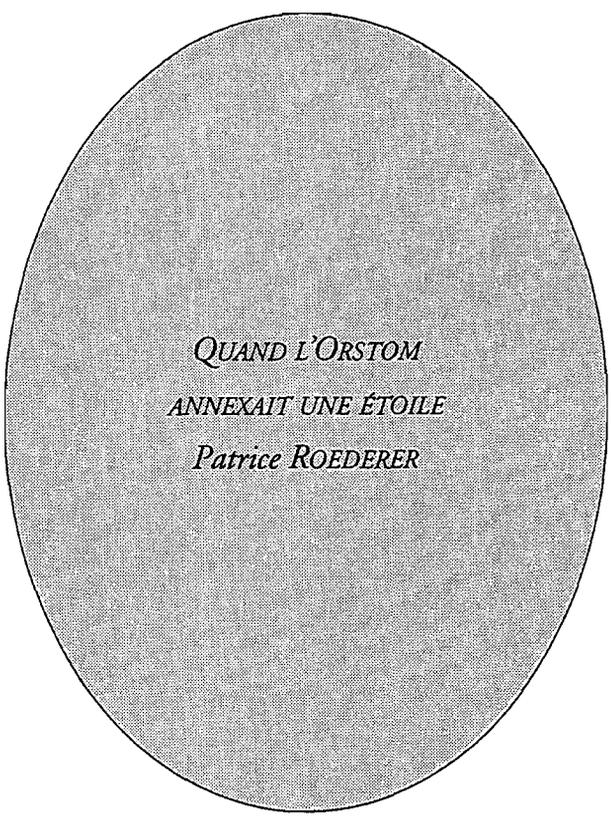
Ne voulant pas occasionner de crises cardiaques au sein de la Direction générale à Paris, la réflexion entre l'Armée et l'Orstom fut menée à grande vitesse et la solution s'imposa : il fallait assurer le pont.

Alors commença la ronde des assurances, tout miel au début quand l'Orstom demanda à assurer : « Mais bien sûr, incendie, vol, accidents » !

Quand elles apprirent qu'il s'agissait d'un pont, leur perplexité devint grande : était-ce une blague ou le Directeur local de l'Orstom était-il devenu fou ?

Finalement, après qu'elle ait interrogé les archives météo depuis 20 ans et sa Direction parisienne, une compagnie d'assurance accepta le risque, moyennant une prime exorbitante.

C'est ainsi qu'un petit pont malgache fut peut-être le seul à être assuré contre les crues.



*QUAND L'ORSTOM
ANNEXAIT UNE ÉTOILE
Patrice ROEDERER*

Rodrigues, trop près de Maurice et de Madagascar pour que l'Orstom ne s'y intéresse pas, trop loin pour que les moyens du même Orstom suffisent. C'était le dilemme auquel étaient confrontés les chercheurs du centre de Tananarive en cette décennie 1960-70. Jusqu'au jour où il fut possible d'affréter un petit dragueur « océanique » de la Marine Nationale, baptisé « Altaïr » du nom de la constellation de l'Aigle.

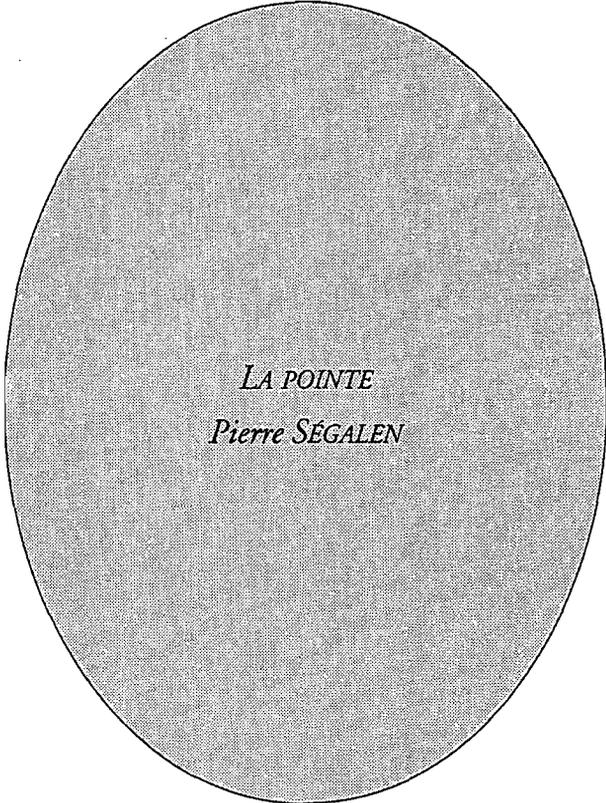
Un beau jour, l'Altaïr sortit de Diego-Suarez, emportant à son bord, outre son équipage normal, une équipe de l'Orstom où se côtoyaient entomologistes, hydrologues, historiens,...

Las, à peine sorti de la rade, le bâtiment fut confronté à la colère de l'océan et les ennuis commencèrent : comme hors-d'œuvre, ce fut justement le cuisinier du bord qui, tombant à la suite d'un coup de roulis, eut une entaille au bras suffisante pour que les tendons aient envie de remonter vers leur source. Bien sûr, le malheureux quartier-maître infirmier en perdit son breton mais c'était sans compter sur l'Orstom qui recélait un médecin parmi ses entomologistes, lequel médecin se fit un devoir et, peut-être, un plaisir de réparer, au moins provisoirement, de la mer l'outrage, en attendant de trouver un port.

S'il était bien soigné, le pauvre coq ne pouvait cependant plus préparer les repas qui sont, comme chacun le sait, parmi les activités les plus importantes des matelots. Alors, on s'aperçut que parmi les entomologistes se trouvait un fin cordon bleu qui, lui aussi, se fit un devoir et, pourquoi pas, un plaisir de préparer des petits plats pour l'équipage.

Hélas, les épreuves n'étaient pas terminées pour l'Altair : le radio, malade comme on peut l'être sur un dragueur même océanique qui roule et tangue comme un ivrogne un jour de paie, était incapable d'assurer les transmissions. Là aussi, Super-Orstom veillait et l'hydrologue, se souvenant de son service dans la Royale en tant que radio, remit ses connaissances en service et remplaça fort bien le radio comateux.

C'est ainsi que, pendant quelques jours, l'Orstom aurait pratiquement pu hisser son pavillon sur un Bâtiment de la Royale.



LA POINTE
Pierre SÉGALEN

Le coelacanthé fut vraiment une grande affaire à l'IRSM au début des années 50. Elle débuta par l'annonce de la capture aux Comores, par un Sud-africain, d'un exemplaire de ce poisson dont les premiers datent du Dévonien, soit en gros, 350 à 400 millions d'années avant notre ère. Ce spécimen, considéré comme très rare, partit donc vers un laboratoire d'Afrique du Sud.

Le Directeur de l'IRSM, le professeur Jacques Millot, réagit immédiatement en offrant une prime de 1 000 F CFA à celui qui prendrait un autre exemplaire. Le résultat ne se fit pas attendre et, peu de temps après, on apprit qu'un nouveau coelacanthé avait été pêché aux Comores ; il n'y avait qu'à venir en prendre livraison. Le Haut Commissaire fit aussitôt mettre un avion à la disposition de l'IRSM pour aller le chercher. Tout le personnel de l'Institut, quelle que soit sa spécialité, fut mobilisé dès son arrivée, pour le réceptionner, le découper, et mettre les diverses pièces dans le formol pour les préserver et permettre leur examen détaillé ultérieur.

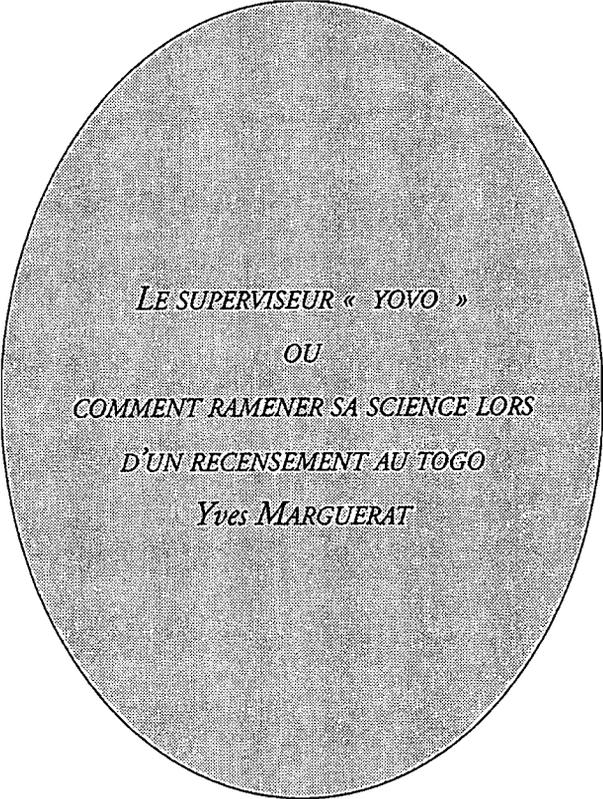
Rapidement, on s'aperçut que le coelacanthé ne devait pas être très rare car plusieurs exemplaires furent ramenés à la surface. M. Millot décida alors, vu l'abondance du matériau, d'en expédier un à son laboratoire du Muséum d'Histoire Naturelle à Paris. Le problème était alors d'assurer son transport de Tananarive à Paris. L'atelier de l'IRSM confectionna une caisse en zinc, à partir de plaques convenablement soudées ; on y plaça un coelacanthé entier, immergé dans le formol, et le couvercle fut soudé à son tour. La caisse fut placée dans une caisse en bois dont on cloua le couvercle.

Le colis ainsi préparé serait confié à Ménaché qui partait en congé ; il voyagerait comme bagage accompagné. Ménaché, le jour venu, se présenta au bureau d'Air France pour faire enregistrer la précieuse caisse. L'employé fit la grimace, elle sentait un peu le formol. On lui expliqua la nature du contenu ; au moment de la fabrication de la caisse, un peu de formol avait dû être répandu ce qui expliquait cette odeur. Nullement rassuré, l'employé appela le chef d'agence qui constata, lui aussi, l'odeur désagréable. Ménaché insista, l'assurant que le contenu allait sûrement faire progresser

la science, que ce poisson, dont les nageoires étaient insérées sur des embryons de pattes, constituait un maillon entre les poissons « normaux » et les amphibiens, premiers tétrapodes. Le chef d'agence finit, devant tous ces arguments scientifiques, par se laisser convaincre d'accepter la caisse. Mais il déclara que, en dernier ressort, c'est le pilote qui admettra, ou non de la prendre à son bord.

Le lendemain de très bonne heure, Ménaché prit place dans le car qui emmenait les passagers prendre l'avion à Arivonimamo. Dans l'après-midi, on le vit revenir avec sa caisse. Elle n'avait pas réussi son examen de passage et le pilote avait refusé de la prendre à bord. Effectivement, elle sentait de plus en plus. Elle fut ramenée à l'atelier et démontée. Il apparut alors qu'une des pointes, enfoncée un peu de travers, avait traversé le bois et percé le zinc. D'où une fuite légère mais continue de formol.

Il fallut tout recommencer. Les soudures furent contrôlées très attentivement et les pointes de la caisse extérieure en bois mises en place avec le plus grand soin. Quand il fut évident que la nouvelle caisse ne sentait rien, qu'il n'y avait cette fois aucune fuite, Ménaché put se représenter au guichet d'Air France où son colis fut cette fois accepté. Deux jours après, le coelacanthé faisait son entrée au Muséum.



LE SUPERVISEUR « YOVO »
OU
COMMENT RAMENER SA SCIENCE LORS
D'UN RECENSEMENT AU TOGO
Yves MARGUERAT

Travailler à un recensement ou sur un recensement, cela signifie en général élaborer de savants calculs et de puissantes analyses, qui vous vaudront l'admiration de vos pairs grâce à de doctes publications. Mais cela peut aussi signifier des actions beaucoup plus modestes, voire parfaitement ingrates (ce qui ne veut pas dire qu'elles soient tristes), dont les retombées scientifiques peuvent néanmoins être non négligeables.

Le Togo avait fait en 1970 son deuxième recensement général ⁽¹⁾. Mais ses résultats n'avaient été que très partiellement exploités : on avait tout codifié pour l'ordinateur de l'université d'Accra (alors l'un des premiers en Afrique) ; celle-ci avait ensuite changé de système, et tout était perdu : on n'a même jamais su ce qu'étaient devenues les bandes magnétiques enregistrées à grands frais.

Après un an de séjour au Togo, en 1979, j'avais obtenu — non sans peines — d'avoir enfin accès aux documents de base de ce recensement, empilés sous une épaisse couche de poussière dans le vieux bâtiment de l'Assemblée nationale (dissoute depuis le coup d'État de 1967), sauf un dixième des fiches, classées à la direction de la Statistique pour une enquête post-censitaire, qui, elle aussi, n'avait accouché que d'une souris. Comme j'en avais besoin pour l'analyse de la population des villes du Togo — qui n'avait jamais été faite —, j'avais entrepris, avec quelques enquêteurs de l'Orstom, de dépouiller ce monceau de dossiers : Lomé au 1/10è (sur 200 000 habitants), les vingt autres chefs-lieux et une dizaine d'autres centres présumés urbains exhaustivement. Au total, 44 525 chefs de ménages furent répertoriés et mis en fiches à la main — ce qui est tout à fait possible à condition de dépouiller celles-ci au fur et à mesure, et de ne pas trop vouloir faire à la fin des croisements non prévus au début ⁽²⁾.

(1) Le premier avait pris deux ans, de 1958 à 1960. Ses fiches de base, oubliées de tous, auraient été retrouvées récemment à Paris.

(2) Sachant les délais qu'il faut en général pour les saisies informatiques, je ne suis pas sûr que, tous comptes faits, nous ayons été, avec nos deux années de travail, tellement plus longs.

Le gag fut, fin 1979, quand on annonça que le régime togolais allait se donner une façade constitutionnelle et faire élire une nouvelle Assemblée (3). Saisi d'un doute, j'allai voir le directeur général de la Statistique et lui demandai si, par hasard, on n'envisageait pas de remettre en usage le bâtiment où travaillait mon équipe (4). « Oui, me dit-il, on vient de m'en informer : il nous faut débarrasser rapidement les lieux. Je ne sais pas ce qu'on peut faire de ces dossiers. Je pense qu'il n'y a qu'à les brûler... »

Le cri d'horreur que j'ai poussé a dû s'entendre jusque dans la rue. « N'en faites rien ! Donnez-moi une semaine pour trouver une solution ». J'ai commencé à explorer fébrilement tous les bâtiments sous-occupés du vieux quartier administratif (5), et j'avais enfin déniché un abri possible quand un jeune et brillant démographe togolais, Nouridine Bouraïma, trouva une solution bien plus simple : une pièce de la Statistique qui ne servait qu'à ranger des cartons, et le pied de l'escalier adjacent.

Nous commençâmes donc le déménagement de la bonne douzaine de mètres cubes que représentaient les dossiers. A l'Assemblée, mon équipe Orstom défaisait les tas et les chargeait avec un minimum de précautions dans la camionnette de la Statistique (dont les agents n'eussent pas fait montre de la même douceur : ceux qui ont déjà vu déménager des archives en Afrique me comprendront). A l'autre bout, une chaîne humaine nous apportait les dossiers, et Nouridine et moi, à quatre pattes par terre, couverts de poussière et de toiles d'araignées, nous montions les piles, en reconstituant soigneusement les populations rurales et urbaines, préfecture par préfecture. De quoi attraper de bons tours de reins, surtout quand il fallait se glisser sous l'escalier...

(3) A 99,98 % seulement, au lieu de 99,99 % pour le président de la République: il ne fallait pas risquer de confondre les légitimités...

(4) En fait, les députés se sont réunis dans la Maison du Parti, climatisée et beaucoup plus confortable. La vieille assemblée continue à dormir d'un profond sommeil.

(5) Premier contact avec l'architecture coloniale allemande dont je ne savais pas alors qu'elle me passionnerait tant par la suite.

Tâche pas follement épistémologique, je l'accorde, mais qui a véritablement sauvé ce recensement (6), et a tissé des liens entre les gens de la Statistique et moi tels que, quand ceux-ci se lancèrent dans l'aventure d'un nouveau recensement, en 1981 (7), ils m'associèrent comme conseiller à toutes les phases du travail.

Quand, en novembre, arriva le recensement lui-même, on nous demanda, à Alfred Schwartz et moi (les deux seuls « sciences humaines » de l'Orstom-Lomé à l'époque), d'y participer avec le titre de « superviseurs » (bénévoles, mais tout à fait officiels). Alfred parcourut les régions de l'intérieur, apportant son expérience et sa rigueur habituelle pour des opérations qui ne furent pas spécialement pittoresques. Quant à moi, déjà perçu comme « l'homme de Lomé », je devais renforcer l'équipe chargée de la capitale. En fait, quand je voulus accompagner les enquêteurs sur le terrain pour les « vérifier », on s'aperçut vite que tout se passait en mina — le dialecte populaire de Lomé — et que j'étais, par cela même, hors course, parfaitement inutile. Certes, je fis quelques enquêtes moi-même, par exemple celles des enfants emprisonnés à la Brigade pour Mineurs ou auprès de diplomates français que leur statut aurait pu dispenser de répondre, mais qui n'osaient pas me le refuser. Je pus aussi régler par téléphone quelques cas de réticences, par exemple de commerçants libanais : je prenais mon ton le plus impérieux pour déclarer qu'il s'agissait d'une obligation légale et que personne ne pouvait y échapper, sauf à encourir les foudres de la Loi... Ça marchait.

De fait, je devins très vite l'homme à tout faire, de la Statistique : quiconque, parmi les agent recenseurs ou les chefs d'équipe, avait un problème venait me voir pour le résoudre, ou du moins pour se faire réconforter. Je connaissais bien moins les rouages de la maison que mes amis les statisticiens

(6) Devenu directeur général de la Statistique quelque temps plus tard, N. Bouraima le fit ré-installer dans des lieux beaucoup mieux adaptés, aménagés pour cela sur la terrasse du bâtiment. Cet épisode fut le point de départ d'une solide amitié.

(7) Celui-ci correctement dépouillé et analysé en profondeur dans les années suivantes.

togolais, mais le fait était là : dans la troisième décennie des Indépendances, une parole de Blanc était beaucoup mieux acceptée qu'une parole d'Africain, que ce soit par un simple enquêteur ou par le responsable d'une compagnie pétrolière qui suspectait nos bons d'essence. Déplorable, mais c'était comme ça : il fallait faire avec. Mon rôle devint donc de servir en quelque sorte de « bureau des pleurs », où affluaient de graves questions de pièces de mobylette, de médicaments, de fiches qui manquaient, de bics qui séchaient... Ce n'est pas que je sois tellement débrouillard, mais je sais écouter, et donc rassurer. Si je ne trouvais pas la solution tout de suite, on me laissait le temps de la chercher (ou plutôt de la confier à quelqu'un de compétent), et tout le monde était satisfait...

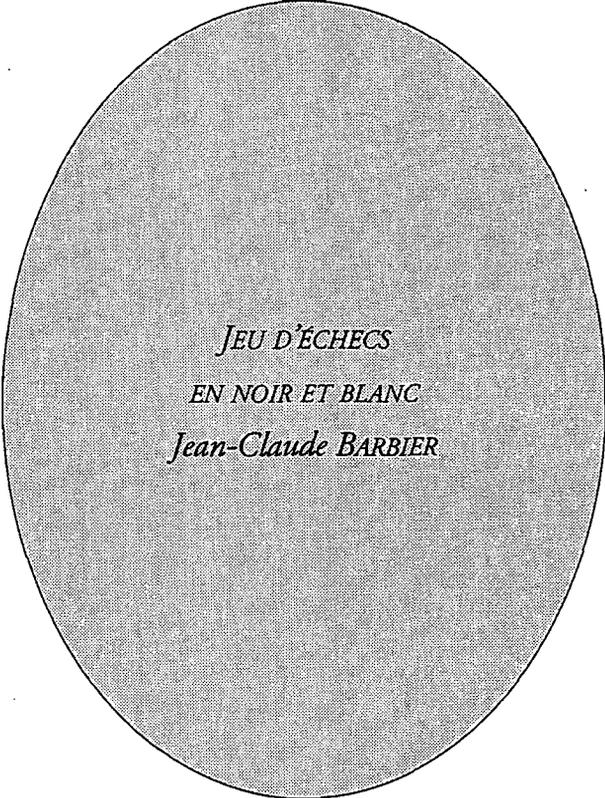
Mais l'épisode le plus acrobatique, le plus inhabituel pour un chercheur, a été d'avoir à faire la paie des enquêteurs. Les responsables du recensement, naturellement, n'avaient pas les fonds qu'il aurait fallu pour commencer. Ils s'étaient quand même lancés — avec raison, car s'ils avaient attendu, l'austérité venant, ils attendraient encore.... En brousse, les agents recenseurs pouvaient sans trop de difficultés vivre sur le terrain. A Lomé, c'était impossible. Le recensement avait commencé un lundi. Dès le mercredi, les enquêteurs réclamèrent de plus en plus véhémentement une avance de salaire, menaçant de se mettre en grève (et ils l'auraient fait). Le jeudi, Nouridine et moi allâmes tambouriner sur le bureau du directeur général pour obtenir au moins 2000 F CFA ⁽⁸⁾ d'avance, et nécessairement en petites coupures. Avec des acrobaties dont il vaut mieux ignorer les détails, le directeur réussit à trouver 1 050 000 F en billets de 500 F (ça fait vraiment beaucoup, beaucoup de billets !). Mais nous étions vendredi à 17 heures, la Comptabilité de la Statistique fermait pour le week-end, et les collègues togolais — très prudents devant tout risque d'accusation de détournement de fonds — se récusèrent unanimement. Il fallut que le yovo ⁽⁹⁾, encore une fois, sortît de son rôle de scientifique et prît le gros sac bourré de billets sous son bras pour rentrer chez lui avec.

(8) 40 FF à l'époque. Le Salaire Minimum togolais était alors autour de 12 000 F CFA par mois.

(9) Le Blanc, au Togo et au Bénin du Sud.

Le lendemain, samedi matin, séance de distribution à la trentaine des chefs d'équipe de quatre billets de 500 F pour chacun de leurs agents. Détail amusant : la liste des 525 enquêteurs n'était pas par ordre alphabétique, ni aucun ordre praticable. Alors nous avons joué au loto : « Chez qui Koffi Kokou ? » — « Chez moi, équipe 17 » — « Chez qui Komlan Yao ? » — « Ici, équipe 22 », et ainsi de suite... Ça a pris six heures d'affilée, le temps qu'on classe tout le monde par équipe, que j'aligne les billets et que mes partenaires viennent signer les listes d'émargement ainsi composées. Je recommande particulièrement ce sport aux gens qui, comme moi, relevaient depuis peu d'hépatite virale... (en plus, j'étais invité à déjeuner chez le consul de France : je suis tout de même arrivé juste à temps pour le café).

Pas scientifique de s'occuper ainsi de bons d'essence, de morceaux de craie et de pneus de mobylette ? Certes, pas scientifique du tout. Mais quelle introduction aux sources d'information ! Après cela, mes amis de la Statistique ne pouvaient plus rien me refuser : à mesure que les tableaux sortaient tout chauds des ordinateurs, j'ai toujours été le premier à les avoir, le premier à pouvoir les analyser, et j'en ai tiré des pages qui ont intéressé pas mal de monde. Quand je pense à l'accueil réfrigérant qu'on m'avait réservé lors de ma première visite à la Statistique, je crois que tout ceci n'était pas du temps perdu. Dans la recherche, on doit souvent sortir des chemins balisés et tailler soi-même son chemin dans la brousse. N'est-ce pas là l'un des plus grands bonheurs de notre métier ?



JEU D'ÉCHECS

EN NOIR ET BLANC

Jean-Claude BARBIER

*Je suis FOU de toi,
CAVALIER de tes messages,
TOUR à l'horizon de ton voyage
et ROI, puisque tu es REINE*

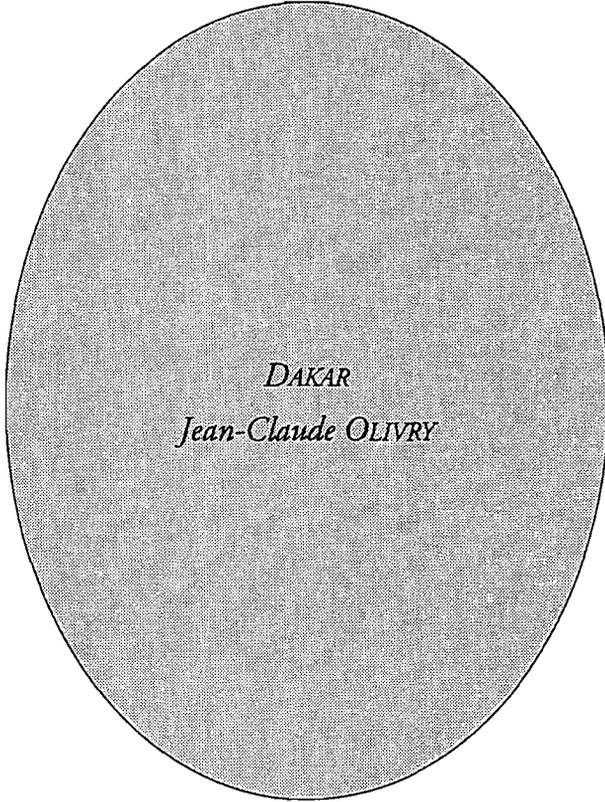
*Ma dame du jeu d'échecs
est grande et belle.
Elle est fille de Foumban (1)
Ai-je les Blancs ou les Noirs ?
A la regarder je ne sais,
car le bronze des artisans
et l'anneau rouge des nji (2)
se reflètent sur son ivoire patiné.*

*Ma dame du jeu d'échecs,
est fière et gagnante.
Elle va-et-vient dans mon jeu.
Est-ce caprice de voyageuse ?
où quête amoureuse ?
Le premier jour je ne sais.*

(1) Capitale du royaume Bamoum, au Cameroun.

(2) Notables de la société bamoum.

*Le troisième jour,
ma dame du jeu d'échecs
a gagné la partie.
Elle s'est mise nue au milieu du jeu,
blottie contre une tour,
éprise d'un cavalier,
soumise comme un fou,
souveraine de la situation.*



DAKAR

Jean-Claude OLIVRY

*Que l'eau est claire
Dans le port de Gorée.
Chloé, Claire,
Modernes signares.
Gorée, petit port,
Besoin d'autrui.*

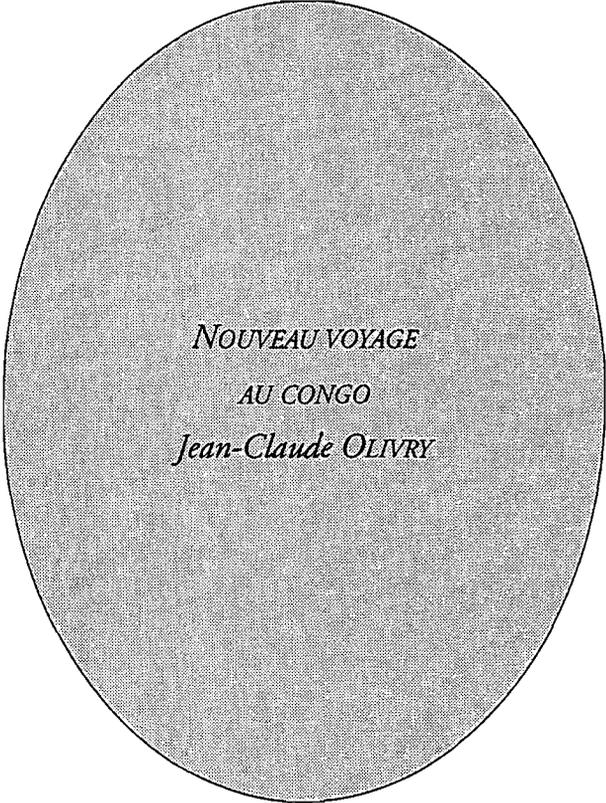
*Cloaque et glaires
Au quartier Derklé.
Flaques, immondices
Au marché Castor.
Gorets, petits porcs,
Destin de truie.*

*Ngor, Madeleine,
Ile du serpent.
Cap vert, Mammelles,
Guano, cormorans,
Cora et griots,
Devins d'Al Mahdi.*

*Crevettes et fleurs
Des halles Kermel,
Cour maure ravagée,
Parfums, odeurs
Des souks Sandaga.
Butins mourides.*

*Médina ! Défense
D'uriner mille francs.
Vingt cinq sous seulement !
Lamine Gueye, Senghor,
L'hymne national,
Démocratie.*

*Vidéo, valises
Échoppes du Liban
Marabouts ficelles
Donne l'argent.
Frères rampants,
Mendicité.*



NOUVEAU VOYAGE

AU CONGO

Jean-Claude OLIVRY

*A quand la pluie au Sahel ?
Ami, il est bien tard,
N'attends plus à Dakar ;
Pour un vrai retour à l'humide
Rejoins les artères d'eau
Du Bassin du Zaïre,
Sous l'Equateur
Et son trop-plein liquide.
Toi que j'ai croisé anxieux
Venu des crachins océaniques
Qui, au fond des fossés spongieux
Font jouir limaces lubriques,
Écoute la pluie !
De la pluie qui pissote,
De la pluie qui glissote
Sur les feuilles vernissées.
Écoute la vie !
De la vie qui sursaute,
De la vie qui grimpe, haute,
Aux arbres de la forêt.
Lianes qui dévorent
Tous fûts élancés
Où s'accrochent épiphytes
Au creux de toute plaie,
Chancres et parasites
Violant l'écorce et l'aubier ;
Les tripes de l'Afrique centrale.*

*Baves et mucus de toutes faunes,
Traces et humus de toutes flores,
Déchets de toutes espèces,
Dépouilles et restes de toute vie,
Baignent d'acides humiques,
Pigments, phénols, produits aminés,
Le rein de l'Afrique humide.*

*Et tandis qu'en bas
Pourrissent limbes digérés,
Magie chlorophyllienne,
Branches et feuilles de la canopée -
Bronches au ciel des futaies -
Rendent bouffées d'oxygène
Du poumon de l'Afrique équatoriale.*

*La forêt s'éponge, le sol s'essore,
Ses pores palpitent, l'air évapore ;
Aquifères et gîtes, réserves pleines,
Leurs capillaires saturent artères et veines ;
Des drains, l'eau suinte, coulote,
Ruisselle, déborde, inonde
Le cœur de l'Afrique Profonde.*

*Au bord de l'eau dans ses capitales,
Salies, faciles et vaginales,
Crains de croiser les maîtres
De populations dépouillées
Dont le clan, la bourse féconde,
Ne jouit, n'éjacule qu'en Suisse.
Le pénis de l'Afrique spoliée.*

Ami, dans ce « Voyage au Congo »

Tu m'as dit « je ne suis pas Marc,

Tu n'es pas André ; Gide aurait

Chanté moderato

Le cours lent des rivières nègres

Pas ramené, tourné à l'aigre,

Étau de fonctions triviales,

Les chants de l'eau

De la forêt équatoriale ».

Pardon pour lui, pardon pour toi !

Mais pour l'heure, je reste

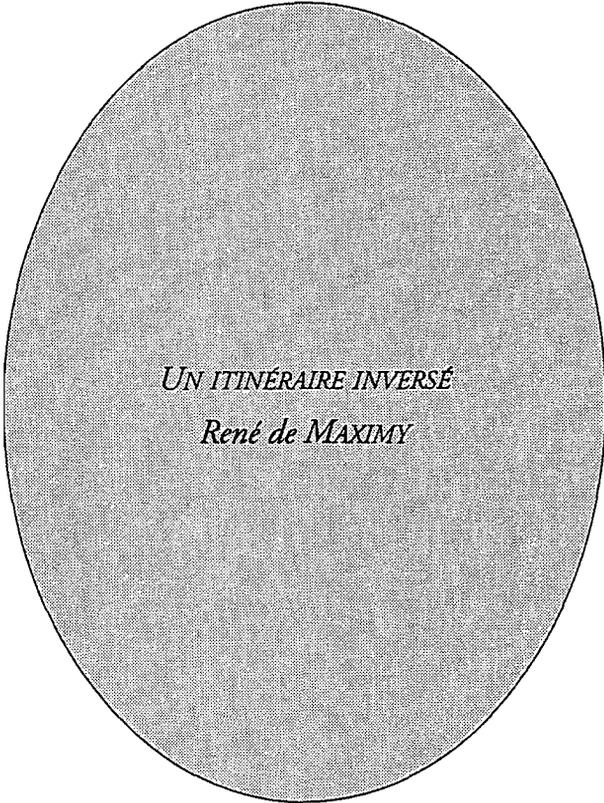
Avec ma soif d'aujourd'hui

Et préfère aux « Coca cola rivers »,

A « l'evergreen rain forest »,

La couleur du Ricard,

Voire celle d'un perroquet.



UN ITINÉRAIRE INVERSÉ

René de MAXIMY

Il y a toutes sortes de personnes à l'Orstom, aussi me pardonnera-t-on d'en être et m'excusera-t-on de n'être point conforme. Mais, en vérité, je ne me mettrais pas en avant si je ne pensais que mon itinéraire inversé, et l'expression si peu scientifique que je donne ici, sont, par là même, démonstratifs de l'esthétisme qui peut fortuitement se manifester dans le choix d'Orstomiens tard venus.

Voici. Nous sommes en 1958. Dans la logique des études de géographie que j'achève, il m'apparaît utile d'ajouter un certificat d'étude supérieur d'ethnographie. J'en suis donc les cours. Il sera cause que je tâterai, par la suite, de sociologie générale. Cette décision s'inscrit dans le droit fil de mes lectures oniriques et gourmandes du Journal des Voyages dont j'ai découvert, dans les années 40, la collection dans le grenier grand paternel. Faut-il y ajouter les récits des missionnaires dont nous abreuvent les Bons Pères durant une scolarité secondaire (ô combien !) nonchalante qui meubla mes années d'après-guerre...

A l'Institut d'ethnologie fréquentent des étudiants de toute discipline et de toute indisciplin. De ceux-ci, quelques jeunes orstomiens : Claude Robineau, modeste et studieux ; Hubert Fréchoux, fraternel et chaleureux ; Jean-François Henry, intelligent, passionnant, le plus brillant d'entre nous ; Ferdinand Ngoué, qui nous évite de poursuivre, inconsciemment, le discours colonial, quoique... ; Henri Barral, qui sait (déjà) tout du Sahara et du fêche-fêche... et qui raconte... qui raconte. Il y a aussi d'autres figures qui arpenteront l'Afrique, avec d'autres structures. Et des camarades aussi intelligentes que charmantes, Monique qui hantera la vallée du Draa, Marie Odile qui restera définitivement parisienne, et Bernadette, la future femme d'Henri Barral.

Premier contact, fugace, de ces orstomiens qui se singularisent, pour l'instant, par leur passion des choses de l'Afrique et du reste du monde, et par leur aisance financière, qui fait qu'ils payent chaque fois les pots que nous prenons en sortant des cours. Ce sont eux, encore, que je retrouve rue Saint Jacques, en géographie économique et géographie coloniale.

C'est le temps, très parisien, où nous nous interrogeons sur ce qui se passe autour de nous, et ailleurs. Mais c'est d'abord à Paris que nous sommes :

*Seine huileuse et douce
Passante sans arrêt
Quand les hélices brassent tes eaux noires
Sais-tu
Quels furent tes hôtes
Et que peux-tu bien croire !*

Et que croyons-nous, nous qui découvrons la préhistoire avec A. Leroi-Gourhan, la sociologie avec P.H. Chombart de Lauwe, l'ethnographie africaine avec H. Deschamps ? On rêve, on espère, on suppose, on ne demande qu'à aimer le monde entier, et nos voisins, et nos voisines...

Et puis chacun, de son côté, s'en va. L'Algérie en guerre est un passage obligé, où l'Afrique que nous n'attendions pas prend corps, faisant d'un rêveur un homme engagé et, à jamais, un cynique.

*Un enfant contre un pylône sous le ciel
S'appuie
Tout près les eaux bleues qui doucement
Palpitent
Tout près la Kabylie où les armes
Crépitent
Le pylône est d'acier
Le soleil tombe
En pluie*

Retour en France, au ministère de l'Agriculture où je suis accueilli par d'anciens coloniaux, G. Théodore et son équipe, et aussi C. Laurent, de l'INRA qui a étudié la moyenne vallée du Sénégal, avec, entre autres, J.-L. Boutillier et P. Cantrelle. Nous sommes au lendemain de l'indépendance algérienne.

Et deux ans passent : 1964. Un nouveau grand départ s'annonce, avec le BDPA cette fois-ci. Objectif : l'Océan Indien, le micrarchipel comorien, une de nos dernières poussières d'empire. Adieu l'Europe, bonjour les îles.

Adieu l'Europe

Adieu ma vie

Adieux amours

Qui furent magie

Au ciel de flamme

Soleil tournant

A force rame

Je fuis devant

Adieu le temps

Du mal pétrole

Bonjours le temps

Des amours folles

Cumulus blanc

Afrique noire

Jour accablant

Fraîcheur des soirs

Adieu mouvance

Des villes grises

Adieu démence

Des foules prises

Quand dansent et battent

Les grandes pluies

Leur lent tam-tam

Rythme les nuits

Sombre... noir... nègre, voici le temps des indépendances, celui des bonnes fortunes pour l'Afrique. Qui n'y croirait pas ? C'est la fin d'une éternité.

*Au temps des bonnes fortunes
J'ai possédé l'Afrique
Des frémissements lents aux souples balancements
C'était une vieille esclave foulée des coloniaux
Fourbue d'amours vénales
Croupe cassée des nuits trop prolongées
Éreintée
On la méprisait fort
On la consommait vive
Souillait ses flancs courbés
C'était une vieille esclave lasse des maternités
Forcée pénétrée fouillée éventrée
Engrossée
Abandonnée
Esclave d'éternité
Lors quand je vins elle avait des ardeurs
Comme vierge énamourée
Les boutons de ses seins érctaient sous les doigts
Au plus sombre de sa peau couraient des ondes douces
Elle vibrait
Délivrée
Elle revivait
Ressuscitée
Usé d'europe veule
Vanné des foules folles
Je fuyais le béton vibré au décoffré des villes
Nous avons combattu la Kabylie en armes
Chauds encore du maquis amer des jujubiers
Odorant des lentisques*

Amoureux

Fous de notre-mer-close-au-milieu-de-nos-terres

Brûlants

Haletants

Joyeux de son indépendance

Au débotté du jet l'esclave africaine

Dans un grand rire d'Olympe a accouché

Alors

D'une vierge

Déesse noire

C'était le temps des rêves aux marges des conquêtes

Je l'ai possédée vive

Loin des gloires enfantines

Et des esprits serviles

Les sorciers sont venus

J'ai retourné son champ

J'ai fécondé sa terre

La gestation commence

Époque de germinal

Fin d'une éternité

Puis, au gré des contrats, dérives et transverses, la découverte des grands rassemblements qu'on n'ose appeler villes, concentrations vastes et incompréhensibles, lieux inattendus. « Cent feux de villes animés par l'aboie-ment des chiens... » (Saint-John Perse) m'accueillent aux berges congolaises, au bord du Stanley-Pool. Les rebellions sont liquidées, Kasavubu meurt, Mobutu règne, le Congo ex-belge retrouve ses marques, chacun croit le pire derrière lui.

*Kin' danse aux cités d'ombres
Longues jambes fleurs de quinquets
A hauts parleurs à lourdes hanches
Kin' d'ombres aux cités danse*

*Vie et soleil lumières en feux
La nuit courut la nuit accourt
Le grillon vibre près du manguier
J'entonne un cri de longue durée*

*Kin' en silence cités dans l'ombre
Les ancêtres vont le long des rues
Repos des hommes danse des morts
Kin' assoupie membres rompus*

*Calme douceur brillance close
Ombres qui fuient le jour approche
Le grillon dort près du manguier
Kin' s'éveille expire mon cri*

*Allons, ces villes ne sont pas si impraticables ! L'Afrique persiste, en
parallèle et en pentachromie.*

*Coule l'Afrique au large du confort
Savanes jaunes sur les terres rouille
Glissent en poussières dans l'océan perdues
Afrique rouge aux soirs des jours rompus
Afrique bleue à l'espère de la nuit
Meurt au jour dans le temps du repos
Les esprits rôdent dans les villages quiets
Gémit la vie tremblent les gens de brousse*

*Afrique verte dans les brumes de l'aube
Les villages fument au retour de la vie
Comme femmes portent les enfants dans leur dos
Les hommes palabrent un nouveau jour d'ennui*

Seulement, au fil des années qui s'égrènent dans l'incompréhension réciproque, ce qui, au début, n'était qu'un entassement temporaire de nouveaux venus dans les bas-fonds des capitales héritées, s'impose. A Yaoundé, le terrain d'une ancienne briqueterie devient le centre de l'africanité vive et négligée, les lieux de l'avenir.

*Nous n'étions pas des étrangers pour de tels abus
Voitures étincelantes
Les beaux quartiers
Détresse en transhumance
Les maux quartiers*

*Honneur des hommes
Force du temps*

*Plus noire n'est que la peau
A l'aune de l'espoir que valent ces haillons
Qu'importe la piétaille à l'ombre des manguiers
Violence qu'on enterre*

*Nous n'étions pas des étrangers pour leurs chances incertaines
Bourbiers de l'abondance
Merdes à flot
Ravins d'indifférence
Charognes sur l'eau
Ruelles-viols
Carcasses de bagnoles
En mécréance tendre
Un peuple séparé*

*Et des restes de pluie flottaient en brumes d'étincelance
Ô l'amère flambloyance d'un soleil renouveau
Sur les tôles rouillées
Dans les quartiers infâmes
Immondices qui fermentent en bublances d'agonie
Nous n'étions pas des étrangers pour de telles vengeances
Car vivait la cité de ce paradis ôcre
Rires dans le soir
Cris dans la nuit*

*Amours permises au plus vif des sources
Et jets lâchés en pulpes d'érection
Râles courts et yeux qui chavirent
D'un peuple sans retour*

D'un siècle l'autre

Passe l'Histoire

Dedans comme dehors

Ô gueux des grands voyages

Les charognards se gorgent d'innommable

Ongles des grands rapaces

D'arrache-coeur

Opulence festive

S'en va l'Afrique rongée de chauvinisme.

Faut-il résumer ce long périple qui me mène, en 18 ans, de la rue de Varenne à la rue Bayard... C'est un très long, très prenant, très bel itinéraire que je ne peux évoquer que par la longue quête d'une passante, très désirable, venue des sources du Nil, et qui s'évanouira dans le désert.

N'est-ce point, symboliquement à tout le moins, l'ordre de marche, le cheminement, de chacun d'entre nous ?

*Quand le Nil en mon seau tenait
J'ai voulu parcourir la Terre
Afrique mon Afrique
Ô ma mère ô ma vie
Comme j'allais aux chemins de ses fleuves
Debout dans les troncs creux des pirogues fragiles
Sur la forêt pluvieuse bordée de sables blonds
Passaient des vents de renaissance
Parlaient les mille bruits de mon vieux continent
Disaient l'air et l'eau brune dans la lumière
Tu ne peux partir ainsi
Enfant des marigots
Où vas-tu si loin courir la route
Oublies-tu la Rutshuru de ton enfance
La vaste Rwindi et tous les Virungas
Ne sais-tu plus ton nom
Fille de Lubéro
Les sommets neigeux les grands lacs
Nos villages et le chemin de tes ancêtres
Et les cyprès de Butembo
Que crains-tu
Reste avec nous
Demeure
Assise devant ta case
Mais les fleuves couraient jusqu'aux eaux primordiales
J'y fus
L'espace d'un moment vibrèrent les vents
En spirales de feu
Lors je suivis la marche des planètes
En un monde inconnu que révélaient mes pas*

*La forêt longtemps cerna mon chant de vérité
Puis la savane haute succéda aux clairières
Elle vibrait sous le soleil
Des bouquets de manguiers encerclaient les villages
Je courais dans les roches
Au milieu des greniers
Parmi les champs de mil
Des oiseaux d'innocence gonflaient leur gorge pourpre
Et quand tombait la nuit de ces journées
De jeunes hommes splendides
Baignaient leurs muscles d'ombre
Aux cascades des mayos
Viens, criaient-ils, fille de liberté
Tu es faite pour le jeu
Pour les folles amours
Nous nous prendrons de joie
Et nous serons heureux
J'accourais à leurs cris
Nous plongeons dans les eaux de turbulence
Puis allions sans pudeur
Jusques aux cases fraîches
Où des nattes épaisses accueillaient nos ardeurs
Mais je passais
Rien ne pouvait contrarier la course de mes errances
Toujours plus avant sur les pistes du monde
Parfois
Sur le soleil couchant
Se dressait une ville
Monstrueuse
Je traversais ses places*

*Je longuais ses rues
Étrangère
C'étaient des lieux d'incertitude
Où venaient mourir tous les rires de l'Afrique
Se débattre mes frères en des houles turbides
Si loin de tant d'effroi
Par peur d'une lèpre irréparable
Je fuyais en criant
J'atteignis les sables du sahel
Les pâtures de poussière
Un soir que le ciel flambait
J'avais quitté Kano la ville chamelière
Sur la piste des cavaliers allaient
Des enfants à dos d'âne
Des troupeaux faméliques
Et je voyais parfois des femmes accueillantes
Les bras cerclés de bracelets
Elles me présentaient les fromages plats
Faits du lait des chamelles
Et me disaient
Fille joyeuse des grands lacs du Sud
Ici finit ta quête
Pourquoi prolonger ton absence
Reste avec nous tu seras notre cœur
Je souriais
Vivais dans leur campement le temps d'une abondance
Aimais le calme de l'Air
Mais une nuit nouvelle commençait*

*Je laissais mes traces sur le sable fauve
L'aube me surprenait au trou d'eau des gazelles
Des tourbillons de sable tournaient parmi les cailloux noirs
Lors je sentis passer le grand souffle du temps
Comme une force vive
Comme un torrent
Dans le désert du monde
Ainsi finit ma course
A la suite du vent*

En 1982, ma fin est le commencement des autres orstomiens, j'entre, subrepticement, à l'Office qu'on débaptise. Ce sont des retrouvailles. Je ne savais pas que j'y connaissais tant de monde, que d'autres encore m'y connaissaient. Il y en a trop qui sont avertis, c'est là l'expérience inquiétante, ne pouvoir bluffer avec l'aisance voulue. Je découvre que, si je suis resté dilettante, mes anciens condisciples sont devenus, ou restés, hypersérieux : des savants, quoi ! Ma seule consolation se résume en ce court échange, quelques années auparavant à Montpellier, avec Gilles Sautter avec qui il m'arrive, alors, de marcher en montagne ou de skier.

Je me remémore :

— « René, je vous trouve bien désinvolte ».

— « Que voulez-vous, Monsieur Sautter, il faut bien qu'il y ait un géographe désinvolte par génération... »

En vérité, désinvolte, nous le sommes ni l'un ni l'autre, mais en même temps, nous le sommes tellement l'un et l'autre !... Nous fîmes très contents, ce jour là, de nous être reconnus et mutuellement définis.

Mais il faut bien se soumettre aux mœurs de la tribu. Je m'y applique depuis 1982 et n'y arrive mie. E. Le Bris, responsable du département D, et en cela opposé à son adjoint, accepte qu'on me garde après les six mois probatoires, avec l'argument : « il est vieux, on ne peut pas lui faire ça ! » Je suis les bonnes œuvres de l'Orstom, et n'en ai nulle gratitude.

Pourtant l'institut est une « alma mater » qui me fait voyager. A mon tour, je découvre l'Amérique. J'y rencontrerai « la Conquista » en 1992, pour « les cinq cents ans de la Découverte ». Ce sera lors d'un voyage que je fis en Nouvelle Grenade, dans Carthagène, la grande ville négrière et toujours nègre, où encore se tient la misère perpétuée des esclaves, de ceux qui n'arrivent jamais à gagner la poignée de douros nécessaires au rachat de leur liberté.

En droiture de la côte de toutes les afriques

De celle de l'ivoire

Et de celle des esclaves

Le négrier en son triangle

Sur les mers océanes.

Et lui

Tout pauvre

Tout noir

Il est là...

Le nègre jeté aux rives américaines.

Il est là

Main tendue

L'objet de paille en ses doigts contenu

Projeté.

L'objet de rien

L'objet du crépuscule

Afrique désespérée

Amérique imposée

Un objet de paille

Un objet de rien

Il est là

Vieux nègre

Si vieux

Si nègre

Bras lancé au devant du passant

En quête de l'air du temps

Du vent des îles

Des bribes de nouveau monde.

Rêves d'espérance des crépuscules inachevés

« Cartagena de Indias »

Passent les ans

Et les siècles passant

Seuls ne passent que les nègres aux gestes lents

Œuvrant depuis trois siècles

Tissant leur liberté

Et continue la vie

Et continue le monde...

Mais dans une rue passante

Reste encore le vieux nègre

Vendant son grain de paille

Et les jours qui se traînent

Et les nuits vaille que vaille...

Pourtant tout n'est pas négatif du brassage des humains. Progressivement, avec ou malgré nous, les civilisations rencontrées, heurtées, détruites et reconstruites autrement, se font. C'est ainsi qu'un Vendredi Saint, à Quito où j'écrivis cette chanson pour une infante, les Indes occidentales étaient en fête et côtoyaient l'Espagne.

Sur la plaza San Francisco

S'en va d'un pas qui danse

L'Infante de Quito

*Pantalon rouge chemise noire
Cheveux perdus dans le soleil
Parmi la foule qui s'émerveille
Viernes Santo
S'en va l'Infante de Quito
Les moines sortent de leur couvent
En procession à pas comptés
La Vierge devant
Et Marie Salomé
Le regard froid d'Hérode le Grand
Et tant de Christs enchaînés
Sous l'œil violet des pénitents
Visage bronzé
Sourire gentil de l'amitié
S'en va l'Infante
Austère et réservée
La foule piétine sur le parvis
Chemin de croix
Croix sans bannière
Rues encombrées
Où passe le Christ du Gran Poder
En soleil feu
Flambe le ciel bleu
Dans la lumière
Sur le parcours du vielh centro
S'en va dansante
L'Infante de Quito
C'est tout un peuple qui se déplace
Ombres des siècles dans l'histoire
Cierges qui brûlent le temps qui passe*

*Touristes et caméras
Fumées des encensoirs
Semaine Sainte où a régné l'Inca
Jour de prière pour qui sait croire
Sur la Plaza San Francisco
Chemise rouge pantalon noir
Courant pieds nus en ses sabots
J'ai bien cru voir
L'Infante de Quito*

*Mais il est d'autres villes dans l'immensité des Andes, ainsi
Cochabamba où j'ai côtoyé l'hispanité revisitée, installée dans la paix, aux
portes du couvent des Carmélites.*

*Tout à l'heure
J'ai longé le grand mur aveugle
Le grand mur de briques anciennes
Tout à l'heure
J'ai écouté la ville close
Quand a sonné le chant du temps
Et les toits...*

*La douceur ôcre de leurs tuiles
Le vol paisible des palombes nidant sur la coupole
Terrasse
Balustres ajourés
Le dôme et son clocher
Calme la ville
Et bruisse dans l'air chaud un grand bruit de paroles...
Tout à l'heure
Sur la place de Granado
De vieilles femmes étaient assises*

*Quoi que la ville disserte
Encloses dans leur silence
Elles prenaient la lumière
Engrangeaient la clarté
Tournaient le jour de longues tresses
Quenouilles qui se filent
Ombre et soleil en lente corrida
Et les journées se font
Et les soirs se défont
Brins à brins...
Attraper de tout un peu
Et ce qui passe...
Le rythme qui se scande
La danse de leurs pensées
La lancinance conventuelle
D'une cloche battant le temps
Matines matutines
Puis l'angélus
Et sixte et none
Un souvenir
Une prière
Un grand vide peut-être
J'ai passé là
Et j'ai erré dans ma tête
A pas dansé
Dans la poursuite de mes pas...
Et j'ai aimé
Le vieux couvent fermé sur son silence...*

Quoiqu'arrivant impénitent en ma soixantième année, j'éprouve malgré tout quelques désenchantements. Il y a folie à courir encore savanes, hautes plaines, littoraux, « paramos » ou forêts pluvieuses, à hanter les grandes métropoles en solitaire, à cet âge.

Que longs

Que longs les jours

Que tristes

Que longs et tristes

Le pays est beau

Les glaciers les volcans

La côte et la selva

Le rêve conquérant

Une conquête qui se mesure au pas

Le pays est beau

Et verrouillé

Comme un tombeau

Les gens sont si gentils

Tranquilles si

Et inutiles aussi

Pourquoi tant d'inquiétude

Pour le touriste c'est le bien

Pour le touriste et pour mon chien

Ce sont ici les lieux de servitude

Les lieux du plus grand bien

Et des terres vierges pour les capitalistes

Mais qu'est-ce d'autre qu'une habitude

Et qu'est-ce encore pour l'humaniste ?

Que longs

Que longs les jours

Que tristes

Que longs et tristes

*L'étude alors
L'étude encore
Le sacerdoce du chercheur
La poursuite folle du condor
Le vol splendide
La mission admirable
La raison impavide
La construction de très riches heures
Les élucubrations et leur pourtour
Les travaux et les jours
Les théories si désirables
Tout ça qu'on met autour
Et dedans et dehors
Tout ça qu'on dit
Tout ça qu'on vit
Et c'est quoi pour
Que longs
Que longs les jours
Que tristes
Que longs et tristes
Les amis peut-être
Où les amours et les caresses
Mais d'hétaïres nenni
Où l'affection où la tendresse
Il ne suffit pas d'être
De vivre sans restriction
Où l'attention...
S'en va mon ombre
Là passant
Et les autres vont
La délaissant*

Que longs
Que longs les jours
Que tristes
Que longs et tristes
La solitude pour qui s'y tient
Ni cri ni vent
Tremble un murmure dans le lointain
Ce n'est qu'un souffle de flûte indienne
Ou le chant mort d'une sirène
Les falaises sont parois de silence
L'écho s'y rend
L'écho s'y meurt
Indifférence
La solitude à l'abandon
Pour quoi pour quand
Et tous ces bruits sans nom
Et tous ces gens et leur rumeur
Et ces grands ciels sans horizon
L'espoir s'active sur des riens
Quand la vie meurt d'inattention
Que longs
Que longs les jours
Que tristes
Que longs et tristes
S'étirent les nuits
En lignes blafardes
Temps sans issue
Lentes insomnies
Qui vont cafardes
Filant sans bruits

*A pas petits les petits pas
Qui vont qui viennent
Quand ceux-ci se souviennent
Et n'y vont pas
Ni vue
Ni sue
La ride se farde
Les rimes s'aliènent
C'est l'heure flemmarde
Que longs
Que longs les jours
Que tristes
Que longs et tristes
Pain bis pain blanc
Moisson s'engrange
Le retraité dort sur le banc
Rien ne le dérange
Fais ci fais ça
Développe et théorise
Couci couça
Qu'on se le dise
Ici ailleurs au bout du monde
Que tourne à verse
Que tourne adresse
Chercheur futé
Chercheur madré
Quoi que tu crois tourne la ronde
Que longs
Que longs les jours
Que tristes
Que longs et tristes*

René de MAXIMY

Pour en finir, il me reste en mémoire le début d'un ultime poème :

Bonjour.

Bonjour

C'est une rencontre, rien de plus simple.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	3 x
<i>Orstom : Le parcours initiatique</i>	
<i>Jacques CHARMES</i>	9
<i>De l'autre côté du miroir</i>	
<i>Philippe COUTY</i>	25
<i>Premières impressions</i>	
<i>Claude ROBINEAU</i>	37
<i>Un futur D. G. bien dérouté</i>	
<i>Gérard WINTER</i>	49
<i>50 000 kilomètres à pied de prospections pédologiques en Afrique Noire</i>	
<i>Albert FORGET</i>	59
<i>Chroniques de la Sangha</i>	
<i>Bernard DENIS</i>	75
<i>La surprise d'une promenade forestière</i>	
<i>Jacques MIÈGE</i>	89
<i>L'odyssée du M/S « Jacques Daget »</i>	
<i>Jean-Jacques TROUBAT</i>	93
<i>En attendant d'entrer à l'Orstom ou engagez-vous, l'Orstom vous envoie là ou vous rêvez d'aller</i>	
<i>Jean-Claude LEPRUN</i>	111
<i>Identité perdue</i>	
<i>Edmond BERNUS</i>	127
<i>Ma première journée en brousse</i>	
<i>Jean-Claude BARBIER</i>	131

Table des matières

<i>« L'homme-caïman du Niari »</i>	
<i>Bernard DENIS</i>	137
<i>Le pédologue-ambulancier et la femme à demi-accouchée</i>	
<i>Bernard DENIS</i>	145
<i>« Le chien écorché »</i>	
<i>Emmanuel FAUROUX</i>	151
<i>Appareil photo contre balle perdue</i>	
<i>Jean-Claude BARBIER</i>	159
<i>Baptême de l'air à Tonga</i>	
<i>Caroline DURIEZ-TOUTAIN</i>	165
<i>Vous verrez du pays ...</i>	
<i>Patrick GUBRY</i>	171 x
<i>Aventures au Libéria ou candide au pays de la violence institutionnalisée</i>	
<i>Alfred SCHWARTZ</i>	181
<i>Welcome au Ghana, mais ne passez pas les frontières à pied !</i>	
<i>Jean-Claude BARBIER</i>	197
<i>Rapt à Pentecôte</i>	
<i>Benoît ANTHEAUME et Joël BONNEMAISON</i>	207
<i>Coup d'état à Tana, les dessous du complot Orstom</i>	
<i>Jacques CHARMES</i>	223 x
<i>Visite d'une princesse à Tsimbazaza</i>	
<i>Pierre SÉGALEN</i>	241
<i>Jour de liesse à l'Idert</i>	
<i>Jacques MIÈGE</i>	245
<i>Une visite ministérielle</i>	
<i>Jacques MIÈGE</i>	253

Mille et une histoires Outre-Mer

<i>Bangui, Bokassa et les sciences sociales</i> Yvon CHATELAIN	257
<i>Le margouillat effronté</i> Jacques MIÈGE	263
<i>L'éléphant de Madagascar</i> Patrice ROEDERER	269
<i>Quatre océanographes à l'assaut du Mont-Cameroun</i> Alain HERBLAND	273
<i>Le pont du Sambirano</i> Patrice ROEDERER	287
<i>Quand l'Orstom annexait une étoile</i> Patrice ROEDERER	291
<i>La pointe</i> Pierre SÉGALEN	295
<i>Le superviseur « Yovo » ou comment ramener sa science lors d'un recensement au Togo</i> Yves MARGUERAT	299
<i>Jeu d'échecs en noir et blanc</i> Jean-Claude BARBIER	307
<i>Dakar</i> Jean-Claude OLIVRY	311
<i>Nouveau voyage au Congo</i> Jean-Claude OLIVRY	315
<i>Un itinéraire inversé</i> René de MAXIMY	321
<i>Table des matières</i>	345

© ORSTOM, 1997

Microédition ORSTOM Bondy

Achevé d'imprimer : juin 1997



18, rue Saint-Denis, 75001 Paris
N° 247418A - Dépôt légal : Juin 1997

ORSTOM
213, rue La Fayette
F-75480 Paris Cedex 10

Illustrations de couverture :
vignettes utilisées autrefois
pour caractériser
les différents départements
de l'Orstom